

# Élaboration des réglementations nationales de gestion des ressources en eau

Principes et pratiques

FAO  
ÉTUDE  
LÉGISLATIVE

69



Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture



# Élaboration des réglementations nationales de gestion des ressources en eau

Principes et pratiques

**Dominique Bichara**  
**Stefano Burchi**  
Service droit et développement  
Bureau juridique de la FAO

FA  
ÉTUI  
LÉGISLATIF

69

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture



Rome, 1999

The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Food and Agriculture Organization of the United Nations concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

M-54  
ISBN 92-5-204381-0

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, or otherwise, without the prior permission of the copyright owner. Applications for such permission, with a statement of the purpose and extent of the reproduction, should be addressed to the Director, Information Division, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

© FAO 1999

## PREFACE

Les réserves d'eau, dont la quantité est par essence limitée, sont, de nos jours, soumises à une pression croissante dans la mesure où elles sont appelées à satisfaire des exigences économiques, sociales et environnementales de sociétés de plus en plus complexes et interdépendantes. Afin de limiter cette pression, une grande majorité d'États tend à se substituer progressivement aux propriétaires fonciers dans leur rôle de maître ou "gardien" des ressources en eau. Ce mouvement se traduit par un développement des lois et règlements régissant la mise en valeur, l'utilisation et la protection des ressources en eau, remplaçant ainsi le recours systématique au règlement des litiges entre propriétaires fonciers, ayant pour objet des droits et obligations de droit civil qui ont traditionnellement fourni le cadre juridique de références en la matière. L'adoption des lois et règlements en la matière implique que soient traitées à la fois des questions de politique et de principe et leurs modalités d'application. Bien que ces deux aspects soient complémentaires, l'on constate souvent que les politiques et les principes arrêtés par la loi ne sont pas mis en application, notamment en l'absence de règlements permettant de les appliquer de manière effective. Par conséquent, les textes énonçant les politiques et les principes appelés à régir la gestion des ressources en eau risquent de demeurer sans effet et de devenir caduc.

Ce manuel a pour fin de contribuer à réduire l'écart qui existe entre l'énonciation dans les lois des politiques et des principes régissant la gestion des ressources en eau et leur mise en application par des règlements dits justement d'application. Dans cette optique, il a été conçu de manière à être facilement accessible aux praticiens de différentes disciplines, et à offrir, à partir d'une série de textes législatifs et réglementaires recueillis à cet effet, des exemples permettant d'illustrer les mécanismes juridiques requis afin de mettre en pratique les politiques et les principes arrêtés par les parlements nationaux en matière de gestion des ressources en eau.

Ce manuel s'inspire largement, en ce qui concerne son approche méthodologique et son optique générale, de l'étude Législative numéro 52 de la FAO, parue en 1994 sous le titre *"Preparing national regulations for water resources management - Principles and practice"*, l'auteur étant M. Stefano Burchi, juriste principal auprès du Service Droit de Développement de la FAO.

La présente étude a été préparée par Mme. Dominique Bichara, travaillant sous contrat pour le Service précité, sous la supervision de M. Burchi, duquel relève la responsabilité finale de l'étude.

Lawrence C. Christy  
Chef, Service Droit et Développement  
Bureau Juridique

## Table des matières

	Page
<b>PREFACE .....</b>	<b>iii</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>xi</b>
<b>CHAPITRE 1 - DROIT DE PRELEVEMENT ET D'UTILISATION DE L'EAU .....</b>	<b>1</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>2. OCTROI DE L'AUTORISATION POUR L'UTILISATION DE L'EAU .....</b>	<b>2</b>
<b>2.1. Présentation de la demande .....</b>	<b>2</b>
2.1.1 Conditions préliminaires .....	2
2.1.2 Autorités compétentes pour recevoir et statuer sur les demandes.....	3
2.1.3 Format de la demande, documents justificatifs.....	4
2.1.4 Paiement de frais de dossier et d'instruction.....	10
2.1.5 Autres exigences de procédure.....	11
<b>2.2 Enregistrement des demandes .....</b>	<b>12</b>
<b>2.3 Examen des demandes .....</b>	<b>12</b>
<b>2.4 Prise de décision .....</b>	<b>17</b>
<b>2.5 Format des autorisations.....</b>	<b>22</b>
<b>2.6 Enregistrement et publication des décisions et         autorisations .....</b>	<b>30</b>
<b>2.7 Procédure d'appel.....</b>	<b>31</b>
<b>3. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES TITULAIRES D'AUTORISATION .....</b>	<b>32</b>
<b>3.1 Fonctionnement et entretien des installations et         ouvrages hydrauliques .....</b>	<b>32</b>
<b>3.2 Enregistrement des prélèvements d'eau et         communication de données et autres mesures .....</b>	<b>34</b>
<b>4. GESTION DES AUTORISATIONS .....</b>	<b>35</b>
<b>4.1 Modification, suspension et révocation des         autorisations.....</b>	<b>35</b>
<b>4.2 Renouvellement des autorisations .....</b>	<b>43</b>
<b>5. CESSIION DES AUTORISATIONS .....</b>	<b>45</b>
<b>6. REDEVANCES POUR L UTILISATION DE L'EAU EN VERTU D'UNE AUTORISATION .....</b>	<b>48</b>
<b>7. MESURES TRANSITOIRES VISANT LA PROTECTION JURIDIQUE DES DROITS ACQUIS .....</b>	<b>48</b>

8.	<b>MECANISMES COMPLEMENTAIRES A L'OCTROI DES AUTORISATIONS (SERVITUDES)</b> .....	56
9.	<b>REGLEMENT DES DIFFERENDS</b> .....	57
10.	<b>CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI</b> .....	58
<b>CHAPITRE II -PREVENTION ET CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU</b> .....		71
1.	<b>INTRODUCTION</b> .....	71
1.1	<b>Champs d'application du Chapitre</b> .....	71
1.2	<b>Techniques législatives</b> .....	73
2.	<b>CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU AU MOYEN D'INTERDICTIONS</b> .....	77
3.	<b>CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU AU MOYEN D'UNE AUTORISATION POUR LE DEVERSEMENT DES DECHETS</b> .....	82
3.1	<b>Octroi de l'autorisation de déversement des déchets</b> .....	82
3.1.1	<b>Présentation de la demande</b> .....	82
	- Circonstances où une autorisation de déversement est exigée .....	82
	- Format de la demande .....	89
	- Documents justificatifs .....	90
	- Frais de dossier .....	90
3.1.2	<b>Examen des demandes, enquêtes et consultations</b> .....	91
3.1.3	<b>Décision et critères d'octroi d'une autorisation</b> .....	91
3.1.4	<b>Format des autorisations de déversement</b> .....	94
3.1.5	<b>Procédure d'appel</b> .....	97
3.1.6	<b>Enregistrement des décisions et autorisations</b> .....	98
3.2	<b>Obligations générales des titulaires d'autorisation</b> .....	98
3.2.1	<b>Traitement des eaux déversées et normes de qualité des effluents</b> .....	98
3.2.2	<b>Modification de la quantité et/ou de la qualité des déchets déversés</b> .....	101
3.2.3	<b>Dilution des effluents déversés</b> .....	102
3.2.4	<b>Déversements accidentels</b> .....	102
3.2.5	<b>Contrôle et enregistrement des données</b> .....	103
3.3	<b>Gestion des autorisations de déversement des déchets</b> .....	104
3.4	<b>Redevances applicables aux déversements autorisés</b> .....	105
3.5	<b>Sorti des déversements ou procédés existants</b> .....	111
4.	<b>CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU PAR LA CREATION DE ZONES ET PERIMETRES DE PROTECTION</b> .....	114

<b>5.</b>	<b>MECANISMES COMPLEMENTAIRES DE CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU</b>	<b>124</b>
5.1	Planification de la gestion des eaux, y compris la protection de leur qualité contre la pollution	124
5.2	Inventaire de la pollution et des ressources en eau	129
5.3	Normes de qualité de l'eau (normes "ambiantes")	131
5.4	Prélèvements d'échantillons et analyses des eaux et effluents	133
<b>6.</b>	<b>CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI</b>	<b>135</b>
 <b>CHAPITRE III - MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES EAUX SOUTERRAINES</b>		
<b>1.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>149</b>
1.1	Objet du Chapitre	149
1.2	Techniques législatives	150
<b>2.</b>	<b>DECLARATION PREALABLE DES ACTIVITES DE FORAGE ET DE CONSTRUCTION DE PUIITS</b>	<b>151</b>
<b>3.</b>	<b>AUTORISATION DE FORAGE ET DE CONSTRUCTION DE PUIITS</b>	<b>152</b>
3.1	Octroi de l'autorisation	153
3.1.1	Présentation de la demande	154
	- Activités pour lesquelles une demande doit être remplie	154
	- Conditions préliminaires	156
	- Format de la demande	157
	- Documents justificatifs	161
	- Frais de dossier	162
3.1.2	Examen de la demande	162
3.1.3	Prise de décision	164
3.1.4	Enregistrement des décisions et autorisations	166
3.1.5	Procédure d'appel	166
3.2	Format des autorisations	166
3.3	Obligations générales des titulaires d'autorisation	173
3.4	Gestion des autorisations	177
3.5	Redevances applicables	179
3.6	Droits accessoires	179
<b>4.</b>	<b>SORT DES PUIITS ET OUVRAGES DE CAPTAGE EXISTANTS</b>	<b>180</b>
<b>5.</b>	<b>LICENCE DE FOREURS</b>	<b>181</b>
5.1	Octroi de licence ou procédure d'enregistrement des foreurs	184
5.1.1	Demande d'enregistrement ou de licence	184
5.1.2	Examen des demandes	186

5.1.3	Format des licences .....	186
5.1.4	Enregistrement des licences .....	186
5.2	Obligations générales des titulaires de licence et des personnes enregistrées .....	187
5.3	Statut des foreurs en exercice .....	187
6.	ZONAGE DES NAPPES D'EAU SOUTERRAINE .....	187
7.	RECHARGE ARTIFICIELLES DES NAPPES D'EAU SOUTERRAINE .....	192
8.	CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI .....	192
CHAPITRE IV - MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU .....		197
1.	INTRODUCTION .....	197
2.	CONTROLE ADMINISTRATIF DES OUVRAGES ET STRUCTURES DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU .....	198
2.1	Procédure d'autorisation ou de déclaration préalable et examen des projets .....	198
2.2	Exigences administratives et prescriptions techniques concernant la construction et l'entretien des ouvrages .....	207
2.3	Mesures de protection des ouvrages et des périmètres dans lesquels ils se situent .....	214
3.	FINANCEMENT DES OUVRAGES DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU .....	216
4.	CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI .....	219
CHAPITRE V - APPROVISIONNEMENT EN EAU DU PUBLIC .....		223
1.	INTRODUCTION .....	223
2.	FOURNITURE DU SERVICE ET RACCORDEMENT .....	224
3.	MESURAGE .....	231
4.	RESTRUCTURATIONS A L'APPROVISIONNEMENT OU A L'UTILISATION DE L'EAU .....	233
5.	TAXES ET REDEVANCES .....	234
6.	PROTECTION DES SITES ET OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU .....	239



7.	NORMES DE QUALITE DE L'EAU DESTINEE A LA CONSUMMATION HUMAINE FOURNIE PAR UN SYSTEME PUBLIC DE DISTRIBUTION ET MODALITES DE CONTROLE ET AUTRES EXIGENCES .....	245
8.	FONTAINES PUBLIQUES ET AUTRES POINTS COLLECTIFS DE DISTRIBUTION DE L'EAU .....	251
9.	CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI .....	253
CHAPITRE VI - GROUPEMENTS D'UTILISATEURS POUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU, NOTAMMENT A DES FINS D'IRRIGATION .....		257
CHAPITRE VII - DRAINAGE DES SOLS ET EDIFICES .....		267
1.	INTRODUCTION .....	267
2.	DRAINAGE DES SOLS ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS ET AUTRES EFFETS LIES A L'ACTION DES EAUX .....	267
3.	DRAINAGE ET ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES PROVENANT DES EDIFICES .....	272
3.1	Raccordement des édifices au système public d'égouts .....	272
3.2	Tarification des services publics d'égouts et d'assainissement .....	277
3.3.	Contrôle de l'application de la loi .....	278
CHAPITRE VIII - REDEVANCES .....		281
1.	INTRODUCTION .....	281
2.	TAUX DE REDEVANCES .....	283
3.	MODALITES DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT .....	287
4.	REGIME D'EXONERATION .....	288
5.	TARIFICATION DE L'EAU D'IRRIGATION .....	288
INVENTAIRE DES TEXTES REPERTORIES .....		293

## INTRODUCTION

Le présent manuel a pour objet d'illustrer les contours de l'arsenal juridique auquel il est généralement fait recours pour réglementer la gestion des ressources en eau dans un certain nombre de pays francophones. Initialement publiée en langue anglaise, la version originale de ce manuel<sup>1</sup> avait pour but de présenter, au moyen d'exemples concrets, le dispositif juridique de la gestion des ressources en eau tel qu'il était présenté et mis en pratique dans les pays anglophones et donc essentiellement dans un système de "common law".

A partir de l'étude des réglementations en vigueur dans les pays francophones, ce manuel permet d'identifier les mécanismes juridiques choisis par des pays dont la grande majorité est de tradition civiliste. Sans vouloir prétendre être exhaustif dans l'examen d'une multitude de lois, réglementations et autres textes d'application, le rédacteur se doit cependant de préciser l'approche qui a guidé la préparation de ce manuel.

### 1. A qui s'adresse-t-il?

Ce manuel s'adresse non seulement aux juristes mais aussi à un ensemble de professionnels ayant des fonctions les amenant, d'une manière ou d'une autre, à intervenir au stade de la conception ou de la mise en œuvre des réglementations applicables en matière de gestion des ressources en eau. Un soin particulier a donc été apporté quant au choix de la terminologie dans la présentation des exemples en vue d'assurer une plus grande lisibilité et, dès lors, de favoriser l'accès à ce manuel aux nombreuses professions appelées à être impliquées dans le cadre de la préparation des textes juridiques, lesquelles pourront y puiser références et illustrations pratiques.

### 2. Champs d'application et objectif du manuel

#### (a) Objectif

La présente publication a été conçue dans la perspective d'offrir un éventail le plus large possible des questions fréquemment posées en matière de gestion des ressources en eau, et devant être examinées non seulement lors du choix des orientations mais aussi lors de l'élaboration des réglementations y afférentes. Cette publication ne prétend pas dès lors évaluer de manière critique l'efficacité que pourrait avoir l'une ou l'autre des réglementations présentées.

#### (b) Critères de fond et de forme pour la sélection des réglementations

D'un point de vue formel, ce manuel se base essentiellement sur des réglementations disponibles en langue française, ayant pour but d'arrêter tous les détails relatifs aux mesures d'application des politiques, principes, approches et autres mécanismes apparaissant en général dans les lois dites "cadres". Ces détails figurent normalement dans des réglementations

---

<sup>1</sup> "Preparing national regulations for water resources management - Principles and practice", FAO, Étude législative n° 52 (1994).

dites "secondaires" tels que les règlements, décrets, arrêtés, ordonnances, etc.<sup>2</sup> Il arrive toutefois qu'une loi-cadre comprenne non seulement les principes de la politique qu'elle vient appuyer mais aussi des détails propres à permettre son application. Cette pratique est, en effet, assez courante dans les systèmes de droit des pays francophones qui, à la différence des pays anglophones, ne semblent pas hésiter à inclure un grand nombre de détails dans la loi-cadre. Le nombre de textes d'application s'avère par conséquent, beaucoup plus limité que dans les pays anglo-saxons.

De même pourrait-on constater que la pratique anglo-saxonne consistant à joindre en annexe aux réglementations des formulaires-type afin, à la fois, de simplifier le travail de l'administration et d'assurer un minimum d'uniformité dans l'application des dispositions ne se retrouve pas, à quelques rares exceptions près, dans les pays francophones auxquels il est fait référence aux fins du présent manuel.

Dans cette optique, si une première sélection des textes s'est opérée sur la base d'un critère purement formel - à savoir le recours, dans la mesure du possible, aux réglementations plutôt qu'aux lois-cadres - il n'en demeure pas moins que de nombreux textes dérogeant à ce critère mais présentant un intérêt quant au fond ont aussi été retenus, notamment en l'absence de réglementations d'application.

Si un soin particulier a été apporté dans la recherche de textes récents, il a aussi été fait recours à des textes plus anciens pouvant illustrer de manière utile un mécanisme ou une approche qui pourrait correspondre aux nécessités de circonstances actuelles, étant entendu que l'utilité comparée d'une réglementation ne tient pas uniquement au fait que celle-ci soit ancienne ou encore en vigueur. Une liste des réglementations contenues dans ce manuel se trouve en Annexe.

### (c) **Domaine d'application**

Ce manuel tend à couvrir les fonctions les plus caractéristiques généralement représentées sous l'acception "gestion des ressources en eau". La gestion des ressources en eau, c'est-à-dire les modes d'acquisition des droits d'utilisation de l'eau, la prévention et la réduction de la pollution des eaux, et la mise en valeur des eaux souterraines et de surface, font l'objet des chapitres I à IV. Une attention particulière a, en outre, été donnée à l'utilisation prioritaire dans la gestion de l'eau, à savoir l'approvisionnement en eau du public, notamment à des fins domestiques, et à la constitution de groupements d'usagers gérant les systèmes d'irrigation, traités, respectivement, dans les chapitres V et VI.

La gestion des ressources en eau implique aussi la prévention et le contrôle de tout dommage pouvant résulter de drainages inadéquats des sols ou édifices, ainsi que d'autres effets nuisibles liés à l'action des eaux (chapitre VII). Enfin, la tarification de l'eau à sa source - à distinguer de la tarification de l'eau à son point d'arrivée - est traitée dans un chapitre à part entière (chapitre VIII) étant donné son importance croissante en tant qu'instrument essentiel pour gérer la demande.

<sup>2</sup> L'expression "réglementation" est utilisée dans le texte explicatif du manuel pour désigner, entre autres, un décret, un arrêté, un règlement ou une ordonnance émanant généralement, mais non exclusivement, des autorités exécutives compétentes et destiné à assurer l'exécution d'une loi. Aux fins de la présente étude, l'on se réfère aussi à cette expression pour désigner plus généralement l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires régissant une question.

Le domaine de la gestion des ressources en eau possède par définition de nombreuses ramifications et couvre une multitude de thèmes en soi extrêmement vastes, non moins intéressants et faisant parfois déjà l'objet de nombreuses études. Tel est le cas de l'eau destinée à la consommation humaine non couverte par le présent manuel pour les raisons précitées. Tel est aussi le cas des concessions méritant à elles seules une étude distincte. Tel est enfin le cas du cadre institutionnel, de la définition aux niveaux local et national des compétences ou encore de la création d'agences de bassin et autres organes responsables de l'administration des eaux. Si l'on trouve en effet de nombreuses indications sur ce thème dans les textes examinés, celui-ci relève néanmoins de considérations d'organisation interne s'illustrant par conséquent de manière extrêmement diverse. Au risque d'écarter un aspect essentiel à la gestion des ressources en eau, les auteurs ont cependant préféré ne pas aborder le sujet plutôt que de se limiter à des termes de comparaison généraux et n'offrant dès lors qu'un intérêt pratique limité. Notons enfin que de nombreuses études et recherches ont été effectuées à ce sujet, auxquelles il peut être utilement fait référence en marge du présent manuel.

#### **(d) Coutumes et usages traditionnels**

Le présent manuel se fonde sur l'examen des réglementations établissant le régime juridique de la gestion des ressources en eau dans les pays francophones d'Europe et d'Afrique. Cette étude ne doit pas pour autant faire oublier l'importance du droit coutumier et des usages traditionnels. En effet, si une grande majorité des textes examinés ont été adoptés dans les vingt dernières années, l'existence et le rôle des coutumes et usages y sont encore largement reconnus. Variant par définition d'un pays à l'autre, le droit coutumier dont le fondement se trouve notamment dans la protection d'un intérêt communautaire, s'est traditionnellement attaché à régir, en marge du droit coutumier foncier par exemple, le droit des eaux. Cela est essentiellement le cas dans les pays africains considérés, dont les réglementations récentes en matière de gestion des ressources en eau ont été confrontées à la nécessité d'adapter les lois coutumières aux besoins de développement économique et social tout en assurant un minimum de garanties aux individus et groupes d'utilisateurs.

Certains concepts, tel que celui de "propriété" privée de l'eau par exemple, a longtemps été inconnu du droit coutumier et perçu comme étant le fruit de législations occidentales importées. Le droit coutumier a par ailleurs permis d'offrir dans certains cas des bases utiles pour la mise en place de certaines structures institutionnelles, telles que les associations et groupements d'utilisateurs, considérés aujourd'hui comme essentielles pour la gestion des ressources en eau.

Reconnaissant la place essentielle que conserve actuellement le droit coutumier, cette étude ne pourra cependant l'examiner, en raison de la spécificité et de la diversité des différents usages et coutumes propres aux pays auxquels respectivement ils se rapportent<sup>1</sup>.

### **3. Structure et format du manuel**

Ce manuel se divise en huit chapitres. Chaque chapitre contient une introduction traçant les grands traits du champs d'application des réglementations concernant l'un ou l'autre aspect de la gestion des ressources en eau visé par le chapitre, ainsi que des sous-chapitres précisant

<sup>1</sup> Voir "Anthologie du droit coutumier de l'eau en Afrique", l'Af3, Etude législative n° 58 (1996)

les approches et procédures administratives utilisées pour régler un aspect particulier du thème traité.

Chacune de ces présentations comporte une partie descriptive des approches et techniques utilisées et des exemples pratiques. Étant donné l'extrême diversité, tant au niveau du champ d'application que du degré de précision, avec laquelle sont traités les différents thèmes de ce manuel, la taille des chapitres et la diversité des exemples disponibles varient elles aussi.

## CHAPITRE I DROITS DE PRÉLÈVEMENT ET D'UTILISATION DE L'EAU

Voir aussi:

Mise en valeur et conservation des eaux souterraines (Chapitre III)

Mise en valeur des ressources en eau (Chapitre IV)

Redevances (Chapitre VIII)

### 1. INTRODUCTION

L'attribution d'un droit de prélèvement et d'utilisation de l'eau au sens du présent chapitre vise une situation, aujourd'hui très courante, où l'attribution d'un droit d'utilisation de l'eau relève principalement de l'autorité de l'Etat, qu'il s'agisse d'un juge tranchant les conflits en matière de droits d'eau, ou d'une autorité administrative habilitée à délivrer des autorisations, concessions ou autres titres juridiques analogues permettant de prélever et d'utiliser l'eau. Dans cette hypothèse, la décision fondamentale qui consiste à déterminer qui a le droit de prélever l'eau, de l'utiliser et à quelle fin, revient au juge ou à l'autorité administrative, c'est à dire en définitive à une autorité publique<sup>4</sup>.

Ce chapitre visera donc les mécanismes juridiques d'attribution des droits d'eau par, ou sous le contrôle d'une autorité étatique.

L'attribution par les autorités des droits d'utilisation de l'eau s'effectue à travers les autorisations, licences, concessions<sup>5</sup>, permis et autres titres comportant un "droit d'eau", c'est à dire un droit de prélever et d'utiliser l'eau dans le cadre de conditions précises. Pour des raisons pratiques, les différentes expressions utilisées seront dès lors désignées, aux fins du présent manuel, par l'expression "autorisation".<sup>6</sup>

Le fondement juridique qui est à la base du système d'attribution des droits d'eau géré par l'Etat apparaît en général dans une loi-cadre. Celle-ci trace les contours essentiels du

---

<sup>4</sup> Si telle est la pratique en matière de droits d'utilisation de l'eau dans une vaste majorité de pays, il existe toutefois des exceptions. Les droits de prélèvement et d'utilisation de l'eau qui "appartiennent" juridiquement à un individu ou à une personne morale peuvent relever de cet individu ou de cette personne morale sans qu'il y ait intervention, sinon très limitée, de la part de l'Etat. Ces droits sont gouvernés par des règles de voisinage entre propriétés adjacentes et par un corps de règles connues sous le nom de "droits riverains" consacrés par les codes civils et autres textes similaires.

<sup>5</sup> L'expression "concession" s'entend ici de l'octroi de la jouissance d'un droit, à distinguer du mécanisme de concession proprement dit. Ce dernier mécanisme se rapporte à un mode de gestion d'un service public consistant à confier la gestion de ce service à un concessionnaire recruté contractuellement, agissant à ses risques et rémunéré par des redevances prélevées sur les usagers.

<sup>6</sup> Certains prélèvements d'eau superficiels, dès lors qu'ils remplissent des conditions précises, peuvent bénéficier du régime de déclaration, lequel s'avérant naturellement moins contraignant en termes de procédure que le régime d'autorisation, vise en général des activités ou installations de dimension limitée ou de nature domestique. Pour simplifiée qu'elle peut apparaître, la procédure de déclaration peut néanmoins faire l'objet de dispositions détaillées et d'exigences analogues mais distinctes de celles visant les opérations soumises à autorisation. La frontière entre les régimes de déclaration et d'autorisation peut dans certains cas s'effacer, une opération se voyant appliquer le second en raison de circonstances précises, lorsqu'elle relève notamment d'un périmètre de protection déterminé ou qu'elle dépasse un certain volume, alors même qu'elle relèverait de la nomenclature des opérations soumises à une simple déclaration.

cadre juridique applicable à la gestion des ressources en eau, laissant - dans une moindre mesure dans les pays francophones que dans les pays anglophones - aux réglementations le soin de déterminer les conditions "pratiques" d'application du texte principal.

Les réglementations regroupent les dispositions relatives au processus consistant à octroyer une autorisation (sous-chapitre 2), aux obligations générales des titulaires d'une autorisation (sous-chapitre 3), au renouvellement et à la révocation et modification des autorisations (sous-chapitre 4), à la cession des autorisations (sous-chapitre 5), aux redevances applicables pour l'utilisation de l'eau en vertu d'une autorisation (sous-chapitre 6), à la protection juridique des droits d'eau existants (sous-chapitre 7), aux mécanismes complémentaires à l'octroi des autorisations (sous-chapitre 8), au règlement des différends (sous-chapitre 9) et au contrôle de l'application de la loi (sous-chapitre 10).

En principe, les instruments juridiques permettant à l'Etat d'attribuer et de gérer les droits d'utilisation de l'eau sont indifféremment applicables, qu'il s'agisse de prélèvement et de l'utilisation des eaux de surface ou des captages et utilisations d'eaux souterraines. Le présent chapitre visera ces deux catégories lorsque les réglementations n'opèrent pas de distinction à cet égard. Toutefois, certains aspects du processus d'attribution des droits traités par des dispositions distinctes propres aux eaux souterraines sont présentés au Chapitre III - Mise en valeur et conservation des eaux souterraines.

## **2. OCTROI DE L'AUTORISATION POUR L'UTILISATION DE L'EAU**

Le processus qui consiste pour l'Etat à octroyer une autorisation pour l'utilisation de l'eau est généralement présenté dans la réglementation sous forme d'étapes.

### **2.1 Présentation de la demande**

#### **2.1.1 Conditions préliminaires**

Le profil des candidats peut être soumis à des exigences ayant pour effet de restreindre le type de candidats pouvant être qualifiés (I). Celles-ci figurent normalement aux côtés d'autres détails d'application visant, par exemple, les documents justificatifs devant être présentés à l'appui d'une demande (voir paragraphe 2.1.3 ci-dessous). A ce titre, les réglementations peuvent, en effet, requérir des candidats qu'ils fournissent un document établissant les conclusions d'une étude d'impact de l'utilisation de l'eau envisagée, laquelle étude aura dû être préalablement effectuée et constituera ainsi une condition préliminaire à l'examen de toute demande d'autorisation (II).

#### **1. - BURKINA FASO - Raaba An IV 00013 du 6 juillet 1987 portant régime de la déclaration ou de l'autorisation de prélèvements d'eaux domaniales et d'installations permettant d'effectuer ces prélèvements**

**Article 8.** - La personne ou l'organisme qui aura formulé la demande d'autorisation préalable peut être soit le maître d'ouvrage, soit le maître d'oeuvre, soit le chargé d'études, soit le chargé de travaux, soit encore la personne, l'organisme ou la collectivité qui projette d'exploiter l'installation de prélèvements.

## **II. FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 2.** - Toute personne souhaitant réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumise à autorisation adresse une demande au préfet du département ou des départements où ils doivent être réalisés.

Cette demande, remise en sept exemplaires, comprend : ( . . )

- 4° Un document indiquant, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux entraînées ou concernées. Ce document précise, s'il y a lieu, les mesures compensatoires ou correctives envisagées et la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991 susvisé.

Si ces informations sont données dans une étude d'impact ou une notice d'impact, celle-ci remplace le document exigé à l'alinéa précédent ( . . ).

### **2.1.2 Autorités compétentes pour recevoir et statuer sur les demandes**

Bien que la réponse à cette question relève essentiellement de l'organisation interne de l'administration responsable de la gestion des ressources en eau et n'entre pas dès lors dans le champ d'étude de ce manuel, l'on peut toutefois relever que les réglementations peuvent offrir des indications utiles, en particulier lorsque plusieurs autorités partagent la responsabilité de la gestion du système d'autorisation (1).

#### **1. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993**

**Article 46.** - ( . . ) L'autorité compétente pour statuer, après enquête sur une installation, un ouvrage, une activité ou des travaux soumis à autorisation en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, est le préfet du département sur le territoire duquel l'installation, l'ouvrage, l'activité ou les travaux doivent être réalisés.

« Lorsque l'installation, l'ouvrage, l'activité ou les travaux doivent être réalisés sur le territoire de deux ou plusieurs départements, il est statué par un arrêté conjoint des préfets des départements intéressés.

« Toutefois, en cas de désaccord du maire de l'une des communes sur le territoire desquelles l'enquête a été ouverte, et si l'objet de l'enquête fait partie d'un projet d'infrastructure du domaine public fluvial d'un coût supérieur à 12 millions de francs, il est statué par décret en Conseil d'Etat. »



### 2.1.3 Format de la demande, documents justificatifs

Le format des demandes tend à s'uniformiser en ayant recours à des formulaires-type pour faciliter les démarches du candidat. Ceux-ci sont en principe disponibles auprès des autorités compétentes (II, VIII). L'on note qu'à la différence de la pratique anglo-saxonne, ces formulaires ne sont pas joints en annexe aux réglementations. Cette pratique prévoit, par ailleurs, l'application de formulaires-type différents prescrits selon la catégorie d'eau visée (eau de surface ou eau souterraine) ou selon les catégories d'utilisateurs, méthode qui n'apparaît pas davantage dans les réglementations examinées aux fins du présent manuel.

A défaut d'offrir des formulaires-type, les réglementations précisent cependant la nature des informations requises des candidats lors de la présentation de leur demande. L'énumération de ces informations peut porter indifféremment sur les eaux superficielles et/ou souterraines et mentionne les documents justificatifs nécessaires afin d'assister les autorités dans l'évaluation du projet d'utilisation de l'eau qui leur est soumis (I-IX).

Certaines exigences peuvent plus particulièrement viser les industries qui, en raison de la quantité d'eau utilisée et la nature de leurs activités, peuvent devoir fournir des informations supplémentaires (VII). D'autres peuvent viser particulièrement les prélèvements destinés à alimenter les systèmes d'adduction pour la consommation humaine (IX). Des exigences distinctes peuvent aussi s'appliquer dans le cadre des utilisations à caractère temporaire (VI).

#### **I. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 37.** - La demande d'autorisation est remise au chef du village par celui qui requiert le bénéfice de ladite autorisation ou son mandataire. Elle est rédigée sur un formulaire remis au demandeur à cet effet par le chef du village ou tout service administratif compétent.

Le formulaire indique : (...)

7) - s'il s'agit d'eaux superficielles, par l'indication des ouvrages hydrauliques en place permettant des prélèvements de la même ressource

8) - la description avec plans des ouvrages hydrauliques à construire

#### **II. - BURKINA FASO - Raabo n° AN IV 00013 du 6 juillet 1987 portant régime de la déclaration ou de l'autorisation de prélèvements d'eaux domaniales et d'installations permettant d'effectuer ces prélèvements**

**Article 7.** - La demande d'autorisation est faite sur imprimés fournis par l'administration. Elle est rédigée en trois exemplaires et adressée à l'autorité administrative territorialement compétente (délégué de village, maire ou préfet)(...)

**Article 10.** - La déclaration, de même que la demande d'autorisation comporteront au minimum, les informations suivantes :

- l'organisme ayant exécuté l'installation de prélèvement, ou bien sollicitant l'autorisation de l'exécuter (nom, adresse, téléphone),
- la personne, l'organisme ou la collectivité qui exploite ou bien exploitera l'installation de prélèvement (nom et s'il y a lieu, adresse et téléphone),
- la situation de l'installation de prélèvement existante ou projetée (province, département, village tel que mentionné sur la carte au 1:200 000),
- le type d'ouvrage supportant ou qui supportera l'installation de prélèvement et la nature de cette installation (forage équipé d'une pompe à motricité humaine ou autre, puits éminentiel ou traditionnel, aménagé avec puitsette(s), soupape(s) ou autre, captage de source, retenue d'eau avec prise par dérivation, siphonage ou autre...),
- date de mise en exploitation de l'installation de prélèvement (prévue dans le cas de la demande d'autorisation),
- le débit capable du moyen d'exhaure équipant ou qui équipera l'ouvrage,
- l'usage de l'eau prélevée (domestique, agricole, pastoral, industriel ou autre). (...)

### **III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 22.** - La demande d'autorisation est adressée au Ministre chargé de l'hydraulique ou son représentant.

Elle doit mentionner d'une manière précise:

- la nature et l'objet de l'ouvrage,
- le nom et le point du cours d'eau où il doit être établi;
- et tout autre renseignement permettant d'identifier l'ouvrage.

### **IV. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 18.** - La demande d'autorisation, établie sur papier-timbré, est adressée au Ministre chargé de l'hydraulique.

Elle doit mentionner d'une manière précise:

- la nature et l'objet de l'ouvrage,
- le nom et le point du cours d'eau où il doit être établi;
- les ouvrages établis en aval et en amont ou la constatation qu'il n'en existe pas;
- la durée pour laquelle l'autorisation est sollicitée.

La demande doit être accompagnée du projet d'ensemble, en triple expédition, de l'ouvrage et de ses annexes.

**V. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 10. - (1) 1.** Les demandes d'autorisation requises par l'article 9 de la présente loi et par d'autres réglementations en vigueur indiquent:

- (a) les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur et de l'exploitant;
- (b) la nature et l'emplacement des installations et procédés à mettre en œuvre ainsi que les quantités approximatives d'eau à prélever et à déverser;
- (c) d'une façon générale les mesures projetées en vue de prévenir ou d'atténuer les inconvénients et les risques auxquels pourraient donner lieu les prélèvements ou les déversements tant pour les personnes attachées à l'exploitation des installations que pour les voisins, le public et l'environnement.

Elles doivent être accompagnées notamment des pièces suivantes:

- (i) un plan échelle 1:200 ou plus précis, sauf indication contraire des administrations concernées, indiquant la disposition et l'emplacement des installations à mettre en œuvre;
- (ii) un extrait récent du plan cadastral comprenant les parcelles ou parties de parcelles situées dans un périmètre de 200 mètres de l'établissement et des installations à mettre en œuvre pour le prélèvement ou le déversement;
- (iii) un extrait d'une carte topographique à échelle 1:10.000 ou 1:20.000 permettant d'identifier les installations projetées lorsqu'elles sont situées en dehors d'une agglomération.

Les demandes sont adressées en quatre exemplaires, par lettre recommandée avec avis de réception au ministre. Ce dernier, sous réserve de ses attributions propres, transmet sans délai une copie aux autres membres du gouvernement compétents en la matière et en avise le demandeur et l'exploitant.

**VI. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 2. -** Toute personne souhaitant réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumise à autorisation adresse une demande au préfet du département ou des départements où ils doivent être réalisés.

Cette demande, remise en sept exemplaires, comprend:

- 1° Le nom et l'adresse du demandeur;
- 2° L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés.

- 3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés;
- 4° Un document indiquant, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées. Ce document précise, s'il y a lieu, les mesures compensatoires ou correctives envisagées et la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991 susvisé.
- Si ces informations sont données dans une étude d'impact ou une notice d'impact, celle-ci remplace le document exigé à l'alinéa précédent;
- 5° Les moyens de surveillance prévus et, si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident;
- 6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°.

Les études et documents prévus au présent article porteront sur l'ensemble des installations ou équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à participer aux incidences sur les eaux ou le milieu aquatique. (...)

**Article 20.** - (...) Si la demande correspond à une activité saisonnière, elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, des éléments recueillis les années précédentes sur les prélèvements et lesversements, conformément à l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, aux autorisations antérieurement délivrées ou au décret du 23 février 1973 susvisé.

## **VII. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 93.** - Les industries exploitant des eaux du domaine public hydraulique à raison de 300 m<sup>3</sup> par jour ou plus pouvant être utilisées en raison de leur qualité pour l'alimentation humaine ou l'agriculture sont tenues de justifier le défaut d'autres ressources d'eaux répondant, à des conditions économiques acceptables, aux exigences minima en qualité et en quantité du genre d'industrie en question.

**Article 94.** - Les industriels, utilisateurs d'eau, doivent justifier dans leur demande d'installation que les dispositions prévues sont celles qui permettent d'économiser au maximum la quantité d'eau utilisée, d'en préserver au mieux la qualité, et de limiter au maximum la pollution brute déversée.

# **VIII. MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 1.-** Sous réserve des dispositions de l'article 83 de la loi susvisée n° 10-95 et des articles 22 et 24 du présent décret, les demandes d'autorisations, ou de concessions, relatives au domaine public hydraulique prévues respectivement aux articles 38 et 41 de la loi précitée n° 10-95, sont adressées au directeur de l'agence de bassin hydraulique concernée, comportant les indications suivantes:

- (1) l'identité du demandeur et, le cas échéant, celle de toute autre personne dûment habilitée le représenter;
- (2) la localisation, de l'ouvrage ou de l'installation de captage, de la prise d'eau pour la production de l'énergie hydroélectrique ou de la portion du domaine public hydraulique objet de la demande, en précisant les coordonnées Lambert;
- (3) le débit moyen à prélever;
- (4) les caractéristiques de l'installation de l'ouvrage de prélèvement, sa consistance et le débit maximal horaire à prélever;
- (5) l'usage prévu de l'eau ou de la portion du domaine public hydraulique concernée;
- (6) la profondeur probable de l'ouvrage et des niveaux, aquifères captés ou à capter, de l'ouvrage y compris l'équipement, lorsqu'il s'agit d'eaux souterraines;
- (7) la superficie à irriguer lorsqu'il s'agit d'irrigation ou à aménager lorsqu'il s'agit de l'aménagement de lacs, étangs ou marais;
- (8) le lieu de rejet des eaux usées, leur volume, leur qualité et leurs caractéristiques générales lorsque le demandeur devra rejeter des eaux usées.

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes:

- (a) un acte par lequel le demandeur justifie de la libre disposition du sol sur lequel les ouvrages ou installations doivent être réalisés;
- (b) un plan de situation approprié indiquant les points d'eau et les ouvrages publics tels que ponts, canaux ou barrages existants dans un rayon de un (1) kilomètre;
- (c) un schéma des installations projetées;
- (d) le projet agricole lorsqu'il s'agit d'un prélèvement d'eau destinée à l'irrigation; ce projet doit être accompagné d'une étude faisant apparaître son impact sur les ressources en eau, les sols cultivables et les écosystèmes aquatiques;
- (e) une copie de la décision de l'autorisation visée aux articles 13 à 19 du présent décret, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement d'eaux souterraines nécessitant un puits ou un ouvrage soumis à autorisation en vertu des articles 13 à 19 du présent décret.

- (1) le cas échéant, lorsqu'il s'agit de l'aménagement de lacs, étangs ou marais, de l'accumulation artificielle d'eau sur le domaine public hydraulique ou de l'établissement d'une usine hydroélectrique sur le domaine public hydraulique, une étude relative aux répercussions de cet aménagement, accumulation, ou établissement sur le domaine public hydraulique et ses usagers ainsi que sur l'hygiène et la salubrité publiques. Les termes de référence de cette étude seront fixés par arrêté conjoint des autorités gouvernementales chargées de l'équipement et de l'environnement.

Les demandes d'autorisations ou de concessions sont établies sur ou d'après des imprimés fournis par l'agence du bassin hydraulique et doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé, à l'agence.

Toutefois, ces imprimés peuvent être fournis par les services de l'eau compétents à raison du lieu de situation du point de prélèvement de l'eau ou de la portion du domaine public hydraulique, relevant du ministère chargé de l'équipement et les demandes susvisées peuvent être adressées ou déposées dans les mêmes conditions à ces derniers, qui se chargent de les transmettre à l'agence du bassin hydraulique concernée.

#### **IX. - FRANCE - Arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret 89-3 du 3 janvier 1989**

##### **ANNEXE**

##### **Constitution des dossiers**

##### **I - Distributions collectives publiques**

Les demandes d'autorisation d'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel et destinée à la consommation humaine et de déclarant d'utilité publique des périmètres de protection sont accompagnées d'un dossier comportant au moins les pièces suivantes:

##### **I.1. Un rapport concernant des indications générales sur**

Les collectivités concernées et l'importance de la population;

Les besoins actuels et prévisibles;

Une description du système de production et de distribution existant.

##### **I.2. Un descriptif technique détaillé:**

Ce descriptif porte, en particulier, sur:

##### **I.2.1. La ressource**

Les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques dans le secteur aquifère concerné, la vulnérabilité de la nappe, et notamment l'aptitude des formations superficielles à retenir ou à arrêter les matières polluantes,

L'évaluation des risques de pollution: inventaire des activités économiques du secteur, des rejets et des produits dangereux utilisés,

La qualité des eaux brutes prélevées.

### 1.2.2 L'ouvrage de prélèvement.

L'emplacement du ou des points de prélèvement,

Les caractéristiques de l'ouvrage (diamètre, profondeur, ...),

Les résultats des essais de débit et, si nécessaire de traçage.

Le régime d'exploitation maximum pour lequel l'autorisation est demandée (débit maximum instantané, débit maximum journalier).

### 1.2.3 Les installations de traitement et de surveillance (le cas échéant).

Les justifications de la méthode de traitement retenue en fonction de la qualité de l'eau brute prélevée

Les procédés et les produits ou familles de produits dont l'utilisation est envisagée.

L'emplacement et les principales caractéristiques des installations,

Les dispositions particulières prévues pour la surveillance du fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau produite

### 1.2.4 Les éventuelles mesures de sécurité.

Le réseau de surveillance et d'alerte,

Les possibilités d'interconnexion et d'alimentation de secours

### 1.3. Une évaluation économique justifiant l'utilité publique de la solution proposée.

Une évaluation de l'avant-projet incluant notamment le coût de la protection et du traitement, accompagnée si nécessaire d'une estimation comparative de solutions alternatives,

Le programme de réalisation de travaux

### 1.4. Le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique

Le rapport porte sur les ressources en eau disponibles, leur vulnérabilité et les mesures de protection à mettre en œuvre.

Il comprend de plus des propositions de limites des différents périmètres de protection et d'éventuelles interdictions ou réglementations à prononcer à l'intérieur de ces périmètres.

### 1.5. La délibération du ou des conseils municipaux ou des syndicats de communes.

## II - Distributions collectives privées

Le dossier comporte les mêmes pièces que celles demandées dans le cas des distributions collectives publiques, à l'exception de celles concernant les périmètres de protection et la délibération du conseil municipal.

### 2.1.4 Paiement de frais de dossier et d'instruction

Le paiement de frais de dossier, d'instruction ou autres taxes est une pratique à laquelle il est couramment fait recours afin de couvrir les frais administratifs engendrés par la gestion des demandes d'autorisation. Ces frais ne portent pas uniquement sur la gestion administrative du dossier mais peuvent dans certains cas concerner une instruction effectuée sur place dans le cadre de l'examen de la demande (I - IV)

## **I. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 41.** - Les frais d'instruction sur place des demandes d'autorisation, que celle-ci soit accordée ou refusée, sont à la charge du demandeur. Il en est de même pour les frais de récolement des travaux. Les modalités d'assiette et de recouvrement sont prévues au titre VIII, section I.

## **II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 28.** - Les frais d'instruction sur place des demandes d'autorisation, que l'autorisation soit accordée ou refusée, sont à la charge du demandeur. Il en est de même pour les frais de récolement des travaux.

Ces frais sont recouvrés dans les mêmes formes et avec les mêmes garanties qu'en matière de contributions directes.

## **III. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 22.** - Les frais d'instruction sur place des demandes d'autorisation, que celle-ci soit accordée ou refusée, sont à la charge du demandeur.

Il en est de même pour les frais de récolement des travaux.

Les modalités d'assiette et de recouvrement sont prévues au titre V, section I.

## **IV. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 30.** - (...) Toute autorisation ou concession accordée en vertu du présent Décret-loi donne lieu à perception de frais de dossier, ainsi que de redevances en raison de l'usage des biens du domaine public hydraulique. Les critères d'application de la disposition susvisée sont édictés par voie réglementaire.

### **2.1.5 Autres exigences de procédures**

Outre les conditions préliminaires examinées ci-dessus, des dispositions spécifiques peuvent être prévues concernant la procédure d'examen de la demande et de décision applicable aux projets portant sur des travaux, activités ou installations multiples (multiplicité de points de prélèvements à partir d'une source unique par exemple) (1), permettant ainsi l'application d'une procédure unique d'autorisation.

## **I. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 10.** - Si plusieurs ouvrages, installations, catégories de travaux ou d'activités doivent être réalisés par la même personne, sur le même site, une seule demande d'autorisation peut être présentée pour l'ensemble de ces installations. Il est procédé à une



seule enquête et un seul arrêté peut statuer sur l'ensemble et fixer les prescriptions prévues à l'article 13.

Il en est obligatoirement ainsi quand il s'agit d'un ensemble d'ouvrages, d'installations, de travaux ou d'activités dépendant d'une même personne, d'une même exploitation ou d'un même établissement et concernant le même milieu aquatique, si cet ensemble dépasse le seuil fixé par la nomenclature des opérations ou activités soumises à autorisation, alors que les ouvrages, installations, travaux ou activités réalisés simultanément ou successivement, pris individuellement, sont en dessous du seuil prévu par la nomenclature. (...)

**Article 21.** - En concertation avec la profession concernée, le ou les préfets peuvent délimiter, par arrêté après avis de l'organisme consulaire de la profession, un périmètre où les demandes d'autorisation temporaires correspondant à une activité saisonnière commune à différents membres d'une même profession doivent être déposées avant une date fixée par l'arrêté précité et peuvent être regroupées.

La présentation des demandes regroupées se fait par l'intermédiaire d'un mandataire, ou par l'organisme consulaire représentant la profession. Sous réserve des documents permettant d'individualiser et de justifier la demande propre à chaque pétitionnaire, un document commun à l'ensemble des demandes se substitue aux pièces que chaque pétitionnaire aurait dû fournir. Le mandataire ou l'organisme consulaire représente chacun des pétitionnaires pour l'application du dernier alinéa de l'article 7 et du premier alinéa de l'article 8.

Le préfet peut statuer sur tout ou partie des demandes par un arrêté unique.

## 2.2 Enregistrement des demandes

Cette question relève en principe des procédures d'organisation et du fonctionnement interne des autorités administratives compétentes pour recevoir et examiner les demandes. Toutefois, l'on peut supposer que sont prévues des dispositions particulières en vue de permettre l'accès du public aux informations relatives aux demandes qui ont été soumises, lesquelles ne se retrouvent pas dans les exemples examinés.

## 2.3 Examen des demandes

Les réglementations témoignent d'une pratique constante qui consiste à exiger des autorités qu'elles consultent préalablement les utilisateurs d'eau susceptibles d'être affectés par les propositions contenues dans les demandes d'autorisation. Ces exigences se présentent sous forme d'obligation pour le candidat ou l'autorité de publier la demande et de faire appel à toute observation, procédure fréquemment dénommée "enquête publique".

Les exemples de réglementation présentés ci-après en précisent les conditions de mise en œuvre.

L'obligation de procéder à une enquête publique peut cependant être écartée dans certains cas tels que les demandes de renouvellement d'autorisation (voir paragraphe 4.2 ci-dessous) ou les demandes d'autorisation à caractère temporaire (III, IV).

Si une autorité en charge de la gestion des ressources en eau possèdera en général déjà suffisamment de données lui permettant de déterminer les droits d'eaux et autres titres existants pouvant éventuellement être affectés par une nouvelle utilisation, la consultation préalable des utilisateurs existants peut néanmoins permettre de limiter tout risque de litige entre utilisateurs, et plus particulièrement tout appel contre cette autorité à un stade ultérieur de la procédure.

Quoi qu'il en soit, l'information fournie par les utilisateurs dans leur propre intérêt peut être d'une grande valeur en ce qu'elle permet de mettre à jour les données disponibles auprès des autorités relatives aux droits et aux utilisations de l'eau. La consultation du public peut aussi être effectuée, en particulier lorsque l'utilisation envisagée ou le projet proposé peut révéler un impact significatif sur l'environnement. Des exigences formelles relatives aux études d'impact sur l'environnement peuvent être requises séparément dans le cadre des réglementations sur la protection de l'environnement, auxquelles se référeront en principe les réglementations relatives à la gestion des ressources en eau. L'avis d'autres autorités susceptibles d'être concernées par une demande doit parfois être obtenu (IV, VII).

L'examen de la demande peut ainsi permettre la constitution d'un véritable dossier comprenant toute information relative non seulement à la demande ou au projet proposé mais aussi aux observations éventuelles du public, aux conclusions d'enquêtes et autres consultations. Les réglementations peuvent aussi désigner les agents compétents et préparer ainsi la suite de la procédure devant aboutir à la prise de décision (IV).

Exceptionnellement l'on peut retrouver dans les réglementations une référence expresse aux dispositions pertinentes des accords internationaux applicables dès lors qu'un cours d'eau traversant deux États est impliqué entraînant la nécessité d'entreprendre des consultations réciproques (I).

#### **1. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 19.** - La demande est publiée au Journal officiel de la République Populaire du Bénin et affichée au Chef-lieu de la province dans laquelle l'ouvrage doit être établi.

Elle est déposée dans les bureaux du maire et conservée durant six semaines à la disposition du public qui peut formuler par écrit toutes observations à son égard.

Le délai de six semaines court à dater de l'affichage au Chef-lieu de la province intéressée. Cet affichage devra être assuré, sans délai, aussitôt après réception du Journal officiel et la date en sera constatée par un procès-verbal.

**Article 20.** - Le dossier de la demande est ensuite transmis au directeur de l'hydraulique. Sur proposition de ce dernier, le ministre chargé de l'hydraulique désigne l'agent qui devra faire l'instruction de la demande au point de vue technique. L'agent chargé de l'instruction, après avis donné dans un délai raisonnable au pétitionnaire et aux réclamants ou à leurs mandataires procède à la visite des lieux en leur présence, ou eux régulièrement convoqués.

Il vérifie l'exactitude des pièces produites, recueille tous renseignements techniques ou administratifs qu'il estime nécessaires, entend et consigne les réclamations des intéressés, ainsi que les réponses qui peuvent être faites à ces réclamations et cherche les solutions pouvant sauvegarder l'intérêt public tout en donnant satisfaction aux intérêts privés.

Il dresse un rapport de ces opérations dans lequel il consigne notamment l'exposé de l'affaire, les déclarations des parties, l'état des lieux et les repères adaptés, les observations et tous les renseignements d'étiage, les détails sur le niveau du cours d'eau, l'utilité ou l'opportunité d'ouvrages annexes. Le rapport se termine par des conclusions motivées.

**Article 21.** - Les documents prévus dans l'article précédent sont remis au directeur de l'hydraulique qui les joint au dossier de la demande et fait parvenir l'ensemble, avec ses propositions au Ministre chargé de l'hydraulique. Ce dernier accorde alors, s'il y a lieu, par un arrêté l'autorisation demandée à laquelle est joint un cahier des charges.

Dans le cas où l'ouvrage projeté serait de nature à intéresser une partie du cours d'eau se trouvant dans un autre Etat, l'instruction est faite selon la procédure définie par accord entre les parties.

La décision à intervenir relève de l'autorité compétente de l'Etat dans lequel l'ouvrage est projeté.

## **II. - BURKINA FASO - Kti An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 248.** - L'enquête est diligentée par un agent qualifié des services de l'hydraulique désigné à cet effet.

L'agent enquêteur remet à l'autorité administrative compétente (délégué de village, maire ou préfet) un dossier comprenant:

(1) le projet de délimitation des zones concernées ainsi que la liste des collectivités territoriales qui y sont incluses.

(2) le projet des dispositions techniques à retenir.

Par ailleurs l'agent recueille les observations de l'autorité administrative compétente et rédige un rapport contenant des propositions concrètes et adressées au Ministre chargé de l'hydraulique (...)

**Article 256.** - L'autorité administrative saisie d'une demande d'autorisation en informe le service compétent de l'hydraulique dans un délai de quinze (15) jours. L'enquêteur désigné convoque sur les lieux, toutes les parties et en leur présence, consigne toutes indications utiles.

Le service saisi dispose d'un délai de quinze (15) jours pour donner son avis. A l'expiration de ce délai, il rédige un rapport adressé au Ministre chargé de l'hydraulique; celui-ci statue en précisant les conditions de mise en service de l'ouvrage.

### **III. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 10. - (...)** IV. - L'autorisation est accordée après enquête publique et, le cas échéant, pour une durée déterminée. Un décret détermine les conditions dans lesquelles le renouvellement des autorisations et l'autorisation de travaux, installations ou activités présentant un caractère temporaire et sans effet important et durable sur le milieu naturel peuvent être accordés sans enquête publique préalable.(...)

### **IV. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 3. -** Le préfet délivre un avis de réception au demandeur.

S'il estime que la demande est irrégulière ou incomplète, le préfet invite le demandeur à régulariser le dossier.

Un exemplaire du dossier fourni par le demandeur est adressé par le préfet, s'il y a lieu, au préfet de tout autre département situé dans le périmètre d'enquête.

Si plusieurs départements sont concernés ou susceptibles d'être inclus dans le périmètre d'enquête, le préfet du département où doit être réalisée l'opération ou la plus grande partie de l'opération est chargé de coordonner la procédure.

**Article 4. -** Le dossier de demande d'autorisation est, dès qu'il est jugé régulier et complet, soumis à enquête publique.

Celle-ci est effectuée selon le cas, dans les conditions prévues par les articles soit R. 11-4 à R. 11-14, soit R. 11-14-1 à R. 11-14-15 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'arrêté préfectoral ou interpréfectoral pris en application de l'article R. 11-4 ou R. 11-14-5 désigne les communes où un dossier et un registre d'enquête doivent être tenus à la disposition du public; celles-ci sont les communes sur le territoire desquelles l'opération est projetée ainsi que les autres communes où l'opération paraît de nature à faire sentir ses effets de façon notable sur la vie aquatique, notamment des espèces migratrices, ou sur la qualité, le régime, le niveau ou le mode d'écoulement des eaux.

Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête convoque, dans la huitaine, le pétitionnaire et lui communique sur place les observations écrites et orales, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de vingt-deux jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête envoie le dossier de l'enquête au préfet avec ses conclusions motivées, dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse.

**Article 5. -** Le conseil municipal de chaque commune où a été déposé un dossier d'enquête est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

**Article 6.** - Dès que le dossier déposé par le pétitionnaire est jugé régulier et complet, il est communiqué, par le préfet du département d'implantation ou, si le lieu d'implantation s'étend sur plus d'un département, par le préfet chargé de coordonner la procédure en application de l'article 3:

- (a) Pour information, au président de la commission locale de l'eau, si l'opération pour laquelle l'autorisation est sollicitée est située dans le périmètre d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux approuvé ou porte effet dans le périmètre d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux approuvé.
- (b) Pour avis, s'il y a lieu, à la personne publique gestionnaire du domaine public. En l'absence de réponse, dans le délai de quarante-cinq jours, l'avis est réputé favorable.

**Article 7.** - Au vu du dossier de l'enquête et des avis émis, notamment, s'il y a lieu, par le comité technique permanent des barrages, le préfet du département d'implantation ou le préfet chargé de coordonner la procédure en application de l'article 3 fait établir un rapport sur la demande d'autorisation et sur les résultats de l'enquête. Ce rapport est présenté au conseil départemental d'hygiène avec les propositions concernant soit le refus de la demande, soit les prescriptions envisagées.

Le pétitionnaire a la faculté de se faire entendre par le conseil ou de désigner à cet effet un mandataire. Il doit être informé, par le préfet, au moins huit jours à l'avance, de la date et du lieu de la réunion du conseil et reçoit simultanément un exemplaire des propositions mentionnées à l'alinéa précédent. (...)

**Article 9.** - Le préfet coordonnateur de bassin soumet à l'avis de la mission déléguée de bassin les demandes d'autorisation concernant les opérations entrant dans la catégorie des ouvrages, installations, travaux ou activités dont les effets prévisibles sont suffisamment importants pour qu'ils nécessitent son intervention.

**Article 20.** - Dans le cas où l'ouvrage, l'installation, l'aménagement, les travaux ou l'activité ont une durée inférieure à un an et n'ont pas d'effets importants et durables sur les eaux ou le milieu aquatique, le préfet peut, à la demande du pétitionnaire, accorder une autorisation temporaire d'une durée maximale de six mois, renouvelable une fois.

Elle est accordée sans enquête publique, mais après accomplissement des formalités prévues aux articles 3 et 6 et après avis du Conseil départemental d'hygiène. Le délai accordé le cas échéant au gestionnaire du domaine public, pour donner son avis, étant réduit à quinze jours. (...)

## **V. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 10.** - La population de la circonscription d'implantation des ouvrages est informée par voie d'affiche ou tout autre moyen de publicité, de l'ouverture d'une enquête, au moins 5 jours à l'avance.

**Article 11.** - L'agent chargé de l'instruction du dossier vérifie l'exactitude des pièces produites, recueille tous renseignements techniques ou administratifs qu'il estime nécessaires, entend et consigne les réclamations des intéressés ainsi que les réponses qui

peuvent être faites à ces réclamations et propose les solutions assurant la sauvegarde de l'intérêt public tout en tenant compte des intérêts particuliers.

#### **VI. - MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 3.-** - L'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article 36 de la loi précitée n° 10-95, dont la durée ne peut excéder trente (30) jours, est ordonnée par décision du directeur de l'agence du bassin hydraulique. Cette décision doit obligatoirement mentionner:

- la date, d'ouverture et de clôture des opérations de l'enquête;
- le lieu de l'enquête;
- le lieu de prélèvement de l'eau ou de la portion du domaine public hydraulique concernée;
- les membres de la commission d'enquête;
- le lieu de dépôt du dossier d'enquête ainsi que du registre destiné à recueillir les observations des intéressés

Ce registre reste à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

**Article 4.-** La décision d'ouverture d'enquête mentionnée ci-dessus est publiée par les soins du directeur de l'agence du bassin hydraulique au «Bulletin officiel» (édition d'annonces légales, judiciaires et administratives) et/ou insérée dans au moins deux journaux d'annonces légales et portée à la connaissance du public par les soins de l'autorité administrative locale par tout moyen qu'elle juge approprié.

Elle est également affichée dans les locaux de l'agence du bassin hydraulique, de l'autorité administrative locale et de la commune. Cet affichage est constaté au terme de l'enquête, par des attestations versées au dossier de l'enquête par l'autorité administrative locale et le président du conseil communal.

Conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi précitée n° 10-95, les opérations de publicité prévues ci-dessus ont lieu quinze jours avant la date d'ouverture de l'enquête.

**Article 5.-** Pendant la durée de l'enquête, l'autorité administrative locale met à la disposition du public, au siège de la ou des communes concernées, le dossier de l'enquête qui doit comprendre la demande de l'intéressé, les pièces qui l'accompagnent et un registre d'observations, coté et paraphé par ses soins, destiné à recevoir les observations et réclamations éventuelles des tiers.

**Article 6.-** Au terme de l'enquête publique, la commission, réunie par les soins de son président, prend connaissance des observations et réclamations consignées au registre d'observations et, si elle le juge utile, se transporte sur les lieux, pour examiner les observations produites. Elle dresse un procès-verbal dans un délai maximum de dix (10) jours à dater du jour de sa réunion.

Le procès-verbal doit être signé par tous les membres de la commission et contenir l'avis motivé de celle dernière.

## **VII. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 38.** - Le chef du village avise l'ingénieur de la direction de l'hydraulique de la réception de toute demande d'autorisation dans le délai de 15 jours. L'ingénieur convoque le demandeur ainsi que les titulaires d'autorisation sur les mêmes eaux ou, s'il s'agit d'eaux souterraines, d'autorisations portant sur des installations voisines de celle qui est projetée. Il se rend, en leur présence, sur les lieux et consigne toute indication qu'il juge opportune.

Il prend l'avis du chef de village, et ceux qu'il estime utiles de prendre dans le délai de 15 jours suivant la réception de la demande d'autorisation.

A l'issue de ce délai, il effectue son rapport et propose au Ministre chargé de l'hydraulique de statuer par arrêté sur les conditions à imposer au pétitionnaire.

Ce même arrêté fixe un délai pour l'exécution des travaux et prévient que la mise en service de l'ouvrage ne sera décidée qu'après une autorisation émanant de l'ingénieur de la Direction de l'hydraulique.

### **2.4 Prise de décision**

La décision qui consiste à octroyer ou refuser une autorisation, ou à l'octroyer sous certaines conditions divergeant des exigences du candidat, est en principe laissée à la discrétion de l'autorité compétente. La réglementation peut se limiter à mentionner la nature de la décision et l'autorité compétente (I, III) ainsi que le processus de notification (IV), un décret d'application pouvant préciser chacune des étapes du processus de décision, le délai applicable ainsi que la nature de la décision portant octroi d'une autorisation, en particulier lorsque plusieurs autorités sont concernées (V, XI).

Une réglementation peut orienter le processus de décision en ayant recours à des critères ou directives permettant d'évaluer les facteurs devant être pris en compte pour parvenir à la décision (VII, IX, X). Ces critères pourront notamment s'avérer utiles en tant qu'arguments de défense pour pouvoir contester une décision.

Une réglementation peut aussi orienter la décision de l'autorité compétente au cas où celle-ci se trouverait, par exemple, confrontée à plusieurs demandes concurrentes (II, VI, VIII).

Enfin, certaines réglementations prévoient la possibilité d'octroyer des autorisations dites "temporaires" dont la procédure applicable peut dans certains cas être simplifiée - en n'ayant pas l'obligation de recourir à une enquête publique par exemple -, en raison notamment de la nature ou des effets limités de l'utilisation de l'eau envisagée ou, dans la même perspective, de délivrer une autorisation unique visant un groupe d'activités - en général saisonnières -, lesquelles se seront aussi groupées dans le cadre de la présentation de la demande d'autorisation (V).

Enfin, il est fréquent de voir figurer une disposition exigeant la présentation de motifs à l'appui de toute décision de refus (III, V, IX, XI).

## **I. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 23.** - L'autorisation est accordée par arrêté du Ministre chargé de l'hydraulique ou son représentant.

A cet arrêté sera annexé un cahier de charges qui précisera toutes les obligations particulières auxquelles le bénéficiaire est astreint du point de vue technique.

## **II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 21.** - (...) [Le Ministre chargé de l'hydraulique] accorde alors, s'il y a lieu, par un arrêté l'autorisation demandée à laquelle est joint un cahier des charges.

Dans le cas où l'ouvrage projeté serait de nature à intéresser une partie du cours d'eau se trouvant dans un autre Etat, l'instruction est faite selon la procédure définie par accord entre les parties.

La décision à intervenir relève de l'autorité compétente de l'Etat dans lequel l'ouvrage est projeté. (...)

**Article 25.** - Lorsque plusieurs demandes ou autorisations de prise d'eau sont en concurrence, si le ministre estime qu'il n'y a pas lieu d'accorder la préférence à la première en date, il statue par un arrêté, les parties entendues ou dûment convoquées.

## **III. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 13.** - Les autorisations et concessions pour l'utilisation des eaux sont octroyées sur la base des disponibilités en eau et des plans du gouvernement par l'administration des eaux. En cas de demandes concurrentes, sont prioritaires celles qui satisfont l'intérêt public et respectent la planification des eaux.

L'administration des eaux se réserve le droit de demander au requérant de modifier sa demande d'autorisation ou concession pour satisfaire des exigences d'intérêt public.(...)

Tout refus de l'administration des eaux d'octroyer une autorisation ou concession doit être motivé.(...)

**Article 33.** - Les demandes d'autorisation ou de concession pour l'utilisation des eaux du domaine public, à des fins industrielles et minières sont agréées par le ministre chargé des ressources en eau, après avis préalable du ministre chargé des industries.

## **IV. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 10.** - (...) 2. Les décisions portant autorisation, refus ou retrait d'autorisation de prélèvement et de déversement, qui sont prises au titre de l'article 9 de la présente loi et d'autres réglementations en vigueur en la matière sont notifiées aux demandeurs ou exploitants par les ministres respectifs.



En cas d'autorisation ou de refus d'autorisation, les décisions sont notifiées dans les trois mois qui suivent l'accusé de réception certifiant que le dossier de la demande est complet et régulier. A titre exceptionnel et en raison de la nature du projet, ce délai peut être étendu à six mois. ( ... )

**V. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 8.** - Le projet d'arrêté statuant sur la demande est porté par le préfet à la connaissance du pétitionnaire, auquel un délai de quinze jours est accordé pour présenter éventuellement ses observations, par écrit, au préfet, directement ou par mandataire.

Le préfet statue dans les trois mois du jour de réception par la préfecture du dossier de l'enquête transmis par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête. En cas d'impossibilité de statuer dans ce délai, le préfet, par arrêté motivé, fixe un délai complémentaire, qui ne peut être supérieur à deux mois.

Il est statué par arrêté conjoint des préfets lorsque l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont réalisés sur plus d'un département.

Toutefois, en cas de désaccord du maire de l'une des communes sur le territoire desquelles l'enquête a été ouverte, et si l'objet de l'enquête fait partie d'un projet d'infrastructure du domaine public fluvial d'un coût supérieur à 12 millions de francs, il est statué par décret en Conseil d'Etat. ( ... )

**Article 12.** - En cas de rejet de la demande, la décision est prise par arrêté préfectoral motivé. ( ... )

**Article 20.** - Dans le cas où l'ouvrage, l'installation, l'aménagement, les travaux ou l'activité ont une durée inférieure à un an et n'ont pas d'effets importants et durables sur les eaux ou le milieu aquatique, le préfet peut, à la demande du pétitionnaire, accorder une autorisation temporaire d'une durée maximale de six mois, renouvelable une fois.

Elle est accordée sans enquête publique, mais après accomplissement des formalités prévues aux articles 3 et 6 et après avis du Conseil départemental d'hygiène, le délai accordé le cas échéant au gestionnaire du domaine public, pour donner son avis, étant réduit à quinze jours.

Si la demande correspond à une activité saisonnière, elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, des éléments recueillis les années précédentes sur les prélèvements et les déversements, conformément à l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, aux autorisations antérieurement délivrées ou au décret du 23 février 1973 susvisé.

**Article 22.** - L'arrêté préfectoral d'autorisation temporaire fixe les prescriptions prévues à l'article 15 et est soumis aux modalités de publicité fixées à l'article 16.

**Article 46.** - ( ... ) Lorsque l'installation, l'ouvrage, l'activité ou les travaux doivent être réalisés sur le territoire de deux ou plusieurs départements, il est statué par un arrêté conjoint des préfets des départements intéressés.

Toutefois, en cas de désaccord du maire de l'une des communes sur le territoire desquelles l'enquête a été ouverte, et si l'objet de l'enquête fait partie d'un projet d'infrastructure du domaine public fluvial d'un coût supérieur à 12 millions de francs, il est statué par décret en Conseil d'Etat.

#### **VI. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 38.** - (...) Ce même arrêté fixe un délai pour l'exécution des travaux et prévoit que la mise en service de l'ouvrage ne sera décidée qu'après une autorisation émanant de l'ingénieur de la direction de l'hydraulique.

**Article 39.** - A l'expiration du délai d'exécution des travaux, l'ingénieur de la direction de l'hydraulique se rend sur les lieux. Si ces travaux sont conformes, il délivre une autorisation de mise en service de l'ouvrage. Dans le cas contraire, il peut proposer au ministre de prolonger le délai prévu pour une durée égale à celle primitivement fixée. (...)

**Article 44.** - Lorsque plusieurs demandes d'autorisation de captage d'eau souterraine ou superficielle sont en concurrence, le Ministre chargé de l'hydraulique statue en fonction des priorités définies au chapitre 6.

**Article 45.** - Lorsqu'aucune demande ne revêt un caractère de priorité par rapport aux autres demandes, le Ministre chargé de l'hydraulique décide, s'il y a lieu ou non, d'accorder la préférence à la première en date.

#### **VII. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 79.** - Lorsqu'il existe des plans directeur d'aménagement intégré des bassins hydrauliques approuvés conformément aux dispositions de la présente loi, l'autorisation prévue à l'article 38 n'est délivrée que lorsqu'elle est compatible avec les prescriptions desdits plans.

#### **VIII. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 37.** - Lorsque plusieurs demandes d'autorisation de captage d'eau souterraine ou superficielle sont en concurrence, le Ministre chargé de l'hydraulique statue en fonction des priorités définies à la section 5 du titre VI.

**Article 38.** - Lorsqu'aucune demande ne revêt un caractère de priorité par rapport aux autres demandes, le Ministre de l'hydraulique décide s'il y a lieu ou non d'accorder la préférence à la première en date.

#### **IX. - ALGÉRIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux**

**Article 25.** - Le refus d'autorisation d'utilisation du domaine public hydraulique doit être motivé. Les demandes de concession sont refusées si les besoins à satisfaire ne sont pas justifiés, si leur satisfaction porte préjudice à la protection quantitative et qualitative des ressources en eau, s'ils lésent les intérêts de l'économie nationale ou s'ils sont contraires aux droits des tiers, dûment établis.

**X. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 24.** - Les demandes de concessions ou autorisations peuvent être refusées si les besoins à satisfaire ne sont pas justifiés, si leur satisfaction porte préjudice à la protection qualitative et quantitative des ressources en eau, si elles lésent les intérêts de l'économie nationale ou sont contraires aux droits des tiers dûment établis.

**Article 25.** - Les concessions sont accordées dans les limites possibles des disponibilités en eau évaluées sur la base des relevés, mesures, observations, statistiques et calculs dont dispose l'administration. Aucune indemnité ne peut être demandée à l'Etat au cas où le volume effectivement disponible n'atteint pas le volume concédé.

**XI. - MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 7.** - Au vu du dossier de l'enquête publique, du procès-verbal, du registre d'observations et de l'avis de la commission, le directeur de l'agence de bassin décide de la suite à réserver à la demande d'autorisation.

Tout refus d'autorisation doit être motivé et notifié à l'intéressé dans le délai prévu à l'article 36 de la loi précitée n° 10-95.

**Article 8.** - Conformément aux dispositions de l'article 103 de la loi précitée n° 10-95 les autorisations concernant les opérations prévues aux paragraphes 2, 3, 5 et 8 de l'article 38 de ladite loi, sont soumises par le directeur de l'agence à l'avis du président du conseil communal concerné.

## **2.5 Formal des autorisations**

La décision qui consiste à autoriser, entièrement ou partiellement, une utilisation de l'eau ou un projet à cet égard est consacrée dans un instrument juridique dénommé tantôt autorisation, licence, permis, concession ou autre, lesquelles dénominations sont, comme cela est mentionné en introduction à ce chapitre, regroupées sous l'expression "autorisation".

Il est rare qu'une autorisation n'octroie un droit au titulaire de prélever et d'utiliser l'eau ou d'entreprendre un projet sans que n'y soient attachées des conditions. Au contraire, en plus des obligations générales visées au sous-chapitre 3 ci-dessous, les droits du titulaire d'une autorisation sont en général accompagnés de limites et conditions figurant expressément dans l'autorisation (I, II, III, VI, VII, IX) ou dans un cahier des charges qui y est annexé (IV, V).

L'autorisation est, en principe, octroyée pour une durée déterminée expressément indiquée, dans la mesure où sa nature est considérée comme étant précaire et révocable (V, VIII), certaines réglementations prescrivant dans certains cas une durée maximale (II, IV).

A l'instar des textes anglo-saxons, des formulaires-type d'autorisation peuvent être prévus afin de faciliter la tâche des autorités compétentes (X).

Le **Chapitre IV - Mise en valeur des ressources en eau**, sous-chapitre 2, indique par ailleurs les spécifications relatives à la construction d'ouvrages hydrauliques pouvant être édictées, lesquelles peuvent figurer directement dans l'autorisation d'utilisation de l'eau.

### **I. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux**

**Article 13.** - Le droit d'usage confère à son titulaire la mise à disposition d'un débit ou d'un volume d'eau calculé sur la base des données hydro-climatologiques d'une année moyenne. Il lui confère également le droit de connaître la qualité de l'eau disponible.

**Article 14.** - Le droit visé à l'article 13 ci-dessus trouve, toutefois, sa limite dans le cas de défaillance des ouvrages de mobilisation et d'amenée d'eau, de pénurie due aux facteurs climatiques et, d'une manière générale, d'insuffisance imprévisible du débit ou du volume d'eau devant être délivré.

Dans ces cas, l'administration concernée a la faculté de décider de la réduction d'office des quantités d'eau dues à chacun des usagers et de fixer un taux de réduction différent suivant un ordre de priorité adapté, fixé par voie réglementaire.

**Article 15.** - Les usagers de l'eau n'ont le droit de l'exploiter que dans la limite de l'objet pour lequel elle est destinée.

### **II. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 39.** - L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers. Elle peut conférer au bénéficiaire le droit d'occuper les parties du domaine public hydraulique nécessaires aux installations ou aux opérations autorisées.

L'agence de bassin fixe la durée de l'autorisation qui ne peut dépasser vingt ans renouvelable, les mesures à prendre par l'attributaire de l'autorisation pour éviter la dégradation des eaux qu'il utilise soit pour le prélèvement soit pour le déversement, le montant et les modalités de paiement de la redevance, les conditions d'exploitation, de prolongation ou de renouvellement éventuel de l'autorisation ainsi que les mesures à prendre par le titulaire de l'autorisation en application des dispositions prévues au chapitre VI de la présente loi. (...)

### **III. - SÉNÉGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 12.** - L'autorisation précise:

- l'état-civil des bénéficiaires;
- la nature, la situation des ouvrages;
- la durée de l'autorisation;
- les réserves des droits des tiers;
- les conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation;
- les volumes d'eau journaliers et annuels qui peuvent être prélevés de la nappe;
- le débit journalier maximum à délivrer en période d'étiage;
- toutes mesures de sécurité et d'hygiène destinées à assurer la conservation et la salubrité des eaux.

#### **IV. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 22.** - La décision énumère les caractéristiques fondamentales de l'autorisation accordée: bénéficiaires, nature, situation et durée, réserve des droits des tiers, conditions auxquelles elle est subordonnée, etc.

Le cahier des charges précise toutes les obligations particulières auxquelles le bénéficiaire est astreint du point de vue technique, telles que pour une prise d'eau: débit maximum de l'eau à dériver pendant la période d'usage, hauteur de barrage, niveau de la retenue, forme et dimension des ouvrages régulateurs (déversoirs, vannes de décharges, etc.), point de prise et de restitution de l'eau, et en général toutes les mesures de sécurité et d'hygiène destinées à assurer la conservation et la salubrité de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie, taux de la redevance annuelle due à l'Etat, délai d'achèvement des travaux, cas de retrait de l'autorisation, etc. (...)

**Article 23.** - L'autorisation est accordée pour un délai fixé par l'arrêté du Ministre chargé de l'hydraulique sans que ce délai ne puisse excéder cinquante ans selon l'importance des ouvrages. (...)

#### **V. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 23.** - (...) A cet arrêté sera annexé un cahier de charges qui précisera toutes les obligations particulières auxquelles le bénéficiaire est astreint du point de vue technique

**Article 24.** - Les autorisations de prélèvement d'eaux de surface sont accordées pour une durée déterminée. (...)

#### **VI. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 13.** - Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages ou installations, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées par l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, par les arrêtés complémentaires.

Ces prescriptions tiennent compte, d'une part, des éléments énumérés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, explicités par les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles 3 et 5 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée et, le cas échéant, des objectifs de qualité définis par le décret du 19 décembre 1991 susvisé et, enfin, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie.

Pour les installations soumises à des règles techniques fixées par un arrêté ministériel pris en application des décrets prévus aux articles 8 et 9 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, l'arrêté d'autorisation peut créer des modalités d'application particulières de ces règles.

L'arrêté d'autorisation fixe la durée de validité de celle-ci.

Il fixe également les moyens d'analyse, de mesure et de contrôle de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité et de surveillance de leurs effets sur l'eau et le

milieu aquatique, ainsi que les conditions dans lesquelles leurs résultats sont portés à la connaissance du préfet

Il fixe en outre, s'il y a lieu, les moyens d'intervention dont doit disposer, à tout moment, le bénéficiaire de l'autorisation en cas d'incident ou d'accident

**Article 14.** - A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du Conseil départemental d'hygiène. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée rend nécessaires, ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié. Ils peuvent prescrire en particulier la fourniture des informations prévues à l'article 2 ci-dessus ou leur mise à jour

Le bénéficiaire de l'autorisation peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 7 et au premier alinéa de l'article 8. (...)

#### **VII. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 22.** - Le droit d'usage d'eau confère à son titulaire la disposition, en toute circonstance, d'un volume annuel donné sur l'ensemble des ressources en eau disponible, sous réserve des dispositions mentionnées ci-dessous

#### **VIII. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 13.** - Les usagers des eaux du domaine public hydraulique n'ont le droit d'en user qu'à titre précaire et révocable dans les limites déterminées par le présent Décret-loi et les règlements pris pour son application.(...)

**Article 15.** - Le droit d'usage confère à son titulaire la mise à disposition d'un débit ou d'un volume d'eau calculé sur la base des données hydroclimatologiques et hydrologiques d'une année moyenne (...)

**Article 23.** - Toute concession ou autorisation est précaire et révocable de plein droit, selon les modalités et avec les garanties prévues par le présent Décret-loi et les règlements pris pour son application.

#### **IX. MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 9.** La décision d'autorisation doit obligatoirement contenir:

- (1) l'indemnité de l'attributaire ;
- (2) la durée de l'autorisation ;
- (3) le débit autorisé ;
- (4) le lieu de prélèvement et ses coordonnées Lambert ;
- (5) Le nombre de puits ou de forages à utiliser pour prélever eau souterraine ainsi que leurs numéros respectifs d'inventaire les ressources en eau (n° I.R.E.) ;

- (6) l'usage de l'eau ;
- (7) l'identification et la superficie de la parcelle sur laquelle eau sera utilisée ;
- (8) la superficie à irriguer lorsque l'eau est destinée à irrigation ;
- (9) la superficie de la parcelle du domaine public hydraulique à occuper par les ouvrages ou installations de prélèvement, ainsi que les conditions de cette occupation ;
- (10) la redevance de prélèvement et, le cas échéant, d'occupation temporaire du domaine public hydraulique ;
- (11) les caractéristiques des puits ou forages autorisés et de tout autre ouvrage de prélèvement ;
- (12) les mesures à prendre pour éviter la pollution des eaux ou, éventuellement l'inter-communication des nappes, en cas de prélèvement d'eau souterraine ;
- (13) les conditions de prolongation ou de renouvellement de la décision ;
- (14) les conditions de prélèvement d'eau lorsque celui-ci est effectué dans un ouvrage public.

Le numéro I.R.E. indiqué au paragraphe 5 ci-dessus est le numéro affecté par l'agence du bassin ou le cas échéant par les services compétents du ministère chargé de l'équipement à chaque point d'eau inventorisé tel que forages, puits, sources ou barrages.

**X - NIGER - Avant-projet d'arrêté approuvé par lettre n° 001128/MH/E/SCG/SI. du 19 novembre 1998 du ministère de l'hydraulique et de l'environnement**

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
**PREFECTURE DE .....**

**Arrêté N°...../P..**  
**du.....**  
**autorisant la construction**  
**d'ouvrages de captage et le**  
**prélèvement des eaux**  
**superficielles**

**(MODELE)**

**LE PREFET DE.....**

**VU (..) ;**  
**ARRETE.**

**Article Premier.** Monsieur ..... *(indiquer les nom, prénoms, profession et domicile du titulaire, ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, son siège social et, le cas échéant, les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant légal sur le territoire de la République du Niger)* est autorisé à :

☐ effectuer un prélèvement d'eaux superficielles supérieur ou égal à 5 m<sup>3</sup>/heure par :

- ☐ canaux
- ☐ conduites
- ☐ (autres moyens de captage des eaux superficielles appropriés)
- ☐ créer :

- ☐ une piscine ou tout lieu de baignade ouvert au public
- ☐ étangs
- ☐ (...)

**Article 2.-** L'autorisation est accordée pour une durée de ....., à partir de la date de sa notification et publication.

**Article 3.-** L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, des impératifs écologiques et des conditions générales annexées au présent arrêté.

L'Etat et les Collectivités publiques ne seront pas tenus pour responsables de la diminution du volume autorisé si cette diminution est due à la sécheresse ou à d'autres causes liées à la force majeure.

**Article 4.-** L'autorisation ainsi accordée pourrait être renouvelée sur demande expresse du bénéficiaire adressée au Préfet trois (3) mois au moins avant la date de son expiration.

Toutefois, le Préfet peut refuser le renouvellement de l'autorisation pour non respect de la réglementation de la gestion des ressources en eau, des clauses contenues dans les « Conditions Générales » ou du fait de la diminution du volume d'eau dans le champ de captage.

En outre, l'autorité préfectorale peut annuler ou suspendre ladite autorisation pour les causes précitées au point 16 des Conditions Générales .

**Article 5 -** Les Conditions Générales y annexées font partie intégrante du présent arrêté, qui prend effet à partir de la date de sa notification et sera publié au Journal officiel de la République du Niger

Le Préfet

**Amphiations:**

- Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement. ....1
- Ministère de l'Intérieur.....1
- Sous-Préfet (ou Maire) de.....1
- Direction Départementale chargée de l'hydraulique de ...1
- Service d'arrondissement chargé de l'hydraulique de....1
- Intéressé .....1
- Chrono .....1

**ANNEXE**  
**CONDITIONS GENERALES**  
**(eaux souterraines/de surface)**

**1. Titulaire de l'autorisation:**

.....  
*[indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et résidence habituelle du titulaire, ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, son siège social et, le cas échéant, les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant légal sur le territoire de la République du Niger]*

**2. Objet de l'autorisation**

[ ] Ouvrage de captage des eaux souterraines équipé d'un moyen d'exhaure susceptible de fournir un débit supérieur ou égal à 40 m<sup>3</sup>/s).



.....  
*[indiquer le type d'ouvrage, ses coordonnées et le moyen d'exhaure]*

☐ Equipement d'ouvrage existant en moyen d'exhaure susceptible de fournir un débit supérieur ou égal à 40 m<sup>3</sup>/s

.....  
*[indiquer le type d'ouvrage, ses coordonnées et le moyen d'exhaure]*

☐ Aménagement impliquant un prélèvement d'eaux superficielles supérieur ou égal à 5 m<sup>3</sup>/heure

.....  
*[indiquer le type d'ouvrage, les moyens de prélèvement et les moyens d'exhaure]*

☐ Création de :

☐ Piscine ou lieu de baignade

☐ Étang

3. Source du prélèvement ou du captage:

☐ bassin .....

☐ affluent .....

☐ nappe souterraine .....

Région .....

Département .....

Arrondissement/Commune/Canton Groupement.....

Village .....

4. But d'utilisation:

☐ utilisation domestique ☐ abreuvement des animaux

☐ utilisation agricole ☐ pêche et pisciculture

☐ utilisation industrielle ☐ baignade publique

5. Volume d'eau à être utilisé: ..... (m<sup>3</sup>/an)

6. Lieu où l'eau doit être utilisé:  
 .....

7. Titre de propriété foncière, ou du droit d'usage de l'eau du titulaire  
 .....

8. Servitudes créées pour les conduites d'adduction ou de refoulement, et leur parcours .....

9. a). Caractéristiques techniques de l'ouvrage ou de l'installation

*[donner une brève description]*  
 .....  
 .....

b) • Caractéristiques techniques des moyens d'exhaure  
*(indiquer le type et la capacité desdits moyens)*

.....  
 .....

10. Mode de foration et profondeur de la nappe, s'il s'agit de captage des eaux souterraines

.....  
 .....

11. Etendue des périmètres de protection autour des ouvrages de captage d'eaux destinées à la consommation humaine

12. Volume et qualité des eaux usées, et points de rejet, s'il s'agit d'utilisations industrielles.....

13. Destination des eaux non utilisées

.....

14. Mesures de surveillance de qualité et de protection

.....

15. Obligations du titulaire

Le titulaire de l'autorisation s'engage à

- (a) respecter les dispositions de l'Ordonnance N° 93-014 du 2 mars 1993, portant régime de l'eau, du Décret N° 97-368/PRN/MHE du 2 octobre 1997, déterminant les modalités d'application de ladite Ordonnance, et celles du présent arrêté;
- (b) prévenir toute pollution des eaux, telle que résultant de l'utilisation de l'ouvrage ou de l'eau;
- (c) prévenir l'érosion des berges et du lit du cours d'eau ou toutes dégradations qui pèseraient sur les ressources, dans le cas de prélèvement d'eaux superficielles;
- (d) sous peine de révocation, ne pas céder l'autorisation à un tiers, sauf qu'en vertu d'un arrêté du Préfet;
- (e) payer les redevances prévues par l'article 66 du Décret N° 97-368/PRN/MHE du 2 octobre 1997;
- (f) prendre les mesures de surveillance indiquées au point 14 ;
- (g) fournir, avant la réalisation de l'ouvrage, le dossier complet des études hydrogéologiques et géophysiques et, après réalisation, le dossier d'analyses physico-chimiques, d'essai de pompage, de coupe de l'ouvrage ;
- (h) accepter le suivi-contrôle de la réalisation de l'ouvrage par le Service chargé de l'hydraulique qui, mènera au besoin, après réalisation, des services de la nappe alimentant l'ouvrage à travers des mesures piézométriques périodiques;

## 16. Suspension, modification ou révocation

L'autorisation peut être suspendue, modifiée ou révoquée à la demande du titulaire, ou lorsque l'eau dont l'utilisation a été autorisée doit faire l'objet d'une autre utilisation. Dans ce dernier cas, le titulaire a le droit soit à une source alternative d'approvisionnement en eau, soit à une indemnité juste et préalable.

L'autorisation peut être révoquée lorsque le titulaire :

- (a) utilise l'eau pour des buts différents que ceux autorisés;
- (b) ne se conforme pas aux conditions précisées par l'autorisation;
- (c) ne paye pas les redevances prévues à cet effet, pendant deux années consécutives;
- (d) n'utilise pas l'eau dans un délai d'un an à partir de l'octroi de l'autorisation;
- (e) n'utilise pas l'eau pendant deux années consécutives ;
- (f) viole les dispositions de l'Ordonnance N° 93-014 du 2 mars 1993, du Décret n° 97-368 du 2 octobre 1997, et celles du présent arrêté

Lorsqu'il y a lieu de révoquer l'autorisation, il peut être prescrite une remise en état des lieux qui est exécutée aux frais du titulaire de ladite autorisation

## 17. Enregistrement

Cette autorisation est enregistrée sous le N°.....

## 2.6 Enregistrement et publication des décisions et autorisations

L'enregistrement des autorisations délivrées constitue en principe une exigence légale (I, II). Les registres ainsi constitués, appelés aussi "cadastres", sont en général accessibles au public dans les conditions définies par la réglementation. Il font aussi état de tout changement ayant affecté l'autorisation après l'octroi de celle-ci (voir sous-chapitre 4 ci-dessous).

Peuvent y figurer, en outre, les motifs des décisions n'ayant pas donné une suite favorable aux demandes d'autorisation, lesquels sont en général requis (voir paragraphe 2.4 ci-dessus), en prévision notamment de l'hypothèse où un candidat souhaiterait faire appel d'une décision suivant la procédure visée au paragraphe 2.7 ci-après.

A défaut d'une procédure d'enregistrement, ou en complément de celle-ci, la publication de toute décision ou d'un avis à cet égard pourra éventuellement être exigée (III).

### I. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux

**Article 12.** - Les autorisations et concessions pour l'utilisation des eaux (...) sont enregistrées dans le cadastre des usagers tenu par l'administration des eaux.

## **II. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 48.** - Par complément aux dispositions du dahir du 9 Ramadan 1331 (12 août 1913) sur l'immatriculation des immeubles et des autres textes réglementant le régime foncier de l'immatriculation, peuvent faire l'objet d'une inscription au livre foncier les autorisations et les concessions de prélèvement d'eau, ainsi que les actes portant reconnaissance des droits acquis sur les eaux.

## **III. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

### **Article 16.** - En vue de l'information des tiers

1<sup>o</sup> L'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires sont publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture et une copie en est déposée à la mairie (à Paris, au commissariat de police) et peut y être consultée.

2<sup>o</sup> Un extrait de ces arrêtés, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, les installations, les travaux ou l'activité sont soumis, est affiché à la mairie (à Paris, au commissariat de police) pendant une durée minimum d'un mois; un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire (à Paris, par ceux du commissaire de police).

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté et au président de la commission locale de l'eau mentionnée à l'article 6.

3<sup>o</sup> Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département ou les départements intéressés.

## **2.7 Procédure d'appel**

La réglementation peut prévoir la possibilité d'un recours - par voie administrative ou judiciaire - contre une décision attribuant un droit d'utilisation de l'eau, c'est à dire la faculté pour un juge ou un agent de l'administration de rang supérieur à celui ayant pris la décision contestée, d'examiner la conformité de la décision par rapport aux conditions juridiques de fond et de forme prescrites par cette réglementation. Cette révision entre dans le cadre d'une procédure dite d'appel, dont les modalités peuvent être précisées (1).

## **I. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

### **Article 14. Recours.**

Contre les décisions du ministre prises en vertu des articles 9, 11 et 12, un recours est ouvert devant le Conseil d'Etat. Comité du Contentieux, qui statuera en dernier ressort et comme juge du fond. Ce recours doit être interjeté dans un délai de quarante jours.

### 3. OBLIGATIONS GENERALES DES TITULAIRES D'AUTORISATION

Outre les conditions spécifiques évoquées au paragraphe 2.5 ci-dessus, les titulaires d'autorisation sont aussi soumis au respect d'obligations de portée générale applicables indifféremment (I - III).

#### I. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau

**Article 21.** - Toute utilisation des ressources en eau doit respecter les orientations du plan de développement du bassin versant dans lequel les ressources utilisées sont comprises

#### II. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996

**Article 15.** - Les usagers de l'eau n'ont le droit de l'exploiter que dans la limite de l'objet pour lequel elle est destinée.

**Article 16.** - Les usagers sont tenus:

- d'utiliser l'eau de façon rationnelle et économique,
- d'observer les dispositions relatives aux conditions de mise en service et d'exploitation des ouvrages hydrauliques,
- de veiller à la qualité de l'eau,
- de respecter les droits des autres usagers de l'eau,
- de s'abstenir de causer préjudice aux objets économiques et naturels,
- de se soumettre au comptage de l'eau et aux conditions dans lesquelles il s'opère.

#### III. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique

**Article 17.** - Tout titulaire d'un droit d'usage de l'eau est tenu:

- d'utiliser l'eau de façon rationnelle et économique et d'éviter le gaspillage;
- d'observer strictement les conditions arrêtées dans l'acte constitutif du droit;
- de respecter les droits des autres usagers légitimes de l'eau.

#### 3.1 Fonctionnement et entretien des installations et ouvrages hydrauliques

Des obligations générales peuvent être prescrites par la réglementation concernant la mise en service, le fonctionnement et l'entretien des ouvrages hydrauliques (I). A défaut d'entretien, l'autorisation peut être retirée ou modifiée (II).

Des dispositions peuvent aussi régir le sort des ouvrages existants en cas de cessation des activités. En effet, lorsqu'une autorisation n'est plus en vigueur, du fait de son retrait, de son échéance ou d'une renonciation par son titulaire par exemple, celui-ci peut être soumis à l'obligation de veiller au sort des ouvrages existants suivant des conditions prescrites par l'autorité compétente (III). D'autres dispositions peuvent régir les accidents aux installations et travaux hydrauliques (III)

**I. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 14.** - Les usagers sont tenus: (...)

- d'observer les dispositions relatives aux conditions de mise en service et d'exploitation des ouvrages hydrauliques (...).

**II. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 10.** - IV. - (...) L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants: (...)

4° Lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier. (...)

**III. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 23.** - Lorsqu'il y a lieu de retirer une autorisation, le préfet peut établir un projet de remise en état des lieux, accompagné des éléments de nature à le justifier.

Le préfet ou le préfet chargé de la coordination de la procédure, mentionné à l'article 3, notifie un exemplaire du dossier ainsi constitué au bénéficiaire de l'autorisation, au propriétaire de l'ouvrage ou de l'installation, ou aux titulaires de droits réels sur ceux-ci. (...)

**Article 36.** - Tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité entrant dans le champ d'application du présent décret et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée doit être déclaré, dans les conditions fixées à l'article 18 de cette loi.

**Article 37.** - Le préfet peut décider que la remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement, momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

**Article 38.** - En cas de retrait ou de suspension d'autorisation ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou à défaut le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concernés ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

Si ces dispositions ne sont pas prises, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article 27 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

### **3.2 Enregistrement des prélèvements d'eau et communication de données et autres mesures**

Cette obligation peut apparaître sous forme d'exigence générale (I-IV), et peut s'étendre à l'obligation de communiquer toute donnée à l'autorité ayant délivré l'autorisation, qu'il s'agisse d'eau superficielle ou souterraine, d'opération de prélèvement ou de déversement ou de l'utilisation d'ouvrages et autres installations. Elle entre naturellement dans le cadre du calcul des taux applicables aux redevances visés au Chapitre VIII - Redevances, sous-chapitre 2.

#### **I. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

Article 16. - Les usagers sont tenus: (...)

- de se soumettre au comptage de l'eau et aux conditions dans lesquelles il s'opère.

#### **II. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

Article 12. - Les installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de l'article 10 de la présente loi permettant d'effectuer à des fins non domestiques des prélèvements en eau superficielle ou des déversements, ainsi que toute installation de pompage des eaux souterraines, doivent être pourvues des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés. Leurs exploitants ou, s'il n'existe pas d'exploitants, leurs propriétaires sont tenus d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver trois ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée par décret.(...)

#### **III. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

Article 13. - Dans le cas où l'autorisation est accordée, le bénéficiaire doit s'engager à indiquer le rythme d'exploitation de la nappe.

L'autorisation fixe la périodicité de fourniture des renseignements visés à l'article 12.

#### **IV. - MAROC - Décret n° 2-97-414 du 4 février 1998 relatif aux modalités de fixation et de recouvrement de la redevance pour utilisation de l'eau du domaine public hydraulique**

Article 7.- Le volume d'eau prélevé visé à l'article premier ci-dessus est déterminé au moyen d'un compteur volumétrique. L'utilisateur est tenu de déclarer à l'agence le volume d'eau prélevé enregistré au compteur selon une périodicité fixée dans l'arrêté d'autorisation ou le contrat de concession de prélèvement d'eau.

Toutefois, lorsque le compteur ne peut pas être installé en raison du mode de prélèvement, le volume d'eau prélevé est déterminé sur la base du débit autorisé.

**Article 8.-** L'équipement des installations de prélèvement d'eau de compteurs volumétriques est à la charge des utilisateurs de l'eau. Ces compteurs doivent être agréés et plombés par l'agence du bassin hydraulique.

En cas de fonctionnement défectueux d'un compteur, l'agence du bassin doit en être informée aussitôt. Le compteur devra être réparé ou remplacé dans un délai maximum de trente (30) jours par le bénéficiaire de l'autorisation. Si celui-ci ne procède pas à cette réparation ou remplacement dans le délai précité l'agence du bassin fait fermer la prise d'eau, jusqu'à la remise en état ou au remplacement du compteur.

Si le fonctionnement défectueux d'un compteur a été constaté par l'agence du bassin, le bénéficiaire de l'autorisation est aussitôt mis en demeure par lettre recommandée de procéder dans un délai de quinze (15) jours à sa réparation ou à son remplacement. Passé ce délai et s'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure, l'agence du bassin fait fermer la prise d'eau, jusqu'à la remise en état ou au remplacement du compteur.

## 4. GESTION DES AUTORISATIONS

Si la décision qui consiste à attribuer un droit d'utilisation de l'eau est consacrée dans une autorisation, elle ne demeure cependant pas à l'abri d'un changement de circonstances pouvant imposer une modification des décisions déjà prises ainsi que des autorisations octroyées. Par exemple, un utilisateur potentiel peut chercher à utiliser une eau qui, en réalité, a déjà été attribuée à un autre dans le cadre d'une autorisation. Si l'utilisation pour laquelle une demande est effectuée apparaît au regard des autorités comme étant préférable à une autre utilisation existante, cette dernière peut devoir être sacrifiée. Une sécheresse ou autre catastrophe naturelle peut se produire, forçant les autorités à limiter les droits attribués dans le cadre des autorisations existantes; le titulaire d'une autorisation peut enfin vouloir renoncer à son autorisation ou la renouveler à son expiration.

Dans tous ces cas, l'autorité compétente doit être en mesure de répondre et d'adapter les autorisations aux circonstances nouvelles, c'est à dire qu'elle doit avoir à sa disposition les instruments juridiques lui permettant de gérer, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire, les autorisations en vigueur à un moment donné.

### 4.1 Modification, suspension et révocation des autorisations

L'autorité compétente peut modifier, suspendre ou révoquer les droits d'utilisation de l'eau de manière unilatérale lorsque se produit l'une ou l'autre circonstance prévue par la réglementation (sécheresse, catastrophe naturelle, ajustements dans le cadre de la planification nationale ou régionale des ressources en eau, défaillance du titulaire dans l'exercice de ses droits d'utilisation de l'eau, etc.).

Les mécanismes de modification des autorisations peuvent être activés à l'initiative des autorités (I-XIV) ou à la demande du titulaire de l'autorisation (XV). En cas de cession d'une autorisation d'un utilisateur à un autre, l'on se référera au sous-chapitre 5 ci-dessous.



Comme l'illustrent les exemples retenus ci-dessous, les causes susceptibles d'affecter la validité d'une autorisation et d'entraîner sa modification, révocation ou suspension sont multiples, donnant en principe lieu au paiement d'une indemnité lorsqu'elles sont justifiées par des considérations d'intérêt général, ce qui les distingue du retrait d'autorisation effectué dans le cadre de l'imposition d'une sanction (voir sous-chapitre 10 ci-dessous). Les conditions de suspension, déchéance et révocation des autorisations à titre de sanction sont traitées au sous-chapitre 10 ci-dessous.

## **I. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux**

**Article 14.** - Le droit visé à l'article 13 ci-dessus trouve, toutefois, sa limite dans le cas de défaillance des ouvrages de mobilisation et d'amenée d'eau, de pénurie due aux facteurs climatiques et, d'une manière générale, d'insuffisance imprévisible du débit ou du volume d'eau devant être délivré.

Dans ces cas, l'administration concernée a la faculté de décider de la réduction d'office des quantités d'eau dues à chacun des usagers et de fixer un taux de réduction différent suivant un ordre de priorité adapté, fixe par voie réglementaire.(...)

**Article 17.** - Les droits d'usage d'eau peuvent faire l'objet de révision, compte tenu de l'évolution de l'état global des ressources en eau disponibles et ce, sur la base des priorités définies à l'article 12 de la présente loi, des besoins réels et de valorisation maximale du mètre cube d'eau. Cette révision peut intervenir notamment dans le cadre de l'établissement d'un programme intégré de mise en valeur hydraulique de la zone considérée.

**Article 26.** - L'administration se réserve le droit :

- de limiter le débit dont l'usage est concédé aux quantités d'eau réellement nécessaires pour le programme d'utilisation adapté,
- d'exiger de l'usager de réduire provisoirement les débits prélevés en vue de faciliter les travaux d'intérêt général sur les eaux publiques,
- de décider, si l'utilité publique le justifie, la suppression ou la modification des installations régulièrement concédées.

L'usager a droit à une indemnité correspondant à la valeur du préjudice subi. (..)

**Article 29.** - En cas de calamité, les eaux concédées sont utilisées sans autorisation pour lutter contre les sinistres et pour sauvegarder les personnes et les biens.

## **II. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 9.** - En complément des règles générales mentionnées à l'article 8, des prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire sont fixées par décret en Conseil d'Etat afin d'assurer la protection des principes mentionnés à l'article 2.

Ces décrets déterminent en particulier les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut :

- 1° prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie. (..)

**Article 10. - IV. - ( )** L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants:

1° Dans l'intérêt de la salubrité publique, et notamment lorsque ce retrait ou cette modification est nécessaire à l'alimentation en eau potable des populations;

2° Pour prévenir ou faire cesser les inondations ou en cas de menace pour la sécurité publique;

3° En cas de menace majeure pour le milieu aquatique, et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation;

4° Lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.(...)

### **III. - FRANCE - Décret 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article 9 (1°) de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau**

**Article 1er. -** Les mesures générales ou particulières prévues par le 1° de l'article 9 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie sont prescrites par arrêté du préfet du département. Elles peuvent imposer des opérations de stockage ou de déstockage de l'eau.

Dans ce cas, l'arrêté imposant l'opération est porté à la connaissance de l'exploitant par tous moyens adaptés aux circonstances.

Ces mesures, proportionnées au but recherché, ne peuvent être prescrites que pour une période limitée, éventuellement renouvelable. Dès lors que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement en eau redeviennent normales, il est mis fin, s'il y a lieu graduellement, aux mesures prescrites. Celles-ci ne font pas obstacle aux facultés d'indemnisation ouvertes par les droits en vigueur.

**Article 2. -** Le préfet du département, lorsque la zone est entièrement comprise à l'intérieur d'un même département, ou les préfets des départements intéressés, lorsque la zone englobe un territoire s'étendant sur deux ou plusieurs départements, peuvent désigner, par arrêté, une zone d'alerte pour un sous-bassin, bassin ou groupement de bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente, dans laquelle ils sont susceptibles de prescrire les mesures mentionnées à l'article 1er ci-dessus.

Ils en informent le préfet coordonnateur de bassin.

Dans la ou les zones d'alerte ainsi désignées, chaque déclarant, chaque titulaire d'une concession ou d'une autorisation administrative de prélèvement, de stockage ou de déversement fait connaître au préfet ses besoins réels et ses besoins prioritaires pour la période couverte par les mesures envisagées dans la limite des volumes, débits ou capacités déclarés, concédés ou autorisés ou au titre des lois susvisées et de leurs textes d'application. Le ou les préfets établissent un document indiquant les seuils prévus d'alerte, les mesures correspondantes et les usages de l'eau de première nécessité à préserver en priorité.

Ils constatent par arrêté le franchissement des seuils entraînant la mise en œuvre des mesures envisagées.

**Article 3.** - En cas d'incident ou d'accident susceptible d'entraîner une pollution ou une pénurie d'eau, et sans préjudice de l'application de l'article 18 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée à la personne à l'origine de cet incident ou accident à l'exploitant ou au propriétaire, le ou les préfets prescrivent les mesures prévues à l'article 1er rendues nécessaires par l'urgence.

Ils en informent le préfet coordonnateur de bassin.

**Article 4.** - Lorsqu'il l'estime nécessaire, le préfet coordonnateur constate par arrêté la nécessité de mesures coordonnées dans plusieurs départements pour faire face aux situations mentionnées à l'article 1er ci-dessus dans le bassin dont il a la charge.

Dans cette hypothèse, les préfets des départements concernés prennent des arrêtés conformes aux orientations du préfet coordonnateur.

**Article 5.** - Les arrêtés mentionnés aux articles 1er, 2 et 4 ci-dessus sont adressés pour affichage en mairie au maire de chaque commune concernée et mention en est insérée en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

#### **IV. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 23.** - Lorsqu'il y a lieu de retirer une autorisation, le préfet peut établir un projet de remise en état des lieux, accompagné des éléments de nature à le justifier.

Le préfet ou le préfet chargé de la coordination de la procédure, mentionné à l'article 3, notifie un exemplaire du dossier ainsi constitué au bénéficiaire de l'autorisation, au propriétaire de l'ouvrage ou de l'installation, ou aux titulaires de droits réels sur ceux-ci.

**Article 24.** - Si, après consultation du directeur départemental des services fiscaux et s'il y a lieu, du gestionnaire du domaine public concerné, le bénéficiaire de l'autorisation, le propriétaire de l'ouvrage ou de l'installation, ou les détenteurs de droits réels sur ceux-ci n'ont pu être identifiés ou sont sans domicile connu, le dossier préparé par l'administration est déposé à la mairie de la ou des communes sur le territoire desquelles se trouve l'ouvrage, l'installation ou l'aménagement.

Un avis indiquant qu'un dossier préalable à une procédure de suppression de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement est déposé à la mairie ou aux mairies mentionnées à l'alinéa ci-dessus, pour permettre au bénéficiaire d'une autorisation le concernant ou aux titulaires de droits sur l'ouvrage, l'installation ou l'aménagement, de se faire connaître et de présenter au préfet leurs observations sur le projet. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de chaque commune où il a lieu.

A l'expiration d'un délai précisé dans l'avis et qui ne peut être inférieur à quatre mois à compter de la date de l'affichage, l'instruction du projet de suppression s'engage dans les conditions prévues à l'article suivant.

**Article 25.** - Les personnes mentionnées au dernier alinéa de l'article 23 disposent, selon le cas, d'un délai de deux mois à compter de la notification qui leur a été faite en application de cet article ou du délai fixé par l'avis prévu à l'article précédent pour faire connaître, par écrit, leurs observations.

**Article 26.** - La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral ou interpréfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**Article 27.** - L'article 26 est applicable à une demande de retrait présentée par le bénéficiaire d'une autorisation.

#### **V. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 24.** - Les droits d'usage d'eau peuvent être révisés compte tenu des ressources globales en eau disponibles, sur la base des besoins réels et de la valorisation maxima du mètre cube d'eau.

**Article 25.** - Ces droits d'usage peuvent être notamment modifiés par suite de l'établissement d'un programme intégré de mise en valeur hydraulique de la zone considérée dans le cadre d'une valorisation maxima du mètre cube d'eau, les besoins en eau potable étant satisfaits en priorité. (...)

Les contestations relatives à ces modifications des droits d'usage sont soumises aux juridictions compétentes qui ne peuvent les régler qu'en indemnités. (...)

**Article 71.** - Les prises d'eau et autres installations créées sur le domaine public hydraulique, même avec autorisation, peuvent être modifiées ou supprimées pour utilité publique.

Toutefois aucune suppression ou modification ne peut être prononcée que suivant les formes et avec les garanties établies pour la délivrance de ces autorisations.

Seul a droit à une indemnité le titulaire d'une autorisation.

**Article 74.** - Au cas où les débits utilisés par un permissionnaire ou un concessionnaire deux ans ou plus après la date de délivrance de l'autorisation ou de la concession de prise d'eau dont il bénéficie, sont inférieurs à ceux qu'il était autorisé à prélever, l'autorisation ou la concession correspondante peut être réajustée en conséquence sans qu'il en résulte pour le titulaire aucun droit à réclamation ou indemnité.

#### **VI. - BURKINA FASO - Raaba n° B 000004 AN IV/FP/EAU du 6 mai 1989 portant définition du régime de l'eau**

**Article 6.** - (...) - les autorisations et concessions peuvent être modifiées à toute époque pour des motifs d'intérêt général tel que: pour conserver la quantité et la qualité des eaux, pour protéger l'hygiène publique; pour faciliter l'approvisionnement en eau potable des villes, pour prévenir ou faire cesser les dommages causés par l'eau; pour d'autres raisons d'intérêt public.

**VII. - BURKINA FASO - Kiri An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 260.** - Toute autorisation est révocable lorsque l'intérêt public l'exige ou après une mise en demeure restée sans effet.

**VIII. - GUINEE - Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée**

**Article 52.** - L'autorisation peut être modifiée, suspendue ou retirée par les organes qui l'ont émise si :

- (a) les ressources en eau ont connu entre temps des modifications essentielles par rapport à la situation au moment de son émission;
- (b) il y a de nouvelles demandes d'eau qui doivent être satisfaites en priorité;
- (c) à la suite de causes imprévues ou par la faute du titulaire de l'autorisation, l'exercice du droit acquis met en danger la santé, la vie de la population ou la sécurité des personnes et des biens.

**IX. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 13.** - Un droit d'utilisation des eaux régulièrement acquis, ou droit d'eau ne peut être modifié, suspendu, révoqué ou perdu, si ce n'est en conformité avec les dispositions du présent Code.

Lorsque ce droit doit être modifié ou révoqué pour cause d'utilité publique et en l'absence de faute de son titulaire, ce dernier a droit à une juste et préalable indemnité.

**Article 14.** - Le Ministre chargé de l'hydraulique est habilité en tout temps à modifier un droit d'eau pour cause d'utilité publique ou de changement de l'objet de l'octroi de ce droit.

Dans le cas où une telle modification occasionne un dommage appréciable au titulaire, celui-ci a droit, soit à une source alternative d'approvisionnement en eau, soit à une juste et préalable indemnité. Le titulaire d'un droit d'eau peut en tout temps demander la modification des conditions de son utilisation en soumettant une nouvelle requête motivée au Ministre chargé de l'hydraulique. (...)

**Article 15.** - Le Ministre chargé de l'hydraulique est habilité à suspendre par arrêté les droits d'eau en cas d'urgence et, en tout temps, lorsque les impératifs de gestion rationnelle des ressources en eau l'exigent. La durée d'une telle suspension doit toutefois être en rapport avec les conditions qui l'ont causée.

L'utilisateur dont le droit d'eau a été suspendu n'a droit à aucune indemnisation pour le manque d'eau subi, si ce n'est au moyen d'une attribution compensatoire, et dans la mesure où les conditions hydrologiques le permettent. (...)

**Article 18.** - Un droit d'eau peut être révoqué, sous réserve d'indemnisation, dans les cas ci-après :

- (1) lorsque l'intérêt public l'exige,
- (2) lorsque son utilisation ne satisfait plus aux conditions d'octroi initiales ou lorsqu'il doit faire l'objet d'une autre utilisation ou avoir une autre destination afin d'assurer la gestion rationnelle des ressources en eau dont il dépend.

**Article 19.** - Le titulaire perd son droit d'eau dans les cas ci-après:

- (1) lorsqu'il nmet d'exercer son utilisation dans les trois mois qui suivent la date de délivrance des autorisations, six mois celle du permis et douze mois celle de la concession, ou n'utilise effectivement pas la quantité d'eau spécifiée dans son titre pendant deux années consécutives;
- (2) lorsque la destination de l'utilisation, ou la source d'approvisionnement correspondante a cessé d'exister

La perte d'un droit d'eau dans les cas sus-énoncés ne donne pas lieu à l'indemnisation.

#### **X. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 11.** - L'administration peut prendre de plein droit des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usagers de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie. (...)

**Article 16.** - Le droit visé à l'article 15 ci-dessus trouve toutefois sa limite dans le cas de défaillance des ouvrages de rétention, prélèvement et dérivation d'eau, de pénurie due aux facteurs climatiques et d'une manière générale, d'insuffisance imprévisible du débit ou de volume d'eau qui forme l'objet d'un droit d'usage. Dans ce cas, l'administration se réserve le droit de réduire ou de supprimer d'office sans indemnité les quantités d'eau auxquelles chacun des usagers a droit. (...)

**Article 32.** - Toute concession ou autorisation peut être modifiée ou révoquée, à toute époque, sans indemnité, soit dans l'intérêt de la salubrité publique, et notamment lorsque cette modification ou réduction ou révocation est nécessaire à l'alimentation en eau potable des zones habitées, soit pour prévenir ou faire cesser les dommages causés par les eaux, soit pour cause d'inobservation des clauses qu'elle comporte.

En cas de violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, la révocation est prononcée de plein droit, sans préjudice de poursuites pénales. (...)

#### **XI. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 24.** - (...) Le Ministre chargé de l'hydraulique ou son représentant peut, pour des raisons d'intérêt public, en suspendre la validité ou en refuser le renouvellement. (...)

## **XII. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 39.** - (...) L'agence de bassin peut à tout moment modifier, réduire ou révoquer l'autorisation pour cause d'intérêt public, sous réserve d'un préavis dont le délai ne peut être inférieur à trente jours. Cette modification, réduction ou révocation ouvre droit à indemnité au profit du titulaire de l'autorisation, si celui-ci en éprouve un préjudice direct.

## **XIII. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 13.** - (...) Les autorisations et concessions peuvent être modifiées, réduites ou révoquées à tout moment pour raison d'intérêt général ou pour non observation des conditions établies. La révocation définitive pour cause d'intérêt général donne droit à compensation. (...)

## **XIV. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 17.** - L'autorisation peut être suspendue ou la quantité d'eau réduite conformément aux dispositions du titre IV, section 1.

Cette réduction ou suspension n'ouvre droit à aucune indemnité. (...)

**Article 21.** - L'autorisation est précaire; elle est révocable par les ministres chargés de l'hydraulique et de l'assainissement dans les cas suivants:

1° Si un motif d'intérêt public en a nécessité le retrait, sauf en cas de travaux publics ayant pour l'objet l'utilisation des eaux superficielles, ou de concession pour l'utilisation des eaux, définie à l'article 28;

2° Pour inexécution, après mise en demeure, sauf en cas de force majeure, de l'une des conditions prévues par l'autorisation.

Dans le premier cas, la révocation donne droit au bénéficiaire, à titre de dédommagement du préjudice causé, à une indemnité fixée soit à l'amiable, soit par les tribunaux compétents.

## **XV. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 32.** - Si au moment de la déclaration ou postérieurement, le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue par arrêté.

Les arrêtés préfectoraux pris en application de l'alinéa précédent ou en application du troisième alinéa du III de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée pour fixer des prescriptions complémentaires, sont pris après avis du conseil départemental d'hygiène. Ils font l'objet des mesures de publicité prévues à l'article 30.

Le déclarant a la faculté de se faire entendre par le conseil départemental d'hygiène ou de désigner à cet effet un mandataire. Il doit être informé, au moins huit jours à l'avance de la date et du lieu de la réunion du conseil et des projets de prescriptions.

Le projet d'arrêté est porté par le préfet à la connaissance du déclarant, auquel un délai de quinze jours est accordé pour présenter éventuellement ses observations par écrit, directement ou par mandataire. (...)

## 4.2 Renouvellement des autorisations

La majorité des réglementations prévoit qu'une autorisation, étant par nature précaire et révocable, est accordée pour une durée déterminée (voir paragraphe 2.5 ci-dessus). Le bénéficiaire d'une autorisation peut toutefois en demander le renouvellement pour une durée supplémentaire selon des procédures stipulées dans la réglementation, identiques ou non à celles applicables à la présentation de la demande initiale suivant le principe du parallélisme des formes (I-IV).

### I. - GUINÉE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau

**Article 16.** - Le renouvellement d'un permis ou d'une concession doit faire l'objet d'une nouvelle demande auprès du Ministre chargé de l'hydraulique. Les délais correspondants sont respectivement de trois mois dans le cas d'un permis et de six mois dans celui d'une concession.

Avant l'expiration de ces délais, une suite à la demande de renouvellement du droit d'eau doit être faite au requérant.

Le Ministre chargé de l'hydraulique n'est pas tenu de renouveler les droits d'eau lorsque les conditions sur la base desquelles ils ont été initialement octroyés n'en sont pas satisfaites ou ont cessé d'exister. Une telle décision ne donne droit à aucune indemnisation. Le requérant doit être informé [sic].

### II. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

**Article 47.** - (...) Cinq ans au moins avant l'expiration de l'autorisation le permissionnaire présente sa demande de renouvellement.

Au plus tard trois ans avant cette expiration, l'administration prend la décision soit de mettre fin définitivement à cette autorisation à son expiration, soit d'instituer une autorisation nouvelle à compter de l'expiration.

A défaut par l'administration d'avoir, avant cette date notifié sa décision au permissionnaire, l'autorisation actuelle est prorogée aux conditions antérieures, mais pour une durée équivalente au dépassement.

Lors de l'établissement d'une autorisation nouvelle, le permissionnaire actuel a un droit de préférence, s'il accepte les conditions du nouveau règlement d'eau. Cette autorisation nouvelle doit être instituée au plus tard le jour de l'expiration du titre en cours, c'est-à-dire soit à la date normale d'expiration, soit si l'alinéa précédent est mis en œuvre à la nouvelle date déterminée selon les dispositions de cet alinéa. A défaut, pour assurer la continuité de l'exploitation, ce titre est prorogé aux conditions antérieures jusqu'au moment où est délivrée la nouvelle autorisation.



### III. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau

**Article 23.** - 4 - ) L'autorisation peut, dans les mêmes formes, être renouvelée pour une nouvelle période de temps. Le refus par l'administration d'accorder le renouvellement n'ouvre droit à aucune indemnité.

Si le permissionnaire n'a pas été mis en demeure, deux ans au moins avant l'expiration de l'autorisation, de supprimer ou de modifier les ouvrages qu'il a établis, cette autorisation est prorogée de plein droit pour une durée égale à la moitié de sa durée primitive.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux autorisations dont la durée primitive ne dépassant pas deux années. (...)

### IV. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

**Article 17.** - Lorsqu'une autorisation vient à expiration ou lorsque la validité de certaines de ses dispositions est conditionnée par un réexamen périodique, notamment en vertu des prescriptions législatives ou réglementaires, le bénéficiaire de l'autorisation qui souhaite obtenir le renouvellement de son autorisation ou la prorogation des dispositions soumises à réexamen, adresse une demande au préfet, dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration ou de réexamen.

Cette demande comprend:

- (a) L'arrêté d'autorisation et, s'il y a lieu, les arrêtés complémentaires;
- (b) La mise à jour des informations prévues à l'article 2, au vu notamment des résultats des analyses, mesures et contrôles effectués, des effets constatés sur le milieu et des incidents survenus;
- (c) Les modifications envisagées, compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation; ces modifications ne doivent pas remettre en cause la protection des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

Le dossier ainsi constitué porte sur tout ou partie de l'autorisation.

**Article 18.** - La demande mentionnée à l'article 17 est soumise aux mêmes formalités que les demandes d'autorisation initiales à l'exception de l'enquête publique et de celles prévues à l'article 5.

**Article 19.** - S'il ne peut être statué sur la demande avant la date d'expiration de l'autorisation ou la date fixée pour le réexamen de certaines de ses dispositions, les prescriptions applicables antérieurement à cette date continuent à s'appliquer jusqu'à ce que le préfet ait pris sa décision.

L'arrêté préfectoral renouvelant une autorisation ou prorogeant la validité de certaines de ses dispositions, est soumis aux modalités de publication prévues à l'article 16.

## 5. CESSIION DES AUTORISATIONS

Les réglementations examinées opèrent une distinction entre, d'une part, la cession d'une autorisation et, d'autre part, la cession du fonds auquel elle se rattache.

Dans la première hypothèse, l'autorisation est généralement qualifiée comme étant un titre de nature personnelle, ne pouvant être transmis qu'aux héritiers ou cédé qu'après déclaration ou autorisation de l'autorité compétente (I-VI, IX-XII) suivant une procédure précisée par la réglementation.

Dans la seconde hypothèse, le problème de la cession des autorisations se pose lorsque celles-ci sont considérées comme appartenant à un fonds ou terrain auquel elles se rattachent. Ceci est généralement le cas, mais non exclusivement, des autorisations pour le prélèvement et l'utilisation de l'eau à des fins d'irrigation. Les droits d'eau octroyés sont alors en principe rattachés à la propriété qu'ils permettent de desservir (I, II, IV, V, VII, VIII) et en suivent le sort (VII, VIII, XIII).

Dans la même optique, en cas de morcellement du fonds, une répartition des droits d'eau peut devoir s'effectuer (VII, VIII, XIII).

### I. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau

**Article 25.** - L'autorisation accordée est personnelle. Elle ne peut être cédée ou transmise qu'aux héritiers du bénéficiaire.

Cependant, l'autorisation de faire usage des eaux, accordée spécialement et explicitement en vue d'une exploitation agricole ou d'un établissement industriel, reste attachée à cette exploitation ou à cet établissement en quelques mains qu'ils passent.

### II. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant l'Code de l'eau

**Article 35.** - L'autorisation est personnelle. Elle ne peut être transmise à des tiers autres que les héritiers du bénéficiaire.

**Article 36.** - Toutefois, l'autorisation de faire usage des eaux accordée spécialement et explicitement en vue d'une exploitation agricole ou d'élevage, d'une exploitation industrielle ou touristique est un droit réel qui reste attaché à cette exploitation, en quelques mains qu'elle passe.

### III. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux

**Article 12.** - Les autorisations et concessions pour l'utilisation des eaux sont personnelles et ne peuvent être transférées sans l'accord préalable de l'administration qui les a octroyées. Elles peuvent être renouvelées. (...)

#### **IV. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 24.** - L'autorisation accordée est personnelle. Elle ne peut être cédée ou transmise à des tiers, autres que les héritiers du permissionnaire, qu'en vertu d'une autorisation donnée en la même forme que l'autorisation primitive.

Toutefois, l'autorisation de faire usage des eaux accordée spécialement et explicitement en vue d'une exploitation agricole ou d'un établissement industriel reste attachée à cette exploitation ou à cet établissement en quelques mains qu'il passe.

#### **V. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 14.** - L'autorisation est personnelle sauf en ce qui concerne les personnes morales de droit public pouvant en bénéficier.

L'autorisation personnelle ne peut être transmise ou cédée à des tiers autres que les héritiers du bénéficiaire, sauf en vertu d'une autorisation donnée en la même forme que l'autorisation primitive.

**Article 15.** - Toutefois, l'autorisation de faire usage des eaux accordée spécialement et explicitement en vue d'une exploitation agricole ou d'élevage, d'une exploitation industrielle ou touristique est un droit réel qui reste attaché à cette exploitation en quelques mains qu'elle passe.

#### **VI. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 17.** - Les droits d'eau sont librement transmissibles dans la mesure où leur but et les conditions pour lesquelles ils ont été octroyés ne sont pas substantiellement modifiés.

Les droits d'eau peuvent être loués ou assignés temporairement, auquel cas le titulaire doit enregistrer le nom de l'attributaire auprès du Ministre chargé de l'hydraulique.

Lors du transfert définitif d'un droit d'eau, le nouvel utilisateur est tenu d'enregistrer son titre auprès de la Direction nationale de l'hydraulique dans les trente (30) jours, sous peine d'amende, de révocation de son droit ou de l'application cumulative de ces deux mesures.

#### **VII. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux**

**Article 19.** - En cas de cession de fonds, le droit d'usage est transféré de plein droit au nouveau propriétaire qui doit déclarer le transfert dans un délai de six (6) mois, à dater de la mutation de la propriété.

En cas de morcellement du fonds bénéficiaire, la répartition des eaux entre les parcelles en découlant doit faire l'objet de droits d'usage nouveaux qui se substituent au droit d'usage originaire.

## **VIII. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 23.** - Le droit d'usage d'eau reste attaché à un fonds déterminé dans le cadre d'une utilisation basée sur la valorisation maxima du mètre cube d'eau.

Le titulaire du droit d'usage d'eau ne peut, sauf cas de nécessité impérieuse et avis favorable du Comité national de l'eau, utiliser les eaux dont il a l'usage au profit d'un autre fonds.

En cas de cession du fonds, le droit d'usage d'eau est transféré de plein droit au nouveau propriétaire; celui-ci doit déclarer le transfert dans un délai de six mois à compter de la cession du fonds.

Toute cession du droit d'usage d'eau, effectuée indépendamment du fonds au profit duquel elle est accordée, est nulle.

En cas de morcellement du fonds la répartition des eaux entre les parcelles en découlant fait l'objet de droits d'usage nouveaux qui se substituent au droit d'usage originaire.(...)

**Article 66.** - Toute cession totale ou partielle de concession, tout changement de concessionnaire ne peut avoir lieu qu'après autorisation donnée par le Ministre de l'agriculture.

En cas de décès du concessionnaire, l'ayant droit doit en demander la transcription à son nom dans un délai de six mois, sous peine de déchéance. (...)

## **IX. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 39.** - (...) L'autorisation est révoquée par l'agence de bassin à toute époque, sans indemnité, après une mise en demeure adressée à l'intéressé par écrit: (...)

- si elle est cédée ou transférée sans l'agrément de l'agence de bassin, sauf l'exception prévue à l'article 40 ci-après (...).

## **X. - MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 10.-** Toute demande de cession ou de transfert de l'autorisation dans le cadre des dispositions de l'article 39 de la loi précitée n° 10-95, doit être adressée par l'attributaire au directeur de l'agence du bassin hydraulique concernée qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la date du dépôt de la demande pour accorder ou refuser l'agrément. Tout refus d'agrément doit être motivé.

## **XI. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 35.** - Lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation ou au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans

les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation ou la déclaration, d'un ouvrage ou d'une installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

## **XII. - GUINEE - Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée**

**Article 50.** - L'autorisation peut être accordée pour un délai déterminé. Les droits acquis sur la base de l'autorisation ne peuvent être transmis sans l'avis de l'OMVEG.

## **XIII. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 18.** - En cas de cession du fonds, le droit d'usage de l'eau est transféré au nouveau propriétaire qui doit déclarer le transfert pour obtenir sa validation dans un délai de six mois à compter de la date de mutation de propriété, faute de quoi il en perd le bénéfice. En cas de morcellement du fonds bénéficiaire, la répartition des eaux entre les nouveaux fonds doit faire l'objet de droits d'usage nouveaux qui se substituent au droit d'usage original.

## **6. REDEVANCES POUR L'UTILISATION DE L'EAU EN VERTU D'UNE AUTORISATION**

Cet aspect précis du régime d'autorisation pour l'utilisation de l'eau est traité au **Chapitre VIII - Redevances.**

## **7. MESURES TRANSITOIRES VISANT LA PROTECTION JURIDIQUE DES DROITS ACQUIS**

Lorsque des exigences d'autorisation sont introduites pour la première fois, ou lorsque des exigences nouvelles sont apportées à celles déjà en vigueur, la législation prévoit généralement des mesures transitoires visant la protection des utilisateurs d'eau en possession d'un droit acquis en vertu de la coutume ou de la législation antérieure. Le but de ce traitement spécial se fonde sur un souci d'équité à l'égard des utilisateurs opérant sur la base des dispositions antérieures à la nouvelle réglementation. Diverses modalités sont proposées, que ce soit une simple déclaration des usages et ouvrages existants ou l'établissement d'un inventaire provisoire de toutes les utilisations existantes (1).

Les mesures transitoires applicables aux droits acquis dispensent en général les titulaires de certaines formalités nouvelles ou les réduisent à une simple déclaration, celle-ci équivalant dans certains cas à une autorisation. Ces dispositions sont essentiellement d'ordre procédural, précisant les conditions de déclaration ou de présentation des demandes afin que soient reconnus et autorisés les droits d'eau existants, sous réserve de l'application de certaines conditions, voire de certaines peines (I, XII, XIV). Certaines réglementations prévoient, en outre, la possibilité d'une indemnisation (III). La protection juridique des droits d'eau existants peut aussi prévoir les modalités de reconnaissance des usages et coutumes traditionnels (III, IV, VII, VIII, X).

#### **I. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 73.** - Les propriétaires des ouvrages et installations de toute nature soumis à l'autorisation, en vertu de la présente ordonnance et existants au jour de sa publication sont tenus de faire diligence et dans un délai de six (6) mois de déclarer l'existence des ouvrages et de solliciter l'autorisation adéquate.

**Article 74.** - En cas de manquement à l'obligation de déclaration prescrite à l'article 73, l'exploitation sera arrêtée et le contrevenant pourra être puni conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

**Article 75.** - Les ouvrages et installations antérieurement autorisés par l'administration ne sont pas soumis à la déclaration.

#### **II. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 11.** - (...) Sans préjudice des obligations découlant d'autres réglementations en vigueur, les exploitants d'une installation ou d'une activité de prélèvement et de déversement existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent continuer à exploiter, à condition d'adresser une déclaration écrite par lettre recommandée avec avis de réception au ministre, dans un délai de douze mois qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi ou des règlements pris en vertu de ses dispositions. Cette déclaration indique les conditions et modalités techniques selon lesquelles les opérations de prélèvement et de déversement sont exercées ainsi que le lieu où elles sont pratiquées. Cette déclaration tient lieu d'autorisation à moins que son inexactitude ait été constatée par l'administration de l'environnement et ce dans les trois mois qui suivent l'accusé de réception certifiant que le dossier de la déclaration est complet et régulier. A titre exceptionnel et en raison de la nature du projet, ce délai peut être étendu à six mois. En cas de déclaration inexacte, une nouvelle autorisation est requise conformément aux dispositions de la présente loi.

#### **III. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 8.** - Le décret fixant le régime des autorisations doit, outre les dispositions prévues par les articles ci-après, concilier les intérêts des diverses catégories d'utilisateurs, avec le respect dû aux droits et usages antérieurement établis et la préservation du patrimoine hydraulique national (...)

**Article 105.** - Tout utilisateur d'eaux souterraines ou superficielles doit en faire la déclaration aux ministres chargés de l'hydraulique et de l'assainissement dans les formes précisées par décret pris sur rapport desdits ministres.

Le délai de déclaration est fixé à six mois.

**Article 106.** - L'autorisation est considérée comme acquise pour tous les captage d'eaux superficielles ou souterraines existant à la date d'entrée en vigueur du présent Code.

Toutefois, toute extension ou modification des installations existantes est soumise au régime général des autorisations nouvelles.

**Article 107.** - En cas de manquement à l'obligation de déclaration dans les six mois, l'autorisation de captage sera frappée de nullité.

**Article 108.** - En cas de refus par l'administration de l'autorisation, les propriétaires qui se trouvent dans l'obligation de détruire totalement ou partiellement les ouvrages ou établissements existants perçoivent une juste et préalable indemnité.

En cas de contestation, et à défaut d'entente à l'amiable, le litige est porté devant les tribunaux compétents.

#### **IV. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 3.** - (...) La présente loi reconnaît et garantit les droits d'usages traditionnels et coutumiers des eaux du domaine public. (...)

**Article 45.** - Les droits d'utilisation des eaux sont réputés acquis s'ils ont été exercés pendant les trois dernières années à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à moins d'interruption pour cause de force majeure.

**Article 46.** - Tout usager d'eau domaniale est tenu d'en faire la déclaration conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessus dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

L'autorisation est réputée acquise dès que la déclaration a été faite.

**Article 47.** - Toute revendication de droits acquis présentés après l'expiration du délai d'un an et toute extension ou modification des installations existantes sont considérées comme des demandes nouvelles et soumises aux dispositions de la présente loi.

#### **V. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 43.** - Les titulaires d'ouvrages en place au moment de l'entrée en vigueur de ce texte et de nature à être déclarés ou autorisés devront régulariser leur situation dans un délai qui ne pourra être supérieur à six mois après l'entrée en vigueur du présent code

La demande d'autorisation ou la déclaration interviennent suivant la procédure fixée par le présent décret.(...)

## **VI. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 21.** - Les droits de propriété d'eau existants, particulièrement dans les Oases du Sud à la date de la promulgation du présent code et arrêtés par la Commission des purges des droits d'eau dans les conditions définies ci-dessous, sont convertis en droits d'usage d'eau portant sur un volume équivalent aux droits de propriété.(...)

**Article 28.** - Les propriétaires et usagers qui invoqueraient les droits d'eau acquis doivent, sous peine de déchéance, adresser dans un délai d'un an au ministre de l'agriculture à compter de la promulgation du présent code une demande de validation de leurs droits accompagnée de toutes justifications utiles. Il est statué par le ministère de l'agriculture sur ces droits, sauf recours devant les tribunaux.

Cette validation administrative des droits acquis sur les eaux du domaine public hydraulique est soumise aux conditions indiquées aux articles suivants

**Article 29.** - Le ministre de l'agriculture fixe après avis de la Commission des purges les droits d'eau constatés et reconnus. L'organisation et le fonctionnement de la Commission des purges seront déterminés par décret.

Si des droits ayant fait l'objet de déclaration dans les délais ne sont pas reconnus, les personnes se prétendant lésées par l'arrêté du ministre de l'agriculture peuvent se pourvoir dans le délai d'un an à compter de sa notification devant les tribunaux. Ces personnes ne peuvent prétendre qu'à des droits d'indemnité.

**Article 30.** - Les droits d'usage acquis sur des sources jaillissantes sur des fonds privés peuvent être confirmés par le Ministre de l'agriculture, après demande faite par le bénéficiaire, dans la mesure où ce droit d'usage ne vient pas à l'encontre de l'intérêt général ou ne préjudicie pas à l'alimentation en eau des habitants de toute agglomération, tous les droits des tiers étant par ailleurs réservés.

## **VII. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 6.** - Sont maintenus les droits de propriété, d'usufruit ou d'usage régulièrement acquis sur le domaine public hydraulique antérieurement à la publication du dahir du 7 chaabane 1332 (1er juillet 1914) sur le domaine public, à celle du dahir du 11 moharrem 1344 (1er août 1925) sur le régime des eaux, tels qu'ils ont été modifiés et complétés ou, pour les zones où ces textes ne sont pas applicables, à la date de récupération de ces dernières par le Royaume

Les propriétaires ou possesseurs qui, à la date de publication de la présente loi, n'ont pas encore déposé devant l'administration des revendications fondées sur l'existence de ces droits disposent d'un délai de cinq (5) ans pour faire valoir ces derniers.

Passé ce délai, nul ne peut se prévaloir d'un droit quelconque sur le domaine public hydraulique.

**Article 7.** - La reconnaissance des droits acquis sur le domaine public hydraulique est faite à la diligence et par les soins de l'administration ou à la demande des intéressés après enquête publique dans les conditions qui sont déterminées par voie réglementaire



**Article 8.** - Les droits d'eau reconnus sont soumis aux dispositions relatives à l'utilisation de l'eau édictées par le plan national de l'eau et les plans directeurs d'aménagement intégré des ressources en eau tels que prévus au chapitre IV de la présente loi.

Les propriétaires dont les droits ont été régulièrement reconnus ne peuvent en être dépossédés que par voie d'expropriation.

Cette expropriation n'intervient que dans les conditions prévues par la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire, promulguée par le dahir n° 1-81-254 du 11 rajeb 1402 (6 mai 1982). (...)

**Article 10.** - Les titulaires de droits acquis sur les eaux seulement ou sur des eaux qu'ils n'utilisent qu'en partie pour leurs fonds doivent, dans un délai de cinq (5) ans, courant à compter de la date de publication de la présente loi ou de l'acte de reconnaissance pour ce qui est des propriétaires et possesseurs visés à l'article 6 ci-dessus, céder en totalité ou en partie les droits qu'ils n'utilisent pas, à des personnes physiques ou morales propriétaires de fonds agricoles et au profit de ces fonds ou à l'Etat.

Passé ce délai, les droits d'eau dont les propriétaires n'ont engagé aucune procédure de cession conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, font l'objet d'expropriation au profit de l'Etat dans les conditions définies par la loi n° 7-81 précitée. (...)

**Article 27.** - Tout prélèvement d'eau existant à la date de publication de la présente loi doit, dans un délai fixé par voie réglementaire, faire l'objet d'une déclaration.

Pour les prélèvements d'eau non encore autorisés, cette déclaration vaut demande d'autorisation et est instruite comme telle, sous réserve des dispositions des articles 6 et 8 de la présente loi. (...)

## **VIII. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 10.** - Les droits de propriété existant sur le domaine hydraulique naturel de l'Etat à la date d'entrée en vigueur du présent code peuvent être convertis en droits d'usage d'eau portant sur un volume équivalent aux droits de propriété. (...)

**Article 15.** - Les actions en reconnaissance de droits acquis sur les terrains compris dans une délimitation doivent être intentées sous peine de forclusion, dans un délai d'un an à compter de la date de publication de l'arrêté de délimitation. (...)

**Article 34.** - Le décret fixant le régime des autorisations doit, outre les dispositions prévues par les articles ci-après, concilier les intérêts des diverses catégories d'utilisateurs avec le respect des droits et usages antérieurement établis et la préservation du patrimoine hydrique national. (...)

**Article 136.** - Tout utilisateur d'eaux souterraines ou superficielles doit en faire la déclaration au Ministre chargé de l'hydraulique dans les formes précisées par l'arrêté pris sous l'autorité de l'article 32. Le délai de déclaration est fixé à un an à compter de la date de la publication de l'arrêté visé ci-dessus.

**Article 137.** - L'autorisation est considérée comme acquise pour tous les captages d'eaux superficielles ou souterraines existant à la date d'entrée en vigueur du présent code. Toutefois, toute extension ou modification des installations existantes est soumise au régime général des autorisations nouvelles.

**Article 138.** - En cas de manquement à l'obligation de déclaration dans les délais prévus à l'article 136, l'autorisation de captage sera frappée de nullité.

#### **IX. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 10.** - (...) VII - Les installations et ouvrages existants doivent être mis en conformité avec les dispositions prises en application du II ci-dessus dans un délai de trois ans à compter de la date de publication de la présente loi.

#### **X. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 32.** - Les propriétaires des ouvrages et établissements de toute nature soumis à autorisation, en vertu de la présente loi et existant au jour de sa publication au Journal officiel de la République Populaire du Bénin seront tenus de faire diligence dans un délai de 6 mois à compter de cette date pour obtenir l'autorisation exigée par ladite loi.

Toutefois, s'il s'agit d'établissements ou d'exploitations antérieurement autorisés par l'administration, le délai ne courra que de la mise en demeure, adressée à chaque propriétaire et sa durée ne sera que d'un an. Au cas où l'administration refuserait, en tout ou en partie, l'autorisation désormais exigée, les propriétaires qui par suite viendraient à se trouver dans l'obligation de détruire totalement ou partiellement les ouvrages ou établissements jusque-là tolérés, devraient recevoir une juste et préalable indemnité. En cas de contestation et à défaut d'entente amiable, il sera statué par les tribunaux compétents.

**Article 33.** - La privation des droits d'usage exercés sur les eaux du domaine public par tous cultivateurs, usiniers ou autres usagers donne lieu à une indemnité.

Lorsque le préjudice causé consiste dans la privation de force motrice résultant de la création d'une nouvelle usine, l'indemnité peut être allouée à l'usiner lésé sous forme de fourniture d'énergie.

**Article 34.** - Dans les régions où l'application des dispositions énoncées dans l'article 33 ci-dessus soulèverait des difficultés en raison des usages et coutumes ou par suite de circonstances locales exceptionnelles, le Ministre chargé de l'hydraulique pourra, par un arrêté, suspendre pour un délai déterminé la mise en pratique de ces dispositions et prescrire telles autres mesures qu'il jugerait convenables à l'effet de concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect des droits et usages antérieurement établis. Cet arrêté pourra être renouvelé dans la même forme.

**XI. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 40.** - Les autorisations délivrées ou les déclarations déposées en application de (...) sont assimilées, pour les ouvrages, installations, travaux, aménagements ou activités existantes, aux autorisations délivrées ou aux déclarations déposées en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée si elles sont antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret.

**Article 41.** - Lorsque des ouvrages, installations, aménagements, légalement réalisés ou des activités légalement exercées sans qu'il y ait eu lieu à application des textes mentionnés aux articles 1er-II et 40 viennent à être soumis à autorisation ou à déclaration par un décret de nomenclature, conformément à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, l'exploitation, ou l'utilisation des ouvrages, installations, aménagements ou l'exercice des activités peuvent se poursuivre sans cette autorisation ou cette déclaration, à la condition que l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire ou le responsable de l'activité fournisse au préfet les informations suivantes:

1° Son nom et son adresse;

2° L'emplacement de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité;

3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.

Ces indications doivent être fournies avant le 4 janvier 1995 pour les installations, les ouvrages ou les activités existant au 4 janvier 1992 et dans le délai d'un an à compter de la publication du décret de nomenclature pour les autres.

Le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles 2 ou 29 du présent décret.

Il peut prescrire, dans les conditions prévues aux articles 14 ou 32, les mesures nécessaires à la protection des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

**Article 43.** - Les mesures imposées en application des articles 41 et 42 ne peuvent entraîner la remise en cause de l'équilibre général de l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation ou des changements considérables dans l'activité à laquelle cet ouvrage ou cette installation est indispensable. L'arrêté préfectoral fixe, compte tenu des éléments énumérés au deuxième alinéa de l'article 13, les délais dans lesquels elles doivent être réalisées.

**XII. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 108.** - Le présent Décret-loi ne porte pas atteinte aux droits exercés en vertu du Décret du 6 mai 1962 concernant les concessions et l'administration des eaux, des lacs et des cours d'eau, selon les modalités prévues ci-dessous. L'usage de ces droits ne peut

avoir été interrompu pendant plus de trois ans, à moins qu'il ne soit prouvé par leur titulaire que le non-usage n'est pas dû à sa négligence ou à sa faute.

**Article 109.** - Il incombe au titulaire d'un droit visé à l'article précédent d'en revendiquer l'exercice moyennant une déclaration faite à l'administration dans un délai d'un an à partir de la date de promulgation de la présente loi, et de fournir tous les renseignements que l'administration estime utiles pour vérifier la revendication du demandeur.

Toute revendication présentée après l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent est reçue comme nouvelle demande de concession ou d'autorisation, selon les dispositions du Titre III du présent Décret-loi.

**Article 110.** - L'administration chargée de l'eau procède à la vérification de tout droit revendiqué en temps utile, sur la base des éléments fournis par le demandeur et de ceux qu'elle a pu recueillir. Les droits dûment constatés sont confirmés par l'administration moyennant leur enregistrement, selon des modalités arrêtées par voie réglementaire. L'administration peut restreindre l'exercice de tout droit constaté en y ajoutant toutes les conditions restrictives qu'elle estime opportunes dans l'intérêt d'une bonne gestion du patrimoine hydraulique du pays. Les dispositions des articles 15, 16, 26, 29, 31, 32, 33, 34, 35 et 36 du présent Décret-loi sont applicables aux droits acquis constatés et enregistrés selon les dispositions ci-dessus.

### **XIII. - GUINÉE - Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée**

**Article 70.** - Les autorisations délivrées avant l'entrée en vigueur de la présente Loi gardent leur validité, à l'exception des cas prévus par l'article 55 et dans les conditions prévues par l'article 51, ainsi que celles qui causent des dégâts à la population et à l'économie nationale.

### **XIV. - MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 23.** - Sous réserve des dispositions de l'article 24 ci-dessous<sup>7</sup> et en application des dispositions de l'article 27 de la loi précitée n° 10-95, tout prélèvement d'eau existant au 24 rabi II 1416 (20 septembre 1995) doit, dans un délai de trois (3) ans à partir de la date de publication du présent décret au «Bulletin officiel», faire l'objet d'une déclaration par son usager au directeur de l'agence du bassin hydraulique concernée.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également aux prélèvements d'eau réalisé entre la date prévue ci-dessus et celle de la publication du présent décret au «Bulletin officiel» et ce en application des dispositions de l'article 28 de la loi précitée n° 10-95.

<sup>7</sup> Visant la compétence intermédiaire dans la matière du Ministère chargé de l'équipement.

## 8. MECANISMES COMPLEMENTAIRES A L'OCTROI DES AUTORISATIONS (SERVITUDES)

Outres les servitudes prévues par la réglementation et celles pouvant être imposées par les autorités pour des raisons d'intérêt général, un candidat à l'obtention d'une autorisation peut avoir la faculté, dans certains cas, de demander la création de servitudes nécessaires à l'utilisation faisant l'objet de sa demande moyennant indemnisation (I-V).

### I. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux

**Article 15.** - Toute personne physique ou morale qui sollicite une autorisation ou concession pour l'utilisation des eaux peut demander la création des servitudes nécessaires à la dite utilisation. (...)

### II. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux

**Article 36.** - Toute personne physique ou morale qui peut user, pour les besoins de son exploitation, des eaux pour lesquelles elle a obtenu un droit d'usage peut obtenir le passage par conduites souterraines de ces eaux sur les fonds intermédiaires dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables à l'exploitation présente et future de ces fonds, à charge d'une juste et préalable indemnité.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions et de sa forme et les indemnités dues soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui reçoit l'eau, relèvent des tribunaux. Ces contestations relatives aux indemnités sont suspensives des travaux.

La même servitude peut être réclamée dans les mêmes conditions pour les eaux de colature, les canaux d'assainissement et de drainage.

Sont exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs, enclos attenants aux habitations (...)

**Article 51.** - Tout propriétaire d'un terrain grevé d'une servitude de dépôt peut, à toute époque, exiger du bénéficiaire de cette servitude l'achat de ce terrain.

S'il n'est pas déféré à cette demande dans le délai d'un an, le propriétaire peut saisir les tribunaux en vue de l'intervention d'un jugement prononçant le transfert de la propriété et déterminant le montant de l'indemnité.

### III. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau

**Article 28.** - Tout propriétaire qui veut utiliser des eaux dont il a le droit de disposer, peut obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à charge d'une juste et préalable indemnité.

Les propriétaires doivent recevoir les eaux qui peuvent s'écouler des terrains ainsi arrosés, sauf indemnité s'il y a lieu.

Sont exemptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations.

**Article 29.** - Tout propriétaire qui veut procéder à l'évacuation des eaux nuisibles à son fonds peut obtenir le passage de ces eaux sur des fonds intermédiaires dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent.

Toutefois, les propriétaires de fonds traversés ont la faculté de se servir des travaux réalisés à cet effet pour l'écoulement des eaux de leurs propres fonds, sous réserve d'une contribution financière aux travaux réalisés ou restant à réaliser ainsi qu'à l'entretien des installations devenues communes.

#### **IV. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 83.** - Toute personne physique ou morale qui veut user pour l'alimentation en eau potable, pour les besoins de son exploitation, des eaux dont elle a le droit de disposer, peut obtenir les passages des lignes électriques, des chemins des servitudes ou tout autre accès routier sur les fonds intermédiaires, à charge d'une juste et préalable indemnité.

Les habitations, leurs cours et dépendances attenantes sont, en tout cas, exclus de cette servitude.

**Article 84.** - Dans les mêmes conditions et obligations de l'article 83, toute personne morale ou physique peut obtenir le passage par conduite souterraine des eaux utiles à son exploitation, sur les fonds intermédiaires.

#### **V. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux**

**Article 42.** - Tout propriétaire ou usager qui veut se servir des eaux superficielles dont il a le droit de disposer, a la faculté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages nécessaires à sa prise d'eau à charge d'une juste et préalable indemnité. Sont exceptés de cette servitude les bâtiments, cours et enclos attenants aux habitations.

**Article 43.** - Le riverain sur le fonds duquel l'appui est réclamé peut toujours demander l'usage commun de l'ouvrage, en contribuant, pour moitié, aux frais d'établissement et d'entretien. Dans ce cas, aucune indemnité n'est respectivement due.

Lorsque cet ouvrage commun n'est réclamé qu'après le commencement ou l'achèvement des travaux, celui qui le demande doit supporter, seul, l'excédent de dépense auquel donnent lieu les changements devant intervenir quant à l'ouvrage.

### **9. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Les litiges portant sur les utilisations de l'eau opposent en général un titulaire d'une autorisation d'utilisation de l'eau à l'autorité compétente pour l'octroi de ces autorisations, ou deux ou plusieurs titulaires d'autorisation ou encore un titulaire d'une autorisation à un utilisateur légitime d'une eau dont l'utilisation ne doit pas, en vertu de la réglementation, faire l'objet d'une autorisation. Ces litiges sont en principe traités suivant des règles standards et des procédures judiciaires ou administratives de droit commun en matière de contentieux.

Toutefois, la spécificité des différends relatifs à l'eau, c'est à dire le fait qu'ils impliquent un mélange complexe de questions de nature hydrique et de droit, peut plaider en faveur de l'adoption de procédures spéciales de règlement ou du transfert d'un pouvoir quasi-judiciaire à l'autorité compétente. A la différence de la pratique anglo-saxonne, de tels exemples ne se retrouvent pas dans les réglementations examinées ici, hormis le recours à l'arbitrage ainsi qu'aux autorités traditionnelles (I.11)

#### **I. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 57.** - Les conflits auxquels pourrait donner lieu l'application du présent Code entre, d'une part l'Etat, et d'autre part les entreprises concessionnaires et les collectivités territoriales, sont jugés par les cours et tribunaux guinéens ou par voie d'arbitrage international selon les cas.

#### **II. - CAMEROUN - Loi 98/005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau**

**Article 23.** - Les parties à un différend relatif à la gestion de l'eau peuvent le régler d'un commun accord par voie d'arbitrage.

**Article 24.** - (1) Les autorités traditionnelles ont compétence pour régler des litiges liés à l'utilisation des ressources en eau sur la base des us et coutumes locaux, sans préjudice du droit des parties au litige d'en saisir les tribunaux compétents.

(2) Il est dressé procès-verbal du règlement du litige. Une copie de ce procès-verbal, dûment signé par l'autorité traditionnelle et les parties au litige ou leurs représentants, est déposée auprès de l'autorité administrative du ressort territorial de la communauté villageoise où a lieu le litige.

### **10. CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI**

Les titulaires d'autorisation sont soumis aux obligations figurant dans l'autorisation ainsi qu'à des obligations de portée générale relevant des réglementations. Le public lui-même peut être soumis à certaines obligations fondamentales, notamment celle de ne pas utiliser d'eau sans l'obtention préalable d'une autorisation auprès de l'autorité compétente. Si un respect "spontané" de ces obligations est attendu de la majorité des citoyens en général et des titulaires d'autorisation en particulier, les réglementations tentent néanmoins de prévenir tout manquement en prévoyant des sanctions pour toute violation.

Une véritable "police de l'eau" peut ainsi être mise en place, dont la responsabilité peut être confiée à des services spécialisés ou dûment habilités par les autorités compétentes.

La plupart des textes précisent les modalités de constatation des infractions et des poursuites, ainsi que les conditions de mise en place des mécanismes de surveillance et de contrôle continu (I-V, XI, XIII). Indépendamment des violations et sanctions énumérées ci-dessous, le contrôle de l'application de la loi peut impliquer que soit donné pouvoir aux autorités d'entreprendre certains actes susceptibles de porter atteinte à la liberté individuelle des personnes, leur vie privée et leur propriété. Ainsi, outre le pouvoir conféré aux autorités d'arrêter les contrevenants dans le cadre de circonstances précises, celles-ci peuvent, par

exemple, pénétrer et inspecter une propriété privée (III, IV). Toute obstruction au pouvoir de contrôle fait aussi l'objet de sanctions précises (IX, X).

Il n'est pas rare qu'une réglementation vienne utilement parer à tout éventuel conflit de compétence en précisant l'attribution des fonctions respectives des différentes autorités concernées (IV, X).

L'arsenal classique des sanctions<sup>2</sup> comprend les amendes pour violation des dispositions, dont le montant peut être calculé sur la base du montant des travaux entrepris (IX) et les peines d'emprisonnement, ces sanctions venant s'ajouter aux sanctions pénales de droit commun existantes relatives par exemple au vol d'eau, à la falsification de documents, et aux principes de droit commun en matière de responsabilité civile. Les autorités peuvent être habilitées à transiger dans le cadre de l'application des amendes prévues (XIII).

L'imposition du paiement d'une astreinte peut être prévue, de même que l'obligation de publier toute décision entraînant l'application d'une sanction (VIII).

En vue d'assurer un contrôle efficace et effectif du respect de la loi, les réglementations confèrent en général un pouvoir assez large aux autorités compétentes de prendre toute mesure visant non seulement à sanctionner une violation des dispositions mais aussi à prévenir ou faire cesser tout trouble ou dommage, que ce soit dans le cadre d'un principe de compétence générale des autorités à cet égard ou de modalités concrètes définies dans une réglementation distincte (VIII). Ces mesures peuvent viser l'autorisation elle-même, laquelle peut être suspendue, modifiée (réduction de la quantité d'eau pouvant être prélevée par exemple) ou révoquée - en principe après mise en demeure et sans ouvrir droit à indemnité (I, II, IV, X, XI).

D'autres ont pour effet d'entraîner la suspension des activités (VI, VII, VIII), la fermeture des prises d'eau (I), la modification, confiscation ou destruction des ouvrages non conformes ou illégaux ainsi que l'obligation de remise en l'état des lieux (I, II, V, IX, XI) et l'exécution d'office de toute autre mesure - à l'initiative des autorités ou du pouvoir judiciaire - visant à faire cesser le trouble (VIII).

Remarquons enfin que les sanctions précitées, telles qu'elles sont présentées dans les différentes réglementations, ne se limitent pas au seul respect de la procédure d'attribution des droits d'utilisation de l'eau traitée au présent chapitre, mais qu'elles visent aussi le respect général de l'ensemble des principes édictés par ces réglementations. Les modalités de contrôle de l'application de la loi mentionnées ci-dessus, bien que réunies sous un même chapitre, pourront donc aussi porter sur la violation de dispositions ayant trait indifféremment aux matières couvertes par les autres chapitres de ce manuel<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Ne sont pas reproduites ici les dispositions ayant trait aux montants des amendes et à la durée des peines d'emprisonnement.

<sup>3</sup> Les modalités de constatation des infractions et des poursuites, sauf lorsqu'elles présentent une caractéristique propre à la matière traitée, ne seront donc pas reprises dans l'étude du contrôle de l'application du droit pour chacun des chapitres dans la mesure où il est en général fait référence à une procédure unique.



## **I. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 8.** - Les agents du ministère de l'agriculture dûment habilités par décret sont chargés de la conservation et de la police du domaine public hydraulique. Ils prennent toutes dispositions pour assurer le libre cours des eaux ou pour effectuer toute opération de contrôle éventuellement nécessaire. (...)

**Article 67.** - Sans préjudice des clauses particulières figurant dans l'arrêté de concession, la déchéance de la concession peut être ordonnée pour :

- utilisation des eaux autre que celle autorisée, ou hors de la zone d'utilisation fixée;
- inobservance de la législation et de la réglementation sur les eaux;
- non paiement des redevances annuelles après mise en demeure;
- cession effectuée sans l'autorisation de l'administration ou sans que la transcription y afférente ait été demandée dans les six mois suivant le décès de son titulaire sauf dérogation expresse du ministre de l'agriculture sur les délais;
- non utilisation des eaux dans un délai d'un an à partir de la délivrance de la concession;
- non utilisation des eaux concédées durant deux années successives.

**Article 68.** - L'administration peut ordonner que tous les travaux effectués sans concession, ou contrairement à la réglementation sur les eaux, soient démolis aux frais des contrevenants et qu'éventuellement, tout soit rétabli dans l'ordre primitif.

L'administration peut, d'autre part, requérir la modification des travaux exécutés non en conformité avec les conditions de la concession.

**Article 69.** - En cas de déchéance de concession, l'administration peut ordonner la remise des lieux dans l'état primitif et, le cas échéant, la faire effectuer d'office au frais du concessionnaire déchu. (...)

**Article 73.** - Le ministre de l'agriculture peut procéder à la fermeture d'office des prises d'eau utilisant une quantité d'eau supérieure à celle qui avait été accordée par les autorisations et les concessions et, sans préjudice d'autres mesures légales, des prises d'eau non autorisées ou sans droit. (...)

**Article 156.** - Les infractions aux dispositions du présent code et des décrets rendus pour son exécution sont constatées :

- par tous les officiers de police et de garde nationale;
- par les agents et employés dûment assermentés du ministère de l'agriculture et du ministère de la santé publique

Sans préjudice du droit réservé à tous les fonctionnaires et agents mentionnés au présent article, de dresser un procès-verbal du fait de dégradations qui auraient eu lieu en leur présence, les dommages au domaine public, à la salubrité publique ou à la santé des populations, prévus aux articles précédents du présent code sont constatés par les ingénieurs du ministère de l'agriculture, les médecins et les ingénieurs du ministère de la santé publique dûment habilités à cet effet.

**Article 157.** - Les procès-verbaux des contraventions et délits sont transmis par des agents aux départements intéressés qui adresseront, un mois au plus tard après leur établissement, ces procès-verbaux à la juridiction compétente.

Les procès-verbaux dressés par application du présent code ou des décrets pris pour son exécution font foi jusqu'à preuve du contraire.

Toutefois, en cas d'urgence, soit que l'ouvrage établi sur le domaine public, sans autorisation, menace la sécurité des voies de communication, ou est de nature à causer des dommages aux propriétés privées, soit que son maintien puisse troubler la tranquillité publique, soit qu'il menace la santé des populations ou la salubrité publique, les procès-verbaux sont adressés sans délai au ministre de l'agriculture et au ministre de la santé publique qui prescrivent chacun en ce qui le concerne, par arrêté, la démolition immédiate de l'ouvrage, aux frais du contrevenant. (...)

**Article 160.** - Lorsqu'une infraction aux prescriptions du présent code et des décrets ou des arrêtés pris pour son exécution aura causé un dommage quelconque au domaine public ou à ses dépendances, le contrevenant est condamné en plus des peines prévues par le présent code, au paiement des frais de la réparation, taxés par le Ministre de l'agriculture.

Le tribunal peut ordonner, aux frais du contrevenant, l'enlèvement des travaux ou ouvrages illicites.

## **II. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 34.** - A défaut d'une autorisation préalable, l'administration peut procéder d'office, aux frais des contrevenants, à la démolition de toute nouvelle construction ou de toute élévation de clôture fixe, ainsi qu'à l'abattage de toute plantation à l'intérieur des zones soumises à servitude si aucune suite n'est donnée par les intéressés à la mise en demeure qui leur est adressée par l'administration afin de procéder à ces opérations dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

En cas de besoin, l'administration peut demander, moyennant indemnité, l'abattage des arbres et la démolition des constructions existant dans les limites de ces zones et peut y procéder d'office si, dans un délai de trois mois, aucune suite n'a été donnée à sa demande. (...)

**Article 39.** - (...)

L'autorisation est révoquée par l'agence de bassin à toute époque, sans indemnité, après une mise en demeure adressée à l'intéressé par écrit:

- si les conditions qu'elle comporte ne sont pas observées,
- si elle n'a pas reçu un commencement d'utilisation dans un délai de deux ans,
- si elle est cédée ou transférée sans l'agrément de l'agence de bassin, sauf l'exception prévue à l'article 40 ci-après,
- si les redevances à verser ne sont pas acquittées aux termes fixés,
- si les eaux reçoivent une utilisation autre que celle autorisée.

**Article 47.** - L'agence de bassin peut ordonner que les travaux effectués sans autorisation ou sans concession ou contrairement à la réglementation sur les eaux, soient démolis et que, éventuellement, tout soit rétabli dans l'état initial par les contrevenants dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Passé ce délai, l'agence de bassin peut y procéder d'office aux frais de contrevenants. (...)

**Article 104.** - Sont chargés de constater les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, outre les officiers de police judiciaire, les agents commissionnés à cet effet par l'administration et l'agence de bassin, et assermentés conformément à la législation relative au serment des agents verbalisateurs.

**Article 105.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 104 ci-dessus ont accès aux puits, aux forages et à tout autre ouvrage ou installation de captage, de prélèvement ou de déversement, dans les conditions fixées aux articles 64 et 65 du Code de procédure pénale.

Ils peuvent requérir du propriétaire ou de l'exploitant d'une installation de captage, de prélèvement ou de déversement, la mise en marche des installations aux fins d'en vérifier les caractéristiques. ( . )

**Article 108.** - Le procès-verbal de constatation doit comporter notamment les circonstances de l'infraction, les explications de l'auteur et les éléments faisant ressortir la matérialité des infractions.

Les procès-verbaux sont transmis dans un délai de dix (10) jours de leur date aux juridictions compétentes. Les constatations mentionnées dans le procès-verbal font foi jusqu'à preuve contraire.

**Article 109.** - En cas de flagrant délit et dans les conditions prévues par la loi, les agents et fonctionnaires désignés à l'article 104 ci-dessus auront le droit d'arrêter les travaux et de confisquer les objets et choses dont l'usage constitue une infraction, conformément aux articles 89 et 106 du Code pénal tel qu'il a été approuvé par le dahir n° 1-59-413 du 28 joumada II 1382 (26 novembre 1962). En cas de nécessité, ces agents et fonctionnaires peuvent requérir la force publique. (...)

**Article 111.** - Quiconque, par quelque moyen que ce soit, met les agents désignés à l'article 104 ci-dessus, dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, est puni des peines prévues par l'article 609 code pénal précité.

Ces pénalités peuvent être portées au double en cas de récidive ou si la résistance aux agents est opérée en réunion de plusieurs personnes ou avec violence. (...)

**Article 113.** - Toute personne qui aura procédé à prélèvements d'eau superficielle ou souterraine en violation des dispositions de la présente loi sur les conditions d'utilisation de l'eau sera passible des sanctions prévues par l'article 606, 2ème alinéa, du Code pénal précité.

Les coauteurs et complices seront punis de la même peine que l'auteur principal.

### **III. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 116.** - Les infractions prévues au présent code sont constatées par les officiers et agents de la police judiciaire, les agents et fonctionnaires relevant des services de l'hydraulique, de l'aménagement rural, de l'environnement, de la santé publique, ou tout autre agent ou fonctionnaire commis à cet effet.

**Article 117.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 116 sont commissionnés, ils prêtent serment devant le tribunal compétent de la circonscription administrative où ils sont appelés à servir.

**Article 118.** - Les infractions constatées font l'objet d'un procès-verbal dûment notifié au contrevenant.

**Article 119.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 116 peuvent avoir accès aux domiciles privés et dépendances:

- soit en présence ou sur réquisition du procureur de la République, du juge d'instruction ou de toute autorité judiciaire compétente;
- soit sur mandat délivré expressément par une autorité judiciaire compétente.

**Article 120.** - Avec l'assentissement exprès de la personne dont le domicile est visité, les visites domiciliaires peuvent se faire à toute heure du jour et de la nuit par les agents commissionnés désignés ci-dessus.

**Article 121.** - Les actions et poursuites sont intentées directement par les ministres chargés de l'hydraulique, de l'aménagement rural, de l'environnement, de la santé publique ou leurs représentants dûment mandatés sans préjudice du ministre public près lesdites juridictions.

**Article 122.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 116 peuvent, en cas de flagrant délit et dans les conditions prévues par les lois en vigueur, procéder à l'arrestation des délinquants et les conduire devant le procureur de la République ou l'autorité judiciaire compétente.

**Article 123.** - Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents et fonctionnaires désignés ci-dessus peuvent requérir la force publique.

**Article 124.** - Toute personne qui a prélevé des eaux domaniales sans avoir effectué les formalités de déclaration ou sans avoir obtenu l'autorisation, en violation des dispositions du titre IV, peut se voir condamner à une amende de 2.500 à 10.000 ouguyas. Indépendamment de la peine prévue, la suspension de l'ouvrage peut être prononcée sans donner lieu à compensation (...)

**Article 126.** - Le fait, pour un propriétaire d'ouvrage, de refuser de se conformer aux dispositions du présent code, des décrets, ou arrêtés qui seront pris sous son autorité, peut entraîner la suspension ou la suppression de l'ouvrage sans droit à la compensation.

#### **IV. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 24.** - (...) L'autorisation peut être dénoncée par le Ministre chargé de l'hydraulique ou son représentant, sans droit à réparation au cas où l'exploitation ne respecte pas ou n'exécute pas une ou plusieurs des obligations essentielles auxquelles elle est subordonnée. (...)

**Article 65.** - Les infractions à la présente ordonnance sont constatées par procès-verbal notifié au contrevenant par les officiers et agents de police judiciaire, les agents fonctionnaires assermentés et commis à cet effet par les ministères chargés de

l'hydraulique et de l'environnement, de la santé, de l'urbanisme, des travaux publics, de l'agriculture et de l'élevage.

**Article 66.** - Les actions et poursuites sont exercées directement par les ministres visés à l'article 65 devant les juridictions compétentes et sans préjudice des prérogatives du ministère public.

**Article 67.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 5 peuvent avoir accès aux domiciles privés:

- soit en présence ou sur réquisition du procureur de la République ou du juge d'instruction;
- soit sur mandat délivré expressément par les autorités judiciaires compétentes.

#### **V. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 40.** - (...) Quand une concession arrive à expiration et qu'elle ne soit pas utilisée ou est mal utilisée ou quand il y a défaut d'entretien des ouvrages hydrauliques, leurs bénéficiaires peuvent être obligés à rétablir les lieux dans leur état initial (...)

**Article 43.** - Les infractions prévues à la présente loi sont constatées par les officiers et agents de la police judiciaire, les agents et fonctionnaires commis à cet effet par les services chargés de l'hydraulique, de l'administration territoriale, de l'environnement, de l'élevage, de la santé publique et de l'agriculture. Ces agents et fonctionnaires prêtent serment devant le tribunal compétent de la circonscription administrative où ils sont appelés à servir.

Les infractions constatées font l'objet d'un procès verbal dûment notifié au contrevenant. Les agents et fonctionnaires visés ci-dessus peuvent avoir accès aux propriétés privées

- soit en présence ou sur réquisition du procureur de la République ou du juge d'instruction;
- soit sur mandat délivré expressément par une autorité judiciaire compétente;
- les actions et poursuites sont intentées directement par les ministres ci-dessus cités ou leurs représentants dûment mandatés sans préjudice de celles intentées par le ministère public.

Les agents et fonctionnaires commis peuvent, en cas de flagrant délit et dans les conditions prévues par les lois en vigueur, procéder à l'arrestation des contrevenants et les conduire devant le procureur de la République ou l'autorité judiciaire compétente. Dans l'exercice de leurs fonctions, ils peuvent requérir la force publique.

#### **VI. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant l'Code de l'eau**

**Article 87.** - Les infractions au présent code ou aux décrets ou arrêtés qui en découlent, sont constatées par procès-verbal dûment notifié au contrevenant par les agents et fonctionnaires commis à cet effet par le Ministre chargé de l'hydraulique ou par le

Ministre de la santé. Ces agents et fonctionnaires commissionnés doivent relever des services de l'hydraulique, de la santé, de l'environnement ou des forêts.

**Article 88.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 87 prêtent serment devant le tribunal de première instance ou la section de tribunal de leur ressort.

**Article 89.** - Les actions et poursuites sont exercées directement par le Ministre chargé de l'hydraulique ou le Ministre de la santé devant les tribunaux, suivant les règles générales de compétence, et sans préjudice des prérogatives du ministère public.

**Article 90.** - (...) Indépendamment de la peine prévue, la suspension de l'ouvrage prévue à l'article 35 peut être prononcée, sans donner lieu toutefois au remplacement prévu. (...)

#### **VII. - BURKINA FASO - Raou n° B 000004 AN IV/FP/EAU du 6 mai 1989 portant définition du régime de l'eau**

**Article 6.** - (...) les installations peuvent être suspendues, détruites à toute époque pour cause d'anomalie tenant soit à l'altération de la qualité de l'eau de nature à la rendre impropre aux usages qui en sont faits, soit à la modification des conditions de prélèvement ou de l'exploitation de nature à compromettre l'exploitation de la ressource.

#### **VIII. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 10.** - (...) Les prescriptions nécessaires à la protection des principes mentionnés à l'article 2 de la présente loi, les moyens de surveillance, les modalités des contrôles techniques et les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident sont fixés par l'arrêté d'autorisation et, éventuellement, par des actes complémentaires pris postérieurement à cette autorisation.

Un décret détermine les conditions dans lesquelles les prescriptions visées aux deux alinéas précédents sont établies, modifiées et portées à la connaissance des tiers. (...)

**Article 23.** - (...) En cas de condamnation, le tribunal peut ordonner qu'il soit mis fin aux opérations, à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation. L'exécution provisoire de cette décision peut être ordonnée.

Le tribunal peut également exiger les mesures prévues à l'alinéa précédent ainsi que la remise en état des lieux, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.

Le tribunal, saisi de poursuites pour infraction à une obligation de déclaration, peut ordonner l'arrêt de l'opération ou l'interdiction d'utiliser l'installation ou l'ouvrage, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.

**Article 24.** - En cas de poursuite pour infraction aux dispositions des articles 22 et 23 ou pour infraction à une obligation de déclaration ou à toute autre obligation résultant de la présente loi ou des règlements ou décisions individuelles pris pour son application, le tribunal peut, après avoir déclaré le prévenu coupable, décider l'ajournement du prononcé de la peine en lui enjoignant de respecter les prescriptions auxquelles il a été contrevenu.

Le tribunal impartit un délai pour l'exécution de ces prescriptions. Il peut assortir l'injonction d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximale. Son montant est de 100 F à 20 000 F par jour de retard dans l'exécution des mesures imposées.

L'ajournement ne peut intervenir qu'une fois. Il peut être ordonné même si le prévenu ne comparait pas en personne. Dans tous les cas, la décision peut être assortie de l'exécution provisoire.

A l'audience de renvoi, lorsque les prescriptions visées par l'injonction ont été exécutées dans le délai fixé, le tribunal peut soit dispenser le coupable de peine, soit prononcer les peines prévues.

Lorsque les prescriptions ont été exécutées avec retard, le tribunal liquide, s'il y a lieu, l'astreinte et prononce les peines prévues.

Lorsqu'il y a eu inexécution des prescriptions, le tribunal liquide, s'il y a lieu, l'astreinte, prononce les peines et peut ensuite ordonner que l'exécution de ces prescriptions soit poursuivie d'office aux frais du condamné.

La décision sur la peine intervient au plus tard un an après la décision d'ajournement.

Le taux d'astreinte tel qu'il a été fixé par la décision d'ajournement ne peut être modifié.

Pour la liquidation de l'astreinte, la juridiction apprécie l'inexécution ou le retard dans l'exécution des prescriptions, en tenant compte, s'il y a lieu, de la survenance d'événements qui ne sont pas imputables au prévenu. (...)

**Article 26.** - En cas de condamnation pour infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlements et arrêtés pris pour son application, le tribunal peut ordonner, aux frais du condamné, la publication intégrale ou par extraits de sa décision et éventuellement la diffusion d'un message, dont il fixe explicitement les termes, informant le public des motifs et du contenu de sa décision, dans un ou plusieurs journaux qu'il désigne ainsi que son affichage dans les conditions et sous les peines prévues suivant les cas aux articles 51 et 471 du Code pénal sans toutefois que les frais de cette publicité puissent excéder le montant de l'amende encourue.

**Article 27.** - Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'infraction des dispositions prévues par la présente loi ou les règlements et décisions individuelles pris pour son application, le préfet met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par l'exploitant ou par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant le préfet peut:

- l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant à l'estimation du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de leur exécution; il est, le cas échéant, procède au recouvrement de cette somme comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine;
- faire procéder d'office, sans préjudice de l'article 18 de la présente loi, aux frais de l'intéressé, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application des dispositions ci-dessus peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office;
- suspendre, s'il y a lieu, l'autorisation jusqu'à exécution des conditions imposées.

**Article 30.** - En cas de non-respect des prescriptions imposées au titre des articles 8, 9 et 10, toute mesure utile, y compris l'interdiction d'exploiter l'ouvrage ou l'installation en cause, peut être ordonnée pour faire cesser le trouble, soit sur réquisition du ministère public agissant à la requête de l'autorité administrative ou d'une association remplissant les conditions fixées par l'article 42, soit même d'office par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel. L'autorité judiciaire statue après avoir entendu l'exploitant ou l'avoir dûment convoqué comparaitre dans les quarante-huit heures. La décision judiciaire est exécutoire sur minute et nonobstant toute voie de recours. La mainlevée de la mesure ordonnée peut intervenir à la cessation du trouble. (...)

**IX. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 147.** - Le vol d'eau potable, agricole ou industrielle est un délit puni des peines prévues à l'article 350 du Code pénal.

**Article 148.** - Quiconque effectue des travaux susceptibles de provoquer l'érosion des sols est puni d'une amende égale au dixième de la valeur desdits travaux. (...)

**Article 155.** - La responsabilité du fait personnel des fonctionnaires ou employés d'établissements publics détenteurs d'une concession sur le domaine public hydraulique est retenue dès lors qu'ils auront participé, par leur action ou omission, à une infraction prévue par la présente loi.

Nonobstant les peines prévues à l'article 421 du Code pénal, l'auteur de l'infraction encourt une peine double de celles retenues au présent titre.

**Article 156.** - Quiconque met les agents chargés de la police du domaine public hydraulique visés à l'article 143 ci-dessus, dans l'impossibilité d'accomplir leur fonctions ou y a mis obstacle, est puni conformément aux dispositions des articles 183 et suivants du Code pénal.

**X. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 18.** - (...) La révocation d'un droit d'eau pour les causes ci-après, ne donne droit à aucune indemnisation:

- (1) lorsque le titulaire fait un mauvais usage, gaspille ou pollue les eaux, ou encore abuse de son droit;
- (2) lorsque le titulaire n'a pas obtempéré à la demande de rétablissement des conditions régissant son utilisation notifiée par l'autorité compétente;
- (3) lorsque le titulaire omet de fournir à l'autorité compétente les données quantitatives et qualitatives spécifiées dans les conditions de son titre d'utilisation;
- (4) lorsque le titulaire n'a pas satisfait aux conditions de son cahier des charges.  
(...)



**Article 58.** - Les fonctionnaires de l'administration des ressources en eau et leurs représentants assermentés commis à cet effet sont habilités à faire exécuter les dispositions du présent Code, à installer des signaux et panneaux d'interdiction, en assurer la protection et, le cas échéant, à dresser des procès-verbaux de constat.

Les infractions au présent Code ou aux textes pris pour son application commises par des tiers ou des clients du service public pourront être constatées par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs et agents de la Direction nationale de l'hydraulique et de ses services déconcentrés et ceux de la Direction nationale des forêts et chasse, les agents des entreprises agréées par l'Etat et dûment assermentés. Les conditions d'exercice des fonctions d'agents assermentés seront fixées par voie réglementaire.

**Article 59.** - Toute agression, toute résistance exercée avec violence ou voies de fait envers les personnes désignées à l'article précédent, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, seront punies conformément aux dispositions des articles 178 et suivants du Code Pénal.

#### **XI - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 34.** - Sans préjudice des clauses particulières figurant dans l'acte de concession ou d'autorisation, la déchéance de la concession ou de l'autorisation peut être prononcée pour

- utilisation des eaux autre que celle concédée;
- gaspillage ou mauvaise utilisation des eaux;
- inobservance du présent Décret-loi, des règlements pris pour son application;
- non paiement des redevances visées par le présent Décret-loi, après mise en demeure;
- cessation de la concession effectuée sans l'autorisation de l'administration ou sans que le transfert y afférent ait été validé dans les six mois suivant le décès de son titulaire, sauf dérogation expresse de l'administration sur les délais;
- non utilisation des eaux objet de la concession ou de l'autorisation dans un délai d'un an à partir de la délivrance de la concession;
- non utilisation des eaux concédées durant deux années consécutives.

**Article 36.** - En cas de déchéance de l'autorisation ou de la concession l'administration peut ordonner la remise des lieux dans l'état primitif et, le cas échéant, la faire effectuer d'office aux frais du concessionnaire ou du permissionnaire déchu (...)

**Article 103.** - Outre les officiers et agents de police judiciaire à compétence générale, sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du présent Décret-loi et des règlements pris pour son application, les agents et employés de l'administration, ainsi que les agents et employés des administrations provinciales et communales compétentes sur le territoire.

**Article 104.** - Les fonctionnaires, agents et employés visés à l'article précédent, porteurs d'une commission les y autorisant, à eux délivrée par le ministre ayant les eaux dans ses attributions, ont le droit de pénétrer, accompagnés du personnel qui les assiste, à l'intérieur d'une propriété bâtie ou non bâtie, clôturée ou non, aux fins de contrôler le respect des dispositions du présent Décret-loi et des règlements pris pour son application, ainsi que des stipulations figurant dans les concessions et autorisations octroyées au sens du présent Décret-loi. Ils sont en droit de se faire produire par le titulaire d'une concession

ou autorisation délivrée au sens du présent Décret-loi ou par l'usager de l'eau tous renseignements utiles à l'exécution de leur mission. Toutefois, l'accès des locaux à usage d'habitation ne leur est permis que sous réserve du consentement exprès de l'occupant. L'occupant qui a indûment refusé l'accès de la propriété est passible d'une amende allant de cinq à cent mille francs suivant la gravité de l'infraction sans préjudice d'autres mesures de contrainte édictées par l'autorité compétente. (...)

**Article 106.** - L'administration chargée de l'eau peut ordonner que tous les travaux effectués en violation des dispositions du présent Décret-loi et de règlements pris pour son application soient démolis aux frais des contrevenants et que, le cas échéant, tout soit rétabli dans l'état primitif. Il en est de même pour tout travail exécuté en non-conformité avec les stipulations d'une autorisation ou concession accordée aux sens de présent Décret-loi. Néanmoins, l'administration peut requérir la modification des dits travaux dans un délai fixé, à l'expiration duquel l'administration exercera les pouvoirs visés au premier alinéa.

## **XII. - MAROC - Décret n° 2-97-657 du 4 février 1998 relatif à la délimitation des zones de protection et des périmètres de sauvegarde et d'interdiction.**

**Article 23.-** Les agents dûment commissionnés et assermentés peuvent requérir du propriétaire d'une installation de prélèvement la mise en marche des installations aux fins d'en vérifier les caractéristiques.

Ils procèdent, le cas échéant, aux constatations des infractions.

## **XIII. - CAMEROUN - Loi 98/005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau**

**Article 22.** - (1) L'administration chargée de l'eau a pleins pouvoirs pour transiger. Elle doit, pour ce faire, être dûment saisie par l'auteur de l'infraction.

(2) Le montant de la transaction est fixé en concertation avec l'administration chargée des finances. Ce montant ne peut être inférieur au minimum de l'amende pénale correspondante.

(3) La procédure de transaction doit être antérieure à toute procédure judiciaire éventuelle, sous peine de nullité.

(4) Le produit de la transaction est intégralement versé au Fonds prévu par la présente loi.



## CHAPITRE II PREVENTION ET CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU

**Voir aussi:**

**Droits d'utilisation de l'eau (Chapitre I)**  
**Mise en valeur et conservation des eaux souterraines (Chapitre III)**  
**Mise en valeur des ressources en eau (Chapitre IV)**  
**Approvisionnement en eau du public (Chapitre V)**  
**Drainage des sols et édifices (Chapitre VII)**

### 1. INTRODUCTION

#### 1.1 Objet du Chapitre

La prévention et le contrôle de la pollution de l'eau, qu'elle soit de surface ou souterraine, ont progressivement constitué une attribution à part entière de l'Etat étant donné l'ampleur des conséquences économiques, sociales et de santé publique que peut entraîner une dégradation de la qualité des ressources en eau disponibles. En principe et dans la pratique administrative, la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau se distinguent du contrôle de la qualité de l'eau fournie par des entreprises publiques au public pour la consommation humaine et autres utilisations domestiques.

A partir du moment où l'eau accède au réseau du distributeur, la qualité ou la pureté de cette eau communément dénommée "eau courante" est soumise à des normes standards établies afin de préserver la santé du public, lequel consomme cette eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se baigner. Ces prescriptions sont sans rapport avec les règles plus générales visant à éviter toute détérioration de la qualité de l'eau à son état brut, c'est à dire avant qu'elle ne soit prélevée pour être distribuée au public.

En outre, assurer la pureté de l'eau courante est une fonction qui relève généralement de l'entité - publique ou privée - responsable de la distribution de l'eau, et qui répond à une préoccupation de santé publique non négociable; en revanche, la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau à l'état brut, quelque soit l'utilisation qui en sera faite - domestique, industrielle, pour l'irrigation, la constitution de réserves, les loisirs ou le maintien de l'eau à son état naturel - constituent une fonction générale de l'Etat, dictée par un ensemble de facteurs qui entrent en jeu dans le cadre - politique et juridique - de la rédaction, de la mise en oeuvre et du contrôle de l'application des lois et règlements.

En même temps, la qualité de l'eau à l'état brut et celle de l'eau courante sont liées dans le cadre des mesures de prévention et de contrôle de la pollution de l'eau destinée à la consommation humaine. Il est en effet probable que moins une source d'eau destinée à la consommation humaine sera contaminée, plus elle sera pure à son point d'arrivée et moindre sera le traitement nécessaire à ce stade.

Toutefois, aux fins du présent manuel, la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau et l'exigence d'assurer la pureté de l'eau courante seront traités séparément dans, respectivement, ce chapitre et le **Chapitre V - Approvisionnement en eau du public**.

En raison du nombre important de réglementations applicables spécifiquement aux eaux à usage "alimentaire" (naturelles, minérales, d'intérêt médical, etc.), celles-ci ne seront pas examinées dans ce manuel. Celles-ci font, en effet, l'objet d'une multitude de normes et de dispositions relatives à leur protection qui ne sont pas sans rappeler certaines évoquées dans le cadre du présent chapitre (mécanismes d'interdiction et d'autorisation, périmètres de protection, analyses et prélèvements, etc.).

La pollution de l'eau trouve ses origines dans une grande variété de sources. Ces sources peuvent être classées en deux catégories, respectivement celles qualifiées de "ponctuelles" et celles dites "diffuses".

La première catégorie est celle dont la trace de la pollution peut être identifiée jusqu'à sa source, tels que les rejets industriels, les canalisations domestiques, les égouts municipaux et les usines de traitement d'eau usée, les puits et les déversements de déchets<sup>10</sup> dont le contact avec les points d'eau, de surface ou souterraine, peut être déterminé avec suffisamment de précision. Ces sources "ponctuelles" peuvent aussi influencer de manière indirecte la qualité de l'eau, en étant déposées ou dispersées sur le sol ou simplement par des fuites. Ces sources "ponctuelles" peuvent donc avoir un effet "diffus" sur la qualité de l'eau en raison d'écoulements en surface ou d'infiltrations en sous-sol dont l'origine première peut être difficile, voire impossible à déterminer.

La catégorie des sources "diffuses" comprend les sources dont les origines sont difficilement identifiables avec précision, tels que les écoulements provenant des terres agricoles où sont utilisés pesticides et engrais, ou les écoulements d'eau de pluie en zone urbaine, dont les points d'entrée dans les nappes d'eau, en surface ou souterraines, sont difficiles sinon impossibles à déterminer de manière précise.

Une option consiste à laisser le contrôle de la pollution de l'eau au public en général, et plus particulièrement aux citoyens pouvant se prévaloir de motifs justifiant une action en justice. La complexité, l'incertitude, la durée et les coûts des actions en justice initiées pour défendre les droits de propriété d'un particulier ou d'autres intérêts diffus de groupes ou catégories de plaignants ont d'ailleurs entraîné le choix en faveur d'une intervention directe de l'État dans un grand nombre de pays, et parallèlement celui d'une approche favorisant la prévention plutôt que la réparation des dommages résultant de la pollution. En réponse à cette tendance généralisée, et en raison de la plus grande spécificité qui caractérise la réglementation régissant cette fonction particulière de l'État, au contraire de ce que sont les règles générales de procédure applicables aux actions en justice, ce chapitre traitera uniquement du premier aspect et des mécanismes particuliers qui s'y rapportent.

Enfin, l'on ne manquera pas de noter les nombreuses ramifications du thème de ce chapitre avec les sujets abordés dans les autres chapitres de ce manuel. Afin d'obtenir une vue

<sup>10</sup> Aux fins du présent manuel, l'expression "déversement" s'entend au sens large, comprenant à la fois les déchets et, selon le contexte, les eaux usées.

d'ensemble de la manière dont est réglementé le contrôle de la pollution de l'eau, les dispositions y afférentes seront examinées au sein de ce chapitre alors même qu'elles viseraient spécifiquement différents traits de la gestion des ressources en eau traités ailleurs dans ce manuel.

## 1.2 Techniques législatives

Les techniques législatives visant à instaurer le contrôle et la prévention de la pollution de l'eau peuvent être classées de la manière suivante, à savoir l'interdiction du déversement des déchets dans les nappes d'eau douce, en surface ou dans le sol (sous-chapitre 2), la réglementation de ces déversements par le biais d'un système d'autorisation octroyée par l'État (sous-chapitre 3), et le paiement de redevances pour le déversement des déchets de manière à ce que les coûts "externes" de la pollution soient comptabilisés dans les décisions des responsables à l'origine de ces déversements (paragraphe 3.4).

Des périmètres de protection avec les mécanismes de contrôle qui s'y rattachent peuvent être institués (sous-chapitre 4). Ceux-ci tendent à se retrouver dans les dispositions relatives au contrôle des sources "diffuses" de la pollution de l'eau et sont fréquemment doublés d'un ensemble de restrictions et d'interdictions relatives ou absolues.

Ces approches peuvent être combinées, et l'octroi d'une autorisation de déversement peut être complété par l'obligation de payer une redevance ainsi que par un ensemble d'interdictions absolues.

Les actes ciblés par les autorisations - et de ce fait justifiant le mécanisme de contrôle de la pollution de l'eau instauré par l'État - varient, qu'il s'agisse d'un simple déversement, de la construction d'ouvrages en vue de permettre ces déversements, ou de la poursuite d'activités ou de procédés pouvant entraîner des déversements.

Ces mécanismes de contrôle de la pollution de l'eau sont en général combinés avec d'autres instruments conçus spécialement pour lutter contre la pollution de l'eau, notamment la fixation des normes de qualité pour les eaux recevant des déchets - appelées aussi normes de qualité de l'eau "ambiante" - et les normes de qualité pour les déchets ou les effluents déversés - appelées normes de qualité des effluents. D'autres mécanismes complémentaires prévoient la préparation d'un inventaire du type, de l'étendue et de la source de pollution, la planification de la gestion de la qualité de l'eau, les prélèvements et analyses de la qualité des eaux et déchets (sous-chapitre 5). Ces mesures complètent et sont complétées par les exigences relevant directement de l'autorisation de déversement.

Les décisions politiques qui sous-tendent le choix d'une approche ou d'une autre peuvent figurer dans la législation traitant de la prévention et du contrôle de la pollution de l'eau, soit exclusivement, soit en relation avec la prévention et le contrôle de la pollution des autres milieux environnementaux.

En règle générale, les mesures relatives au contrôle et à la prévention de la pollution figurent aux côtés des dispositions régissant la gestion des ressources en eau, lesquelles dispositions précisent les mécanismes applicables en matière de contrôle de la pollution (I-V).

Remarquons enfin qu'il est fréquent que les dispositions établissant les principes de prévention et de contrôle de la pollution portent indifféremment sur les eaux souterraines ou superficielles.

## **I. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 8.** - Les règles générales de préservation de la qualité et de répartition des eaux superficielles, souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Elles fixent :

1 - Les normes de qualité et les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de cette qualité, en fonction des différents usages de l'eau et de leur cumul ;

4. .)

3 - Les conditions dans lesquelles peuvent être :

- interdits ou réglementés les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matière et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité des eaux et du milieu aquatique ;
- prescrites les mesures nécessaires pour préserver cette qualité et assurer la surveillance des puits et forages en exploitation ou désaffectés ;

4 - Les conditions dans lesquelles peuvent être interdites ou réglementées la mise en vente et la diffusion de produits ou de dispositifs qui, dans des conditions d'utilisation normalement prévisibles, sont susceptibles de nuire à la qualité du milieu aquatique ;

5 - Les conditions dans lesquelles sont effectués, par le service chargé de la police des eaux ou des rejets ou de l'activité concernée, des contrôles techniques des installations, travaux ou opérations et les conditions dans lesquelles le coût de ces contrôles peut être mis à la charge de l'exploitant, du propriétaire ou du responsable de la conduite des opérations en cas d'infraction de la réglementation. Si les contrôles des rejets de substances de toute nature, y compris radioactives, ne sont pas effectués par des laboratoires publics, ils ne peuvent l'être que par des laboratoires agréés.

## **II. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 73.** - Les mesures destinées à prévenir la pollution des eaux sont déterminées par décret pris sur rapport conjoint des ministres chargés de l'hydraulique, de la santé publique et de l'environnement (4...)

**Article 75.** - Des décrets pris sur rapport conjoint des ministres chargés de l'hydraulique, de la santé publique et de l'environnement classent les cours d'eau, canaux, lacs, étangs ou nappes souterraines en fonction des usages auxquels leurs eaux sont destinées :

- consommation humaine ;
- production d'aliments pour les besoins humains ;

- élevage, agriculture, pisciculture, sylviculture;
- utilisation minière ou industrielle;
- génération d'énergie hydroélectrique;
- réfrigération;
- navigation;
- activités récréatives (...)

**Article 85.** - Le décret prévu à l'article 73 détermine:

1 - les conditions dans l'espace et dans le temps, dans lesquelles peuvent être réglementés ou interdits les déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières et, plus généralement, tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine;

2 - les conditions dans lesquelles peuvent être réglementées la mise en vente et la diffusion de certains produits susceptibles de donner naissance à des déversements ayant fait l'objet d'une interdiction ou d'une réglementation en vertu de l'alinéa 1er du présent article ou d'accroître leur nocivité ou d'aggraver leur nuisance;

3 - les conditions dans lesquelles sont effectués les contrôles des caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques des eaux réceptrices et des déversements, et notamment les conditions dans lesquelles il est procédé aux prélèvements et analyses d'échantillons;

4 - les cas et les conditions dans lesquels l'administration peut prendre, en raison du péril qui pourrait en résulter pour la sécurité ou la salubrité publique, toutes mesures de lutte immédiatement exécutoires. Dans tous les cas, les droits des tiers à l'égard des auteurs de pollution sont et demeurent réservés. (...)

### **III. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 8.** - (1) 1. Des règlements grand-ducaux déterminent les mesures à prendre en vue de prévenir, réduire ou supprimer la pollution des eaux.

Ces règlements peuvent notamment fixer des normes de rejet sectorielles par catégorie d'établissements ou d'activités ou pour certaines substances ou familles de substances nuisibles pour les eaux.

2. Des règlements grand-ducaux peuvent prescrire des mesures relatives à la régénération des eaux, les règlements peuvent notamment

- établir les critères de qualité auxquels les eaux doivent répondre pour certaines utilisations, telles que l'alimentation en eau potable et la baignade, et déterminer le délai dans lequel l'amélioration de la qualité de chaque milieu récepteur doit être atteinte en conformité notamment avec l'inventaire national de la qualité des eaux et le plan national de gestion des eaux;



- déterminer les unités de charges polluantes minimales au-delà desquelles les communes doivent être équipées de systèmes de collecte des eaux usées, préciser les conditions et modalités de traitement de ces eaux en fonction des caractéristiques du milieu aquatique récepteur et fixer les normes de qualité auxquelles doivent répondre ces eaux;
- organiser un système de contrôle périodique des installations de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées publiques et privées;
- prévoir les conditions selon lesquelles sont effectués les contrôles des caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques des eaux prélevées et déversées et des prélèvements et déversements.

3. En outre des règlements grand-ducaux peuvent prescrire des mesures concernant notamment:

- la fabrication, la mise sur le marché et l'emploi de produits qui, selon leur mode d'utilisation, parviennent ou peuvent parvenir dans les canalisations ou dans les eaux et qui sont susceptibles de nuire au fonctionnement et à l'exploitation des installations d'assainissement d'eaux usées ou de polluer les eaux;
- le transport, le stockage, l'entreposage et le transvasement de substances et plus particulièrement les conditions de fonctionnement et de surveillance des installations servant à ces opérations;
- l'élimination ou le traitement de substances qui peuvent altérer les eaux;
- l'utilisation de procédés laissant dans les eaux des substances toxiques non dégradables;
- l'élimination ou l'utilisation des résidus des stations d'épuration et des établissements d'élevage et d'engraissement agricoles.

#### **IV. - GUINÉE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 30.** - Sans préjudice de l'application du Code de l'environnement, un décret fixe:

- (1) Les conditions de déversement, d'écoulement, de rejet, de dépôt direct ou indirect d'eau ou de matières susceptibles de [nuire à] la qualité des eaux superficielles et souterraines;
- (2) Les conditions de contrôle des caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques des eaux réceptrices et des déversements.

#### **V. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 107.** - Les dispositions de la présente section ont pour objet la lutte contre la pollution des eaux dans le but de satisfaire ou de concilier les exigences:

- de l'alimentation en eau potable;
- de la santé publique;
- de l'agriculture, de l'industrie, et de toutes autres activités humaines d'intérêt général;

- de la vie biologique du milieu récepteur et spécialement de la faune piscicole ainsi que des loisirs, des sports nautiques et de la protection des sites;
- de la conservation et de l'écoulement des eaux.

Elle s'applique aux déversements, écoulement, rejets, dépôts directs ou indirects de matière de toute nature et plus généralement à tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse d'eaux superficielles ou souterraines ou des eaux marines dans les limites des eaux territoriales. (...)

**Article 124.** - Sans préjudice des dispositions stipulées dans les articles 107 à 123 du présent Code, les conditions dans lesquelles peuvent être réglementés ou interdits les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matière et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine sont fixées par décret après consultation du Conseil supérieur de l'hygiène publique et du Comité national de l'eau.

Ce décret fixe d'une part les spécifications techniques et les critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques auxquels les cours d'eau, canaux, lacs, barrages, étangs, ou toute retenue d'eau d'une façon générale doivent répondre, notamment pour les prises d'eau assurant l'alimentation des populations, et d'autre part le délai dans lequel la qualité de chaque milieu récepteur doit être améliorée pour satisfaire ou concilier les intérêts définis à l'article 107 du présent Code.

Il précise également les conditions dans lesquelles:

- (a) peuvent être réglementés ou interdits compte tenu des dispositions ci-dessus, les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine;
- (b) sont effectués les contrôles des caractéristiques, chimiques, biologiques et bactériologiques des eaux réceptrices et des déversements, et notamment les conditions dans lesquelles il est procédé aux prélèvements et aux analyses d'échantillons.

Ce décret fixe, en tant que besoin, pour chacun des cours d'eau, canaux, lacs, barrages, eaux souterraines, et autres retenues d'eau, les conditions particulières dans lesquelles s'appliquent les dispositions prévues ci-dessus ainsi que les délais dans lesquels il doit être satisfait aux dites dispositions en ce qui concerne les installations existantes.

Dans tous les cas, les droits des tiers à l'égard des auteurs des pollutions sont et demeurent réservés.

## 2. **CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU AU MOYEN D'INTERDICTIONS**

Il peut être fait recours à des interdictions absolues de porter atteinte à la qualité de l'eau - prohibant certains comportements ou certaines activités quelque soient les circonstances - afin de protéger des intérêts d'ordre général ou spécifique en matière d'environnement et d'éviter le contact entre certaines substances et l'eau (I-IX). L'on notera

que de nombreuses interdictions visent particulièrement les activités exercées à l'intérieur d'un périmètre de protection (voir sous-chapitre 4 ci-dessous).

Outre les activités expressément interdites par la réglementation, l'on peut trouver quelques indications utiles pour déterminer toute circonstance où une activité sera interdite en se référant aux critères d'octroi des autorisations de déversement et les motifs de refus prévus par la réglementation pour orienter la décision des autorités (voir paragraphe 3.1.3 ci-dessous).

Certaines interdictions peuvent, toutefois, être relatives en ce qu'elles peuvent dépendre de certaines circonstances et conditions. Dans ce cas, un comportement en principe interdit pourrait être autorisé dans le cadre de circonstances précises (VIII), avec ou non l'obligation de recourir à une procédure formelle d'autorisation. L'interdiction de déverser des déchets ne respectant pas des normes spécifiques, à moins que ce déversement n'ait été autorisé ou ne réponde à certaines conditions, appartient à cette catégorie (VI).

Ces interdictions sont appuyées par un ensemble de sanctions destinées à prévenir et à punir toute violation des dispositions. Cependant, l'efficacité des interdictions absolues en tant que mécanisme de contrôle de la pollution dépend entièrement de l'existence et du recours effectif à ces sanctions et aux mécanismes imposant l'obligation à la personne récalcitrante de se conformer à la loi. Ceux-ci sont examinés au sous-chapitre 6 ci-dessous.

#### **I. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 4.** - (...) Sans préjudice des activités autorisées conformément à la présente loi, il est interdit

- de jeter, de déposer ou d'introduire, directement ou indirectement, volontairement ou involontairement dans les eaux superficielles ou souterraines des substances solides, liquides ou gazeuses polluées, polluantes, ou susceptibles de polluer,
- d'y prélever directement ou indirectement de l'eau ainsi que des substances solides ou gazeuses,
- de nettoyer des véhicules à moteur, des machines et d'autres engins similaires ou d'assurer leur entretien à proximité immédiate des eaux.

#### **II. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant l'Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 99.** - Il est interdit d'évacuer, de rejeter ou d'injecter dans les fonds du domaine public hydraulique des matières de toute nature et, notamment, des effluents urbains et industriels contenant des substances solides, liquides ou gazeuses, des agents pathogènes, en quantité et concentration de toxicité susceptibles de porter atteinte à la santé publique, à la faune et à la flore ou de nuire au développement économique.

**Article 104.** - Est interdit tout dépôt, épandage ou pulvérisation de matières susceptibles de polluer le domaine public hydraulique.

**Article 105.** - Est interdit l'abandon de cadavres d'animaux dans le domaine public hydraulique

### **III. - BURKINA FASO - Kiti An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 231.** - Il est interdit:

(...)

- d'introduire ou de laisser introduire des excréments ou toute autre matière susceptible de nuire à la salubrité de l'eau des sources, des fontaines, puits, citernes, conduites ou réservoirs servant à l'alimentation humaine;
- de déverser et de rejeter dans les nappes phréatiques ou dans un cours d'eau, lac, étang sans autorisation ou sans respect des normes imposées;
- de construire des fosses septiques, latrines, dépôts d'ordures, zones d'enfouissement sanitaire, lavoirs publics et abreuvoirs pour animaux sans autorisation et sans respect des normes techniques imposées;

(...)

- les obstructions ou tentatives d'obstruction aux contrôles prévus par les présentes dispositions et plus généralement tout acte nuisible à la qualité ou à la quantité des eaux publiques. (...)

### **IV. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 27.** - Il est interdit de faire un dépôt d'immondices, ordures ménagères, pierres, graviers, bois, déchets industriels dans le lit ou sur les bords des cours d'eau, lacs, étangs ou lagunes et canaux du domaine public. De même, il est interdit d'y laisser écouler les eaux infectées ou nuisibles.

**Article 28.** - Les déversements, dépôts et enfouissements de déchets, de corps, d'objets ou de liquides usés et plus généralement tout fait susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux souterraines sont interdits.

**Article 29.** - Tout déversement d'eaux usées, domestiques ou industrielles est interdit sur les voies publiques et toléré dans les caniveaux, sauf dispositions contraires de la municipalité ou de l'autorité compétente

La municipalité ou l'autorité compétente est tenue de veiller au bon fonctionnement des caniveaux et égouts publics et de les débarrasser de tout objet pouvant ralentir ou interrompre la circulation des eaux.

## **V. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 21.** - Sont interdits:

- Les déversements directs ou indirects des eaux usées dans les eaux du domaine public et qui sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel, à la santé publique, à celle des animaux et des plantes, à la flore et à la faune aquatique;
- Toute utilisation des eaux du domaine public nuisible au milieu naturel, à la santé publique, à celle des animaux et des plantes, à la flore et à la faune aquatiques.

## **VI. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 108.** - Il est interdit le déversement ou l'immersion dans les eaux de la mer des matières de toute nature, en particulier des déchets domestiques ou industriels susceptibles de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la faune et à la flore marines et de mettre en cause le développement économique et touristique des régions côtières.

**Article 109.** - Il est interdit de laisser écouler, de déverser ou de jeter dans les eaux du domaine public hydraulique, concédées ou non, des eaux résiduelles ainsi que des déchets ou substances susceptibles de nuire à la salubrité publique ou à la bonne utilisation de ces eaux pour tous usages éventuels .

**Article 110.** - Il est interdit d'effectuer tout dépôt en surface susceptible de polluer par infiltration les eaux souterraines, ou par ruissellement les eaux de surface

**Article 111.** - Il est défendu de jeter les bêtes mortes dans les cours d'eau, dans les mares et de les enterrer à proximité des puits, des fontaines et des abreuvoirs publics.

**Article 112.** - Il est interdit de faire rouir toute plante textile dans les abreuvoirs et lavoirs publics. Le rouissage de plantes textiles dans les eaux courantes est soumis à autorisation préalable. L'interdiction n'est prononcée qu'après avis du Conseil supérieur de l'hygiène publique

**Article 113.** - Est interdit tout déversement ou rejet d'eaux usées et de déchets susceptibles de nuire à la salubrité publique, dans les puits absorbants naturels, puits, forages ou galeries de captage désaffectés ou non. Seule est autorisée l'évacuation des eaux résiduaires ou usées dans des puits filtrants précédés d'une fosse septique ( .)

**Article 114.** - Le déversement de déchets liquides dans des cours d'eau dont l'eau est utilisée pour l'alimentation en eau potable ou les besoins d'une industrie alimentaire n'est admis que si ces eaux usées ont subi au préalable un traitement physique, chimique, biologique et au besoin une désinfection.

**Article 115.** - Est interdit le déversement des déchets liquides ou non, susceptibles de nuire à la salubrité publique dans les oueds à sec.

**Article 117.** - Il est interdit de dégrader par négligence ou incurie tout ouvrage destiné à recevoir ou conduire les eaux d'alimentation et de laisser introduire des matières excrémentielles ou toutes autres matières susceptibles de nuire à la salubrité des sources, fontaines, puits, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation en eau

**VII. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 7.** - Le déversement dans le milieu récepteur de tout produit détergent ou de produits de lavage ou de nettoyage contenant des détergents est interdit lorsque leur biodégradabilité n'est pas conforme aux normes y afférentes.

**Article 9.** - Sont interdits les rejets contenant en des quantités supérieures aux limites fixées par les normes de rejet, les substances visées à l'article précédent.

**Article 10.** - Il est interdit de procéder dans les oueds, lacs, retenues de barrages, zones d'aquaculture ou de baignade et sur leurs rives, au déversement d'hydrocarbures, de graisses et d'huiles végétales ou animales. A ce titre, il est interdit d'y procéder:

- a. au lavage des véhicules automobiles et de tous les engins mécaniques,
- b. à la vidange des moteurs de tous les engins mécaniques,
- c. au rinçage et à la vidange des citernes et des appareils ou engins ayant contenu des produits polluants ou toxiques.

**VIII. - FRANCE - Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées**

**Article 2.** - Sans préjudice des textes applicables à différentes catégories d'installations, le rejet en provenance d'installations classées de substances relevant de l'annexe au présent arrêté est interdit dans les eaux souterraines.

**Article 3.** - Toutefois, pour les installations existantes à l'origine de tels rejets, s'il est établi dans un délai d'un an à compter de la date de parution du présent arrêté que les eaux souterraines réceptrices sont de façon constante impropres à tout autre usage notamment aux usages domestiques ou agricoles, un arrêté préfectoral pourra autoriser après avis du Conseil supérieur des installations classées la poursuite de ces rejets, à condition que celle-ci n'ait pas pour conséquence d'entraver l'exploitation des ressources du sol.

Les conditions d'autorisation de tels rejets sont réexaminées au moins tous les quatre ans.

**IX. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 54.** - Il est interdit

1 - de rejeter des eaux usées ou des déchets solides dans les oueds à sec, dans les puits, abreuvoirs et lavoirs publics, forages, canaux ou galeries de captage des eaux. Seule est admise l'évacuation des eaux résiduaires ou usées domestiques dans des puits filtrants précédés d'une fosse septique;

2 - d'effectuer tout épandage ou enfouissement d'effluents et tout dépôt de déchets susceptibles de polluer par infiltration les eaux souterraines ou par ruissellement les eaux de surface;

3 - de laver du linge et autres objets, notamment des viandes, peaux ou produits animaux dans les eaux de ségmas, canaux, aqueducs, canalisations, réservoirs, puits qui

alimentent les villes, agglomérations, lieux publics et à l'intérieur des zones de protection de ces mêmes séguras, conduites, aqueducs, canalisations, réservoirs, puits;

4 - de se baigner et de se laver dans lesdits ouvrages, ou d'y abreuver les animaux, les y laver ou baigner;

5 - de déposer des matières insalubres, d'installer des fosses d'aisance ou des puits à l'intérieur des zones de protection desdits séguras, conduites, aqueducs, canalisations, réservoirs et puits;

6 - de jeter des bêtes mortes dans les cours d'eau, lacs, étangs, marais et de les enterrer à proximité des puits, fontaines et abreuvoirs publics;

7 - de jeter, à l'intérieur des périmètres urbains, des centres délimités et des agglomérations rurales dotées d'un plan de développement, toute eau usée ou toute matière nuisible à la santé publique en dehors des lieux indiqués à cet effet ou dans des formes contraires à celles fixées par la présente loi et la réglementation en vigueur.

### **3. CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU AU MOYEN D'UNE AUTORISATION POUR LE DEVERSEMENT DES DECHETS**

Comme cela a été indiqué en introduction à ce chapitre, les autorisations requises peuvent viser, entre autres, le déversement des déchets dans le milieu aquatique ainsi que les activités et procédés entraînant le déversement de ces déchets. Dans les deux cas, l'accent est porté sur la prévention de la pollution de l'eau en minimisant le degré de pollution engendré par les déversements dans le milieu aquatique récepteur. L'exigence d'une autorisation préalable concernant les activités ou procédés ayant un effet polluant potentiel reflète toutefois une approche préventive plus radicale du contrôle de la pollution de l'eau dans la mesure où une activité ou un procédé ne pourra peut être jamais dépasser le simple stade des formalités.

Les réglementations précisent les conditions de fond et de procédure pour la mise en oeuvre du système d'autorisation en ayant égard, en particulier, aux démarches présidant à l'octroi d'une autorisation (paragraphe 3.1), aux obligations générales applicables aux titulaires d'une autorisation (paragraphe 3.2), aux conditions de suspension, retrait et modification des autorisations (paragraphe 3.3), au paiement de redevances (paragraphe 3.4) et au sort des déversements ou procédés existants (paragraphe 3.5).

Notons que la procédure d'autorisation n'est pas sans rappeler celle relative au prélèvement et à l'utilisation de l'eau présentée au Chapitre I. Il n'est pas rare d'ailleurs que le régime d'autorisation des déversements soit dès lors simultanément visé dans le cadre des dispositions relatives aux droits d'utilisation des eaux.

#### **3.1 Octroi de l'autorisation de déversement des déchets**

L'octroi - ou le refus d'octroyer - une autorisation de déversement des déchets par les autorités est la conclusion d'une procédure présentée par étapes dans les différentes réglementations, comme suit.

### 3.1.1 Présentation de la demande

#### Circonstances où une autorisation de déversement est exigée

Alors que les activités interdites sont souvent énumérées (voir sous-chapitre 2 ci-dessus), la détermination des activités soumises à autorisation est en général plus vague, se fondant sur le principe que "tout ce qui n'est pas expressément interdit doit faire l'objet d'une autorisation".

En pratique, la réglementation détermine les activités soumises à déclaration ou autorisation (I - IX), à partir de seuils précis pour les quantités de déversement par exemple, celles ne devant faire l'objet que d'une simple déclaration, de manière générale ou ponctuelle dans le cadre d'un périmètre de protection. La réglementation peut ainsi déterminer à partir de leurs effets dommageables réels ou potentiels les activités soumises à autorisation préalable, ne réglementant donc pas tant ces activités du fait de leur nature mais surtout en raison de leur effets.

Il n'est pas rare de trouver une définition de ce qu'il faut entendre par "déversement", "procédé" et "milieu récepteur", et donc une clarification du champs d'application de l'exigence d'autorisation dans les réglementations.

Dans certains cas, certaines exemptions à l'obligation d'obtenir une autorisation peuvent être prévus, ces exemptions n'excluant pas cependant le respect des obligations générales visées au paragraphe 3.2 ci-dessous (VII).

#### **I. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 31.** - Le déversement dans les cours d'eau, lacs et étangs des eaux usées provenant des usines et établissements sanitaires ou scientifiques sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre chargé de l'hydraulique et du Ministre chargé de l'environnement (...)

#### **II. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 100.** - Tout déversement ou immersion dans les fonds du domaine public hydraulique de matières ne présentant pas les risques prévus à l'article 99 ci-dessus, est soumis à concession d'utilisation du domaine public hydraulique, appelée autorisation de déversement.

Les conditions de délivrance, de modification ou de retrait de l'autorisation de déversement sont fixées par voie réglementaire.



### III. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau

**Article 52.** - Aucun déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans une eau superficielle ou une nappe souterraine susceptible d'en modifier les caractéristiques physiques, y compris thermiques et radioactives, chimiques, biologiques ou bactériologiques, ne peut être fait sans autorisation préalable accordée, après enquête, par l'agence de bassin. (...)

### IV. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution

**Article 6.** - § 1er. A l'exception des écoulements de marche des bateaux, tout déversement d'eaux usées dans une eau de surface ordinaire est subordonné à l'autorisation de l'Exécutif. Celui-ci peut soumettre les écoulements de marche des bateaux dans les eaux de surface ordinaires à autorisation selon la procédure qu'il détermine.

2. Tout déversement d'eaux usées industrielles dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales est subordonné à l'autorisation de l'Exécutif.

3. L'Exécutif peut soumettre à autorisation le déversement des eaux usées domestiques dans les voies artificielles d'écoulement, dans les égouts publics et dans les collecteurs d'eaux usées. Il désigne l'autorité compétente pour délivrer ces autorisations.

4. L'Exécutif peut soumettre à autorisation le déversement des eaux usées agricoles dans les voies artificielles d'écoulement, dans les égouts publics et dans les collecteurs d'eaux usées. Il désigne l'autorité compétente pour délivrer ces autorisations. (...)

**Article 15.** - § 1er. Tout dépôt de matières polluantes à un endroit d'où, par un phénomène naturel, ces matières peuvent être entraînées dans les eaux de surface ou les égouts publics, est subordonné à l'autorisation de l'Exécutif. Les articles 9 et 11 à 14 sont applicables à cette autorisation.

Toutefois l'épandage agricole de fumier, de pesticides ou d'autres matières n'est pas visé par le présent article.

2. Le paragraphe premier n'est pas applicable aux dépôts de déchets, ni aux établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation requise pour ces dépôts ou établissements est tenue de demander l'avis de l'Exécutif ou du fonctionnaire désigné par lui au sein de l'administration régionale ayant la protection des eaux de surface dans ses attributions. Toute décision contraire à un avis est motivée.

V. - FRANCE - Décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature prévue par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

**Nomenclature<sup>11</sup> des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992**

(Le regroupement des rubriques par titre n'a pour objet que de faciliter la lisibilité)

# 1. Nappes d'eau souterraines

(...)

1.2.0 Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol, à l'exclusion des bassins d'infiltration visés à la rubrique 5.3.0, de l'épandage visé à la rubrique 5.4.0, ainsi que des réinjections visées à la rubrique 1.3.1 .....A

(...)

2.2.0 Rejet dans les eaux superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant:

1° Supérieure ou égale à 10.000 m<sup>3</sup>/j ou à 25% du débit ..... A

2° Supérieure à 2.000 m<sup>3</sup>/j ou à 5% du débit mais inférieure à 10.000 m<sup>3</sup>/j et à 25% du débit .....D

2.3.0 Rejet dans les eaux superficielles dont le flux total de pollution est supérieure ou égal à l'une des valeurs indiquées, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 5.1.0, 5.2.0 et 5.3.0:

1° En flux de pollution brute, si le débit de référence du cours d'eau où se fait le rejet est inférieur à 0,5 m<sup>3</sup>/s ou si l'effluent se déverse à moins d'un kilomètre en amont d'une eau de baignade, au sens du décret n° 81-324 du 7 avril 1981 modifié, d'une zone conchylicole, d'une prise d'eau potable, ou si l'effluent est rejeté dans un étang pi plan d'eau, une zone humide, un parc national, une réserve naturelle ou une zone dans lesquels s'appliquent des mesures de conservation des biotopes aquatiques:

a) Matières en suspensions (MES): 90 kg/j .....A  
 DBO<sub>5</sub>: 120 kg/j;  
 DCO: 240 kg/j;  
 Matières inhibitrices (MI): 200 équitox/j;  
 Azote total (N): 15 kg/j;  
 Phosphore total (P): 4 kg/j;  
 Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX): 50 g/j;  
 Métaux et métalloïdes (Metox): 250 g/j;  
 Hydrocarbures: 1 kg/j;

b) Matières en suspension (MES): 20 à 90 kg/j .....D  
 DBO<sub>5</sub>: 30 à 120 kg/j;  
 DCO: 60 à 240 kg/j;  
 Matières inhibitrices (MI): 50 à 200 équitox/j;  
 Azote total (N): 4 à 15 kg/j;  
 Phosphore total (P): 1 à 4 kg/j;  
 Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX): 15 à 50 g/j;

<sup>11</sup> [Ndlr]: « A » signifie « autorisation » et « D » signifie « déclaration »

Métaux et métalloïdes (Metox): 60 à 250 g/j;

Hydrocarbures: 200 g à 1 kg/j;

2° En flux de pollution nette, si le débit de cours d'eau est supérieur à 0,5 m<sup>3</sup>/s et si le rejet s'effectue en dehors des zones visées au 1°:

a) Matières en suspension (MES): 20 kg/j ..... A

DBO<sub>5</sub>: 20 kg/j;

DCO: 120 kg/j;

Matières inhibitrices (MI): 200 équtox/j;

Azote total (N): 20 kg/j;

Phosphore total (P): 5 kg/j;

Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX): 500 g/j;

Métaux et métalloïdes (Metox): 1 kg/j;

Hydrocarbures: 5 g/j;

b) Matières en suspension (MES): 5 à 20 kg/j ..... D

DBO<sub>5</sub>: 5 à 20 kg/j;

DCO: 30 à 120 kg/j;

Matières inhibitrices (MI): 50 à 200 équtox/j;

Azote total (N): 5 à 20 kg/j;

Phosphore total (P): 1 à 5 kg/j;

Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX): 100 à 500 kg/j;

Hydrocarbures: 500g à 5 kg/j.

**2.3.1. Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à au moins une des caractéristiques suivantes:**

1° Si le débit de référence est inférieur à 0,5 m<sup>3</sup>/s ou si le rejet s'effectue dans une zone mentionnée au 1° de la rubrique 2.3.0:

a) Apport au milieu aquatique de plus de 5 t/j de sels dissous ..... A

b) Apport au milieu aquatique de 1 à 5 t/j de sels dissous ..... D

2° Si le débit est supérieur ou égal à 0,5 m<sup>3</sup>/s et si le rejet s'effectue hors d'une zone mentionnée au 1° de la rubrique 2.3.0:

a) Apport au milieu aquatique de plus de 20 t/j de sels dissous ..... A

b) Apport au milieu aquatique de 5 à 20 t/j de sels dissous ..... D

**2.3.2. Effluents radioactifs provenant d'une installation**

nucéaire de base (INB) ..... A

(...)

**3.2.1. Effluents radioactifs provenant d'une installation nucléaire de base** ..... A

(...)

**5.3.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant:**

1<sup>o</sup> Supérieure ou égale à 20 ha ..... A

2<sup>o</sup> Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha ..... D

**5.4.0.** Epandage: la quantité d'effluents ou de boues épandues dépassant l'une des valeurs suivantes:

1<sup>o</sup> Volume annuel: 500 000 m<sup>3</sup>/an ..... A

DBO5: 5 t/an;

Azote: 10 t/an

2<sup>o</sup> Volume annuel: 50 000 à 500 000 m<sup>3</sup> an ..... D

DBO5: 500 kg à 5 t/an;

Azote: 1 à 10 t/an.

(...)

**6.2.0.** Terrain de camping et de caravanage non raccordé au réseau d'assainissement collectif

Supérieur ou égal à 200 emplacements ..... A

Supérieur à 50 emplacements, mais inférieur à 200 emplacements ..... D

**6.2.1.** Terrain contenant des habitations légères de loisirs non raccordé au réseau d'assainissement collectif:

Supérieur ou égal à 100 emplacements ..... A

Supérieur à 25 emplacements mais inférieur à 100 emplacements ..... D

**6.3.0.** Piscicultures mentionnées au premier alinéa de l'article

R. 231-16 du Code rural ..... A

Piscicultures mentionnées au deuxième alinéa de l'article

R. 231-16 du Code rural ..... D

**6.3.1.** Entreprises hydrauliques soumises à la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ..... A

**6.4.0.** Création d'une zone imperméabilisée, supérieure à 5 ha d'un seul tenant, à l'exception des voies publiques affectées à la circulation ..... A

## **VI. - SENEGAL. - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 49.** - Aucun déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans une nappe souterraine ou un cours d'eau susceptible d'en modifier les caractéristiques physiques, y compris thermiques et radio-atomiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, ne peut être fait sans autorisation accordée, après enquête, par les ministres chargés de l'hydraulique et de l'assainissement. (...)

**Article 59.** - Les déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine sont soumis à réglementation et à autorisation préalable conformément aux dispositions des articles 49 et 50

## **VII. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 9.** - 1 Sans préjudice des autorisations requises en vertu d'autres lois et règlements ainsi que des dispositions des articles 640 à 644 du Code civil, sont soumis à autorisation par le ministre: (...)

- le déversement d'eaux usées dans les eaux superficielles et souterraines;
- le déversement de substances solides, gazeuses ou liquides autre que les eaux usées dans les eaux superficielles et souterraines.

Un règlement grand-ducal peut déterminer les conditions et modalités selon lesquelles ces autorisations sont accordées.

Sont exemptes de l'autorisation dont question à l'alinéa premier les prélèvements et déversements de quantité ou de nocivité négligeables. Cette exemption ne dispense toutefois pas de l'obligation d'épurer les effluents (...)

## **VIII. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février portant Code de l'eau**

**Article 31.** - L'évaluation et le déversement dans les eaux à la surface du sol, en profondeur, de toute manière pouvant entraîner une pollution sont soumis à l'autorisation du Ministre chargé de l'environnement en concertation avec le Ministre chargé de l'hydraulique.

**Article 32.** - L'immersion ou l'élimination par quelque procédé que ce soit, de déchets dans les eaux continentales est soumise à l'autorisation spéciale délivrée par le Ministre chargé de l'environnement en concertation avec le Ministre chargé de l'hydraulique.

## **IX. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 19.** - Sont soumis au régime de l'autorisation simple (...)

(2) les déversements, écoulement, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 82 ci-dessous. (...)

**Article 80.** - Nul ne peut déverser, laisser s'écouler, jeter, faire des dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières et plus généralement être l'auteur de tout fait susceptible d'altérer les caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou microbiologiques de l'eau superficielle ou souterraine, sans autorisation préalable de l'administration assortie d'une obligation d'épurer les effluents. Des seuils de quantité et de concentration des

substances déversées au-delà desquels l'autorisation visée au premier alinéa du présent article est requise sont fixés par la voie réglementaire, en égard à la protection de la santé publique, à la bonne utilisation des eaux pour tous usages éventuels, à la protection de la flore et de la faune aquatiques et de celle des zones avoisinantes. Les modalités et les conditions d'octroi, de modification ou de retrait de l'autorisation visée au premier alinéa du présent article sont arrêtées par voie réglementaire.

#### Format de la demande

Des formulaires-type pour la présentation de la demande d'autorisation de déversement pourraient être annexés aux réglementations afin de faciliter les démarches des candidats. Ces formulaires concerneraient soit l'activité générale de déversement des déchets, soit les équipements et structures utilisés pour entreprendre cette activité. En l'absence de tels formulaires, la réglementation précise les indications devant figurer dans la demande d'autorisation de déversement (1. 1)

### **I. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 34.** - La demande de déversement d'eaux usées dans les rivières doit porter, outre les renseignements généraux permettant d'identifier l'usine et les cours d'eau, les renseignements suivants:

- les changements présumés que l'exécution doit apporter au niveau et au régime des eaux;
- la durée et la fréquence des déversements;
- la nature et l'importance des déversements, écoulement, jets, dépôt et de tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau;
- les conditions d'évacuation et les mesures proposées pour remédier à la pollution des eaux;
- une description technique des installations de déversement et de traitement proposées, et le point de rejet des eaux qui devra toujours être situé en aval des agglomérations

### **II. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 18.** - Toute demande d'autorisation de rejet ou de dépôt de déchets dans le milieu récepteur doit comporter les renseignements suivants:

1. La description de l'emplacement du rejet ou de dépôt de déchets et notamment les niveaux souterrains, la profondeur et la distance par rapport à la côte dans le cas d'un rejet en mer.
2. La nature et l'importance de l'effluent, les conditions d'évacuation ou de dépôt
3. La nature et la qualité des agents polluants contenus dans le rejet
4. Les mesures proposées pour remédier à la pollution
5. La description technique des installations de traitement. ( . . )

### Documents justificatifs

Des documents justificatifs à l'appui de la demande d'autorisation sont en général requis afin d'assister l'autorité compétente dans l'évaluation du projet de déversement des déchets proposé.

Les exigences s'y rapportant peuvent figurer dans les formulaires-type de demande d'autorisation ou, en l'absence de ces derniers, être prescrites directement par la réglementation (1).

### **I. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 18.** - Toute demande d'autorisation de rejet ou de dépôt de déchets dans le milieu récepteur doit comporter les renseignements suivants. (...)

6. Un extrait de carte à l'échelle minimale de 1:10 000 sur lequel est reporté l'emplacement de l'opération projetée, et en tant que de besoin un plan de situation à grande échelle où sont reportés les établissements environnants. L'administration peut exiger tout autre renseignement jugé utile.

### Frais de dossier

Le paiement de frais de dossier est en général exigé afin de couvrir les frais administratifs résultant de la procédure d'examen des demandes (I, II). A l'instar de la pratique anglo-saxonne, un système pourrait être conçu prévoyant un montant forfaitaire unique ou une échelle de montants, ces derniers étant déterminés en fonction de données variables pouvant se référer, par exemple, à la valeur des ouvrages de déversement des déchets ou à la quantité de déchets visée.

### **I. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 63.** - L'autorisation visée à l'article 56 donne lieu à perception de frais de dossier et de redevances.

### **II. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 86.** - L'autorisation visée à l'article 72 donne lieu à la perception des frais de dossier et de redevances.

**Article 87.** - Le régime financier définit l'emploi des ressources ci-dessus dégagées; elles servent notamment à financer la construction des ouvrages ou installations d'épuration ainsi que des frais récurrents.

### 3.1.2 Examen des demandes, enquêtes et consultations

Le déversement des déchets peut porter atteinte au milieu aquatique récepteur et, par conséquent, affecter les plans, programmes et projets sous contrôle des autorités administratives, les droits des utilisateurs d'eau existants, ainsi que le droit du public d'avoir un cadre de vie sain et propre. Les possibilités de conflits et de controverses au sein et en dehors de l'administration demeurent donc considérables. Celles-ci peuvent, toutefois, être atténuées en ayant recours à la consultation préalable tant au sein de l'administration (I) que du public, ce qui peut être mis en œuvre de manière plus ou moins efficace lors de l'examen et de l'évaluation des demandes d'autorisation de déversement.

Dans cette optique, une consultation préalable de toutes les autorités concernées et des enquêtes sur le terrain peuvent être effectuées afin de déterminer si les ouvrages et procédés de déversement proposés sont appropriés, si et dans quelle mesure le déversement ou l'activité envisagée portera atteinte à la qualité des eaux réceptrices et à l'environnement, aux droits spécifiques des titulaires d'autorisation d'utilisation de l'eau et aux intérêts du public en général avant même que ne soit octroyée une autorisation (II, III).

#### **I. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 15.** - (...) Le ministre habilité à accorder l'autorisation de rejet est celui qui est habilité normalement à autoriser l'ouverture ou l'exploitation de l'établissement. L'octroi de l'autorisation dépend de la conformité dudit projet aux normes en vigueur.

Toutefois, il doit, au préalable, tenir compte de l'avis motivé des ministres de l'agriculture et de la santé publique et, le cas échéant, des autres ministres concernés.

#### **II. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 52.** - Aucun déversement (...) ne peut être fait sans autorisation préalable accordée, après enquête, par l'agence de bassin. (...) L'enquête publique est menée simultanément et ne peut excéder 30 jours. (...)

#### **III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 35.** - L'autorisation est accordée ou modifiée après enquête des services compétents, sous réserve des droits des tiers.

### 3.1.3 Décision et critères d'octroi d'une autorisation

Les décisions portant octroi ou refus d'une autorisation, ou octroi conditionnel différant des termes proposés par le candidat dans sa demande, sont en principe laissées à la discrétion des autorités compétentes. Si une réglementation ne peut d'avance prescrire la nature et le contenu de ces décisions, elle peut toutefois les orienter en établissant des critères devant être respectés par les autorités lors de la prise de décision (I-IV). Ces critères pourront notamment



s'avérer utiles pour pouvoir, le cas échéant, faire appel contre la décision (voir paragraphe 3.1.5 ci-dessous).

A l'instar des autres mécanismes d'autorisation, tout refus d'autorisation doit en principe être motivé (III, IV).

Un délai peut être prescrit pour la prise de décision (III); des exigences de procédure supplémentaires peuvent aussi être prévues à l'issue de la décision d'octroi de l'autorisation aux fins, par exemple, d'ultimes vérifications avant la mise en service des activités (IV) ou ayant trait à la notification et à la publication de la décision (IV).

#### **I. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 9.** - (...) 2. L'autorisation visée au paragraphe 1 ne peut être accordée que si les déversements ou prélèvements remplissent certaines conditions techniques destinées à éviter les pollutions ou autres altérations nuisibles.

#### **II. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 101.** - L'autorisation de déversement est refusée notamment lorsque les matières déversées sont de nature à nuire:

- à la capacité de régénération naturelle des eaux,
- aux exigences de l'utilisation des eaux réceptives,
- à la protection de la santé publique,
- à la protection de la faune et de la flore,
- à l'écoulement normal des eaux,
- aux loisirs.

#### **III. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 16.** - Le ministre saisi de la demande d'autorisation de rejet est tenu de répondre dans un délai ne dépassant pas 60 jours. Le refus de l'autorisation doit être dûment motivé (...)

**Article 19.** - Les éléments à prendre en considération pour fixer les critères présidant à la délivrance d'une autorisation pour les rejets concernent notamment

##### **1) Les caractéristiques et compositions du rejet**

1. Type et importance de la source du rejet.
2. Nature du rejet
3. Forme du déchet.
4. Quantité totale
5. Mode de rejet
6. Concentration des principaux constituants.
7. Propriétés physiques, chimiques et biochimiques du rejet.

## II) Les caractéristiques de nocivité du rejet

1. Persistance physique et biologique dans le milieu récepteur.
2. Toxicité et autres effets nocifs.
3. Accumulations dans la matière biologique ou les sédiments.
4. Effets défavorables sur l'équilibre de l'oxygène dissout.
5. Transformations biologiques susceptibles de produire des composés nocifs.
6. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres constituants des eaux qui peuvent produire des effets nocifs.

## III) Les caractéristiques du milieu récepteur

1. Caractéristiques hydrographiques, météorologiques, géologiques et topographiques du milieu récepteur
2. Lieu du rejet tel qu'émissaire, canal, sortie d'eau et situation par rapport à d'autres emplacements tels que les zones d'agrément, de fruit, de culture et de pêche, les gisements naturels de coquillage.
3. Dilution réalisée au point de rejet.
4. Caractéristiques de dispersion, effet des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical.
5. Caractéristiques de l'eau, eu égard aux conditions physiques, chimiques et écologiques existants dans la zone de rejet.
6. Capacité du milieu récepteur à absorber les déchets rejetés sans effets défavorables.

## IV. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution

**Article 9.** - § 1er. Lors de l'octroi d'une autorisation de déversement délivrée conformément à l'article 6, § 1er ou § 2, l'Exécutif veille au respect des valeurs impératives et, autant que possible, au respect des valeurs guides. En ce qui concerne ces dernières, il prend notamment en considération les caractéristiques particulières du déversement et du milieu dans lequel il se produirait, l'existence ou l'absence d'autres déversements actuels ou éventuels et, le cas échéant, les conséquences d'un refus d'autorisation sur la viabilité d'une entreprise et, par là, sur la prospérité économique et le niveau de l'emploi. (...)

3°. Tout refus d'autorisation est motivé. (...)

**Article 10.** - (...) Il ne pourra être fait usage de l'autorisation qu'après qu'un fonctionnaire de l'Administration de la Région, désigné par l'Exécutif, aura constaté que sont effectivement respectées les conditions de l'autorisation pour lesquelles une telle vérification préalable a été prévue par l'autorisation elle-même. Cette constatation sera effectuée dans le délai de deux mois à partir de la notification faite par l'impétrant à l'Administration (...)

**Article 14. - § 1er.** Toute décision accordant, refusant ou retirant une autorisation ou modifiant les conditions d'un déversement autorisé, prise en application des articles 6, 11, 12 ou 15 est notifiée à celui qui a demandé l'autorisation ou qui en est titulaire. Elle est, en outre, affichée à un endroit proche du lieu du déversement et accessible au public. L'autorisation peut être consultée auprès de l'administration communale du lieu.

### 3.1.4 Format des autorisations de déversement

A défaut de formats-type d'autorisations de déversement en annexe aux réglementations, les droits indiqués dans l'autorisation sont en général accompagnés de conditions particulières normalement laissées à la discrétion des autorités compétentes, les réglementations se limitant à préciser la liste des éléments devant être pris en compte et devant figurer dans l'autorisation (I-V).

Une décision d'autorisation peut aussi être déterminante à l'égard de la décision d'autorisation relative à un projet concernant, par exemple, l'ouverture d'un établissement. Ainsi, pourra-t-il être exigé, par exemple, qu'une autorisation de déversement soit obtenue avant que ne soit délivrée celle relative à un projet donné (IV).

Outre les conditions figurant dans l'autorisation qui leur est propre, les titulaires d'une autorisation sont automatiquement soumis aux obligations générales édictées par la réglementation, auxquelles ils doivent se conformer, sans qu'il soit nécessaire que celles-ci soient préalablement transcrites dans l'autorisation (voir sous-chapitre 3.2 ci-dessous).

#### **1. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 9. - (...) § 2.** Les autorisations de déversement visées à l'article 6 mentionnent les conditions générales et sectorielles applicables, ainsi que les conditions de déversement dérogeant aux conditions établies par les règlements sur les déversements lorsque de telles dérogations sont autorisées.

L'autorité, compétente pour délivrer une autorisation de déversement, peut fixer les conditions particulières qui devront être respectées par le bénéficiaire de l'autorisation notamment afin d'atteindre ou de maintenir une qualité de l'eau conforme aux exigences des valeurs impératives et des valeurs guides déterminées en vertu de l'article 3.

En outre, l'autorité compétente peut, selon le cas, imposer des conditions relatives:

- à l'implantation de points de contrôle et de dispositifs de contrôle, au fonctionnement correct des instruments de contrôle, à l'accessibilité de ces dispositifs;
- à l'obligation de communiquer à l'autorité compétente les résultats mesurés dans le déversement et dans les eaux, ainsi qu'au mode de transmission de ces communications;
- aux périodes ou aux moments où les déversements sont permis;
- à la séparation des différents types d'eaux usées dont le déversement est autorisé, en eaux domestiques, pluviales, industrielles, agricoles ou en eaux de refroidissement.

Elle assortit les diverses conditions d'un délai de mise en œuvre. (...)

**Article 10.** - L'autorisation est accordée pour une durée déterminée. A défaut de mention dans l'acte d'autorisation, la durée est de quatre ans (...)

## **II. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 9.** - (...) L'autorisation détermine notamment les conditions selon lesquelles les déversements et prélèvements sont effectués ainsi que les modalités du contrôle qui est pratiqué sur ces déversements et prélèvements. (...)

## **III. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 57.** - L'arrêté d'autorisation visé par l'article 56 fixe les normes de qualité et de régénération que doit rencontrer le rejet, compte tenu tant du type d'activité que de la classification de la nappe ou du cours d'eau récepteur, établie suivant l'article 58.

## **IV. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 15.** - L'autorisation de rejet est octroyée au requérant préalablement à la délivrance de l'agrément du projet.

Le ministre habilité à accorder l'autorisation de rejet est celui qui est habilité normalement à autoriser l'ouverture ou l'exploitation de l'établissement. L'octroi de l'autorisation dépend de la conformité dudit projet aux normes en vigueur. (...)

**Article 20.** - Le ministre de l'intérieur, après avis des ministres de l'agriculture et de la santé publique, délivre l'autorisation de rejet pour tout dépôt de déchets à l'exception des déchets industriels sur le sol et dans le sol.

Cette autorisation de dépôt de déchets fixe :

- a. Les limites à l'intérieur desquelles le dépôt est autorisé, compte tenu de la nature du sol et de son relief, de la vulnérabilité des eaux souterraines et de la proximité éventuelle des eaux superficielles ou du rivage de la mer
- b. La capacité maximale du dépôt.
- c. La liste des déchets dont le dépôt est autorisé.
- d. La nature du conditionnement ou du traitement que doivent subir les déchets autorisés.
- e. La liste des déchets dont le dépôt est interdit. L'autorisation prescrit, en tant que de besoin, l'exécution d'aménagement permettant de prévenir l'infiltration et le ruissellement en direction du milieu récepteur, des matières liquides de toutes natures en provenance du dépôt

**V. - FRANCE - Arrêté du 1 mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation**

**Article 21.** - Les valeurs limites de rejet sont fixées dans l'arrêté d'autorisation sur la base de l'emploi des meilleures technologies disponibles à un coût économique acceptable, et des caractéristiques particulières de l'environnement. Des valeurs limites doivent être fixées pour le débit des effluents, pour les flux (débit massique et spécifique) et pour les concentrations des polluants principaux conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les valeurs limites ne doivent pas dépasser les valeurs fixées par le présent arrêté. Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence en vigueur à la date de l'arrêté sont indiquées en annexe 1(a). Les prélèvements, mesures ou analyses sont, dans la mesure du possible, réalisés au plus près du point de rejet dans le milieu récepteur. Toutefois, pour les effluents susceptibles de s'évaporer, ils seront réalisés le plus en amont possible.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. (...)

L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il sera précisé le nom de la rivière ou du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique de rejet.

**B. - Pollution des eaux superficielles**

**B.1. Cas général**

**Article 31.** - Débit, température, pH et couleur.

L'arrêté d'autorisation fixe le débit maximal journalier.

Lorsque le débit maximal journalier autorisé dépasse le 1/10 du débit nominal du cours d'eau ou s'il est supérieur à 100 m<sup>3</sup>/j, l'arrêté d'autorisation fixe également une limite à la moyenne mensuelle du débit journalier ainsi qu'une valeur limite instantanée.

La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C et leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation chimique.

Par ailleurs, la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions du décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991, les effets du rejet mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, doivent également respecter les dispositions suivantes:

- ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salumicoles, de 3 °C pour les eaux exprimicoles et de 2 °C pour les eaux coquillicoles;

- ne pas induire une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire;
- maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques;
- ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 p. 100 des matières en suspension et une variation supérieure à 10 p. 100 de la salinité pour les eaux conchyliques.

**Article 32.** - Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel doivent par ailleurs respecter les valeurs limites suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. (...)

Les exploitants d'installations classées, qui sont autorisés à rejeter des substances visées ci-dessus, doivent adresser tous les quatre ans, au préfet, un dossier faisant le bilan des rejets:

- flux rejetés;
- concentration dans les rejets;
- rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans l'installation.

Ce dossier doit faire apparaître l'évolution de ces rejets et les possibilités de les réduire.

Ce dossier est présenté au conseil départemental d'hygiène par l'inspection des installations classées qui peut proposer le cas échéant un arrêté préfectoral complémentaire.

### 3.1.5 Procédure d'appel

La réglementation peut prévoir la possibilité d'une révision judiciaire ou administrative des décisions relatives aux autorisations, permettant à un juge d'un tribunal ou à un agent de l'administration de rang hiérarchique supérieur à celui ayant pris la décision contestée, d'examiner la conformité de cette décision aux conditions juridiques de fond et de forme applicables. Ce processus de révision constitue un appel. Les règles de fond et de procédure y afférentes (1) ne sont pas sans rappeler le processus utilisé en matière de droit d'utilisation de l'eau visé au paragraphe 2.7. du **Chapitre 1 - Droits d'utilisation de l'eau**.

#### **1. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 14.** - (1.) §2. Un recours est ouvert au demandeur ou au titulaire de l'autorisation contre les décisions prises à son égard. Ce recours doit être introduit dans les trente jours de la notification de la décision. (...)

Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

§3. Le recours est soumis à une commission dont l'Exécutif règle la composition et le fonctionnement. Cette commission communique son avis à l'Exécutif dans le délai d'un

mois. A leur demande, le requérant et, le cas échéant, le titulaire sont entendus par la commission.

§4 Dans les trois mois de l'introduction du recours, l'exécutif confirme, modifie ou infirme la décision qui a fait l'objet du recours. Sa décision est motivée. Elle est notifiée au requérant et le cas échéant, au titulaire de l'autorisation. Si elle modifie ou infirme une décision antérieure qui a été affichée, elle l'est elle-même.

### 3.1.6 Enregistrement des décisions et autorisations

L'enregistrement des demandes auxquelles une suite favorable a été donnée et des autorisations octroyées devrait en principe être prescrit par la réglementation, non seulement aux fins de référence pour les autorités mais aussi pour l'information du public en général. Les registres des autorisations de déversement pourraient ainsi être rendus accessibles au public et faire état de tout changement intervenu dans l'autorisation après sa délivrance (voir paragraphe 3.3. ci-dessous). Aucune réglementation traitant de cet aspect n'a cependant pu être identifiée parmi les textes examinés aux fins du présent manuel.

## 3.2 Obligations générales des titulaires d'autorisation

Outre les conditions stipulées dans l'autorisation de déversement (voir paragraphe 3.1.4 ci-dessus), les titulaires de ces autorisations peuvent être soumis à des obligations générales régissant les modalités de déversement et les mesures de précaution pertinentes, lesquelles visent les aspects suivants.

### 3.2.1 Traitement des eaux déversées et normes de qualité des effluents

Dans la mesure où un déversement de déchets ou une activité ou procédé engendrant un tel déversement ne peut être effectué sans l'obtention préalable d'une autorisation, les titulaires de cette autorisation sont soumis au respect de normes de qualité des effluents prescrites par la réglementation dans le cadre, entre autres, de leur traitement, recyclage, et réutilisation des eaux usées.

Les exemples retenus dans ce manuel se bornent à illustrer le principe énonçant une obligation de traitement et les conditions y afférentes ainsi que, le cas échéant, les autorisations requises à cet égard. Seront cependant écartés du champ de la présente étude les aspects techniques et autres normes et procédés propres au traitement des eaux usées, en particulier lorsqu'est visée l'eau destinée à la consommation humaine.

#### 1. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau

**Article 15.** - (...) 2. Elles sont tenues de construire des installations servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux. Les installations publiques ou privées servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux doivent toujours être exploitées et entretenues de façon rationnelle.

Leurs exploitants doivent périodiquement en vérifier le bon fonctionnement par un organisme agréé par le ministre.

3. Les déversements d'eaux usées ne pourront être effectués directement ou indirectement dans les cours d'eau qu'après avoir subi une épuration appropriée qui tient compte notamment des caractéristiques du cours d'eau récepteur.

Sans préjudice des règlements visés à l'article 8, le ministre peut fixer pour les communes concernées un échéancier selon lequel les eaux usées sont épurées. (...)

## **II. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux**

**Article 102.** - Tout établissement et notamment toute unité industrielle dont les rejets sont reconnus polluants doit prévoir des installations d'épuration. (...)

**Article 137.** - Les eaux usées épurées peuvent être utilisées, soit pour certains besoins du secteur industriel, soit pour les besoins de l'irrigation de certaines cultures dans le secteur agricole.

L'utilisation des eaux usées, même épurées, pour l'irrigation de crudités est interdite.

**Article 138.** - L'irrigation des cultures, autres que celles enées à l'alinéa 2 de l'article 137 ci-dessus, au moyen des eaux usées, même épurées, doit faire l'objet d'une autorisation de l'administration concernée.

Un décret déterminera les modalités et les conditions de délivrance de cette autorisation.

## **III. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 95.** - Les industries utilisatrices d'eau doivent procéder pour leurs besoins au recyclage de l'eau utilisée, toutes les fois que ce recyclage est techniquement et économiquement réalisable, sans préjudice des dispositions prévues par les articles 129 et 130 du présent code.

## **IV. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 3.** - Les rejets, quelle que soit leur provenance, ne doivent en aucun cas altérer la qualité du milieu récepteur telle que fixée par les normes y afférentes.

**Article 4.** - Les eaux usées déversées dans le milieu récepteur doivent être conformes aux normes de rejet fixées selon les modalités prévues par la loi susvisée n° 82-66 du 6 août 1982.

**Article 5.** - Le déversement des eaux usées dans le milieu récepteur ne doit pas, notamment, provoquer de :

- a. formation de boue,
- b. turbidité, coloration, ou formation de mousse,
- c. altération du goût et de l'odeur par rapport à l'état naturel.



- d. modification défavorable de la répartition naturelle de la température.
- e. altération des caractéristiques chimiques du milieu récepteur et modification défavorable de la qualité et de la répartition des substances nutritives.
- f. prolifération indésirable d'algues et de plantes aquatiques supérieures.
- g. formations nuisibles au milieu récepteur, de colonies bactériennes ou de protozoaires.

**Article 6.** - Toutes les eaux usées qui ne répondent pas aux normes de rejet dans le milieu récepteur, doivent être déversées dans les canalisations publiques conformément à la réglementation relative aux conditions de branchement et de déversement des effluents dans le réseau public d'assainissement.

Les conditions d'élimination et de traitement des eaux usées, autres qu'industrielles, qui ne se prêtent pas à l'épuration dans une station centrale du réseau public d'assainissement, sont fixées par arrêté conjoint des ministres de l'intérieur, de l'agriculture et de la santé publique.

Les eaux usées provenant des canalisations urbaines, d'habitation, de chantiers, d'entreprises industrielles, artisanales et commerciales, d'exploitations agricoles et de navires, ainsi que tout autre rejet, ne peuvent être déversées dans le milieu récepteur qu'après avoir subi un traitement conforme aux normes régissant la matière. (...)

**Article 13.** - Les rejets de toute exploitation requérant une autorisation de rejet qui ne sont pas conformes aux normes présentes, doivent subir un prétraitement ou si nécessaire un traitement permettant de satisfaire aux dites normes.

#### **V. - TUNISIE - Arrêté du 20 juillet 1989 portant homologation de la norme tunisienne relative aux rejets d'effluents dans le milieu hydrique**

**Article Premier** - Est homologuée la norme NT 106002 (1989): Protection de l'Environnement - Rejets d'effluents dans le milieu hydrique

**Article 2.** - La norme visée à l'article premier est d'application obligatoire sous réserve des dérogations prévues par l'article 16 de la loi susvisée n° 82-66 du 6 août 1982.

#### **ANNEXE**

(...)

1. Dans tous les cas, elle ne doit pas dépasser une valeur qui sera fixée en fonction des conditions locales et de la teneur en substances nutritives du milieu.
2. En cas de dépassement, elle ne doit pas excéder la température ambiante.
3. Des mesures plus ou moins strictes peuvent être fixées par le ministère de l'agriculture

#### **VI. - GUINEE - Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée**

**Article 31.** - Les eaux usées provenant des canalisations des centres urbains ne peuvent être déversées dans les cours d'eau qu'après avoir subi une épuration telle qu'elles ne puissent provoquer une modification de la vie aquatique du cours d'eau collecteur.

Les entreprises de distribution d'eau potable prendront des mesures pour la construction d'installations d'épuration et d'évacuation des eaux usées des centres urbains.

**Article 32.** - Toute entreprise qui évacue des eaux résiduaires contenant des substances toxiques ou polluantes dans un cours d'eau, dans un lac ou dans les eaux marines territoriales, est tenue de les soumettre à un traitement dans des installations d'épuration jusqu'à élimination de tout danger pour la faune et la flore des eaux où a lieu le rejet.

Il est également obligatoire de traiter avant de les injecter dans les couches géologiques profondes les eaux usées des mines, carrières et autres installations qui ne satisfont pas aux conditions de qualité requises.

## **VII. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 57.** - L'administration définit les conditions d'utilisation des eaux usées. Toute utilisation des eaux usées est soumise à autorisation de l'agence de bassin.

Tout utilisateur des eaux usées peut bénéficier du concours financier de l'Etat et de l'assistance technique de l'agence de bassin si l'utilisation qu'il fait des eaux usées est conforme aux conditions fixées par l'administration et a pour effet de réaliser des économies d'eau et de préserver les ressources en eau contre la pollution.

## **VIII. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 99.** - Les industries sont tenues de procéder au recyclage des eaux utilisées suivant les règles et les normes en vigueur et compte tenu des aspects techniques et socio-économiques.

## **IX. - FRANCE - Arrêté du 1 mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation**

**Article 49.** - Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur ( )

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

### **3.2.2 Modification de la quantité et/ou de la qualité des déchets déversés**

En raison de l'importance critique des quantités et/ou de la nature et de la composition des déversements autorisés, les titulaires d'autorisation sont en principe soumis à l'obligation de ne pas modifier les spécifications quantitatives ou qualitatives stipulées dans l'autorisation.

Il n'est pas à exclure que cette obligation puisse, dans certains cas, être soumise à l'accord préalable des autorités sur les modifications envisagées. Dans cette optique, le titulaire d'une autorisation de déversement pourra être tenu d'aviser l'autorité ayant initialement accordé l'autorisation de toute modification par rapport aux caractéristiques figurant dans l'acte d'autorisation (1). L'on pourrait aussi envisager qu'une nouvelle autorisation soit exigée lorsqu'une modification est proposée à l'occasion d'une demande de renouvellement de l'autorisation.

**L. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 11. - (1.) §2** Sans préjudice de l'application des dispositions pénales, le titulaire d'une autorisation de déversement est tenu d'aviser par écrit l'autorité qui a accordé l'autorisation lorsque les caractéristiques des eaux usées déversées sont modifiées par rapport à ce qui est prévu dans l'acte d'autorisation.

L'introduction d'une demande de modification des conditions dispense de cette déclaration.

### 3.2.3 Dilution des effluents déversés

Les titulaires d'autorisation peuvent être soumis à l'obligation générale de ne pas diluer les effluents couverts par l'autorisation. (1).

**L. - FRANCE - Arrêté du 1 mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation**

**Article 21. - (1.)**

Sauf autorisation expresse, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. (1.)

### 3.2.4 Déversements accidentels

L'obligation générale applicable en cas de déversement accidentel implique d'informer l'autorité compétente de tout événement de cette nature, de maîtriser les conséquences de tout déversement accidentel, d'y remédier ou de supporter les frais des travaux effectués par les autorités à cet égard (1).

**L. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 18. -** Le préfet et le maire intéressés doivent être informés, dans les meilleurs délais par toute personne qui en a connaissance, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de prendre ou faire

prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

Le préfet peut prescrire aux personnes mentionnées ci-dessus les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté ou en circonscrire la gravité, et notamment, les analyser à effectuer.

En cas de carence, et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Le préfet et le maire intéressés informent les populations par tous les moyens appropriés des circonstances de l'incident ou de l'accident, de ses effets prévisibles et des mesures prises pour y remédier.

Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

Sans préjudice de l'indemnisation des autres dommages subis, les personnes morales de droit public intervenues matériellement ou financièrement ont droit au remboursement, par la ou les personnes à qui incombe la responsabilité de l'incident ou de l'accident, des frais exposés par elles. A ce titre, elles peuvent se constituer partie civile devant les juridictions pénales saisies de poursuites consécutives à l'incident ou à l'accident.

### 3.2.5 Contrôle et enregistrement des données

Les titulaires d'autorisation sont en principe soumis à l'obligation de contrôler et d'enregistrer toute mesure et donnée relative aux déversements autorisés (I, II) les autorités pouvant être habilitées à effectuer des contrôles périodiques à cette fin (I).

#### **I. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 14.** - Toute exploitation soumise à autorisation doit effectuer des contrôles périodiques de ses rejets et tenir à cet effet un registre où sont consignés la date et les résultats des analyses effectuées (1).

**Article 21.** - Le ministre ayant délivré l'autorisation est habilité à effectuer à tout moment des visites de récolement et de contrôle pour vérifier l'application de ses prescriptions.

Les analyses sont effectuées par l'administration, le cas échéant par des laboratoires dûment habilités.

Les frais afférents aux analyses ci-dessus mentionnées sont à la charge des établissements bénéficiaires de l'autorisation.

**II. - FRANCE - Arrêté du 1 mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation**

**Article 50.** - Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Article 51.** - Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.

### **3.3 Gestion des autorisations de déversement des déchets**

Le sens et la portée du présent paragraphe ont été traités au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, sous-chapitre 4. Les réglementations contiennent en principe des exigences standards de fond et de forme applicables aux mécanismes de gestion des autorisations: renouvellement, suspension, retrait, et modification des autorisations (I, II). Les dispositions relatives à l'inscription dans les registres des autorisations de déversement de toute action consécutive à l'octroi de ces autorisations, et aux appels formés contre les décisions prises par les autorités administratives compétentes, doivent normalement figurer auprès des dispositions générales relatives, respectivement, aux appels et aux registres (voir paragraphes 3.1.5 et 3.1.6 ci-dessus).

**I. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 17.** - L'autorisation est valable pour une durée de trois ans renouvelable dans les mêmes formes ci-dessus.

Le renouvellement est subordonné, toutefois, à un contrôle du rejet effectué sur les lieux même de l'établissement.

**II. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 11.** - § 1er. L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation peut, avant l'expiration de la durée pour laquelle celle-ci a été accordée, modifier les conditions de déversement:

1° sur demande motivée du titulaire de l'autorisation,

2° sur proposition d'un fonctionnaire de la Région désigné par l'Exécutif, si l'une des caractéristiques des eaux usées déversées est modifiée, ou dans le cas visé à l'article 5, alinéa 1er. ( )

**Article 12.** - L'autorisation de déversement peut être retirée ou suspendue par l'autorité compétente si les conditions de déversement ne sont pas respectées par le titulaire de l'autorisation. La décision de retrait ou de suspension est motivée.

### **3.4 Redevances applicables aux déversements autorisés**

Un système de tarification imposant le paiement de redevances peut compléter le système d'autorisation de déversement des déchets en milieu aquatique, en surface ou en sous-sol. Ces tarifs communément appelés "redevances" sont toutefois distincts des frais de dossier payables lors de la présentation des demandes d'autorisation (voir paragraphe 3.1.2 ci-dessus "Frais de dossier"). Ces derniers sont payables une seule fois, afin de couvrir, du moins initialement, les frais administratifs engendrés par la gestion des demandes. En revanche, les redevances sont dues à intervalles réguliers pour la durée de l'autorisation. Les réglementations fixent les critères et modalités pour le calcul des redevances, la détermination des personnes assujetties et le recouvrement des arriérés.

#### **I. - MAROC - Loi n° 10-95 sur l'eau**

**Article 52.** - (...) Cette autorisation donne lieu au paiement de redevances dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Le recouvrement des redevances peut être poursuivi, dans les conditions fixées par voie réglementaire, tant auprès du propriétaire des installations de déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect, qu'auprès de l'exploitant desdites installations, qui sont conjointement et solidairement responsables du paiement de celles-ci.

#### **II. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 28.** - (...) L'Exécutif peut établir des redevances dues par les entreprises qui déversent leurs eaux industrielles directement dans les eaux de surface.

Il arrête les modalités de perception des redevances.

**Article 31.** - (...) L'Exécutif fixe le montant des redevances prévues aux articles 28 à 30, en tenant compte éventuellement des éléments constitutifs du calcul des tarifs établis par l'autorité nationale.

Le montant des diverses redevances est fixé de telle manière que l'ensemble des recettes escomptées pour l'exercice envisagé couvre l'ensemble des dépenses inscrites pour le même exercice à la section spéciale du budget prévue à l'article 25 et, éventuellement à l'article 26.

### **III. - BELGIQUE - Arrêté du 20 février 1997 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions de mesure du volume de l'eau captée**

**Article 1er.** - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux redevables visés à l'article 5 de l'ordonnance du 29 mars 1996 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées.

Lorsque le redevable ne procède pas à des mesures du volume d'eau usée déversée, conformément à l'article 10, § 1er, alinéa 1er de l'ordonnance, le volume de l'eau déversée est présumé, sauf preuve contraire, égal au volume d'eau captée additionné du volume d'eau porté en compte au cours de la période imposable par le distributeur d'eau conformément à l'article 10, § 1er, alinéa 2 de l'ordonnance. (...)

### **IV. - BELGIQUE - Décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques**

**Article 4.** - ( ) La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées industrielles est proportionnelle à la charge polluante desdites eaux calculée conformément aux formules définies aux articles 6 et 9.

La charge polluante qui est à prendre en considération est celle des eaux usées industrielles déversées au cours de l'année qui précède l'année de taxation ( ).

Les valeurs des paramètres visés à l'article 6 sont les valeurs maximales qui figurent dans l'autorisation de déversement du redevable, pour autant que celle-ci en comporte et que le redevable respecte les termes de l'autorisation ou les valeurs moyennes réelles déterminées aux frais du redevable par un laboratoire agréé par le gouvernement, suivant les directives et sous le contrôle de l'administration.

Lorsque le redevable reste en défaut de communiquer à l'administration les valeurs des paramètres à prendre en compte et que l'administration procède ou fait procéder à des prélèvements et analyses destinés à établir ces valeurs, les frais qui en résultent peuvent être portés à charge du redevable.

Le gouvernement fixe les modalités techniques de détermination des valeurs des paramètres visés à l'article 6.

§ 2. Le redevable peut déduire des valeurs des paramètres MS, DCO,  $X_i$ ,  $Y_i$ ,  $Z_i$ , N et P mesurées sur les eaux usées déversées les valeurs correspondantes mesurées sur l'eau d'approvisionnement aux frais du redevable par un laboratoire d'analyses agréé par le gouvernement, suivant les directives et sous le contrôle de l'administration. La déduction se fait séparément pour chaque paramètre et ne peut avoir pour effet de rendre négatives les valeurs de certains paramètres.

**Article 8.** Si les valeurs des paramètres désignés dans la formule définie à l'article 6 ne sont pas connues de l'administration et ne peuvent être raisonnablement évaluées par elle au départ des éléments d'appréciation dont elle dispose ou si la détermination fiable des valeurs moyennes réelles de ces paramètres se heurte à des difficultés d'ordre technique ou économique, l'administration calcule la charge polluante au moyen de la formule simplifiée définie à l'article 9 ( ).

**Article 6.** - ( ) § 1er. Le volume d'eau auquel s'applique la taxe visée à l'article 12 est déterminé, suivant les règles définies ci-après, au moyen des dispositifs de comptage de l'eau prélevée par le redevable ou, à défaut, sur la base de sa consommation estimée ou de tout autre élément probant dont l'administration dispose pour déterminer sa consommation. Si l'eau est prélevée à la distribution publique, le volume annuel est celui qui figure sur le dernier relevé de consommation d'une période d'un an.

La consommation estimée du redevable est égale au produit du nombre d'unités visées à l'annexe 2 du présent décret par la consommation évaluée correspondante. Le nombre d'unités à prendre en considération est le nombre maximum enregistré dans une même journée dans le courant de l'année de déversement.

§ 2. Pour les personnes qui déversent uniquement des eaux usées domestiques, le volume auquel s'applique la taxe est égal au volume prélevé.

§ 3. Pour les personnes qui déversent des eaux usées industrielles et domestiques, la taxe visée à l'article 12 s'applique à la fraction du volume total prélevé qui est déversée sous la forme d'eau usée domestique.

§ 4. Pour les personnes qui déversent des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques et qui ne répondent pas aux conditions d'exemption visées à l'article 3, 3°, la taxe s'applique au volume total prélevé. Si celui-ci ne peut être déterminé au moyen de dispositifs de comptage, il est égal au volume obtenu en additionnant la consommation présumée du ménage, soit 100 m<sup>3</sup>, et la consommation estimée du cheptel. Le gouvernement détermine les modalités d'estimation de cette consommation des animaux. Il se réfère aux charges polluantes unitaires mentionnées à l'annexe 3 du présent décret.

Le nombre d'animaux à prendre en considération pour chaque catégorie est le nombre d'animaux de cette catégorie gardés ou élevés tel qu'il figure dans la déclaration à l'Institut national de statistique lors du recensement agricole et horticole auquel il est procédé à la date du 15 mai de l'année précédant l'année de taxation.

Pour les personnes qui répondent aux conditions d'exemption, le volume est égal à la consommation présumée de ménage, soit 100 m<sup>3</sup>.

**Article 14.** La taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article 12 par le volume d'eau déterminé à l'article 13. ( )

**Article 6.** - ( ) Article 18. Tout redevable est tenu de déclarer, chaque année, à l'administration tous les éléments nécessaires à l'établissement de sa charge polluante de l'année précédente.

**Article 19.** § 1er. La déclaration est établie sur une formule dont le modèle est établi par le Gouvernement et qui est délivré et adressé directement aux redevables par l'administration avant le 31 janvier de l'année de taxation.

Les redevables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une au siège de l'administration.

En cas de cessation d'activités, le redevable est tenu de réclamer une formule de déclaration à l'administration et de la faire parvenir, dans les deux mois de la cessation d'activités, au siège de l'administration.



§ 2. La formule est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée exacte, datée et signée.

§ 3. Les documents, relevés ou renseignements dont la production est prévue par la formule font partie intégrante de la déclaration et doivent y être joints.

Article 20. La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de l'administration avant le 31 mars de chaque année.

Article 21. La déclaration est vérifiée et le montant de la taxe est établi par l'administration.

Celle-ci prend pour base de calcul de la taxe les éléments déclarés.

Article 22. Tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par l'administration, de lui communiquer, sans déplacement, en vue de vérification, tout document nécessaire à la détermination de la base de calcul.

Il est également tenu de permettre l'accès, à toutes les heures où une activité s'y exerce, de ses locaux, terrains et installations aux fins de contrôles techniques à l'administration ou un organisme désigné par le Gouvernement et mandaté par l'administration.

Sans préjudice du droit de l'administration de demander des renseignements verbaux, tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par l'administration, de lui fournir, par écrit, dans le mois de la demande, tout renseignement qui lui est demandé aux fins de vérifier la base de calcul.

Article 23. Au cas où plusieurs entreprises rejettent en commun leur eaux usées ou effectuent un traitement en commun de celles-ci, la taxe est partagée en parts égales entre les différentes entreprises.

Elles sont tenues, chacune, au respect des dispositions des articles 18 à 22.

Cependant, celles qui peuvent déterminer exactement leur charge polluante peuvent être taxées séparément.

Le reliquat de la taxe est alors réparti par l'administration en parts égales entre les entreprises restantes.

Article 24. Lorsque l'administration estime devoir rectifier les éléments que le redevable a soit mentionnés dans une déclaration répondant aux conditions prévues aux articles 19 à 22, soit admis par écrit, elle notifie à celui-ci le redressement de la charge polluante déclarée auquel elle a procédé.

Toute rectification est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration par l'administration.

Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la taxe ne peut être établi avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la rectification de sa déclaration.

Article 25. § 1er. L'administration peut procéder à la taxation d'office en fonction des éléments dont elle dispose et éventuellement des contrôles qu'elle effectue ou fait effectuer, lorsque le redevable s'est abstenu

1° soit de remettre une déclaration dans les délais prévus par les articles 19, § 1er, et 20;

2° soit d'éliminer, dans le délai consenti à cette fin, le ou les vices de forme entachant sa déclaration;

3° soit de fournir dans le délai prescrit les renseignements écrits qui lui ont été demandés en vertu de l'article 22, § 3.

Elle procède à la taxation d'office dans un délai de deux ans à compter du 31 mars de l'année qui suit l'année de déversement.

§ 2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable sa décision de recourir à cette procédure et les éléments sur lesquels la taxation est basée.

§ 3. Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la taxe ne peut être établi avant l'expiration de ce délai sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la taxation intervenue.

Article 26. Si dans le délai fixé aux articles 24, alinéa 3 et 25, § 3, le redevable notifie son désaccord, partiel ou total, l'administration procède comme suit:

1° si elle peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit le montant de la taxe sur base des éléments préalablement admis ou fixés par elle et revus au regard de ces motifs.

2° si elle ne peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit la taxe sur la base des éléments préalablement admis ou fixés par elle.

Dans le cas d'application du premier alinéa, 2°, l'administration notifie sa décision au redevable dans les deux mois de la réception du désaccord. (...)

Article 28. Le montant de la taxe est porté à la connaissance du redevable par le fonctionnaire chargé du recouvrement, qui adresse au redevable un avertissement-extrait du rôle au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle du dépôt de la déclaration ou de la taxation d'office.

Article 29. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

Article 30. A défaut de paiement de la taxe, des intérêts ou des frais, le premier acte de poursuite pour le recouvrement de la taxe, intérêts et frais, est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable.

Article 31. Le gouvernement détermine:

1<sup>o</sup> le mode à suivre pour les déclarations, la formation des rôles, les paiements, les quittances, les poursuites;

2<sup>o</sup> le tarif des frais de poursuites qui sont à charge du redevable.

Section 2. - Paiement et recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles.

Article 32. Le gouvernement arrête les modalités de perception, de contrôle et de recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles.

Il détermine le tarif des frais de poursuite qui sont à charge du redevable.

Article 33. Le gouvernement peut charger les distributeurs publics d'eau alimentaire d'assurer la perception pour compte de la Région, ou d'y contribuer, auprès de leurs abonnés, de cette taxe, calculée sur le volume total d'eau fourni, sans qu'il résulte pour lesdits distributeurs ou leurs préposés la qualité de comptable de la Région.

Il règle également la tenue des registres par les distributeurs, les modalités de perception et de versement à la Région des montants perçus, et de communication à la Région des renseignements nécessaires au contrôle et à la récupération des taxes éventuellement non perçues.

Article 34. La taxe est payable dans le délai fixé par l'avis de paiement établi par l'administration et adressé au contribuable par le fonctionnaire chargé du recouvrement ou, dans les cas d'application de l'article 33, par le distributeur d'eau, dont la facture portant, distinctement, mention de la taxe, vaut avis de paiement.

Le délai de paiement est d'au moins quinze jours. Il prend cours à partir de la date d'envoi de l'avis de paiement.

Article 35. La taxe que les personnes visées à l'article 13, § 3 et § 4, alinéa 1er, ont acquittée, durant l'année précédente, en application de l'article 33 est imputable sur le montant total de la taxe calculé par l'administration conformément aux articles 10 et 14.

Article 36. A défaut de paiement de la taxe, le premier acte de poursuite pour le recouvrement de la taxe, intérêts et frais est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire délégué par lui.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable (...)

Article 38. Le gouvernement peut charger toute personne de droit public d'effectuer toute mission technique permettant à la Région d'arrêter le nombre d'unités de charge polluante

Article 39. § 1er. Sous réserve de ce qui est prévu aux §§ 2 à 4, l'exécution de la contrainte a lieu suivant les dispositions de la Vème partie, titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée. (...)

Article 40. Le recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire.

Le recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle la contrainte a été rendue exécutoire. (...)

Article 43. A défaut de paiement dans le délai fixé à l'article 29, les sommes dues sont productives, de plein droit dès le lendemain, au profit du Trésor, pour la durée du retard, d'un intérêt au taux de l'intérêt légal.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le montant de la taxe restant dû arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

L'intérêt n'est réclamé que s'il atteint cent francs au total.

Article 44. En cas de remboursement de la taxe, des intérêts moratoires sont alloués au taux de l'intérêt légal.

Les intérêts sont calculés mensuellement sur le montant de chaque paiement arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Aucun intérêt moratoire n'est alloué en cas de remboursement.

1° des surtaxes visées aux articles 24 et 25, effectuées d'office après l'expiration du délai de réclamation;

2° si l'intérêt n'atteint pas cent francs au total " (... )

### **3.5 Sort des déversements ou procédés existants**

Lorsqu'un système d'autorisation de déversement est introduit pour la première fois, ou lorsque des changements importants viennent modifier le système d'autorisation existant, la pratique consiste pour la réglementation nouvelle à prévoir des mesures transitoires pour les opérations de déversement existantes ou pour les activités et procédés en cours et conformes à la loi lors de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

La protection des déversements ou activités existants peut varier, soit qu'elle entraîne l'octroi automatique d'une autorisation, sur la base d'une déclaration préalable ou présentation d'une demande sous réserve de certaines conditions (I), soit qu'elle apparaisse sous forme de délais de grâce octroyés pour pouvoir se conformer aux nouvelles dispositions (II-VIII), sous peine éventuellement de l'imposition d'une amende (IV). Des dispositions particulières peuvent être prévues au profit des demandes d'autorisation en cours lors de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions (IX).

### **I. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 53.** - Tout déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans une eau superficielle ou une nappe souterraine visé à l'article 52 ci-dessus existant à la date de publication de la présente loi, doit, dans un délai fixé par l'agence de bassin, faire l'objet d'une déclaration.

Cette déclaration vaut une demande d'autorisation et est instruite comme telle, sur la base des dispositions prévues dans la présente loi.

### **II. - FRANCE - Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées**

**Article 4.** - Dans le cas d'installations existantes à l'origine de tels rejets pour lesquelles les conditions d'exemption prévues à l'article 3 ci-dessus ne sont pas satisfaites, un report de la mise en application de l'interdiction stipulée par l'article 2 peut être accordé si des difficultés techniques et économiques sérieuses le justifient et si peut être exclu tout risque présent ou futur de dégradation des eaux souterraines réceptrices.

Dans le cas d'un tel report, un arrêté préfectoral complémentaire fixe la date à laquelle l'interdiction doit être effective. En aucun cas cette date ne devra être postérieure de deux ans à la date de publication du présent arrêté.

### **III. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 37.** - Les immeubles et installations existantes destinés à un usage autre que l'habitat et qui ne sont pas soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée ou de la présente loi doivent, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi, être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel.(...)

### **IV. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 59.** - Les propriétaires d'installations de déversement existant antérieurement à la publication du présent décret devront prendre toutes dispositions pour satisfaire, dans un délai de deux ans, aux conditions qui seront imposées à leurs effluents afin d'assurer au milieu récepteur les caractéristiques qu'il devra avoir à l'expiration du ht délai.

**Article 95.** - Le défaut pour un propriétaire d'installation de déversement ou de rejet, existant lors de la publication du présent Code de l'eau, de se conformer dans un délai de deux ans, aux conditions qui lui sont prescrites peut entraîner une amende de 5 000 Frs à 500.000 Frs.

### **V. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 127.** - Sans préjudice des obligations découlant de la législation en vigueur, les propriétaires d'installations de déversement existant antérieurement à la publication du décret prévu à l'article 124 du présent code, doivent prendre toutes dispositions pour

satisfaire dans les délais fixés par le même décret aux conditions qui sont imposées à leur effluent afin d'assurer au milieu récepteur les caractéristiques qu'il doit avoir à l'expiration du dit délai.

L'administration peut prendre, en raison du péril qui pourrait en résulter pour la sécurité ou la salubrité publique, toute mesure immédiatement exécutoire en vue de faire cesser le risque possible.

#### **VI. - TUNISIE - Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur**

**Article 23.** - Les rejets effectués par les installations nouvelles sont soumis aux dispositions du présent décret à partir de sa publication. On entend par "installation nouvelle" tout établissement quel qu'en soit l'usage, qui n'est pas entré en production à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ou tout établissement existant qui a fait l'objet d'un agrandissement ou transformation ayant pour effet d'accroître de plus de 25% la qualité des rejets ou d'en modifier la nature.

**Article 24.** - Les établissements qui sont en cours d'exploitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret, doivent se conformer à ses dispositions et sont tenus de déposer à cet effet leur dossier auprès des services compétents.

Les demandes doivent parvenir aux ministres concernés au plus tard un an à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

#### **VII. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 139.** - Tout propriétaire d'installation de déversement doit, en plus de la déclaration, se conformer, dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent code, à ses dispositions ainsi qu'à celles des décrets ou arrêtés qui seront pris sous son autorité.

#### **VIII. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 75.** - Les autorisations de déversement délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret restent valables. Toutefois, les autorisations de déversement dans une eau de surface ordinaire délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret prennent fin dix ans après la date de leur octroi, mais au plus tôt un an après l'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard le 31 décembre 1992.

Les dispositions du présent décret relatives au retrait des autorisations et à la modification des conditions de déversement s'appliquent aux autorisations de déversement délivrées avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**IX. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 76. - § 1er** Le présent article s'applique aux demandes d'autorisation de déversement introduites avant son entrée en vigueur, mais sur lesquelles, à cette date, une décision finale n'a pas encore été prise.

Les personnes qui ont introduit une demande d'autorisation de déversement quatre ans au plus avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées autorisées jusqu'au jour où une décision expresse est prise sur leur demande; toutefois, le délai pour lequel cette autorisation tacite demeure valable expire, même avant toute décision expresse, deux ans après l'entrée en vigueur du présent décret, ce délai peut être prorogé par arrêté de l'Exécutif pour un terme de deux ans renouvelable. (...)

**4. CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU PAR LA CREATION DE ZONES ET PERIMETRES DE PROTECTION**

Comme cela est indiqué en introduction au présent chapitre, le zonage apparaît dans les réglementations récentes relatives au contrôle de la pollution de l'eau comme un mécanisme-clé en vue de freiner la pollution provenant en particulier de sources "diffuses" - à savoir, notamment, les infiltrations provenant de terres cultivées où ont été utilisés engrais et pesticides. Ce mécanisme peut consister à délimiter les zones soumises à un contrôle particulier ainsi que les zones où, outre ce contrôle, certaines mesures de protection de nature qualitative et quantitative doivent être prises sous forme d'exigences d'autorisation supplémentaire. A ce titre, le contrôle de l'utilisation des sols en général, et le contrôle des pratiques agricoles en particulier, occupent une place importante dans les réglementations plus récentes adoptées en vue de répondre aux menaces que représentent les infiltrations provenant des terres cultivées pour la bonne qualité des réserves d'eau souterraine (IX). Ne seront toutefois pas reproduites ici les mesures énoncées dans les codes de bonnes pratiques agricoles, lesquels sont en général joints en annexe des réglementations.

La création de périmètres de protection peut être déterminée à partir des inventaires de pollution qui ont été effectués préalablement (voir paragraphe 5.2 ci-dessous), et pour tenir compte des modalités et conséquences des drainages des sols et édifices (voir **Chapitre VII - Drainage des sols et édifices**), des exigences de pureté et de disponibilité des ressources en eau destinées à l'approvisionnement en eau du public (**Chapitre V - Approvisionnement en eau du public**, sous-chapitre 9) ou encore du fonctionnement des ouvrages hydrauliques (**Chapitre IV - Mise en valeur des ressources en eau**, sous-chapitre 2). Ce mécanisme fait aussi partie intégrante des mesures de protection visant spécifiquement les eaux souterraines, pour lesquelles l'on se référera au **Chapitre III - Mise en valeur et conservation des eaux souterraines**, sous-chapitre 6.

Outre les conditions de fond et de procédure relatives à la désignation des zones et périmètres de protection (II, IV, V, VII, VIII) donnant éventuellement lieu à l'ouverture d'enquêtes publiques (V), les réglementations précisent les modalités d'adoption des prescriptions obligatoires concernant l'utilisation des sols au niveau national ou pour des zones et périmètres déterminés ainsi que les activités interdites ou soumises à autorisation préalable (I, III, VI, VIII). Elles peuvent aussi indiquer, le cas échéant, les modalités

d'indemnisation des personnes dont les terrains sont affectés par la mise en place des mesures de zonage (III, VI) et prévoir l'établissement de mécanismes de contrôle de l'évolution qualitative et quantitative des ressources en eaux contenues dans ces zones et périmètres de protection (III, IV).

Enfin, peut entrer dans le cadre des mesures de zonage la détermination de l'implantation des industries et autres établissements dangereux dans la mesure où leurs activités peuvent porter atteinte à la qualité et/ou à la disponibilité des ressources en eau. Les activités de ces installations dites « classées » font en général l'objet de réglementations spécifiques, lesquelles, en raison de leur complexité et spécificité, ne sont pas reproduites dans le présent manuel.

#### **I. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 13.** - (...) Si un point de prélèvement, un ouvrage ou un réservoir, existant à la date de publication de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ne bénéficie pas d'une protection naturelle permettant efficacement d'assurer la qualité des eaux, des périmètres de protection sont déterminés par déclaration d'utilité publique, dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau. (...)

**Article 14.** - 1. (...) A l'intérieur de ces périmètres peuvent être interdits ou réglementés toutes activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux.

II. - (...) Les autres activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux peuvent également être soumis à autorisation ou à déclaration par le décret instituant le périmètre de protection. (...)

**Article 35.** - Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique: (...)

les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. (...)

#### **II. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 78.** - Les périmètres de protection sont des zones créées pour préserver les points de prélèvement des eaux des risques de pollution pouvant provenir d'installations diverses établies à proximité.

Ils ont pour objet d'assurer une protection qualitative des eaux prélevées, des nappes souterraines, superficielles, et des fleuves.

**Article 79.** - Un décret pris sur la proposition des ministres chargés de l'hydraulique et de l'assainissement définit les modalités de la détermination des périmètres de protection, de l'enquête hydrogéologique et des servitudes à mettre en œuvre.



**Article 80.** - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'hydraulique et de l'assainissement et du Ministre chargé de l'environnement fixe, pour chaque cas particulier, les hauteurs des périmètres de protection et leurs caractéristiques.

L'autorisation d'utilisation prévue à l'article 2 n'est définitivement acquise au bénéficiaire qu'à la condition expresse que les travaux de protection soient réalisés.

**Article 81.** - La non-réalisation des travaux de protection entraîne le retrait de l'autorisation d'utilisation des eaux sans ouvrir droit à une indemnité d'aucune sorte. (...)

### **III. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 110.** - Le périmètre de protection s'entend, au sens de la présente loi, comme un contour délimitant le domaine géographique à l'intérieur duquel est interdite ou réglementée toute activité susceptible de porter atteinte à la conservation qualitative des ressources en eau.

**Article 111.** - Les activités pouvant faire l'objet d'interdiction ou de réglementation à l'intérieur des périmètres de protection concernent notamment :

- l'exécution des puits ou forages,
- l'exploitation des carrières,
- l'installation de canalisations, réservoirs et dépôts d'hydrocarbures,
- l'installation de canalisations des eaux usées de toute nature,
- l'établissement de toutes constructions,
- l'épandage de fumier, engrais et tous produits destinés à la fertilisation des sols et à la protection des cultures,
- les dépôts d'ordures, immondices, débris, produits radioactifs et, d'une manière générale, tout produit et matière susceptibles d'altérer la qualité de l'eau

**Article 112.** - Doivent faire l'objet d'une protection qualitative :

- les barrages,
- les captages par sources, puits ou forages,
- les réservoirs de stockage,
- les parties vulnérables des nappes souterraines,
- certaines sections d'eau

**Article 114.** - Il est institué, autour des points de prélèvement, les périmètres de protection qualitative prévues à l'article 43 de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement.(...)

**Article 118.** - Toute implantation d'activité à l'intérieur des périmètres de protection rapprochés ou éloignés est soumise à l'accord préalable de l'administration.

**Article 122.** - Les périmètres de protection sont fixés, dans chaque cas, par l'administration compétente conformément à la législation en vigueur.

**Article 123.** - A l'intérieur des périmètres de protection, l'administration se réserve le droit d'effectuer, à tout moment et en tout lieu, toute observation, mesure et contrôle destinés à suivre l'évolution qualitative et quantitative des ressources en eau.

**Article 124.** - Les indemnités dues aux propriétaires de terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

#### **IV. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant l'Code des eaux**

**Article 12.** - Des périmètres d'interdiction peuvent être créés par décret pris après avis de la commission du domaine public hydraulique, dans les zones où la conservation ou la qualité des eaux sont mises en danger par le degré d'exploitation des ressources existantes (...)

**Article 16.** - Des périmètres d'aménagement et d'utilisation des eaux peuvent être définis par décret après avis du Comité national de l'eau dans les zones où les ressources en eau sont ou risquent d'être insuffisantes par rapport aux besoins actuels ou prioritaires programmés.

A l'intérieur de ces périmètres, les plans de répartition des ressources hydrauliques du périmètre considéré sont définis par arrêté du ministre de l'agriculture, après enquête administrative auprès des personnes physiques ou morales susceptibles d'être concernées et avis du Comité national de l'eau, selon la nature et la localisation des besoins à satisfaire.

Le décret prévu à l'alinéa 1er du présent article peut, le cas échéant, mentionner les programmes de dérivation des eaux et les programmes des travaux destinés à permettre ou à assurer la mise en application du plan de répartition des eaux et déclarer d'utilité publique tout ou partie des programmes de dérivation ou des travaux ainsi définis.

**Article 17.** - A l'intérieur des périmètres d'interdiction et des périmètres de sauvegarde, l'administration se réserve le droit d'effectuer sur les cours d'eau, puits et sondages existants toutes les observations et mesures destinées à suivre l'évolution des ressources en eau.

Le propriétaire ou l'exploitant de ces puits, sondages ou cours d'eau, doit en permettre l'accès aux agents qualifiés de l'administration à l'effet d'obtenir tous renseignements sur les débits prélevés et les conditions de ce prélèvement. ( ... )

#### **V. - MAROC - Décret n° 2-97-657 du 4 février 1998 relatif à la délimitation des zones de protection et des périmètres de sauvegarde et d'interdiction.**

**Article 1.-** Les zones de protection immédiate visées à l'article 2, paragraphe c) de la loi susvisée n° 10-95 sont délimitées conformément aux dispositions du décret relatif à la délimitation du domaine public hydraulique, à la correction des cours d'eau et à l'extraction des matériaux.

**Article 2.-** L'établissement des zones rapprochées ou éloignées visées à l'article 2, paragraphe c) de la loi précitée n° 10-95 est fait sur le vu d'une étude qui doit comprendre notamment un rapport hydrologique et hydrogéologique et un rapport d'évaluation de l'état quantitatif et qualitatif de la ressource, de sa vulnérabilité vis-à-vis des dangers de pollution ou de dégradation et, éventuellement, des risques encourus par les ouvrages.

**Article 3.-** L'établissement des périmètres de protection rapprochée visés à l'article 63 paragraphe b) de la loi précitée n° 10-95 est fait soit à l'initiative de l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement soit à la demande de l'organisme exploitant le point de captage d'eau au vu d'une étude comprenant les éléments mentionnés à l'article 2 ci-dessus.

**Article 4.-** Le rapport et les études mentionnées à l'article 2 ci-dessus sont élaboré par l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement ou par l'organisme exploitant le point de captage d'eau lorsque le périmètre est établi à son initiative.

Le cas échéant, l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement peut réaliser ou, lorsque l'établissement des zones de protection rapprochée est fait à la demande de l'organisme exploitant, demander la réalisation d'études supplémentaires qu'il juge nécessaires et dont il précise les éléments constitutifs

Le rapport et les études précitées sont soumis à l'avis du Ministre chargé de l'environnement, ainsi qu'au ministre chargé des pêches maritimes lorsque les zones d'estuaires sont concernées.

**Article 5.-** Les périmètres de protection rapprochée et éloignée sont délimités après enquête publique ne pouvant excéder trente (30) jours, prescrite par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement, et confiée à une commission composée :

- du représentant de l'autorité administrative locale compétente à raison du lieu de situation de la zone à établir, président ;
- du représentant des services préfectoraux ou provinciaux concerné du ministère chargé de l'équipement, secrétaire ;
- du représentant des services préfectoraux ou provinciaux concerné du ministère chargé de l'agriculture ;
- du représentant des services du ministère chargé de l'environnement ;
- du représentant de l'agence du bassin hydraulique concernée ;
- du représentant de la ou des communes concernées ;
- et, le cas échéant, du représentant de l'organisme concerné.

Le président de la commission peut, après avis de celle-ci, inviter à titre consultatif toute personne susceptible d'aider la commission d'enquête dans ses investigations

**Article 6.-** L'ouverture de l'enquête publique est prescrite par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement  
Cet arrêté doit obligatoirement mentionner :

- la date d'ouverture et de clôture des opérations de l'enquête ;
- le lieu de l'enquête ;
- le lieu de situation de la zone à établir ;
- la liste des membres de la commission d'enquête ;
- le lieu de dépôt du dossier d'enquête ainsi que du registre destiné à recueillir les - - observations des intéressés

Ce registre reste à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête

**Article 7.-** L'arrêté d'ouverture d'enquête mentionné ci-dessus est publié par les soins de l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement au Bulletin officiel (édition d'annonces légales, judiciaires et administratives) et/ou inséré dans au moins deux

journaux d'annonces légales et porté à la connaissance du public par les soins de l'autorité administrative locale par tout moyen qu'elle juge approprié.

Il est également affiché dans les locaux de l'autorité administrative locale et de la commune. Cet affichage est constaté, au terme de l'enquête, par des attestations versées au dossier de l'enquête par l'autorité administrative locale et le président du conseil communal.

Les opérations de publicité prévues ci-dessus ont lieu quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête.

**Article 8.-** Pendant la durée de l'enquête, l'autorité administrative locale met à la disposition du public, au siège de la ou des communes concernées, le dossier de l'enquête qui doit comprendre la demande de l'intéressé, les pièces qui l'accompagnent et un registre d'observations, coté et paraphé par ses soins, destiné à recevoir les observations et réclamations éventuelles des tiers.

**Article 9.-** Au terme de l'enquête publique, la commission, réunie par les soins de son président, prend connaissance des observations et réclamations consignées au registre d'observations et, si elle le juge utile, se transporte sur les lieux, pour examiner les observations produites. Elle dresse un procès-verbal dans un délai maximum de dix (10) jours à dater du jour de sa réunion.

Le procès-verbal doit être signé par tous les membres de la commission et contenir l'avis motivé de cette dernière.

**Article 10.-** Les opérations de la commission d'enquête sont homologuées par décret auquel est annexé un exemplaire du plan de délimitation sur proposition de l'autorité gouvernementale, chargée de l'équipement.

**Article 11.-** Le décret qui institue les zones de servitudes en fixe l'étendue et peut interdire ou réglementer les activités suivantes en totalité ou en partie :

- le forage, le creusement de puits, l'exploitation de carrières ;
- l'installation des dépôts de déchets solides d'origine urbaine ou industrielle susceptibles de nuire à la bonne conservation des eaux ;
- l'installation des dépôts ou réservoirs de liquides chimiques, d'hydrocarbures ou d'eaux usées ;
- le transport de produits ou matières nuisibles pour l'eau ;
- l'épandage de fumier, engrais chimiques ainsi que le pacage des animaux ;
- la construction ou la réfection d'immeubles superficiels ou souterrains ;
- les activités sportives et nautiques, en particulier sur les eaux et les abords des lacs et retenues de barrages dont les eaux sont utilisées pour l'alimentation des populations ;
- l'établissement d'étables ;
- la création de cimetières ;
- l'utilisation des produits chimiques en agriculture ;
- l'exercice des activités de loisirs ;
- la création de nouvelles voies de communication ou de nouvelles unités industrielles ;
- les activités forestières polluantes ;
- l'utilisation ou le dépôt de produits radioactifs

**Article 12.-** A l'intérieur des périmètres de protection élargie le décret visé à l'article 11 ci-dessus peut réglementer les activités, installations ou dépôts qui, compte tenu de la

nature des terrains, présentent un danger de pollution pour les eaux du fait de la nature et de la quantité de produits polluants liés à ces activités, installations et dépôts

**Article 13.-** Lorsqu'il y a lieu à délimitation d'une zone de protection rapprochée et d'une zone de protection éloignée, une seule enquête peut être prescrite pour les deux zones et leur délimitation prononcée par un même décret.

**Article 14.-** L'autorité gouvernementale chargée de l'équipement ou l'organisme exploitant le point de captage d'eau, lorsque les zones de protection sont établies à sa demande, est chargée de matérialiser sur le terrain les limites de ces zones.

**Article 15.-** Les administrations compétentes doivent veiller chacune dans son domaine respectif, à la mise en application des réglementations connexes relatives notamment aux établissements classés, aux carrières et à l'urbanisme (...)

**Article 20.-** Les périmètres d'interdiction visé à l'article 50 de la loi n° 10-95 précitée sont établis conformément aux dispositions des articles 16 et 17<sup>12</sup> du présent décret.

**Article 21.-** A l'intérieur des périmètres d'interdiction, à compter de la publication du décret de délimitation du périmètre d'interdiction au *Bulletin officiel*, aucune autorisation ou concession de prélèvement d'eau ne peut être délivrée si les eaux prélevées ne sont pas utilisées en totalité pour l'alimentation humaine ou l'abreuvement du cheptel. Ces autorisations et concessions sont accordées conformément aux dispositions de la loi n° 10-95 sur l'eau et du décret n° 2-97-487 du 6 chaoual 1418 (4 février 1998) fixant les procédures d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique.

#### **VI. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 22. -** En plus du périmètre de protection, il peut exister, à proximité immédiate du point d'eau, un périmètre détenu en pleine propriété par l'Etat ou l'organisme mandaté aux fins de le maintenir en parfait état.

**Article 23. -** Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'hydraulique et de la santé publique fixe, après enquête, l'étendue des terrains à acquérir en pleine propriété ou à réserver s'ils sont déjà domaniaux et la superficie du périmètre de protection. Cet arrêté détermine, en outre, les activités autres que celles prévues à l'article 25, qui sont interdites ainsi que les ouvrages à construire et les précautions à prendre pour protéger le point d'eau

**Article 24. -** Les terrains détenus en pleine propriété par l'Etat ou une collectivité publique doivent, dans la mesure du possible, être clôturés à l'intérieur de la zone de protection; toute activité autre que celle qui consiste à prélever de l'eau par les moyens prévus à cette fin est interdite.

**Article 25. -** A l'intérieur du périmètre de protection, les activités suivantes sont interdites

- le dépôt d'ordures, d'immondices et de débris;
- l'épandage de fumier, l'abreuvement, le parage ou l'élevage d'animaux;

<sup>12</sup> Voir Chapitre III, sous-chapitre 6, exemple IV

- le dépôt d'hydrocarbures ou de toute substance présentant des risques de toxicité (engrais, pesticides, etc.);
- l'exploitation de carrière à ciel ouvert;
- certaines constructions lorsqu'elles sont nommément interdites par un arrêté pris en application des articles 23 à 26 du présent code.

**Article 26.** - En l'absence d'un arrêté particulier pris en vertu de l'article 23, les ministres chargés de l'hydraulique et de la santé publique peuvent, après enquête, prendre des arrêtés conjoints de portée générale fixant, pour chaque catégorie de points d'eau et par zone géographique, les superficies des terrains à détenir en pleine propriété ou à inclure dans les périmètres de protection.

Ces arrêtés de portée générale peuvent imposer des restrictions additionnelles à celles prévues à l'article 25 et déterminent les ouvrages à construire et les précautions à prendre pour assurer la protection des points d'eau.

**Article 27.** - Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou aux occupants des terrains à acquérir en pleine propriété ou compris dans un périmètre de protection sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

## **VII. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 3.** - § 1er. Après avis de la commission prévue à l'article 48, l'Exécutif désigne, modifie et délimite des « zones de protection » dans lesquelles les eaux de surface, en raison notamment de leur utilisation ou de leur destination, doivent être conformes à certaines valeurs paramétriques.

Après avis de la même commission et sans préjudice de l'application des normes internationales obligatoires et des normes légales générales ou sectorielles, l'Exécutif peut fixer, pour des zones de protection désignées et délimitées conformément à l'alinéa 1er, des valeurs impératives et des valeurs guides.

Les mêmes valeurs impératives et les mêmes valeurs guides sont fixées, en vertu de l'alinéa 2, pour toutes les zones de protection dont les eaux de surface ont la même utilisation ou la même destination.

En raison des circonstances propres à la zone considérée ou pour la réalisation d'un programme de réduction de la pollution des eaux de surface établi conformément à l'article 16, l'Exécutif peut cependant fixer des valeurs impératives et des valeurs guides pour une zone de protection déterminée, dérogeant aux normes qu'il a établies pour d'autres zones de même nature.

L'Exécutif use des pouvoirs qui lui sont attribués par les alinéas 1er, 2 et 3 en vue d'atteindre les résultats fixés par les directives prises en exécution du traité instituant la Communauté économique européenne.

Lorsque les limites de deux zones de protection, désignées en raison d'utilisations ou de destinations différentes, coïncident, les eaux de surface doivent être conformes, en ce qui concerne les paramètres communs, aux valeurs paramétriques les plus sévères, tant pour les valeurs guides que pour les valeurs impératives. La même règle est applicable, le cas échéant, à la partie commune aux deux zones.

§ 2. Si cette mesure est nécessaire pour assurer le respect de valeurs paramétriques déterminées dans une zone de protection située en aval, l'Exécutif peut, après avis de la commission prévue à l'article 48, désigner et délimiter des zones d'amont dans lesquelles les eaux de surface doivent être conformes à certaines valeurs paramétriques.

**Article 4.** - L'Exécutif établit et tient à jour l'inventaire des zones désignées en vertu de l'article 3.

Cet inventaire mentionne:

1° les limites de chaque zone et partie de zone;

2° les paramètres et les valeurs paramétriques fixées pour chaque zone, résultat soit des décisions prises par l'Exécutif en vertu de l'article 3, soit des normes légales générales ou sectorielles, soit des normes internationales obligatoires.

L'inventaire des zones de protection et des zones d'amont, ainsi que ses mises à jour, sont publiés au *Moniteur belge*, sans préjudice de la publication des décisions prises par l'Exécutif en vertu de l'article 3 et de la publication des diverses normes légales ou internationales obligatoires dans les zones de protection et les zones d'amont.

#### **VIII. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 19.** - (1. ) 1. La création de zones de protection des eaux est proposée par le ministre, de l'accord du Gouvernement en Conseil.

2. Le ministre ordonne l'établissement d'un dossier comprenant:

- une note indiquant l'objet, les motifs et la portée de l'opération;
- le rapport géologique constatant notamment la rapidité de la relation hydrogéologique entre les zones d'infiltration et les points de prélèvement à protéger;
- la liste des communes incluses, en totalité ou en partie, dans la zone à protéger avec, par commune, l'indication des sections cadastrales correspondantes,
- une carte topographique et les plans cadastraux avec le tracé des limites de la zone à protéger;
- le plan de gestion établissant

(a) les charges imposées aux propriétaires et possesseurs,

(b) les servitudes valant pour la zone protégée,

(c) pour autant que de besoin, les aménagements et les ouvrages répondant à la fonction de la zone protégée.

3. Le ministre adresse, aux fins d'enquête publique, le dossier au commissaire de district territorialement compétent.

Le commissaire de district ordonne le dépôt pendant trente jours du dossier à la maison communale où le public peut en prendre connaissance. Le dépôt est publié par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle et portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai prévu à l'alinéa qui précède, les objections contre le projet doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Ce dossier, avec les réclamations et l'avis du conseil communal, doit être transmis dans le mois de l'expiration du délai de publication au commissaire de district qui transmet ces pièces au ministre avec ses observations.

4. La déclaration de zone de protection des eaux se fait par règlement grand-ducal, le Conseil d'Etat entendu en son avis.

5. Le règlement grand-ducal déclarant zone de protection des eaux une partie du territoire peut imposer aux propriétaires ou aux possesseurs immobiliers des charges et grever les fonds de servitudes visant notamment:

- l'utilisation des eaux;
- la réglementation de l'emploi de pesticides et d'engrais polluants;
- l'interdiction du changement d'affectation des sols.

Les effets de la déclaration de zone de protection des eaux suivent le territoire concerné en quelque main qu'il passe.

**Article 20.** - (...) Il y a lieu à indemnité à charge du bénéficiaire de la servitude grevant un fonds sis dans une zone de protection des eaux et établie en exécution de la présente loi qui met fin à l'usage ou restreint l'usage auquel le fonds est affecté ou normalement destiné.

**Article 21.** - (...) Des secteurs de protection des eaux peuvent être créés et délimités par règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat.

Des règlements grand-ducaux déterminent les mesures de planification générale applicables dans ces secteurs en vue d'assurer la protection des eaux souterraines et superficielles exploitables.

## **IX. - FRANCE - Décret 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole**

**Article 1er.** - 1° Il est dressé un inventaire des zones dites vulnérables qui contribuent à la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates d'origine agricole.

Sont désignées comme vulnérables, compte tenu notamment des caractéristiques des terres et des eaux ainsi que de l'ensemble des données disponibles sur la teneur en nitrate des eaux, les zones qui alimentent les eaux définies aux 2° et 3° ci-dessous.

2° Sont définies comme atteintes par la pollution:

- les eaux souterraines et les eaux douces superficielles notamment celles servant au captage d'eau destinée à la consommation humaine, dont la teneur en nitrate est supérieure à 50 milligrammes par litre;
- les eaux des estuaires, les eaux côtières et marines et les eaux douces superficielles qui ont subi une eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.



3° Sont définies comme menacées par la pollution:

- les eaux souterraines et les eaux douces superficielles, notamment celles servant au captage d'eau destinée à la consommation humaine, dont la teneur en nitrate est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre et montre une tendance à la hausse;
- les eaux des estuaires, les eaux côtières et marines et les eaux douces superficielles dont les principales caractéristiques montrent une tendance à une eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.

4° Pour la réalisation de l'inventaire des zones vulnérables, un programme de surveillance de la teneur des eaux en nitrate d'origine agricole est mis en œuvre sur l'ensemble du territoire.

Le préfet élabore, à partir des résultats obtenus par le programme de surveillance de la teneur des eaux en nitrate d'origine agricole et de toute autre donnée disponible, un projet de délimitation des zones vulnérables en concertation avec les organisations professionnelles agricoles, des représentants des usagers de l'eau, des communes, des personnes publiques ou privées qui concourent à la distribution de l'eau et des associations intervenant en matière d'eau.

Ce projet est soumis pour avis au conseil départemental d'hygiène, au conseil général et au conseil régional intéressés. Il est transmis au préfet coordonnateur de bassin qui, après avis du comité de bassin, arrête la délimitation des zones vulnérables.

L'inventaire des zones vulnérables est rendu public. Pour l'élaboration des schémas d'aménagement et de gestion des eaux, l'inventaire des zones vulnérables fait partie des documents à communiquer au président de la commission locale de l'eau en application de l'article 5 du décret du 24 septembre 1992 susvisé. L'inventaire des zones vulnérable est annexé au schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe.

L'inventaire des zones vulnérables est modifié selon la même procédure que celle prévue pour son adoption. Cet inventaire fait l'objet d'un réexamen au moins tous les quatre ans.

## **5. MECANISMES COMPLEMENTAIRES DE CONTROLE DE LA POLLUTION DE L'EAU**

Les interdictions et conditions de déversement des déchets telles qu'elles sont intégrées dans les autorisations d'utilisation de l'eau ou dans les autorisations de déversement des eaux usées peuvent venir compléter, ou être complétées par d'autres mécanismes de contrôle de la pollution de l'eau. Les mécanismes complémentaires suivants peuvent être prévus par les réglementations.

### **5.1 Planification de la gestion des eaux, y compris la protection de leur qualité contre la pollution**

Les réglementations précisent les conditions de mise en œuvre des mécanismes de planification de la protection des eaux contre la pollution, lesquels prennent généralement place dans le cadre de la planification de la gestion des eaux. Ces conditions visent à permettre au public d'examiner et commenter les plans en cours de préparation, et à assurer l'information du public concernant les plans déjà mis en œuvre. Encourageant ainsi la consultation de tous les acteurs dans le domaine de l'eau - et dont les besoins sont souvent contradictoires -, la mise en place d'instruments de planification requiert l'intervention d'institutions, en particulier au niveau local, chargées, par exemple, d'effectuer les contrôles et enquêtes nécessaires ou de jouer un rôle consultatif et de coordination concernant tout projet susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau dans le périmètre de bassins déterminés (IV).

Révisés de façon périodique, ces plans permettent aux autorités, industries et utilisateurs d'orienter leurs activités à terme plus ou moins long. Ces plans peuvent viser l'ensemble du territoire national, des zones de protection particulières ou certains bassins hydrauliques (I-IV).

#### **I. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 6.** - (...) Sur proposition du ministre, le Gouvernement en conseil arrête sous la forme d'un plan national de gestion des eaux un programme directeur pour la protection des eaux souterraines et superficielles.

Ce plan est élaboré par l'administration de l'environnement sans préjudice des dispositions de l'article 7, en collaboration avec les administrations communales concernées.

Le plan de gestion fournit les données essentielles sur la nature et le calendrier des mesures à prendre en vue de lutter contre la pollution des eaux, d'en favoriser la régénération et d'en promouvoir l'exploitation rationnelle. (...)

#### **II. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 16.** - Un plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau est établi par l'administration pour chaque bassin ou ensemble de bassins hydrauliques. Il a pour objectif principal la gestion des ressources en eau du bassin, eaux d'estuaires comprises, en vue d'assurer quantitativement et qualitativement les besoins en eau, présents et futurs, des divers usagers des eaux du bassin.

Le plan directeur d'aménagement intégré doit notamment définir:

1 - les limites territoriales du ou des bassins auxquels il est applicable;

2 - l'évaluation et l'évolution quantitatives et qualitatives des ressources hydrauliques et des besoins dans le bassin; (...)

5 - les objectifs de qualité ainsi que les délais et les mesures appropriées pour les atteindre, ( . )

8 - les périmètres de sauvegarde et d'interdiction prévus respectivement par les articles 49 et 50 de la présente loi;

9 - les conditions particulières d'utilisation de l'eau, notamment celles relatives à sa valorisation, à la préservation de sa qualité et à la lutte contre son gaspillage.

**Article 17.** - Le plan directeur d'aménagement intégré du bassin hydraulique est établi par l'administration pour une durée d'au-moins 20 ans. Il peut faire l'objet de révisions tous les cinq ans, sauf circonstances exceptionnelles exigeant une modification de son contenu avant cette période. Les conditions et la procédure de son élaboration et de sa révision sont fixées par voie réglementaire.

Le plan directeur d'aménagement intégré du bassin hydraulique est approuvé par décret après avis du Conseil supérieur de l'eau et du climat.

**Article 18.** - Lorsqu'il existe un plan directeur d'aménagement intégré du bassin hydraulique approuvé, toute autorisation ou concession prévue dans la présente loi, ayant pour objet l'utilisation ou l'exploitation du domaine public hydraulique, ne peut être accordée que si elle est compatible avec les objectifs définis dans ledit plan.

### **III. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 16.** - L'Exécutif arrête un programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface. Ce programme est mis à jour chaque année.

Avant d'arrêter le programme pluriannuel comme avant chaque mise à jour, l'Exécutif recueille l'avis de la commission prévue à l'article 43.

Le programme pluriannuel et ses mises à jour annuelles sont communiqués au Conseil régional, lors du dépôt du projet de budget.

§ 2. Le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface indique:

1° la situation existante en ce qui concerne la qualité des eaux de surface, les déversements et leurs effets sur la qualité des eaux;

2° les valeurs impératives et les valeurs guides déjà fixées et celles que l'Exécutif envisage de fixer au cours des années à venir;

3° les moyens qui seront mis en œuvre pour garantir que les eaux de surface répondront à la qualité définie par les valeurs impératives et se rapprocheront de la qualité résultant des valeurs guides;

4° les délais dans lesquels ces moyens seront mis en œuvre;

5° les montants des investissements publics prévus.

§ 3. La mise à jour annuelle du programme pluriannuel ne concerne que les éléments visés au § 2, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>.

§ 4. L'Exécutif peut faire réaliser des études d'optimisation de la gestion qualitative des bassins hydrographiques, concernant tous les éléments qui peuvent influencer la qualité et la protection des eaux de surface.

#### **IV. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 3.** - Un ou des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux fixent pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, telle que prévue à l'article 1er.

Ils prennent en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques et définissent de manière générale et harmonisée les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. Ils délimitent le périmètre des sous-bassins correspondant à une unité hydrographique.

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec leurs dispositions. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions de ces schémas directeurs.

Le ou les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux sont élaborés, à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin, par le comité de bassin compétent dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi.

Le comité de bassin associe à cette élaboration des représentants de l'Etat et des conseils régionaux et généraux concernés, qui lui communiquent toutes informations utiles relevant de leur compétence.

Le comité de bassin recueille l'avis des conseils régionaux et des conseils généraux concernés sur le projet de schéma qu'il a arrêté. Ces avis sont réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois après la transmission du projet de schéma directeur.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est adopté par le comité de bassin et approuvé par l'autorité administrative. Il est tenu à la disposition du public et révisé selon les formes prévues aux articles précédents.

**Article 5.** - Dans un groupement de sous-bassins ou un sous-bassin correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère, un schéma d'aménagement et de gestion des eaux fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation des zones humides, de manière à satisfaire aux principes énumérés à l'article 1er. Son périmètre est déterminé par le schéma directeur mentionné à l'article 3; à défaut, il est arrêté par le représentant de l'Etat, après consultation ou sur proposition des collectivités territoriales et après consultation du comité de bassin.

Pour l'élaboration, la révision et le suivi de l'application du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, une commission locale de l'eau est créée par le représentant de l'Etat.

Elle comprend:

- pour moitié, des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, qui désignent en leur sein le président de la commission;
- pour un quart, des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées. Ces associations doivent être régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans à la date de la création de la commission et se proposer, par leurs statuts, la sauvegarde de tout ou partie des principes visés à l'article 1er;
- pour un quart, des représentants de l'Etat et de ses établissements publics.

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux dresse un constat de l'état de la ressource en eau et du milieu aquatique. Il recense les différents usages qui sont faits des ressources en eau existantes.

Il prend en compte les documents d'orientation et les programmes de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des syndicats mixtes, des établissements publics, des autres personnes morales de droit public, ainsi que des sociétés d'économie mixte et des associations syndicales de la loi du 21 juin 1865 ayant des incidences sur la qualité, la répartition ou l'usage de la ressource en eau.

Il énonce, ensuite, les priorités à retenir pour atteindre les objectifs définis au premier alinéa, en tenant compte de la protection du milieu naturel aquatique, des nécessités de mise en valeur de la ressource en eau, de l'évolution prévisible de l'espace rural, de l'environnement urbain et économique et de l'équilibre à assurer entre les différents usages de l'eau. Il évalue les moyens économiques et financiers nécessaires à sa mise en œuvre. Il doit être compatible avec les orientations fixées par le schéma directeur mentionné à l'article 3 de la présente loi, s'il existe.

Le projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux, élaboré ou révisé par la commission locale de l'eau, est soumis à l'avis des conseils généraux, des conseils régionaux et du comité de bassin intéressés. Le comité de bassin assure l'harmonisation des schémas d'aménagement et de gestion des eaux entrant dans le champ de sa compétence.

Le projet est rendu public par l'autorité administrative avec, en annexe, les avis des personnes consultées. Ce dossier est mis à la disposition du public pendant deux mois.

A l'issue de ce délai, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, éventuellement modifié pour tenir compte des observations du public, des avis des communes, des conseils généraux, des conseils régionaux et du comité de bassin, est approuvé par l'autorité administrative. Il est tenu à la disposition du public.

Lorsque le schéma a été approuvé, les décisions prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives et applicables dans le périmètre qu'il définit doivent être compatibles ou rendues compatibles avec ce schéma. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions du schéma.

La commission locale de l'eau connaît des réalisations, documents ou programmes portant effet dans le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et des décisions visées à l'alinéa ci-dessus.

Un décret fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

## 5.2 Inventaire de la pollution et des ressources en eau

L'inventaire de la nature et de l'ampleur de la pollution des ressources en eau ainsi que de ses origines peut être considéré comme étant une condition préalable à la mise en oeuvre d'un programme intégré de contrôle de la pollution, et comme la première étape dans la planification de la protection de la qualité des eaux contre la pollution. Les réglementations reproduites ci-dessous en fixent les modalités.

### I. - GUINEE - Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée

**Article 37.** - L'OMVEG assure l'établissement du fonds de données sur la qualité des eaux par des mesures systématiques, élabore les plans de l'économie de la qualité des eaux des rivières et bassins fluviaux, publie les résultats ainsi que les données sur les conditions de décharge des eaux usées dans les eaux de surface et souterraines.

A la constitution du fonds de données sur la qualité des eaux usées contribuent toutes les organisations qui effectuent des analyses physico-chimiques des eaux.

### II. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau

**Article 5.** - (...) Les eaux souterraines et les eaux superficielles, appartenant ou non au domaine public, et dont la liste est arrêtée par le ministre ayant dans ses attributions l'administration de l'environnement, désigné dans la présente loi par «le ministre» sont l'objet d'un inventaire national établissant leur qualité

Des monographies sont établies pour chacune de ces eaux d'après des critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques pour déterminer la qualité de chacune d'elles.

Elles servent notamment de base au plan national de gestion des eaux prévu par l'article 6. Ces documents sont l'objet d'une révision périodique générale et d'une révision immédiate chaque fois qu'un changement important affecte l'état de l'eau.

L'inventaire est établi par l'administration de l'environnement sans préjudice des dispositions de l'article 7. (...)

### III. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux

**Article 125.** - Dans un délai de trois ans après la promulgation du présent code, les eaux superficielles, cours d'eau, canaux, laes et sehkas sont l'objet d'un inventaire établissant leur degré de pollution.

L'état de chacune d'elles est établi d'après des critères physiques chimiques, biologiques et bactériologiques.

Cet inventaire fait l'objet d'une révision périodique générale et d'une révision immédiate chaque fois qu'un changement exceptionnel ou imprévu affecte l'état de ces eaux.

**IV. - MAROC - Décret n° 2-97-787 du 4 février 1998 relatif aux normes de qualité des eaux et à l'inventaire du degré de pollution des eaux.**

**Article 3.-** L'inventaire du degré de pollution des eaux superficielles et souterraines visé à l'article 56 de la loi n° 10-95 précitée, est effectué par l'agence de bassin hydraulique au moins une fois tous les cinq (5) ans.

A cet effet, le directeur de l'agence adresse aux services concernés des autorités gouvernementales chargées de l'intérieur, de l'agriculture, de l'équipement, de la santé publique, de l'industrie, de l'énergie et des mines et de l'environnement un rapport dans lequel il indique la période durant laquelle l'inventaire du degré de pollution des eaux aura lieu et précise notamment la liste des points d'eau et/ou de déversement où seront effectués les prélèvements en vue de la détermination des caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques.

Ces services disposent d'un délai de trente (30) jours pour se prononcer. Passé ce délai, leur avis est réputé favorable.

**Article 4.-** Sur le vu des avis des services précités le directeur de l'agence de bassin procède, en collaboration avec les services relevant des autorités gouvernementales chargées de l'équipement et de l'environnement, à l'inventaire du degré de pollution des eaux superficielles et souterraines, au cours d'une campagne dont il précise, par décision, la durée et les dates d'ouverture et de clôture.

Le directeur de l'agence de bassin pourra, en tant que de besoin, faire appel aux services compétents des autres départements ministériels.

**Article 5.-** Les données et résultats de cet inventaire sont consignés dans des fiches d'inventaire qui sont centralisées et exploitées au niveau de chaque agence de bassin et mis à la disposition des services de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics.

**Article 6.-** Des cartes de vulnérabilité à la pollution des nappes souterraines sont établies par l'agence de bassin.

**Article 7.-** Un rapport de synthèse des données et résultats mentionnés à l'article 5 ci-dessus, comprenant des cartes de vulnérabilité à la pollution des nappes souterraines, est élaboré par l'agence de bassin et mis à la disposition du public.

**Article 8.-** L'agence de bassin procède à la mise à jour des fiches d'inventaire et des cartes de vulnérabilité à la pollution des nappes souterraines tous les cinq (5) ans et chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

Cette mise à jour se fait dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 3 et 4 ci-dessus.

**Article 9.-** Les spécifications techniques et les caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques visées au dernier alinéa de l'article 56 de la loi n° 10-95 précitée et auxquelles les cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs doivent répondre en fonction de l'utilisation de l'eau, sont fixées par arrêté conjoint des autorités gouvernementales chargées de l'équipement et de l'environnement, après avis des autorités gouvernementales chargées de l'intérieur, de l'agriculture, de la santé

publique, de l'industrie et de l'énergie et des mines. Ces spécifications et ces caractéristiques constituent les objectifs de qualité.

Le délai dans lequel la qualité de chaque milieu récepteur devra être améliorée, visé au même alinéa de l'article 56 précité est fixé par arrêté conjoint des autorités gouvernementales chargées de l'équipement et de l'environnement.

### **5.3 Normes de qualité de l'eau (normes "ambiantes")**

Les normes de qualité de l'eau ou normes "ambiantes" sont en principe déterminées en fonction des différentes catégories et utilisations de l'eau. La réglementation précise la procédure et les critères de classification des eaux, et les normes ambiantes applicables respectivement aux différentes catégories d'eau et utilisations (I-IV).

#### **I. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 8.** - (...) 2. Des règlements grand-duaux peuvent prescrire des mesures relatives à la régénération des eaux; les règlements peuvent notamment:

- établir les critères de qualité auxquels les eaux doivent répondre pour certaines utilisations, telles que l'alimentation en eau potable et la baignade, et déterminer le délai dans lequel l'amélioration de la qualité de chaque milieu récepteur doit être atteinte en conformité notamment avec l'inventaire national de la qualité des eaux et le plan national de gestion des eaux (...).

#### **II. - MAROC - Décret n° 2.97-787 du 4 février 1998 relatif aux normes de qualité des eaux et à l'inventaire du degré de pollution des eaux.**

**Article 1.** - Conformément à l'article 51 de la loi n° 10-95 susvisée les normes de qualité auxquelles une eau doit satisfaire selon l'utilisation qui en sera faite, ont pour objet de définir

- 1 - les procédures et les modes opératoires d'essai, d'échantillonnage et d'analyse ;
- 2 - la grille de qualité des eaux définissant des classes de qualité permettant de normaliser et d'uniformiser l'appréciation de la qualité des eaux ;
- 3 - les caractéristiques physico-chimiques, biologiques et bactériologiques notamment
  - des eaux alimentaires destinées directement à la cuisson ou à la préparation, au conditionnement ou à la conservation des denrées alimentaires destinées au public ;
  - de l'eau destinée à la production de l'eau potable ;
  - de l'eau destinée à l'irrigation ;
  - de l'eau usée destinée à l'irrigation ;
  - des eaux piscicoles

**Article 2.** - Les normes de qualité sont fixées par arrêté conjoint des autorités gouvernementales chargées de l'équipement et de l'environnement après avis de l'autorité gouvernementale chargée de la santé publique et du ministre dont relève le secteur concerné par lesdites normes. Elles font l'objet de révisions tous les dix (10) ans ou chaque fois que le besoin s'en fait sentir.



### **III. - BELGIQUE - Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juin 1992 établissant le classement des eaux de surface**

**Article 3.** - Le présent chapitre s'applique aux eaux ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons. (...)

**Article 5.** - Les zones d'eaux cyprineales doivent respecter les paramètres physico-chimiques, chimiques et microbiologiques figurant à l'annexe du présent arrêté

Le ministre peut fixer des valeurs plus sévères pour les paramètres indiqués dans le présent arrêté ainsi que des valeurs pour d'autres paramètres. (...)

**Article 6.** - Les valeurs indiquées dans la colonne I de l'annexe sont des valeurs impératives, celles indiquées dans la colonne G sont des valeurs guides.

**Article 7.** - (...) Le ministre établit des programmes en vue de réduire la pollution des eaux cyprineales et d'assurer que les eaux désignées soient conformes aux valeurs fixées à l'annexe du présent arrêté ainsi qu'au remarques figurant dans les colonnes G et I de l'annexe.

**Article 8.** - § 1er. Les eaux cyprineales sont censées être conformes au présent arrêté, si les échantillons de ces eaux prélevés selon la fréquence minimale prévue à l'annexe, en un même lieu de prélèvement et pendant une période de douze mois, montrent qu'elles respectent les valeurs fixées conformément à l'article 6 ainsi que les remarques figurant dans les colonnes G et I de l'annexe, en ce qui concerne:

1° 95 p.c. des échantillons pour les paramètres suivants: pH, DBO, ammoniac non ionisé, ammonium total, nitrates, phosphates, chlore résiduel total, zinc total et cuivre soluble. Si la fréquence de prélèvement d'échantillons est inférieure à un échantillon par mois, les valeurs et remarques susmentionnées doivent être respectées pour tous les échantillons;

2° les pourcentages spécifiés à l'annexe pour les paramètres suivants: température et oxygène dissous;

3° la concentration moyenne fixée pour le paramètre des matières en suspension.

§ 2 Le non-respect des valeurs fixées ou des remarques figurant dans les colonnes G et I de l'annexe n'est pas pris en considération dans le calcul des pourcentages prévus au paragraphe 1er lorsqu'il est la conséquence d'inondations ou autres catastrophes naturelles. (...)

**Article 10.** - Afin d'assurer le respect des valeurs paramétriques d'une zone de protection située en aval d'un point donné, l'exécutif peut désigner et délimiter des zones d'amont où les eaux de surface doivent satisfaire à certaines valeurs paramétriques.

**Article 11.** - Le ministre peut déroger au présent arrêté:

1° pour certains paramètres marqués (G) dans l'annexe, en raison de circonstances météorologiques exceptionnelles ;

2° lorsque les eaux désignées subissent un enrichissement naturel en certaines substances qui provoque le non-respect des valeurs prescrites à l'annexe (...)

**Article 13.** - L'application des mesures prises en vertu du présent arrêté ne peut en aucun cas avoir pour effet d'accroître, directement ou indirectement, la pollution des eaux douces de surface.

#### **IV. - BELGIQUE - Loi du 24 mai 1983 relatif aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usages déterminés**

**Article unique.** - (...) le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre ayant l'environnement dans ses compétences, après consultation des exécutifs régionaux, déterminer les normes générales qui définissent les objectifs des qualité auxquels doivent satisfaire les eaux de surface à usages déterminés.

Les valeurs concrètes des normes se limiteront aux obligations découlant du traité instituant la Communauté économique européenne et des autres organisations internationales, pour autant que celles-ci aient arrêté des dispositions en ce domaine. (...)

#### **5.4 Prélèvements d'échantillons et analyses des eaux et effluents**

Les prélèvements et analyses des eaux où sont déversés les déchets constituent un complément essentiel aux mécanismes de contrôle de la pollution de l'eau examinés jusqu'ici, dans la mesure où les prélèvements et analyses permettent (a) de déterminer l'ampleur de la pollution et (b) de contrôler les progrès enregistrés en matière de lutte contre la pollution en général, et plus particulièrement, ceux relatifs au respect des exigences et autres normes réglementaires.

Dans les exemples visés ci-dessous, les réglementations précisent les conditions et procédures de prélèvement et d'analyse ainsi que le pouvoir des autorités compétentes dans ce domaine.

##### **I. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 62.** - Toute personne, désignée par les ministres chargés de l'hydraulique ou de la santé ou de l'environnement, a libre accès à toute installation ou propriété en vue de faire des prélèvements ou constatation en rapport avec l'application de la présente section. (...)

##### **II. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 42.** - L'Exécutif arrête les méthodes d'échantillonnage, d'analyse et d'inspection des eaux de surface, la fréquence des contrôles et les règles selon lesquelles le respect de la qualité des eaux sera apprécié en conformité avec les dispositions de même objet régulièrement prises pour l'application des normes générales et sectorielles. (...)

**Article 67.** - § 1er. L'Exécutif arrête les règles d'agrément des laboratoires chargés des analyses officielles. L'Exécutif peut arrêter, dans le respect des méthodes normalisées dans les pays de la Communauté européenne lorsqu'elles existent, les modalités de prélèvement des échantillons, fixer les modèles de protocoles d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses

entre les laboratoires, ainsi que les règles de financement du coût des analyses et prélèvements

§ 2. L'analyse est effectuée par un laboratoire agréé selon les règles définies en vertu du § 1er. L'échantillon est double. Si une personne est déjà à ce moment présumée comme étant l'auteur du déversement, ou si le rejet analysé est présumé provenir d'un établissement déterminé et identifié à ce moment, la personne intéressée ou son représentant doit être invitée à assister à la contre-analyse, qui est effectuée par un autre laboratoire agréé.

§ 3. Si les conditions générales et sectorielles prescrivent des règles en ce qui concerne les méthodes d'analyse et d'échantillonnage ou si l'Exécutif en a imposées en vertu du § 1er, ou si encore les règles sont prescrites par l'acte d'autorisation de déversement, les prélèvements d'échantillons, analyses et contre-analyses doivent être conformes à ces règles.

§ 4. Les analyses exécutées conformément au présent article font foi de manière irréfutable lorsqu'elles sont confirmées par la contre-analyse effectuée régulièrement. Les protocoles d'analyse et de contre-analyse et le déroulement de ces opérations sont actés dans le procès-verbal établi par un fonctionnaire ou agent mentionné à l'article 66 ou par un officier de police judiciaire. Copie du procès-verbal est transmise à l'exploitant de l'installation et à l'auteur présumé du déversement.

### **III. - MAL' RITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 79.** - Les agents chargés de l'hygiène dans les circonscriptions médicales doivent effectuer périodiquement des prélèvements d'échantillons d'eau de chaque puits public ou privé afin de les faire analyser par les laboratoires spécialisés. Ces agents peuvent, sur la base des résultats d'analyse des échantillons, proposer la suspension provisoire ou définitive de l'exploitation du puits ou simplement des restrictions d'usage. Les analyses ainsi effectuées ne donnent lieu à aucune perception de frais de contrôle (...)

**Article 83.** - Les agents ou fonctionnaires du service chargé du contrôle doivent assurer le contrôle de la qualité des eaux, l'examen périodique du degré de pollution des cours d'eau, nappes souterraines et proposer l'élaboration de nouvelles normes. Ils ont libre accès à toute installation.

**Article 84.** - Les frais de contrôle sont à la charge du service distributeur ou du concessionnaire.

### **IV. - BELGIQUE - Arrêté de la Région Wallonne du 6 novembre 1987 portant désignation des agents compétents pour prélever ou faire prélever des échantillons d'eau ainsi que pour rechercher et constater les infractions au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 1er.** - Sont compétents pour prélever ou faire prélever des échantillons en matière de protection des eaux de surface contre la pollution:

1° les ingénieurs relevant de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement - Inspection générale de l'eau - ainsi que les fonctionnaires et agents

techniques de cette direction, désignés par le directeur général des ressources naturelles et de l'environnement;

2° les agents des provinces et des communes chargés de la gestion, de l'entretien et de la surveillance des cours d'eau non navigables, ainsi que les autres fonctionnaires et agents techniques des provinces et des communes mandatés par les autorités provinciales et communales;

3° le personnel des laboratoires agréés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 octobre 1987.

## **V. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 106.** - Les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application peuvent être constatées par tout procédé utile et notamment par des prélèvements d'échantillons. Les prélèvements d'échantillons donnent lieu, séance tenante, à la rédaction de procès-verbaux.

**Article 107.** - Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur, s'il est en présence du propriétaire ou de l'exploitant de l'installation de rejet, doit l'informer de l'objet du prélèvement et lui remettre un échantillon sous scellé. Le procès-verbal mentionne cette information. (...)

## **VI. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 24.** - (...) Les personnes visées à l'article 22 sont habilitées notamment à (...)

3. ... prélever ou faire prélever, aux fins d'examen ou d'analyse, des échantillons de produits, matières ou substances fabriqués, utilisés, manipulés, stockés, déposés ou extraits, étant ou susceptibles d'être à l'origine d'une pollution. Les échantillons sont pris contre délivrance d'un accusé de réception. Une partie de l'échantillon, cachetée ou scellée, est remise à l'exploitant, au propriétaire ou détenteur quelconque, à moins que ceux-ci n'y renonceraient expressément ou que des raisons techniques ne s'y opposent.

(...)

## **6. CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI**

Les titulaires d'une autorisation de déversement sont soumis aux obligations figurant dans l'autorisation et aux obligations d'ordre général prescrites par les réglementations. Le public se doit lui aussi de respecter certaines obligations telles que, notamment, celle de ne pas déverser de déchets en surface ou en sous-sol, ou de ne pas entreprendre certaines activités ou procédés sans l'obtention préalable d'une autorisation auprès de l'autorité compétente. Bien qu'un respect spontané de ces obligations soit attendu de la majorité des citoyens en général et des titulaires d'autorisation de déversement en particulier, la réglementation vise néanmoins à dissuader tout manquement en sanctionnant toute violation des dispositions.

Celles-ci comprennent les peines classiques d'amendes et d'emprisonnement (VII). Une utilisation particulière des amendes peut être effectuée dans le cadre du contrôle de la pollution de l'eau en ayant recours au mécanisme d'astreinte, sanctionnant tout déversement illégal du paiement par jour d'une amende jusqu'à ce que soit mis fin à ce déversement (V, VIII, XII).

Dans le cadre de circonstances précises, l'application de mesures spécifiques peut être prévue dans l'optique à la fois de prévenir ou de faire cesser un trouble, et de sanctionner une violation des dispositions. Aux côtés des mesures de suspension et de retrait des autorisations (II), d'autres mesures (obligation de remise en l'état, travaux d'aménagement; II, V, VIII; publication du jugement (VII)) peuvent être prescrites par les autorités compétentes, ces dernières se voyant généralement attribuer un pouvoir assez large de prendre toute mesure nécessaire pour prévenir ou faire cesser le trouble (II-VII, XI) y compris le pouvoir d'interdiction temporaire de fonctionnement de l'installation contrevenante (VI, VII, VIII, X, XI).

Rappelons que l'application de ces mesures ne fait pas obstacle à l'imposition d'une amende ni au recours aux dispositions et sanctions relevant du droit pénal général, de la responsabilité civile (V, X) ou d'autres législations telles que la loi sur la protection de l'environnement par exemple.

Comme cela a déjà été constaté dans le cadre du **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, la recherche et la constatation des infractions font partie intégrante du contrôle de l'application de la loi et, à ce titre, font l'objet de dispositions spécifiques (I, II, VII, XII), cela notamment afin de limiter tout abus de la part des autorités.

Le contrôle de l'application de la loi peut être mis en oeuvre en donnant pouvoir aux autorités compétentes d'accéder à la propriété privée, de l'inspecter, d'y effectuer des prélèvements et analyses (voir ci-dessus paragraphe 5.4), d'y installer des équipements de contrôle et de suivi (I, II, XI-XIII), etc. Pouvoir peut aussi être conféré aux autorités de transiger avec les contrevenants dans certaines circonstances (IX).

Le propriétaire des lieux peut, par ailleurs, se voir obliger d'assister les autorités dans le cadre des pouvoirs qui leurs sont conférés (II, XII).

A moins qu'un tel droit ne leur soit déjà reconnu en vertu du droit commun, le droit d'agir en justice des associations - notamment écologiques - peut être expressément prévu par la réglementation (II, XII).

Enfin, afin de favoriser l'application des dispositions réglementaires, des mesures de soutien, notamment financier, peuvent être prévues pour le respect des conditions applicables aux déversements, la mise en oeuvre desquelles pouvant en effet engendrer une charge financière conséquente pour les opérateurs (VII).

#### **I. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 57.** - Les agents et fonctionnaires chargés du contrôle doivent assurer le contrôle de la qualité des eaux, l'examen périodique du degré de pollution des cours d'eau, nappes souterraines, et proposer l'élaboration de nouvelles normes.

Ils ont libre accès à toute installation.

**Article 58.** - Les frais de contrôle sont à la charge du service distributeur ou du concessionnaire.

**Article 81.** - La non-réalisation des travaux de protection entraîne le retrait de l'autorisation d'utilisation des eaux sans ouvrir droit à une indemnité d'aucune sorte.

Les frais de dossier et d'études engagés par l'administration restent à la charge du demandeur de l'autorisation (...)

**Article 89.** - Les infractions prévues au présent Code sont constatées par les officiers et agents de police judiciaire, les agents et fonctionnaires commis à cet effet. Ces agents et fonctionnaires commissionnés doivent relever des services de l'hydraulique, de l'équipement rural, de l'assainissement, de la santé, de l'environnement ou des eaux et forêts.

**Article 90.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 89 sont commissionnés. Ils prêtent serment devant le tribunal de première instance de la circonscription administrative où ils sont appelés à servir.

**Article 91.** - Les infractions constatées font l'objet d'un procès-verbal dûment notifié au contrevenant.

**Article 92.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 89 peuvent avoir accès aux domiciles privés et dépendances:

- soit en présence ou sur réquisition du procureur de la République, du juge d'instruction ou du juge de paix;
- soit sur mandat délivré expressément par les autorités judiciaires compétentes.

**Article 93.** - Avec l'assentiment exprès de la personne dont le domicile est visité, les visites domiciliaires peuvent se faire à toute heure du jour et de la nuit, par les agents et fonctionnaires commissionnés désignés ci-dessus.

**Article 94.** - Les actions et poursuites sont exercées directement par les ministres chargés de l'hydraulique et de l'assainissement ou leurs représentants dûment mandatés, devant les juridictions compétentes, sans préjudice du droit du ministère public près lesdites juridictions.

**Article 95.** - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 89 peuvent, en cas de flagrant délit et dans les conditions prévues par les lois en vigueur, procéder à l'arrestation des délinquants et les conduire devant le procureur de la République ou le juge de paix compétent.

**Article 96.** - Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents et fonctionnaires ci-dessus peuvent requérir la force publique (...)

**Article 103.** - Le juge saisi des poursuites en vertu des dispositions du présent Code peut faire application, sur réquisition du ministère public, agissant à la requête des ministres chargés de l'hydraulique et de l'assainissement, ou d'office, des dispositions des articles 196 et suivants du Code des obligations civiles et commerciales relatives à l'astreinte.

## **II. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 19.** - Sont chargés de procéder à la recherche et à constatation des infractions aux dispositions de la présente loi ainsi que des textes et des décisions pris pour son application :

1° Les agents assermentés et commissionnés, appartenant aux services de l'Etat chargés de l'environnement, de l'agriculture, de l'industrie, de l'équipement, des transports, de la mer, de la santé et de la défense; (...)

4° Les agents des douanes;

5° Les agents habilités en matière de repression des fraudes;

6° Les agents assermentés et commissionnés à cet effet de l'Office national de la chasse et du Conseil supérieur de la pêche;

7° Les chercheurs, ingénieurs et techniciens assermentés de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer;

8° Les officiers de port et officiers de port adjoints;

9° Les ingénieurs en service à l'Office national des forêts et les agents assermentés de cet établissement, visés à l'article L. 122-7 du Code forestier;

10° Les agents assermentés et commissionnés des parcs nationaux,

Les gardes champêtres commissionnés à cet effet peuvent être habilités à constater les infractions mentionnées au présent article dans des conditions déterminées par décret.

**Article 20.** - En vue de rechercher et constater les infractions, les agents mentionnés à l'article 19 ont accès aux locaux, aux installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, à l'exclusion des domiciles et de la partie des locaux qui sert de domicile aux intéressés. Les propriétaires et exploitants sont tenus de leur livrer passage. Les agents ne peuvent accéder à ces locaux qu'entre 8 heures et 20 heures, ou en dehors de ces heures si l'établissement est ouvert au public, ou lorsqu'une activité est en cours.

Le procureur de la République est préalablement informé des opérations envisagées en vue de la recherche des infractions. Il peut s'opposer à ces opérations.

**Article 21.** - Les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application sont constatées par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les procès-verbaux doivent, sous peine de nullité, être adressés dans les cinq jours qui suivent leur clôture au procureur de la République. Une copie en est également remise, dans le même délai, à l'intéressé.

**Article 22.** - Quiconque a jeté, déversé ou laissé s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont, même provisoirement, entraîné des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés à l'article L. 212-2 du Code rural et à l'article 6

du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation; en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, sera puni d'une amende de 2 000 F à 500 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. Lorsque l'opération de rejet a été autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté n'ont pas été respectées.

Le tribunal pourra également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.

Ces mêmes peines et mesures sont applicables à quiconque a jeté ou abandonné des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires. (...)

**Article 36.** - (...) V (...) Article L. 35-10. - Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L. 35-1 et L. 35-3 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service. (...) )

**Article 42.** - Les associations régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant par leurs statuts la sauvegarde de tout ou partie des intérêts visés à l'article 2, peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions de cette loi ou des textes pris pour leur application et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs que ces associations ont pour objet de défendre.

### **III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 33.** - L'administration peut prendre, en raison du péril qui pourrait en résulter pour la sécurité ou la salubrité publique, toute mesure immédiatement exécutoire en vue de faire cesser le trouble occasionné par les déversements ou immersions de substances nocives. (...)

**Article 71.** - (...) Il pourra en outre être ordonné la destruction de ces installations et le déguerpissement des lieux de leurs auteurs sans que ceux-ci ne puissent prétendre à une quelconque indemnisation.

### **IV. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 44.** - (...) Tout instrument qui concourt au dit déversement ou rejet peut être confisqué ou supprimé (...).

Le refus pour un propriétaire d'installation de déversement ou de rejet de se conformer aux dispositions de la présente loi dans le délai prescrit entraîne, en plus du paiement de 500.000 francs, la suppression de l'installation considérée (...)



## **VI. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 118.** - (...) Les propriétaires, exploitants et gérants des établissements dont proviennent les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects de matières constituant l'infraction, peuvent être déclarés solidairement responsables du paiement des amendes et frais de justice dus par les auteurs de ces infractions. (...)

**Article 120.** - En cas de condamnation à une peine prononcée en vertu des articles 118 et 119, le tribunal fixe le délai dans lequel les travaux et aménagements rendus nécessaires par la réglementation doivent être exécutés. Si les circonstances l'exigent, il peut, dans les cas où il n'y aurait pas lieu de procéder à des travaux ou aménagements, fixer un délai au condamné pour se soumettre aux obligations résultant de ladite réglementation.

En cas de non-exécution des travaux, aménagements ou obligations dans le délai prescrit, le contrevenant est passible d'une amende de 1 200 à 5.000 dirhams, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de toutes autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

En outre, le tribunal peut, après audition du représentant de l'administration ou de l'agence de bassin, prononcer, jusqu'à l'achèvement des travaux, des aménagements ou de l'exécution des obligations prescrites, soit une astreinte dont le taux par jour de retard ne peut dépasser un quatre millième du coût estimé des travaux ou aménagements à exécuter, soit l'interdiction d'utiliser les installations qui sont à l'origine de la pollution.

**Article 121.** - Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 3 à 12 mois et d'une amende de 1 200 à 5.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura fait fonctionner une installation en infraction à une interdiction prononcée en application de l'alinéa 3 de l'article 120 ci-dessus.

En outre, le tribunal peut également autoriser l'administration, sur sa demande, à exécuter d'office et aux frais du contrevenant les travaux ou aménagements nécessaires pour faire cesser l'infraction.

## **VI. - MARIITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 128.** - Quiconque effectue un déversement ou rejet dans une nappe souterraine ou un cours d'eau, lac, étang et d'une façon générale dans les eaux domaniales, sans avoir obtenu l'autorisation prévue à l'article 72, ou qui, après avoir obtenu l'autorisation, refuse de s'y conformer, peut se voir condamner à une amende calculée proportionnellement aux dégâts causés. De plus, la suppression ou la suspension de l'ouvrage générateur des eaux ou matières déversées, ou des installations de déversement peut être prononcée sans toutefois donner lieu à une compensation.

**Article 129.** - Le défaut pour un propriétaire d'installation de déversement ou de rejet existant à l'entrée en vigueur du présent code, de se conformer dans un délai de deux ans aux conditions qui lui sont applicables, peut entraîner, en plus d'une amende de 5.000 à 20.000 ouguiya, la suspension ou la suppression de l'installation considérée.

## **VII. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 5.** - Lorsqu'il est constaté, dans une zone de protection, que les eaux de surface ne sont pas conformes aux valeurs impératives, l'Exécutif prend les mesures nécessaires pour que ces eaux retrouvent la qualité exigée.

A cet effet, il applique une ou plusieurs des mesures suivantes:

- si une condition de l'autorisation n'est pas respectée par l'auteur d'un déversement dans une zone de protection, son autorisation de déversement lui sera retirée;
- si une condition de l'autorisation n'est pas respectée par l'auteur d'un déversement en amont d'une zone de protection, son autorisation de déversement lui sera retirée;
- après avis de la Commission prévue à l'article 48, les conditions des autorisations de déversement, accordées dans la zone de protection et en amont de celle-ci, seront modifiées en tout ou en partie.

L'Exécutif peut, en outre, interrompre temporairement une certaine utilisation des eaux de la zone de protection, si la réglementation de cette utilisation relève de la compétence de la Région. Dans le cas contraire, l'Exécutif notifie à l'autorité compétente les raisons qui pourraient justifier une suspension temporaire de l'autorisation de cette utilisation. (...)

**Article 21.** - L'Exécutif peut allouer des subventions aux entreprises supportant une charge financière exceptionnellement élevée pour remplir les conditions auxquelles une autorisation de déversement leur a été accordée.

L'Exécutif détermine les règles selon lesquelles ces subventions sont accordées. (...)

Ces subventions font l'objet de conventions entre la Région et l'entreprise bénéficiaire.

**Article 22.** - L'Exécutif peut allouer des subventions aux entreprises appartenant à un secteur ou à plusieurs secteurs industriels qui ont entrepris ou qui vont entreprendre des recherches et des essais afin de découvrir soit un procédé de fabrication moins polluant, soit un procédé d'épuration plus efficace. Ces subventions font l'objet des conventions entre la Région et l'entreprise bénéficiaire. Ces conventions peuvent stipuler au profit de la Région des clauses relatives à la propriété intellectuelle du résultat des recherches et des essais. (...)

**Article 43.** - 1er. En cas de pollution grave et soudaine des eaux ou de menace immédiate de pollution grave, l'Exécutif peut prendre d'office toutes les mesures nécessaires pour éviter ou réduire la pollution; il peut aussi charger le gouverneur de la province ou le bourgmestre de prendre les mesures d'urgence qu'il leur indique.

L'Exécutif détermine la date à laquelle prennent fin les mesures d'urgence; il peut fixer des dates différentes pour certaines ou pour chacune des mesures qu'il a prises ou prescrit de prendre. L'Exécutif peut charger le gouverneur de la province ou le bourgmestre de déterminer la date à laquelle prennent fin les mesures d'urgence prises par ceux-ci en vertu de l'alinéa 1er.

2. L'Exécutif peut accorder, suivant les modalités d'un règlement qu'il établit, des avances récupérables aux autorités chargées, en vertu du 1er., de prendre des mesures d'urgence.

3. L'Exécutif peut créer un service d'intervention immédiate dont il règle l'organisation et les missions. Il peut prévoir la participation des pouvoirs subordonnés à ce service. Il peut aussi conclure des contrats avec des particuliers ou des entreprises pour assurer certaines tâches entrant dans sa mission. (...)

**Article 49.** - 1. ) Les déversements infractionnels sont punissables encore qu'ils aient été commis que par négligence ou abstention fautive d'agir.

Toutefois, s'il n'y a pas de récidive, le responsable ne sera passible que de la peine d'amende prévue à l'article 50, s'il a averti sans délai, soit la police ou la gendarmerie, soit le service d'intervention immédiate visé à l'article 43.

**Article 51.** - Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement:

1° celui qui détruit ou détériore volontairement des installations d'épuration et de mesures de pollution, ou en empêche le fonctionnement correct, de quelque façon que ce soit; celui qui tente de détruire ou de détériorer volontairement ces mêmes installations;

2° celui qui s'oppose à l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance des agents désignés en vertu du présent décret.

3° celui qui refuse ou néglige d'exécuter une mesure d'urgence ordonnée par l'Exécutif, le gouverneur de la province ou le bourgmestre en vertu de l'article 43, § 1er;

4° celui qui, étant tenu d'effectuer une déclaration en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, s'abstient de produire cette déclaration volontairement incomplète ou inexacte dans l'intention d'éluder l'application du présent décret ou des arrêtés pris en exécution.

**Article 52.** - Si une condamnation est prononcée en vertu de l'article 49 ou de l'article 54, le juge peut, soit à la demande du procureur du Roi, à la demande de la Région ou à la demande de la partie civile, soit d'office, prononcer, en vue de rétablir une situation équivalant à celle qui aurait existé sans l'infraction, l'interdiction d'utiliser ou de faire fonctionner pendant la durée qu'il fixera, mais qui ne pourra excéder un an, l'installation ou les appareils qui sont à l'origine de la pollution entraînée par l'infraction.

Le juge peut prononcer cette interdiction même si l'installation ou les appareils sont la propriété d'un tiers ou font partie de l'établissement exploité par un tiers. Toutefois, dans ce cas, l'interdiction ne pourra être prononcée à l'égard de ce tiers qu'il aura été appelée au procès et qu'il aura eu l'occasion de faire valoir ses moyens de défense. (...)

**Article 54.** - Est puni des peines prévues, selon le cas, aux articles 49, 50 ou 51:

1° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, ne lui a pas donné les moyens nécessaires pour respecter les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, compte tenu de la mission qu'il avait assignée à la personne employée;

2° celui qui, étant l'employeur d'une personne visée à ces articles, a confié à celle-ci une mission pour laquelle elle n'avait pas les connaissances lui permettant de s'en acquitter dans le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, sans avoir vérifié de manière adéquate qu'elle avait ces connaissances;

3° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, savait qu'une infraction allait être ou avait été commise et a manqué de l'empêcher ou de remédier à ses effets, bien qu'il en ait eu la possibilité

**Article 55.** - L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes, des frais et des frais de justice auxquels sont condamnés ses préposés à la suite d'une infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution commise dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions

Toute personne morale est civilement responsable du paiement des amendes, des frais de justice auxquels ses organes sont condamnés à la suite d'une infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution commise dans l'exercice ou l'occasion de leurs fonctions. ( . )

**Article 57.** - § 1er. En cas d'infractions (...), le juge peut ordonner la publication du jugement aux frais du contrevenant ou de son complice dans un maximum de trois journaux qu'il désigne, dans le délai qu'il fixe.

§ 2. (...) la confiscation peut aussi être prononcée à l'égard de choses mobilières qui ont servi ou ont été destinées à commettre l'infraction lorsqu'elles sont la propriété du complice et y compris en cas d'application de l'article 85 du Code pénal.

**Article 58.** - § 1er. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à deux cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui, dans l'intention d'éluider le paiement de tout ou partie des redevances dont il est débiteur, contrevient aux dispositions du présent décret relatives aux redevances ou aux dispositions réglementaires prises en exécution de celles-ci

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende égale au double de la taxe éludée et d'un montant minimal de cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement celui qui, dans l'intention d'éluider le paiement de tout ou partie des taxes dont il est le débiteur, contrevient aux dispositions du présent décret relatives aux taxes ou aux dispositions réglementaires prises en exécution de celles-ci. ( . )

**Article 61.** - ( . ) Les employeurs, personnes physiques ou morales, sont responsables civilement et solidairement des amendes et frais auxquels sont condamnés leurs préposés, leurs administrateurs, leurs gérants ou leurs liquidateurs pour infraction aux articles 58 et 59. ( . )

**Article 64.** - L'Exécutif peut établir des peines contre les infractions aux règlements pris en vertu du présent décret, qui ne sont pas réprimées par l'un des articles du présent chapitre. Ces peines ne pourront excéder les peines de police.

**Article 65.** - Les peines prévues aux articles 62 à 64 peuvent être portées au double du maximum si, dans le délai de deux ans à dater d'une condamnation antérieure pour infraction à l'un de ces articles, prononcée par une décision passée en force de chose jugée, une nouvelle infraction au même article est commise par le même auteur. (...)

**Article 66.** - § 1er. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif sont compétents pour rechercher et constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues aux articles 49, 50-4° et 52. Une copie du procès-verbal est transmise dans les dix jours à l'exploitant de l'installation d'où provient le déversement ou le dépôt et à l'auteur présumé du déversement ou du dépôt.

§ 2. Les fonctionnaires et agents désignés conformément au § 1er, ainsi que les officiers de police judiciaire, peuvent pénétrer de jour et de nuit dans les établissements ou installations, à l'exclusion des lieux destinés à l'habitation, lorsqu'ils ont des raisons de croire que s'y commet une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution, ainsi que sur les terrains entourant ces installations.

Dans le même cas, mais moyennant l'autorisation préalable du juge du tribunal de police, ils peuvent pénétrer dans les habitations privées; les visites dans les habitations privées doivent s'effectuer entre 8 et 18 heures et être faites conjointement par deux fonctionnaires et agents au moins.

Les fonctionnaires et agents désignés conformément au § 1er peuvent requérir l'assistance des autorités communales pour l'exécution de leur mission. Ces autorités leur prêteront main-forte si besoin.

§ 3. Même si aucune infraction n'a encore été constatée, les fonctionnaires et agents désignés conformément au § 1er, ainsi que les officiers de police judiciaire, peuvent prélever des échantillons des eaux déversées et des eaux réceptrices. Il est dressé sur-le-champ procès-verbal de l'opération de prélèvement; une copie de ce procès-verbal est transmise à l'exploitant de l'installation et à l'auteur présumé du déversement comme il est prévu au § 1er.

§ 4. L'Exécutif peut désigner en vertu du § 1er des fonctionnaires et agents de la Région, de l'Etat, des provinces, des communes, ou de l'organismes d'épuration; ces fonctionnaires doivent être assermentés. En vue de l'exécution de leur mission, ils peuvent se faire accompagner de personnes non assermentées.

§ 5. Les fonctionnaires et agents désignés en vertu du § 1er et les officiers de police judiciaire peuvent en cas de flagrant délit se saisir de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre une infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, enfin de tout ce qui pourra servir à établir ladite infraction.

§ 6. Les fonctionnaires et agents désignés en vertu du § 1er et les officiers de police judiciaire peuvent adresser un avertissement avant de constater une infraction. (...)

**Article 68.** - § 1er. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction à l'article 49, dans le cas où les eaux continuent à être gravement polluées et où des mesures d'urgence doivent être prises, l'Exécutif ou l'un des fonctionnaires et agents désignés par lui conformément à l'article 66, § 1er, peut interdire l'utilisation des installations et appareils suspectés d'être à l'origine de la pollution et faire apposer les scellés sur ces installations et appareils. Les mesures prises dans ces circonstances produisent leurs effets jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur les poursuites judiciaires.

§ 2. Toute personne intéressée peut demander par requête au président du tribunal de première instance siégeant comme en matière de référé le retrait des mesures prises en application du § 1er du présent article.

# **VIII. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 139.** - (...) le tribunal fixe le délai dans lequel les travaux, aménagements ou toute autre obligation rendus nécessaires doivent être exécutés. (...)

En outre, le tribunal peut, après audition du représentant de l'administration, prononcer, jusqu'à l'achèvement des travaux ou aménagements ou l'exécution des obligations prescrites, soit une astreinte dont le taux par jour du retard ne peut dépasser un 1/4000ème du coût estimé des travaux ou aménagements à exécuter, soit l'interdiction d'utiliser les installations qui sont à l'origine de la pollution. (...)

Le tribunal peut également autoriser l'administration sur sa demande à exécuter d'office les travaux ou aménagements nécessaires pour faire cesser l'infraction.

# **IX. - TUNISIE - Loi 95-70 du 17 juillet 1995 relative à la conservation des eaux et du sol**

**Article 32.** - (...) le Ministre chargé de l'agriculture et le Ministre chargé de l'environnement et de l'aménagement du territoire peuvent, selon la source d'établissement du procès-verbal, transiger avec les contrevenants à charge pour ces derniers, de remettre les ouvrages et les travaux endommagés en leur état d'origine.

Dans le cas où deux procès-verbaux sont établis pour une même infraction, seul le premier procès-verbal est pris en compte.

# **X. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 108.** - Lorsque la pollution des eaux met en danger la santé publique ou cause préjudice à l'économie nationale, l'administration décide de l'arrêt du fonctionnement de l'unité qui est responsable jusqu'à la disparition de cette pollution. (...)

**Article 157.** - Lorsqu'une infraction aux prescriptions de la présente loi et des textes ultérieurs pris pour son application, cause un dommage au domaine public ou à des tiers, le contrevenant est condamné, en plus des peines prévues par la présente loi et des textes subséquents, aux frais de la réparation du dommage causé.

# **XI. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 35.** - (...)

Si, au cours de ces visites de surveillance, il relève une anomalie tenant soit à l'altération de la qualité de l'eau, de nature à la rendre inapte aux usages qui en sont faits, soit à la modification des conditions du prélèvement ou de l'exploitation, de nature à compromettre la conservation de la ressource, il propose au ministre dont il relève la suspension de l'exploitation ou la suppression de l'installation ou du travail.

Cette suspension, ou cette suppression, fait l'objet d'un arrêté pris, après avis du chef du village, par le Ministre chargé de l'hydraulique. En cas de suspension, cet arrêté en fixe la durée.

Si la suspension de l'exploitation, ou la suppression de l'installation, causent un préjudice à l'exploitant, il peut solliciter une indemnité de l'administration au paiement de laquelle celle-ci peut se soustraire en lui offrant un ouvrage de remplacement d'importance équivalente. (...)

**Article 62.** - Toute personne désignée par les ministres chargés de l'hydraulique ou de la santé ou de l'environnement, a libre accès à toute installation ou propriété en vue de faire des prélèvements ou constatation en rapport avec l'application de la présente section (...).

## **XII. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 22.** - (...) Les infractions à la présente loi et à ses règlements d'exécution sont recherchées et constatées par

- les officiers de police judiciaire de la police et de la gendarmerie;
- les agents de la police et de la gendarmerie;
- les agents de la douane en exercice de leurs fonctions;
- les fonctionnaires de l'administration de l'environnement de la carrière des ingénieurs, des laborantins, des ingénieurs-techniciens et des expéditionnaires techniques.

Dans l'exercice de leurs fonctions relatives à la présente loi, les fonctionnaires ainsi désignés ont la qualité d'officier de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. (...)

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile siégeant en matière civile le serment suivant:

«Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité». (...)

**Article 23.** - (...) Les personnes visées à l'article 22 peuvent visiter, pendant le jour et même pendant la nuit et sans notification préalable, les installations, locaux, terrains, aménagements et moyens de transport assujettis à la présente loi et aux règlements à prendre en vue de son application.

Cette disposition n'est pas applicable aux locaux d'habitation. Toutefois, et sans préjudice des dispositions de l'article 33 (1) du Code d'instruction criminelle, s'il existe des indices graves faisant présumer que l'origine d'une infraction à la loi et aux règlements pris pour son exécution se trouve dans les locaux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire entre six heures et demie et vingt heures par deux de ces agents, agissant en vertu d'un mandat du juge d'instruction.

Elles signalent leur présence à l'exploitant ou au détenteur de l'installation, des locaux, terrains, aménagements ou moyens de transport, ou le cas échéant, à son remplaçant ou au propriétaire ou occupant d'une habitation privée. Ces derniers peuvent les accompagner lors de la visite.

**Article 24.** - (...) Les personnes visées à l'article 22 sont habilitées notamment à

1. procéder ou faire procéder à des essais d'appareils ou de dispositifs provoquant ou susceptibles de provoquer des pollutions ou destinés à les combattre,

2. demander communication de tous livres, registres et fichiers relatifs à une installation ou activité au sens de la présente loi, en vue d'en vérifier la conformité, de les copier ou d'en établir des extraits;

(...)

4. saisir et au besoin mettre sous séquestre les appareils, dispositifs, produits, matières ou substances de nature à provoquer des pollutions, ainsi que les documents les concernant.

Les opérations dont question au présent article ne peuvent se dérouler qu'en présence des intéressés ou ceux-ci dûment appelés.

Les exploitants responsables d'un établissement, d'une installation, d'appareils ou de dispositifs ainsi que leurs préposés, les propriétaires ou détenteurs de matières, substances ou produits, les propriétaires et locataires d'une habitation privée, les propriétaires et usagers de moyens de transports, ainsi que toute personne responsable d'une activité généralement quelconque, susceptibles de tomber sous les prévisions de la présente loi ou de ses règlements d'exécution, sont tenus, à la réquisition des organes chargés du contrôle, de faciliter les opérations auxquelles ceux-ci procèdent en vertu de la présente loi.

En cas de condamnation, les frais occasionnés par les mesures et examens sont mis à charge des prévenus. Dans tous les autres cas, ces frais sont supportés par l'Etat. (...)

**Article 26.** - (...) Sous réserve d'autres dispositions plus sévères, les infractions aux prescriptions de la présente loi et à ses règlements d'exécution ainsi qu'aux mesures prises en vertu desdites dispositions légales et réglementaires seront punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de deux mille cinq cent un à cinq millions de francs ou d'une de ces peines seulement (...)

Le juge ordonne, aux frais des contrevenants, le rétablissement des lieux dans leur état antérieur chaque fois qu'une infraction aux dispositions de la présente loi et à ses règlements d'exécution ainsi qu'aux mesures prises en vertu desdites dispositions légales et réglementaires a été commise. Le jugement de condamnation fixe le délai, qui ne dépassera pas un an, dans lequel le condamné aura à y procéder.

La condamnation au rétablissement des lieux peut être assortie d'une astreinte dont le juge fixe le taux par jour de retard.

Cette astreinte court à partir de l'expiration du délai fixé pour le rétablissement des lieux jusqu'au jour où le jugement a été complètement exécuté.

Le recouvrement de l'astreinte est fait au nom du procureur d'Etat par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Pour le surplus, le jugement est exécuté à la requête du procureur général d'Etat et de la partie civile, chacun en ce qui le concerne. En aucun cas les associations dont question à l'article 27 de la présente loi ne peuvent poursuivre l'exécution du jugement de condamnation en ce qui concerne le rétablissement des lieux en leur état antérieur.

**Article 27.** - (...) Les associations agréées en application de l'article 43 de la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une



infraction au sens de la présente loi et portant un préjudice aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre, même si elles ne justifient pas d'un intérêt collectif dans lequel elles agissent se couvrant entièrement avec l'intérêt social dont la défense est assurée par le ministère public.

**XIII. - MAROC - Décret n° 2-97-575 du 4 février 1998 relatif à l'utilisation des eaux usées**

**Article 14.-** Toute personne commissionnée par le Ministre chargé de l'équipement ou l'Agence de bassins hydraulique peut accéder aux installations d'épuration et au de pompage, aux ouvrages d'adduction et aux lieux d'utilisation en vue de procéder aux contrôles nécessaires à la préservation de l'hygiène et de la salubrité publique.

## CHAPITRE III

### MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES EAUX SOUTERRAINES

Voir aussi:

**Droits d'utilisation de l'eau (Chapitre I)**  
**Prévention et contrôle de la pollution de l'eau (Chapitre II)**  
**Approvisionnement en eau du public (Chapitre V)**  
**Redevances (Chapitre VIII)**

## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Objet du Chapitre

Les ressources hydrauliques souterraines ont toujours joué un rôle essentiel pour répondre aux demandes des régions du monde où la quantité d'eau est insuffisante. Dans ces régions, précédant en cela les autres, les Etats ont affirmé leur rôle de gardien de cette ressource précieuse, et ont limité les forages incontrôlés de puits et autres opérations de sondage. Cette tendance s'est répandue ailleurs en raison, d'une part, du fait que l'eau souterraine remplit une fonction importante en tant que source d'eau de grande qualité pour les utilisations prioritaires, et d'autre part, de la menace que font peser les pompages excessifs et la pollution sur cette fonction. L'Etat tend donc à se substituer aux propriétaires privés dans le rôle de gardien des eaux se trouvant en sous-sol, offrant un cadre juridique de référence pour la gestion des ressources hydrauliques souterraines.

Ainsi, au fur et à mesure qu'augmente le rôle de l'Etat, s'accroît et se répand le concept de "gestion" des ressources en eaux souterraines. Ce concept comprend désormais un ensemble de fonctions distinctes, du contrôle des activités de forage et de construction des puits à l'affectation des ressources disponibles aux différentes utilisations concurrentes, et de la protection des eaux souterraines contre la pollution à la recharge artificielle des nappes surexploitées ou à l'utilisation combinée des eaux de surface et des eaux souterraines. Certaines de ces fonctions ressemblent aux fonctions propres à la gestion des ressources en eau en général, que celles-ci soient souterraines ou de surface. Tel est le cas, par exemple, de la protection des eaux souterraines contre toute pollution. Outre ces fonctions "communes" - "communes" au sens où le type de ressource en eau gérée n'importe pas -, il existe un certain nombre de fonctions propres à la gestion des eaux souterraines.

Celles-ci incluent la prospection (c'est à dire la recherche d'eau souterraine pour s'assurer de sa présence et de sa disponibilité en quantité suffisante et de qualité justifiant son prélèvement), l'exercice de la profession de foreur de puits étant donné les qualifications spécifiques qui peuvent être requises, la recharge artificielle des nappes souterraines à laquelle il peut être fait recours en plus du processus naturel lorsque celui-ci est sous pression. De ces fonctions propres à la gestion des eaux souterraines, la première peut porter à confusion en ce que les activités de forage et de construction des puits ont un objectif double

qui est, à la fois, de s'assurer de la présence de l'eau souterraine et de prélever cette eau pour la mettre en valeur et l'utiliser. Dans la mesure où la prospection et l'exploitation des eaux souterraines ne sont en général pas traitées séparément dans les réglementations, le présent chapitre traitera de ces activités sans distinguer s'il s'agit de forage et de construction de puits aux fins de prospection ou d'exploitation.

En raison des conflits potentiels pouvant naître entre les différents utilisateurs, le contrôle des activités de forage et de construction des puits, et donc dans une certaine mesure la prévention des conflits, constitue aujourd'hui une attribution relevant directement de l'État. Par conséquent, l'alternative qui consistait à confier le soin aux intéressés et aux tribunaux de trancher les litiges relatifs à la prospection et au prélèvement des eaux souterraines perd de plus en plus de terrain. Compte tenu de cette tendance générale, le présent chapitre traitera des mécanismes d'application du pouvoir de l'État en matière de contrôle de l'utilisation des eaux souterraines.

## 1.2 Techniques législatives

En règle générale, le contrôle administratif relatif au forage et à la construction des puits s'effectue sur la base d'une déclaration préalable, de l'octroi d'une autorisation ou d'une exigence d'enregistrement. Ce contrôle n'est pas sans rappeler celui mis en oeuvre dans le cadre de l'utilisation de l'eau en général décrit au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**. Ces exigences peuvent viser les activités de forage, creusement ou construction de puits et l'exercice de la profession de foreur. Elles présentent souvent de nombreuses similitudes quant au principe de contrôle, aux formalités et procédures applicables et aux conditions requises.

Ainsi n'est-il pas rare de trouver des dispositions visant indifféremment les eaux superficielles ou souterraines et les soumettant au même régime, la gestion des eaux souterraines étant plus fréquemment traitée dans le cadre de la réglementation applicable à la gestion des eaux en général que dans une réglementation distincte.

Les prescriptions réglementaires peuvent s'appliquer automatiquement ou être appliquées de manière ponctuelle, à la discrétion des autorités, notamment dans le cadre d'une zone déterminée et non pas sur toute l'étendue du territoire national. Dans cette hypothèse, un mécanisme de détermination ou classement des zones d'eau souterraine sous contrôle complète le mécanisme de contrôle des forages de puits, et restreint son application à un certain nombre de zones déterminé (voir sous-chapitre 6 ci-dessous). Les systèmes d'autorisation et de zonage sont aussi utilisés dans les réglementations pour la recharge artificielle des eaux souterraines.

Le contrôle de la pollution des eaux souterraines proprement dit, lorsqu'il n'est pas fait de distinction entre eaux de surface et souterraines à cette fin, est traité dans le cadre du **Chapitre II - Prévention et contrôle de la pollution de l'eau**.

## **2. DECLARATION PREALABLE DES ACTIVITES DE FORAGE ET DE CONSTRUCTION DE PUITS**

La déclaration préalable auprès des autorités d'un projet de forage ou de construction de puits ou de captage peut être prescrite par la réglementation en remplacement des exigences d'autorisation (I-IV).

L'obligation de déclaration peut s'étendre à toute information obtenue à l'issue des opérations et se transformer en obligation de communiquer régulièrement aux autorités toute donnée disponible, à l'instar des obligations générales décrites au paragraphe 3.3 ci-dessous. Elle peut aussi être requise pour les opérations existantes dans le cadre des mesures transitoires visées au sous-chapitre 4 ci-dessous.

### **I. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 9.** - Les forages et puits dont la profondeur ne dépasse pas cinquante mètres, et dont l'emplacement ne se trouve pas à l'intérieur d'un périmètre d'interdiction ou de sauvegarde défini aux articles 12 et 15 du présent code peuvent être effectués, sans autorisation préalable, à charge pour le propriétaire ou l'exploitant d'en informer l'administration.

**Article 113.** - (...) Les puits, forages ou galeries de captage désaffectés font l'objet d'une déclaration et sont soumis, sans préjudice des droits des tiers, à la surveillance de l'administration qui peut prononcer leur suspension provisoire ou leur fermeture définitive.

Ces installations seront conformes aux conditions qui sont fixées par arrêté du ministre de l'Agriculture après avis des ministres intéressés.

### **II. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 26.** - Sous réserve des dispositions des articles 36 et suivants de la présente loi, tout propriétaire peut, sans autorisation, creuser sur son fonds des puits ou y réaliser des forages d'une profondeur ne dépassant pas le seuil fixé par voie réglementaire. Il a droit à l'usage des eaux, sous réserve des droits des tiers et des conditions de la présente loi. (...)

**Article 89.** - Quiconque entreprend la réalisation d'un forage pour recherche d'eau est tenu :

- de déclarer auprès de l'agence de bassin, avant de commencer un forage, l'objet, la position et les coordonnées de ce forage, ainsi que toute autre indication y relative (...).

### **III. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 49.** - Le captage des eaux souterraines au moyen d'un puits d'une capacité inférieure ou égale à deux mètres cubes par jour et dont le débit ne dépasse pas cinq cent litres par heure, pour la satisfaction des besoins domestiques individuels, est autorisé à seule charge pour le propriétaire de déclarer l'ouvrage suivant les formes prévues par l'arrêté pris sous l'autorité de l'article 33 (...).

**IV. - BURKINA FASO - Raabé An IV 00013 du 6 juillet 1987 portant régime de la déclaration ou de l'autorisation de prélèvements d'eaux domaniales et d'installations permettant d'effectuer ces prélèvements**

**Article 1er.** - (...) tout prélèvement d'eaux domaniales excédent deux mille litres par jour est soumis à déclaration, et dans certaines conditions, à autorisation

**Article 2.** - Par "prélèvement excédent deux mille litres par jour" on entend la totalité de l'eau qu'il est possible d'extraire de point d'eau en 24 heures, quel que soit le nombre des prélèvements. En conséquence:

- S'agissant d'eaux souterraines,

tout forage ou puits moderne doit faire l'objet d'une déclaration,

tout ouvrage de prise, par dérivation, siphonage ou pompage, doit faire l'objet d'une déclaration;

### **3. AUTORISATION DE FORAGE ET DE CONSTRUCTION DE PUTS**

Des forages peuvent être effectués et des puits construits et utilisés aux fins (a) de prospection de l'eau souterraine pour s'assurer de sa présence en quantités suffisantes et de qualité justifiant son prélèvement<sup>1</sup> en vue de son utilisation, et (b) d'amener l'eau souterraine en surface, c'est à dire la prélever afin qu'elle puisse être utilisée. Des puits peuvent aussi être construits et utilisés afin d'éliminer des déchets; la réglementation applicable à cet égard sera traitée dans ce chapitre dès lors que la réglementation propre à la prospection et au captage de l'eau souterraine vise aussi l'utilisation des puits pour l'élimination des déchets. Les forages des eaux souterraines aux fins de recherche ou de captage peuvent être traités soit sans distinction, c'est-à-dire soumis à un ensemble de règles uniques pour l'obtention d'une autorisation unique, soit séparément et par conséquent être régis par des autorisations distinctes (1).

Le principe exigeant l'obtention d'une autorisation préalable pour toute opération de captage d'eaux souterraines (compreuant la prospection, l'exécution d'ouvrages et les prélèvements) est établi par la réglementation, laquelle en délimite le champs d'application selon les critères illustres au paragraphe 3.1.1 ci-dessous.

**I. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 19.** - Sont soumis au régime de l'autorisation simple (...)

4) les travaux de recherche et de captage des eaux souterraines jouissantes ou non, y compris géothermiques, à l'exclusion de l'utilisation de ces eaux, (...)

<sup>1</sup> Les expressions "prélèvement", "captage" et "pompage" sont utilisées indifféremment aux fins de ce chapitre afin de désigner tout prélèvement d'eau souterraine. De même en est-il pour les expressions "prospection", "forages", "recherche", "exploration" afin de désigner toute activité visant la recherche d'eau souterraine

**Article 20.** - Sont soumis au régime de la concession: (...)

2) l'utilisation des eaux souterraines ou ruisselées.

**Article 77.** - Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 2 ci-dessus, tout travail visant à la recherche, au captage et à l'exploitation des eaux souterraines est soumis au régime soit de l'autorisation simple, soit de la concession selon les conditions fixées aux articles 19-4 et 20-2 du présent Décret-loi. Les conditions et prescriptions techniques de recherche, captage, et exploitation des eaux souterraines sont arrêtées par voie réglementaire.

### **3.1 Octroi de l'autorisation**

L'octroi d'une autorisation permettant d'effectuer certaines activités de prospection et/ou de captage d'eau souterraine relève d'une procédure par étapes, définie dans la réglementation, suivant la méthode décrite au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau pour l'utilisation des ressources en eau en général.**

Cette procédure peut toutefois être simplifiée pour ce qui est des puits à usage domestique et destinés à la consommation humaine, ou de certaines activités ayant une ampleur limitée, la réglementation permettant ainsi, par exemple, de donner valeur d'acceptation à la demande d'autorisation en cas de silence des autorités dans un délai déterminé.

#### **I. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux**

**Article 24.** - Est soumise à autorisation simple, à l'intérieur des zones d'urbanisation, la réalisation de puits à usage personnel et familial destinés à la consommation humaine.

Dans tous les cas, la délivrance de l'autorisation ou le refus motivé doit être signifié dans un délai ne dépassant pas deux (2) mois.

En l'absence d'une réponse dans le délai fixe à l'alinéa précédent, le demandeur est habilité à entreprendre la réalisation de son ouvrage.

Les modalités de délivrance de cette autorisation seront fixées par voie réglementaire.

#### **II. ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986 modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 3.** - Les prélèvements de l'eau destinés exclusivement à la consommation humaine sont considérés comme affectés à des fins domestiques et soumis, en conséquence, à l'autorisation simple, telle que prévue par l'article 24 de la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux.

### **III. - COTE D'IVOIRE - Décret 68-528 du 7 novembre 1968**

**Article 13.** - Les dispositions de la présente réglementation ne concernent pas les ouvrages existants ou à créer, pour la captation de la nappe phréatique. Reste donc autorisée la construction d'ouvrage de captage dans la nappe phréatique dont la profondeur est égale ou supérieure à la cote 0 du niveau de référence de l'Institut géographique national, et le débit au plus égal à 5 mètres cubes/heure.

#### **3.1.1 Présentation de la demande**

##### Activités pour lesquelles une demande doit être remplie

Le champ d'application de l'exigence d'autorisation est défini dans la réglementation (I-VIII).

Cette exigence peut être soit générale, soit déterminée selon la nature des installations visées (II, IX), selon certains seuils (profondeur des puits, volumes des prélèvements) à partir desquels seulement une activité doit faire l'objet d'une demande d'autorisation (I, II[-VI, VIII), selon la zone d'exercice ou la nature de l'activité (VI-VIII), ou encore selon l'utilisation prévue - l'utilisation de puits pour les besoins domestiques étant, comme on a pu le constater ci-dessus, fréquemment exemptée de certaines formalités.

### **I. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 36.** - S'il s'agit d'eaux souterraines, l'arrêté prévu à l'article 29 du présent décret peut fixer la profondeur au-delà de laquelle les dispositions relatives à l'autorisation sont applicables et les caractéristiques des installations soumises à autorisation (dispositif de passage mécanique ou non, capacité de l'installation). (...)

### **II. - BURKINA FASO - Raahé n° B 000004 AN IV/FP/EAI' du 6 mai 1989 portant définition du régime de l'eau**

**Article 4.** - Sont soumis au régime de l'autorisation préalable:

- toute installation permettant de prélever des eaux souterraines si le moyen d'exhaure, le forage ou le puits fait appel à une source d'énergie autre que la motricité humaine (...)

### **III. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 38.** - Sont soumis au régime de l'autorisation:

- 1 - les travaux de recherche, sous réserve des dispositions de l'article 26 ci-dessus, de captage d'eaux souterraines ou jaillissantes;
- 2 - le creusement de puits et la réalisation de forages d'une profondeur dépassant le seuil visé à l'article 26 ci-dessus; (...)

5 - les prélèvements de débits d'eau dans la nappe souterraine, quelle qu'en soit la nature, supérieurs à un seuil fixé par voie réglementaire (...).

#### **IV. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 14.** - Sont soumis à l'autorisation préalable du ministère chargé de l'hydraulique:

- l'exécution de tout ouvrage de captage des eaux souterraines notamment par puits, forages, galeries devant être équipés d'un moyen d'exhaure susceptible de fournir un débit supérieur ou égal à 40 m<sup>3</sup>/j;
- l'équipement d'ouvrages existants en moyen d'exhaure susceptible de fournir plus de 40 m<sup>3</sup>/j.

**Article 15.** - Tout prélèvement d'eau dans les zones où la nappe est jaillissante destiné à des usages extra-domestiques est soumis à l'agrément de l'autorité compétente.

#### **V. - TUNISIE - Décret 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines**

**Article Premier.** - La recherche des eaux souterraines par puits ou forage à plus de 50 mètres de profondeur est soumise à une autorisation accordée par arrêté du ministre de l'agriculture après étude de la demande déposée par le pétitionnaire auprès de la Direction des ressources en eau et en sol. (...)

#### **VI. - MARIITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 53.** - Sans préjudice des dispositions de l'article 49 en zone I, aucun captage d'eaux souterraines ne peut être fait sans autorisation du Ministre chargé de l'hydraulique. Cette autorisation est accordée après enquête et en cas de nécessité absolue, notamment lorsqu'il s'agit de captage desservant des localités non pourvues de réseau public de distribution, de l'alimentation des animaux et de l'irrigation de cultures. (...)

**Article 57.** - En zone II, aucun captage débitant plus de deux (2) mètres cubes par heure ne peut être fait sans autorisation accordée, après enquête, par le Ministre chargé de l'hydraulique.

Est également soumise à autorisation l'exploitation, en un même lieu, de plusieurs captages débitant chacun moins de deux (2) mètres cubes par heure, mais dont le débit global est supérieur à deux (2) mètres cubes par heure.

**Article 58.** - En zone III, aucun captage débitant plus de cinq (5) mètres cubes par heure ne peut être réalisé sans autorisation accordée, après enquête, par le Ministre chargé de l'hydraulique.

Est également soumise à autorisation l'exploitation, en un même lieu, de plusieurs captages débitant chacun moins de cinq (5) mètres cubes par heure mais dont le débit global est supérieur à cinq (5) mètres cubes par heure.



## **VII. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 8.** - (...) 1- L'exécution de tout ouvrage de captage des eaux souterraines par puits, forages, galeries drainantes devant être équipé d'un moyen d'exhaure mécanique, l'équipement nouveau en moyen d'exhaure mécanique d'ouvrages existants, ainsi que tout prélèvement d'eau dans les nappes aquifères avec des moyens mécaniques, sont soumis sur toute l'étendue de la République Populaire du Bénin à l'autorisation préalable du Ministre chargé de l'hydraulique.

2- Ne sont pas soumis à une autorisation préalable, les ouvrages de captage d'eaux souterraines non équipés de moyens de puisage mécanique.

## **VIII. - DJIBOUTI - Délibération 74/8 du 12 décembre 1974 portant protection des eaux souterraines et des eaux de surface du Territoire français des Afars et des Issas.**

**Article 2.** - Toute réalisation d'ouvrage telle que, fouille, tranchée, puits et forage d'une profondeur supérieure à sept mètres est soumise à une autorisation administrative préalable (...)

### Conditions préliminaires

Le profil des candidats potentiels peut être défini par référence, entre autres, à la propriété ou à la possession, ou encore l'accès au terrain sur lequel doit être effectué le forage d'un puit. La réglementation peut ainsi exiger que soit apportée la preuve d'un titre de propriété, voire d'autres autorisations (I-IV).

## **I. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 11.** - (...) Dans le dossier ainsi constitué le requérant devra (...)

2° S'il est propriétaire, fournir la preuve de son titre, ou s'il n'est pas propriétaire du fonds au point d'exhaure de l'eau, faire la preuve d'un droit d'usage de l'eau. (...)

## **II. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 17.** - Quiconque désire construire des ouvrages de captage répondant aux conditions décrites à l'article 14, devra: (...)

2°) S'il est propriétaire foncier, fournir la preuve de son titre, ou s'il n'est pas propriétaire du fonds au point d'exhaure de l'eau, faire la preuve d'un droit d'usage de l'eau. Il devra, en outre, faire la preuve d'avoir purgé les servitudes créées par les conduites d'adduction ou de refoulement entre le point de puisage et sa propriété si les fonds intermédiaires ou opposés ne lui appartiennent pas (...).

### **III. - TUNISIE - Décret 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines**

**Article 5. -** (...) L'entrepreneur devra en outre se pourvoir de toutes les autorisations de voirie ou autre exigibles en vertu du droit commun. (...)

### **IV. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986**

**Article 16. -** (...)

Dans tous les cas, le demandeur doit, en outre, justifier qu'il a la libre disposition du sol sur lequel les ouvrages doivent être exécutés.

#### Format de la demande

A la différence de la pratique anglo-saxonne, les réglementations ne semblent pas comporter de formulaires-type en annexe. L'on peut toutefois concevoir que ceux-ci soient mis directement à disposition des candidats par les autorités (1).

Les réglementations précisent les modalités de présentation de la demande et les informations devant y figurer (I-VII) ainsi que les différents services de l'administration à laquelle elle doit être adressée. L'on ne manquera pas de noter la similitude de la démarche et des informations requises avec les exigences applicables aux utilisations en eau présentées au Chapitre I. Seront reproduits ici les exemples de dispositions se rapportant spécifiquement aux eaux souterraines.

### **I. - BURKINA FASO - Raaba An IV 00013 du 6 juillet 1987 portant régime de la déclaration ou de l'autorisation de prélèvements d'eaux domaniales et d'installations permettant d'effectuer ces prélèvements**

**Article 7. -** La demande d'autorisation est faite sur imprimés fournis par l'administration. Elle est rédigée en trois exemplaires et adressée à l'autorité administrative territorialement compétente (délégué de village, maire ou préfet) (...)

**Article 10. -** La déclaration, de même que la demande d'autorisation comporteront au minimum, les informations suivantes:

- l'organisme ayant exécuté l'installation de prélèvement, ou bien sollicitant l'autorisation de l'exécuter (nom, adresse, téléphone),
- la personne, l'organisme ou la collectivité qui exploite ou bien exploitera l'installation de prélèvement (nom et s'il y a lieu, adresse et téléphone),
- la situation de l'installation de prélèvement existante ou projetée (province, département, village tel que mentionné sur la carte au 1:200 000),
- le type d'ouvrage supportant ou qui supportera l'installation de prélèvement et la nature de cette installation (ouvrage équipé d'une pompe à manivelle humaine ou autre, fruits cimenté ou traditionnel aménagé avec puisette(s), soupape(s) ou autre, captage de source, retenue d'eau avec prise par dérivation, siphonage ou autre...),
- date de mise en exploitation de l'installation de prélèvement (prévue dans le cas de la demande d'autorisation),
- le débit capable du moyen d'exhaure équipant ou qui équipera l'ouvrage.

- l'usage de l'eau prélevée (domestique, agricole, pastoral, industriel ou autre). (...)

pour les forages et puits, seront mentionnés:

- la profondeur forée ou creusée,
- le niveau statique,
- la côte et la nature du socle, si rencontrés,
- la hauteur équipée des tubes ou cuvelages pleins,
- la hauteur équipée des tubes crépinés ou d'un captage,
- le diamètre intérieur des tubes ou des cuvelages et captages,
- les débits obtenus au développement et éventuellement à l'essai de pompage,
- la profondeur de la crépine d'aspiration de la pompe, quand l'ouvrage en est ou en sera équipé. (...)

**Article 11.** - Les imprimés mentionnés aux articles 4 et 7 ci-dessus et comportant les demandes d'information énumérées à l'article 10 ci-dessus, sont disponibles à la DDEP du ministère de l'eau ainsi qu'auprès des hauts commissaires de chaque province.

## **II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 11.** - (...) toute personne désirant forer un ouvrage de captage devant être équipé mécaniquement, ou désirant équiper mécaniquement un ouvrage existant ou puiser dans une nappe aquifère, devra adresser un dossier au Ministre chargé de l'hydraulique. Dans le dossier ainsi constitué le requérant devra:

1° faire connaître ses nom, prénoms, profession et domicile ou s'il s'agit d'une société, sa raison sociale, le siège principal de son établissement, ainsi que les nom, prénoms, nationalité, et domicile de son représentant légal sur le territoire de la République Populaire du Bénin (...)

3° faire connaître les caractéristiques des ouvrages: mode de forage, profondeur probable de la nappe, caractéristiques des engins d'exhaure et de refoulement, volume journalier nécessaire au début de l'exploitation et besoins futurs. (...)

## **III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 17.** - Quiconque désire construire des ouvrages de captage répondant aux conditions décrites à l'article 14, <sup>14</sup> devra

1°) Faire connaître ses nom, prénom, profession et domicile ou s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, son siège social et le cas échéant, les nom, prénom, nationalité et domicile de son représentant légal sur le territoire de la République du Niger;

2°) S'il est propriétaire foncier, fournir la preuve de son titre, ou s'il n'est pas propriétaire du fonds au point d'exhaure de l'eau, faire la preuve d'un droit d'usage de l'eau. Il devra, en outre, faire la preuve d'avoir purgé les servitudes créées par les conduites d'adduction ou de refoulement entre le point de puisage et sa propriété si les fonds intermédiaires ou opposés ne lui appartiennent pas;

<sup>14</sup> Voir "Actes nés pour lesquelles une demande doit être remplie" et de voir, exemple VI

3°) Faire connaître les caractéristiques des ouvrages envisagés : mode de forage, profondeur probable de la nappe, caractéristiques des moyens d'exhaure et de refoulement, volume journalier nécessaire au début de l'exploitation et besoins futurs. En outre, il devra joindre un plan au 1:1.000ème des bâtiments existants et projets, l'emplacement du captage, les ouvrages annexes, abris des pompes, réservoirs, équipements des fosses septiques et puitsards, point de raccordement à l'égout;

4°) De plus, pour les industries, le demandeur devra faire connaître le volume et les qualités chimiques des eaux résiduaires ainsi que leurs points de rejet.

**Article 18.** - Les demandes de construction d'ouvrages équipés conformément aux dispositions de l'article 14 sont adressées au Ministre chargé de l'hydraulique ou à son représentant. (...)

#### **IV. - TUNISIE - Décret 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines**

**Article 2.** - La demande de recherche d'eau souterraine à plus de 50 mètres de profondeur est établie sur imprimé spécial en cinq exemplaires et devra comporter d'une manière précise la désignation de l'emplacement de l'ouvrage projeté, la profondeur approximative à laquelle sera poussée la recherche envisagée, et dans la mesure du possible la nature des aquifères qui seront rencontrés en cours de travaux.

Le pétitionnaire devra également préciser si l'eau est destinée à un usage agricole, domestique ou industriel avec l'indication de ses besoins journaliers en mètres cubes nécessaires à son exploitation. ( ... )

#### **V. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986**

**Article 4.** - La demande d'autorisation simple du présent décret est adressée, en double exemplaire, au wali territorialement compétent.

Elle comprend les indications suivantes:

- les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur,
- l'emplacement de l'ouvrage précité,
- la profondeur présumée,
- l'utilisation de l'eau

Le demandeur doit faire connaître s'il est propriétaire de l'emplacement sur lequel les ouvrages projetés doivent être établis ou justifier d'un accord écrit du propriétaire surface concerné. ( ... )

**Article 15.** - Toute demande de concession pour l'exécution des puits et forages et pour les autres travaux de recherche et de captage, est adressée, en double exemplaire, au wali territorialement compétent.

Le demande doit comporter les informations ci-après:

- les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur ou, si la demande émane d'une personne morale, les indications en tenant lieu,
- le siège de la commune et l'emplacement de l'ouvrage projeté,

- le niveau dans lequel s'effectue le captage,
- la profondeur présumée,
- la durée probable des travaux,
- le débit instantané maximal envisagé et le volume d'eau journalier que l'on se propose d'extraire,
- le ou les usages principaux de l'eau prélevée

#### **VI. - COTE D'IVOIRE - Décret 68-528 du 7 novembre 1968**

**Article 9.** - La demande de dérogation et d'autorisation de construire un ouvrage de captage devra mentionner:

- 1° Les nom, prénoms, qualité, nationalité et domicile du demandeur ou si la demande émane d'une société ou d'une association, les indications concernant sa nature, son siège, sa nationalité, son objet, ainsi que les nom, prénoms, qualité du ou des représentants habilités;
- 2° L'emplacement de l'ouvrage projeté;
- 3° La profondeur présumée,
- 4° Le niveau aquifère dans lequel doit s'effectuer le captage et l'horizon géologique dans lequel il se trouve;
- 5° Le débit instantané maximum envisagé et le volume d'eau journalier maximum que l'on se propose d'extraire;
- 6° L'utilisation de cette eau et les heures de fonctionnement. (...)

#### **VII. - MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 13.-** Les demandes d'autorisations relatives aux creusements de puits et aux réalisations de forages prévues à l'article 38 (paragraphe 2) de la loi précitée n° 10-95, dont la profondeur dépasse le seuil visé à l'article 18 du présent décret, sont faites et les autorisations desdites opérations délivrées dans les formes et conditions fixées par le présent décret sous réserve des dispositions du présent chapitre.

**Article 14.-** La demande d'autorisation doit comporter outre les indications prévues aux paragraphes 1, 2, 4 et 6 de l'article premier ci-dessus<sup>11</sup> la durée probable et les dates prévisibles de commencement et d'achèvement des travaux de creusement de puits ou de réalisation de forages.

La demande doit être accompagnée des pièces indiquées aux paragraphes a et b du même article.

<sup>11</sup> Voir Chapitre I, paragraphe 2.1.3 ci-dessus, exemple VIII

**Article 18.-** Le seuil de profondeur de creusement de puits ou de réalisation de forages prévu à l'article 26 de la loi précitée n° 10-95 est fixé pour chaque zone en fonction de l'étendue de la nappe, par arrêté du Ministre chargé de l'équipement sur proposition du directeur de l'agence du bassin hydraulique concernée, basée sur une étude technique relative notamment aux aspects hydrogéologiques de la nappe, aux utilisations des eaux de la nappe, à la profondeur de la nappe, à l'évolution de ses rabattements et à la qualité de ses eaux.

### Documents justificatifs

Des documents justificatifs à l'appui des demandes d'autorisation peuvent être exigés afin d'assister les autorités dans l'évaluation des différents projets de forage et de captage proposés. Ces exigences peuvent figurer dans les formulaires-type disponibles ou dans la réglementation (I-VI).

#### **I. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 37. - 4 .)** Le dossier de demande est en outre complété:

6) s'il s'agit d'eaux souterraines, par l'indication de la profondeur présumée de l'ouvrage, la technique de forage qui sera employée; il sera, de plus, joint une carte officielle sur laquelle l'ouvrage sera reporté; (...)

8) la description avec plans des ouvrages hydrauliques à construire.

#### **II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 11. - (...)** Dans le dossier ainsi constitué le requérant devra (...) joindre un plan, au 1/100e des bâtiments existants et projetés, l'emplacement du captage, les ouvrages annexes tels des pompes, réservoir, équipement sanitaire existant et projeté, emplacement des fosses septiques ou puisards, point de raccordement à l'égout. (...)

#### **III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 17. -** Quiconque désire construire des ouvrages de captage répondant aux conditions décrites à l'article 14, devra: (...) joindre un plan au 1/1.000ème des bâtiments existants et projets, l'emplacement du captage, les ouvrages annexes, abris des pompes, réservoirs, équipements des fosses septiques et puisards, point de raccordement à l'égout (...).

#### **IV. - TUNISIE - Décret 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines**

**Article 2. - (...)** La situation du puits ou forage devra également figurer sur un extrait de carte d'Eau Major collé à l'emplacement réservé à cet effet sur l'imprimé de la demande sus-indiquée.

## V. - COTE D'IVOIRE - Décret 68-528 du 7 novembre 1968

### Article 9. - (...)

A la demande seront joints:

1° Le schéma des ouvrages projetés;

2° Un descriptif des réservoirs de stockage;

3° Un extrait d'une carte officielle qui ne pourra être inférieure au 1/200e sur lequel sera reporté l'emplacement de l'ouvrage.

Outre la production des documents énumérés ci-dessus, il pourra être exigé la présentation d'un plan à grande échelle, où seront reportés les exploitations, industries et immeubles situés dans un périmètre qui sera défini lors de la demande.

## VI. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986

**Article 16.** - La demande de concession est accompagnée d'un mémoire annexé comportant un plan parcellaire à une échelle qui ne peut être inférieure à 1/80 000ème (...)

### Frais de dossier

Il n'est pas à exclure qu'un paiement pour frais de dossier soit requis afin de couvrir les coûts administratifs liés à la gestion des demandes d'autorisation. A défaut de dispositions particulières propres à la gestion des eaux souterraines, l'on se référera au **Chapitre I - droits d'utilisation de l'eau**, paragraphe 2.1.4.

### 3.1.2 Examen de la demande

Refletant la même préoccupation qui sous-tend les dispositions applicables à cette étape particulière du processus d'octroi d'autorisation présentée au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, paragraphe 2.3, les réglementations concernant la gestion des eaux souterraines reprennent une pratique assez courante exigeant de la part des autorités de consulter le public et en particulier les utilisateurs se trouvant à proximité ou utilisant les sources d'eau souterraines susceptibles d'être affectées par un projet de forage ou de captage.

Les exigences applicables se présentent sous forme d'enquête (I-III) dont la procédure peut être détaillée, afin, entre autres, de déterminer si les ouvrages et structures proposés sont adéquats, si le candidat sera en mesure d'utiliser de manière effective ce pourquoi il aura fait une demande, et si les activités de forage proposées risquent de porter atteinte aux autres utilisateurs en eau dans cette zone, aux propriétés ou à l'environnement.

## **I. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 12.** - Le dossier visé à l'article précédent est affecté par le ministre au directeur de l'hydraulique. Ce dernier désigne un agent qui devra, dans les meilleurs délais, procéder à l'instruction du dossier du point de vue technique.

L'agent procède à la visite des lieux en la présence du demandeur et du propriétaire du fonds, si le terrain n'appartient pas au demandeur. Il vérifie l'exactitude des pièces produites, recueille tous les renseignements techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Il dresse de ces opérations un rapport dans lequel il consigne notamment, avec l'exposé de l'affaire, l'état des lieux, les dires des propriétaires, les essais de pompages s'il y a lieu, l'utilité et l'opportunité des ouvrages annexes, en particulier les ouvrages nécessaires à la protection de la nappe, l'évacuation des eaux résiduaires, et termine par des conclusions motivées. Le dossier du déclarant et le rapport sont remis au directeur de l'hydraulique qui fait parvenir l'ensemble avec ses propositions au ministre. (...)

**Article 13.** - L'instruction de la demande d'autorisation de construire des ouvrages de captage équipés mécaniquement, d'équiper des ouvrages existants, de puiser dans une nappe aquifère, se déroule conformément à la procédure prévue à l'article 12 ci-dessus.

## **II. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986**

**Article 5.** - La demande d'autorisation simple est soumise à une instruction dans les formes ci-après déterminées.

Le wali fait connaître, au demandeur, dans les quinze (15) jours suivant réception de la demande d'autorisation, le numéro d'enregistrement de ladite demande et la date limite avant laquelle, compte tenu des délais d'instruction fixés par la loi n. 83-17 du 16 juillet 1983 susvisée, la décision devra lui être notifiée.

Le wali avise, en outre, le demandeur que si aucune décision ne lui a été adressée avant le délai visé à l'alinéa précédent, ladite lettre vaut autorisation.

**Article 6.** - En l'absence d'une réponse expresse dans les deux (2) mois, à compter du jour de la réception de la demande, l'autorisation est réputée accordée aux conditions définies dans la demande.

**Article 7.** - L'administration de wilaya chargée de l'hydraulique procède à une étude technique de la demande d'autorisation, en particulier, les éléments portant sur l'hydrogéologie et les travaux de captage et d'aménagement proposés.

Elle procède, éventuellement, à une visite des lieux. (...)

**Article 12.** - L'arrêté d'autorisation du wali indique le mode de captage, le volume journalier maximal (en mètres cubes/jour) pouvant être prélevé, la nature et la périodicité des diverses analyses de contrôle que le permissionnaire est tenu de faire exécuter à ses frais.

**Article 17.** - La demande de concession est soumise à une instruction dans les formes ci-après déterminées.



- le wali ordonne, par arrêté, une enquête et en fixe la date d'ouverture. Un avis au public est affiché au siège de la commune où l'ouvrage doit être exécuté,
- l'enquête ne peut être ouverte qu'à l'expiration d'un délai de huit (8) jours, à dater de l'accomplissement des formalités d'affichage,
- l'enquête a une durée de quinze (15) jours. Pendant la durée de l'enquête, la demande et les annexes restent déposées à la commune où l'ouvrage doit être exécuté

Un registre ad hoc destiné à recevoir les observations est ouvert au siège de la commune.

A la fin de l'enquête, le président de l'assemblée populaire communale clôt et arrête le registre. Il adresse avec son avis et l'ensemble du dossier au wali.

L'administration de wilaya chargée de l'hydraulique procède à la visite des lieux, en présence de présidents des assemblées populaires communales ou de leurs représentants et des intéressés ou de leurs mandataires. (...)

### **III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1990 portant régime de l'eau**

**Article 19.** - Toute demande d'implantation ou d'exploitation d'un ouvrage équipé conformément aux dispositions de l'article 14<sup>19</sup> sera conditionnée par une enquête de *contraído* et *incomodo* lorsque la zone d'implantation ou d'exploitation de l'ouvrage est une zone d'habitation, de lotissement ou de culture, comportant des obligations de voisinage.

Un commissaire enquêteur sera désigné par le Ministre chargé de l'hydraulique, ou son représentant. Le commissaire enquêteur informera par voie d'affiche ou tout autre moyen de publicité adéquat de l'ouverture de l'enquête. Il consignera les oppositions de toute personne intéressée dans un registre.

L'enquête durera dix (10) jours et se tiendra au lieu d'exploitation de l'ouvrage. Le commissaire enquêteur transmettra les conclusions de l'enquête au Ministre chargé de l'hydraulique ou son représentant. Si des oppositions sont formulées, le ministre ou son représentant, fera transmettre le dossier au tribunal du lieu de l'ouvrage pour statuer.

#### **3.1.3 Prise de décision**

La décision qui revient à accorder ou refuser une autorisation, ou à l'accorder sous réserve de certaines conditions, est en principe laissée à la discrétion des autorités compétentes, lesquelles peuvent néanmoins être soumises à l'obligation de devoir motiver toute décision de refus (I, II). Alors qu'une réglementation ne peut prescrire le contenu spécifique d'une décision, elle peut toutefois orienter le processus de décision à partir de critères guidant les autorités dans l'évaluation des différents éléments à prendre en considération (III).

Comme cela a été indiqué précédemment (voir paragraphe 3.1 ci-dessus), une procédure simplifiée peut être prévue pour certaines opérations, permettant ainsi au demandeur, en l'absence de décision des autorités pendant une période déterminée, de

<sup>19</sup> Voir "Actes nés pour lesquelles une demande doit être remplie" ci-dessus, exemple IV.

pouvoir commencer ses opérations. Inversement, des exigences procédurales supplémentaires peuvent être prévues dans le cadre des mécanismes de zonage visés au sous-chapitre 6 ci-dessus.

#### **I. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 12.** - (...) Le ministre prend un arrêté autorisant ou non le demandeur à poursuivre son exploitation, en précisant éventuellement le montant de la redevance annuelle prévue à l'article 15 ci-dessous. Le refus opposé par le Ministre chargé de l'hydraulique doit être motivé et sigaté dans les meilleurs délais au requérant.

#### **II. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 18.** - (...) Le ministre, ou son représentant autorise la construction par arrêté qui sera publié au Journal Officiel. L'arrêté est accompagné d'un Cahier des Charges qui mentionnera les nom et prénom du bénéficiaire, la situation de l'ouvrage, la durée d'exploitation, la réserve des droits des tiers et toutes autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée.

Le Ministre chargé de l'hydraulique, ou son représentant est tenu de donner une suite motivée à la demande dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception du dossier.

#### **III. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986**

**Article 8.** - Le wali statue par un arrêté qui est notifié au pétitionnaire.

En cas de rejet de la demande, le wali notifie immédiatement sa décision motivée au demandeur.

En cas d'autorisation, l'arrêté de wali fixe les conditions techniques imposées pour assurer la protection des eaux souterraines, au cours tant de l'exécution que de l'exploitation de l'ouvrage.

**Article 9.** - Le wali peut refuser tout puisage particulier, même sans l'emploi de moyens mécaniques, dans certaines nappes délimitées, pour les motifs suivants :

- (a) la nappe est utilisée pour l'alimentation d'une agglomération et ayant des réserves limitées;
- (b) la nappe sert à l'alimentation humaine et doit être protégée contre les pollutions organiques et les nuisances;
- (c) la nappe est déjà polluée et dont l'usage présente un danger pour la santé publique et pour toute autre cause d'intérêt général (4...)

**Article 17.** - (...)

Le wali statue par un arrêté qui est notifié au pétitionnaire.

En cas de rejet de la demande de concession, le wali notifie immédiatement sa décision motivée au pétitionnaire.

En cas d'accord du wali, celui-ci fixe les conditions techniques imposées pour assurer la protection des eaux souterraines, au cours tant de l'exécution que de l'exploitation de l'ouvrage.

### 3.1.4 Enregistrement des décisions et autorisations

L'enregistrement des autorisations octroyées peut être requis juridiquement afin de pouvoir servir comme référence future pour les autorités et pour l'information du public en général. La constitution, la tenue et la mise à jour des registres par les autorités compétentes en matière de gestion des ressources en eau, et l'enregistrement de toute action consécutive à l'octroi des autorisations (voir sous-paragraphe 3.4. ci-dessous) pourraient être rendus obligatoires. En effet, l'accès aux documents tels que la motivation écrite des décisions, par exemple, peut permettre, entre autres, d'assister le candidat dont la demande a été rejetée de pouvoir faire appel contre une décision qui lui serait défavorable (voir paragraphe 3.1.5 ci-dessous). A défaut de dispositions spécifiques propres aux eaux souterraines, l'on se référera aux règles générales applicables en matière d'utilisation de l'eau visées au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, paragraphe 2.6.

### 3.1.5 Procédure d'appel

Les réglementations prévoient fréquemment la possibilité de faire appel, par voie judiciaire ou administrative, des décisions prises concernant les demandes de prospection et d'exploitation des eaux souterraines. Le processus de réexamen de la décision - géré par un juge dans le cadre de la procédure judiciaire ou par un agent de l'administration de rang hiérarchique supérieur à celui ayant pris la décision contestée - constitue un appel. A défaut de dispositions spécifiques propres aux eaux souterraines, l'on se référera aux règles générales applicables en matière d'utilisation de l'eau visées au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, paragraphe 2.7.

## 3.2 Format des autorisations et conditions imposées aux titulaires

Une décision favorable à un projet de forage et de construction de puits aux fins de prospection et de captage d'eaux souterraines est consacrée dans un acte juridique dénommé tantôt autorisation, licence ou permis - lesquelles appellations sont désignées ici par l'expression "autorisation". Bien que non disponibles en annexe des réglementations, l'on peut toutefois supposer l'existence de modèles standards d'autorisation disponibles auprès des autorités. Les pays anglo-saxons, par exemple, ont recours à différents formulaires selon que ces derniers visent à la fois l'exploration et le captage d'eau souterraine, l'exploration seule et qu'ils précisent si un droit de captage de l'eau éventuellement découverte est ou non inclus dans l'autorisation.

Des conditions particulières à l'exercice des droits octroyés en vertu d'une autorisation peuvent être fixées ayant trait, par exemple, à sa durée de validité, aux caractéristiques

techniques des ouvrages, au rythme d'exploitation et aux limites des volumes de captage autorisés. Ces conditions peuvent aussi être définies dans un cahier des charges. La détermination de ces conditions est en principe laissée à la discrétion des autorités, les réglementations inscrivant ce pouvoir dans le cadre de critères devant être pris en compte lors de la délivrance des autorisations.

A l'instar des textes anglo-saxons, des formulaires-type d'autorisation peuvent être prévus afin de faciliter la tâche des autorités compétentes (VIII).

#### **I. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 32.** - Nonobstant les dispositions de l'article 13, l'autorisation de captage des eaux souterraines fixe les caractéristiques techniques des ouvrages et précise le rythme d'exploitation notamment en ce qui concerne :

- 1° la puissance maximale de moteurs ou compresseurs;
- 2° le type de filtres à utiliser;
- 3° la limitation des extractions pendant certaines heures;
- 4° l'interdiction des extractions au-delà d'un certain seuil piézométrique;
- 5° le retour à la nappe des eaux non utilisées;
- 6° le contrôle des ouvrages par un agent ou fonctionnaire du ministère chargé de l'hydraulique ( ... )

**Article 34.** - L'autorisation de captage en zone I doit fixer les limites des volumes d'extraction annuels, journaliers et horaires.

Ces limites peuvent faire l'objet de réduction conformément aux dispositions de l'article 73. ( ... )

#### **II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 14.** - L'arrêté autorisant l'exhaure, par un moyen mécanique ou le captage dans une nappe aquifère fixera le volume d'eau qui pourra être puisé annuellement, et éventuellement, les modalités de puisage ( ... )

#### **III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 18.** - ( ... ) L'arrêté est accompagné d'un cahier des charges qui mentionnera les nom et prénom du bénéficiaire, la situation de l'ouvrage, la durée d'exploitation, la réserve des droits des tiers et toutes autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée ( ... )

**Article 20.** - L'arrêté autorisant l'exhaure par moyen mécanique fixera le volume d'eau qui pourra être puisé annuellement et éventuellement les modalités de puisage. ( ... )

**Article 23.** - L'autorisation est accordée par arrêté du Ministre chargé de l'hydraulique ou son représentant.

A cet arrêté sera annexé un cahier de charges qui précisera toutes les obligations particulières auxquelles le bénéficiaire est astreint du point de vue technique.

#### **IV. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 52.** - L'autorisation de captage des eaux souterraines fixe les caractéristiques techniques des ouvrages et précise la nature et le rythme d'exploitation, notamment en ce qui concerne

- 1° la puissance maximale des moyens d'exhaure,
- 2° le type de filtre à utiliser,
- 3° les limites des extractions horaires, journalières et annuelles,
- 4° l'interdiction d'extraction au-delà d'un certain seuil piézo-métrique,
- 5° le retour à la nappe des eaux non utilisées,
- 6° le contrôle périodique des ouvrages par un agent de la direction de l'hydraulique.

#### **V. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986**

**Article 18.** - L'acte de concession doit comporter

- la nature de la concession, les caractéristiques de l'ouvrage, la durée des travaux, le débit instantané maximal et le volume d'eau journalier maximal dont l'extraction est autorisée.

A ce titre, l'acte doit fixer les mesures à prendre pour éviter les intercommunications entre niveau aquifères.

- les conditions d'exploitation, s'il y a lieu,
- l'obligation pour le concessionnaire de se conformer aux instructions qui lui sont données par l'administration de wilaya chargée de l'hydraulique, en vue de l'obturation des ouvrages dans les cas d'abandon de travaux, d'arrêt d'exploitation ou d'incidents faisant apparaître des risques d'intercommunication entre niveau aquifères différents ou de pollution d'eaux souterraines.

**Article 19.** - L'acte institutif de concession doit obligatoirement comporter les mentions suivantes:

- la précarité et la révocabilité de plein droit,
- les conditions et clauses de dédommagement éventuel, au cas où la concession est déclarée d'utilité publique,
- les clauses de déchéance encourue,
- l'obligation du concessionnaire de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur les redevances, la police et le mode d'utilisation du domaine public hydraulique concédé,
- les réserves expresses des droits des tiers,
- le droit de l'administration de s'assurer en tout temps, par la visite d'ouvrages, que les conditions auxquelles ces derniers se trouvent soumis sont et demeurent observées.

**VI. - MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 11.-** Le seuil de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine prévu à l'article 38 (paragraphe 5) de la loi précitée n° 10-95 est fixé pour chaque zone sur toute l'étendue de la nappe, par arrêté du Ministre chargé de l'équipement sur proposition du directeur de l'agence du bassin hydraulique concernée, basée sur une étude technique relative notamment aux aspects hydrologiques et hydrogéologiques de la nappe, aux utilisations des eaux de la nappe et à la qualité de ces eaux. ( ... )

**Article 16.-** Outre les éléments indiqués aux paragraphes 1, 2, 4, 10, 11 et 12 de l'article 9, ci-dessus<sup>1)</sup>, la décision d'autorisation de creusement de puits ou de réalisation de forages doit obligatoirement préciser :

- les conditions d'utilisation des explosifs et des produits chimiques ;
- la méthode de creusement ou de foration ;
- les caractéristiques du tubage à utiliser ;
- les conditions de remise en état des lieux ;
- la distance à respecter par rapport aux points d'eau et aux ouvrages publics existants dans un rayon de mille (1000) mètres

**VII. - TUNISIE - Décret 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines**

**Article 6.-** L'arrêté portant autorisation de recherche d'eau souterraine prévu par l'article premier du présent décret est valable pour une année à compter de la date de son établissement. ( ... )

**VIII. - NIGER - Avant-projet d'arrêté approuvé par lettre n° 001128/MH/E/SG/SI du 19 novembre du ministère de l'Hydraulique et de l'environnement.**

**AVANT-PROJET  
REPUBLIQUE DU NIGER  
PREFECTURE DE**

**Arrêté N°...../P.....  
du.....  
autorisant la construction  
d'ouvrages de captage et le  
prélèvement des eaux  
souterraines**

**(MODELE)**

**LE PREFET DE ....**

**VI: ( )  
ARRETE**

<sup>1)</sup> Voir chapitre 1, sous-chapitre 2.5 ci-dessus, exemple 1X

**Article Premier.-** Monsieur ..... [indiquer les nom, prénoms, profession et domicile du titulaire, ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, son siège social et, le cas échéant, les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant légal sur le territoire de la République du Niger] est autorisé à :

|| exécuter et exploiter un ouvrage de captage des eaux souterraines par :

- || puits
- || forages
- || galeries
- || puits-forages

devant être équipés(s) d'un moyen d'exhaure susceptible de fournir un débit supérieur ou égal à 40 m<sup>3</sup>/s.

|| équiper l'ouvrage ..... [spécifier] existant en moyen d'exhaure susceptible de fournir un débit supérieur ou égal à 40 m<sup>3</sup>/s]

**Article 2.-** L'autorisation est accordée pour une durée de ..... , à partir de la date de sa notification et publication.

**Article 3.-** L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, des impératifs écologiques et des conditions générales annexées au présent arrêté.

L'Etat et les Collectivités publiques ne seront pas tenus pour responsables de la diminution du volume autorisé si cette diminution est due à la sécheresse ou à d'autres causes liées à la force majeure.

**Article 4.-** L'autorisation ainsi accordée pourrait être renouvelée sur demande expresse du bénéficiaire adressée au Préfet trois (3) mois au moins avant la date de son expiration.

Néanmoins, le Préfet peut refuser le renouvellement de l'autorisation pour non respect de la réglementation de la gestion des ressources en eau, des clauses contenues dans les « Conditions Générales » ou du fait de la diminution du volume d'eau dans le champ de captage.

En outre, l'autorité préfectorale peut annuler ou suspendre ladite autorisation pour les causes préitées au point 16 des Conditions Générales .

**Article 5.-** Les Conditions Générales y annexées font partie intégrante du présent arrêté, qui prend effet à partir de la date de sa notification et sera publié au Journal officiel de la République du Niger.

**Le Préfet**

**Ampliations:**

- Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement. .... 4
- Ministère de l'Intérieur ..... 1
- Sous-Préfet (ou Maire) de ..... 1
- Direction Départementale chargée de l'Hydraulique de ..... 1
- Service d'arrondissement chargé de l'Hydraulique de ..... 1
- Intéressé ..... 1
- Chrono

**ANNEXE**  
**CONDITIONS GÉNÉRALES**  
 (eaux souterraines/de surface)

**1. Titulaire de l'autorisation:**

*[indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et résidence habituelle du titulaire, ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, son siège social et, le cas échéant, les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant légal sur le territoire de la République du Niger]*

**2. Objet de l'autorisation:**

- Ouvrage de captage des eaux souterraines équipé d'un moyen d'exhaure susceptible de fournir un débit supérieur ou égal à 40 m<sup>3</sup>/j

*[indiquer le type d'ouvrage, ses coordonnées et le moyen d'exhaure]*

- Equipement d'ouvrage existant en moyen d'exhaure susceptible de fournir un débit supérieur ou égal à 40 m<sup>3</sup>/j.

*[indiquer le type d'ouvrage, ses coordonnées et le moyen d'exhaure]*

- Aménagement impliquant un prélèvement d'eaux superficielles supérieur ou égal à 5 m<sup>3</sup>/heure

*[indiquer le type d'ouvrage, les moyens de prélèvement et les moyens d'exhaure]*

- Création de:
  - Piscine ou lieu de baignade
  - étang

**3. Source du prélèvement ou du captage**

- bassin .....
- affluent .....
- nappe souterraine .....

Région .....

Département .....

Arrondissement/Commune /Canton/Groupement .....

Village .....

**4. But d'utilisation:**

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> utilisation domestique   | <input type="checkbox"/> abreuvement des animaux |
| <input type="checkbox"/> utilisation agricole     | <input type="checkbox"/> pêche et pisciculture   |
| <input type="checkbox"/> utilisation industrielle | <input type="checkbox"/> baignade publique       |

**5. Volume d'eau à être utilisé:** ..... (m<sup>3</sup>/an)

**6. Lieu où l'eau doit être utilisée** .....

**7. Titre de propriété foncière, ou du droit d'usage de l'eau du titulaire**

.....



8. Servitudes créées pour les conduites d'adduction ou de refoulement et leur parcours  
.....
9. a).- Caractéristiques techniques de l'ouvrage ou de l'installation  
*[indiquer une brève description]*  
.....  
.....  
b).- Caractéristiques techniques des moyens d'exhaure  
*[indiquer le type et la capacité desdits moyens]*  
.....  
.....
10. Mode de foration et profondeur de la nappe, s'il s'agit de captage des eaux souterraines  
.....
11. Etendue des périmètres de protection autour des ouvrages de captage d'eaux destinées à la consommation humaine .....
12. Volume et qualité des eaux usées, et points de rejet, s'il s'agit d'utilisations industrielles  
.....
13. Destination des eaux non utilisées  
.....
14. Mesures de surveillance de qualité et de protection  
.....
15. Obligations du titulaire  
Le titulaire de l'autorisation s'engage à
  - (a) respecter les dispositions de l'Ordonnance N° 93-014 du 2 mars 1993, portant régime de l'eau, du Décret N°97-368/PRN/IVME du 2 octobre 1997, déterminant les modalités d'application de ladite Ordonnance, et celles du présent arrêté,
  - (b) prévenir toute pollution des eaux, telle que résultant de l'utilisation de l'ouvrage ou de l'eau;
  - (c) prévenir l'érosion des berges et du lit du cours d'eau ou toutes dégradations qui peseraient sur les ressources, dans le cas de prélèvement d'eaux superficielles;
  - (d) sous peine de révocation, ne pas céder l'autorisation à un tiers, sauf qu'en vertu d'un arrêté du Préfet;
  - (e) payer les redevances prévues par l'article 66 du Décret N° 97-368/PRN/IVME du 2 octobre 1997;
  - (f) prendre les mesures de surveillance indiquées au point 14;
  - (g) fournir, avant la réalisation de l'ouvrage, le dossier complet des études hydrogéologiques et géophysiques et, après réalisation, le dossier d'analyses physico-chimiques, d'essai de pompage, de coupe de l'ouvrage;
  - (h) accepter le suivi-contrôle de la réalisation de l'ouvrage par le Service chargé de l'hydraulique qui mènera au besoin, après réalisation, des suivis de la nappe alimentant l'ouvrage à travers des mesures piézométriques périodiques

### 16. Suspension, modification ou révocation

L'autorisation peut être suspendue, modifiée ou révoquée à la demande du titulaire, ou lorsque l'eau dont l'utilisation a été autorisée doit faire l'objet d'une autre utilisation. Dans ce dernier cas, le titulaire a le droit soit à une source alternative d'approvisionnement en eau, soit à une indemnité juste et préalable.

L'autorisation peut être révoquée lorsque le titulaire

- (a) utilise l'eau pour des buts différents que ceux autorisés;
- (b) ne se conforme pas aux conditions précisées par l'autorisation;
- (c) ne paye pas les redevances prévues à cet effet, pendant deux années consécutives;
- (d) n'utilise pas l'eau dans un délai d'un an à partir de l'octroi de l'autorisation;
- (e) n'utilise pas l'eau pendant deux années consécutives;
- (f) viole les dispositions de l'Ordonnance N° 93-014 du 2 mars 1993, du Décret N° 97-368 du 2 octobre 1997, et celles du présent arrêté.

Lorsqu'il y a lieu de révoquer l'autorisation, il peut être prescrite une remise en état des lieux qui est exécutée aux frais du titulaire de ladite autorisation.

### 17. Enregistrement

Cette autorisation est enregistrée sous le N° .....

## 3.3 **Obligations générales des titulaires d'autorisation**

Outre les conditions figurant dans l'autorisation, les titulaires d'une autorisation peuvent être soumis au respect d'obligations de portée générale, qu'elles soient ou non inscrites dans cette autorisation. Ces obligations, telles qu'elles sont stipulées dans les réglementations, portent en principe sur la conduite des opérations de prospection, forage et captage (II). Elles peuvent aussi comporter des spécifications relatives à la construction et à l'emplacement des puits, aux échéances pour l'achèvement des opérations effectuées en vertu d'une autorisation ou aux mesures à prendre en cas d'incidents ou de cessation des activités (IV).

Dans ce contexte, la mise en œuvre de mesures de précaution et de prévention contre toute forme de pollution ou de contamination peut être exigée, lesquelles mesures sont évoquées au **Chapitre II - Prévention et contrôle de la pollution de l'eau** dès lors qu'elles ne se rapportent pas spécifiquement aux eaux souterraines.

Enfin, est aussi fréquemment comprise l'obligation pour le titulaire de l'autorisation de communiquer aux autorités certaines informations relatives, par exemple, aux constatations relevées lors de l'achèvement de travaux (I-V), aux volumes d'eau captée ou autres. La réglementation peut prévoir à cet effet un dispositif précis de comptage de ces volumes et déterminer les types de compteurs acceptés, les conditions d'entretien et les modalités de calcul et d'information des autorités (VI).

### **I. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 24.** - (...) Le chercheur ou foreur est tenu de communiquer à l'administration des eaux toute information concernant la lithologie du sous-sol, la quantité et la qualité de l'eau découverte, ainsi que toute autre information pertinente qui pourrait lui être demandée.

### **II. - TUNISIE - Décret n° 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines**

**Article 3.** - Le permissionnaire est tenu d'aviser l'administration de la date du commencement des travaux et en cas de recherche positive, de la date à laquelle seront effectués les essais de débits du puits ou forage.

Les fouilles et les travaux de recherche ne devront apporter aucune gêne aux propriétaires des terrains limitrophes, ainsi qu'au domaine public. Si des dégâts étaient occasionnés, le pétitionnaire serait tenu de les réparer à ses frais, dans les moindres délais.

**Article 4.** - Les recherches seront effectuées, sous peine de nullité, à l'emplacement correspondant aux coordonnées qui figurent sur l'extrait de carte mentionné ci-dessus spécifiquement indiqué sur l'autorisation délivrée au pétitionnaire.

**Article 5.** - L'entreprise chargée d'exécuter les travaux doit veiller en cours de recherche et de captage des nappes aquifères à ce que les travaux soient exécutés dans les formes de l'art, de manière à éviter la contamination des nappes sous-jacentes ou superficielles et de provoquer, par sa négligence une communication entre les diverses nappes recoupées au cours d'avancement de la reconnaissance. Elle adressera au directeur des ressources en eau et en sol à Tunis un compte rendu hebdomadaire sur la marche des travaux. En outre elle conservera sur le chantier les échantillons des terrains traversés avec indication précise des côtes de prélèvement.

En fin de travaux, elle devra adresser à la direction sus-indiquée la coupe lithologique des terrains recoupés ainsi que tous renseignements sur le débit spécifique du puits.(...)

L'administration se réserve le droit de faire procéder à ses frais en cours de recherche, par prospection électrique à toutes investigations destinées à recueillir des renseignements sur la nature des terrains et des aquifères traversés.

Les agents du ministère de l'agriculture auront libre accès sur le chantier et pourront imposer tout travail qu'ils jugeront utile à la conservation ou à la bonne utilisation de la nappe souterraine.

### **III. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 89.** - Quiconque entreprend la réalisation d'un forage pour recherche d'eau est tenu: (...)

- et, à l'issue des travaux, de faire connaître à l'agence de bassin, toutes précisions sur les résultats obtenus. (...)

#### **IV. - MAROC - Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique**

**Article 17.-** A la fin des travaux de creusement de puits ou de réalisation de forages, l'attributaire de l'autorisation est tenu de mettre à la disposition de l'agence du bassin hydraulique concernée, dans un délai de soixante (60) jours après la fin des travaux, en quatre (4) exemplaires, un rapport de fin de travaux comportant :

- les résultats des pompages d'essais ;
- les venues d'eau en précisant la cote, le résidu sec et la température de l'eau ;
- les diagraphies et les analyses chimiques et bactériologiques;
- les résultats des opérations de développement, notamment le nombre des acidifications, le débit initial et final avec rabattement ;
- les échantillons de terrain au niveau de chaque mètre de terrain creusé ou foré.

Les essais de pompage et la mise en place du tubage ne peuvent avoir lieu qu'en présence du représentant de l'agence du bassin hydraulique concernée qui établit, préalablement auxdits essais la coupe géologique du puits ou du forage. (...)

**Article 19.-** L'attributaire de l'autorisation de creusement de puits ou de réalisation de forages est tenu d'aviser immédiatement l'agence du bassin hydraulique concernée des influences sur les points d'eau mentionnés dans la demande, observées au cours de la réalisation des travaux et des incidents survenus sur le chantier.

#### **V. - COTE D'IVOIRE - Décret 68-528 du 7 novembre 1968**

**Article 10. -** A la fin des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation devra établir et adresser en trois exemplaires à l'autorité compétente, une note dans laquelle il relèvera toutes les constatations faites au cours de ces travaux et les résultats obtenus.

Il fera ressortir notamment:

- La situation exacte de l'ouvrage et sa profondeur;
- Les caractéristiques du tubage;
- Les conditions d'isolement des eaux superficielles;
- La position du joint de captage;
- Les mesures de débit,
- Les caractéristiques de l'installation d'exhaure.

A cette note il joindra en trois exemplaire:

- Une coupe géologique convenablement établie indiquant la cote exacte de l'orifice par rapport au nivellement de l'Institut géographique national, la profondeur et l'épaisseur des terrains de diverses natures rencontrés, la profondeur des niveaux aquifères,
- Une copie certifiée conforme d'un bulletin d'analyse de ces eaux

**VI. - BELGIQUE - Arrêté du 20 février 1997 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions de mesure du volume de l'eau captée**

**Article 2.** - § 1er. Les ouvrages et les installations qui permettent le prélèvement de l'eau dans les nappes aquifères et en eau de surface sont munis d'un dispositif de comptage correspondant à l'un des types suivants

- 1<sup>er</sup> compteur de vitesse à roue ou à hélice du système Woltmans;
- 2<sup>e</sup> compteur dynamique à turbine;
- 3<sup>e</sup> compteur volumétrique à piston rotatif;
- 4<sup>e</sup> compteur du type Venturi ou compteur à diaphragme équipé d'un mesureur intégrateur de débit;
- 5<sup>e</sup> compteur électromagnétique équipé d'un mesureur intégrateur de débit;
- 6<sup>e</sup> compteur à déversoir équipé d'un mesureur intégrateur de débit.

D'autres dispositifs donnant les mêmes garanties peuvent être installés moyennant décision motivée de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement qui apprécie la justification technique de la demande.

§ 2. Toutefois les ouvrages et installations utilisés pour les pompages de caractère temporaire réalisés à l'occasion de travaux publics ou privés de construction ou de génie civil, peuvent ne pas être équipés d'un tel dispositif; dans ce cas, les prélèvements d'eau annuels de chaque chantier sont évalués par la formule suivante:

$$V = Q \times 24 \times D$$

V = volume total d'eau prélevée dans le chantier au cours de l'année écoulée;

Q = débit normal en m<sup>3</sup>/h du dispositif de pompage;

D = nombre de jours de fonctionnement du dispositif de pompage, chaque fraction de jour étant considérée comme un jour entier.

**Article 3.** - Les compteurs sont construits en matériau résistant à la corrosion

Le dispositif de comptage est installé selon les règles indiquées par le constructeur.

Le fabricant ou le fournisseur du compteur fournit au redevable un certificat attestant qu'il satisfait aux prescriptions de l'article 1er du présent arrêté

Ce certificat est communiqué par le redevable à l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

Ce dispositif doit être étalonné à chaque nouvelle installation par le constructeur ou le fournisseur.

**Article 4.** - Le dispositif de comptage est révisé au maximum après 10 ans de service et par la suite, à des intervalles n'excédant pas 5 ans. Chaque révision est suivie d'un étalonnage

La révision et l'étalonnage sont effectués par le constructeur ou le fournisseur qui remettent à l'exploitant une attestation conforme.

Cette attestation est conservée par l'exploitant jusqu'à la prochaine révision.

**Article 5.** - Pour les dispositifs de comptage d'un débit égal ou supérieur à 300 m<sup>3</sup> par jour, l'erreur instrumentale admise ne peut dépasser 5%. Pour ceux dont le débit est inférieur à 300 m<sup>3</sup> par jour, l'erreur instrumentale admise ne peut dépasser 10%.

**Article 6.** - Le dispositif de comptage d'une prise d'eau, qui comporte, le cas échéant, plusieurs appareils de comptage dont les mesures sont cumulées, est disposé de telle manière qu'il permette d'obtenir, sans majoration rectificative, le débit de l'eau effectivement prélevée.

**Article 7.** - Un champ de captage comportant plusieurs prises d'eau rapprochées peut n'être équipé que d'un seul dispositif de comptage permettant la mesure du débit global.

**Article 8.** - Un compteur mis hors service pour révision, étalonnage ou toute autre raison, est remplacé ou remis en état de fonctionnement dans les délais les plus brefs.

Le redevable en informe immédiatement l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement en mentionnant:

- 1° la cause de l'arrêt;
- 2° sa durée estimée;
- 3° le nom de la personne responsable à contacter pour plus d'informations.

Ces éléments sont confirmés par lettre recommandée ou par toute autre voie offrant les mêmes garanties de réception de la notification.

La quantité d'eau prélevée pendant cette période est déterminée par extrapolation au regard des données recueillies durant le mois où la mise hors service du compteur a été constatée.

**Article 9.** - Le volume d'eau prélevée mensuellement ainsi que les index de consommation correspondant sont repris dans un dossier de mesures dont une copie est transmise annuellement et au plus tard, le 15 janvier de chaque année à l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

### 3.4 Gestion des autorisations

Le sens et la portée de ce titre ont été développés au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, sous-chapitre 4. L'on notera également ici l'absence de formulaires standards permettant de simplifier la gestion des autorisations, pour ce qui est de leur renouvellement ou modification par exemple.

La réglementation peut exiger que toute extension ou modification des installations de captage soit soumise à nouvelle autorisation (II, III, V, VI), accompagnée ou non d'une enquête, et permettre éventuellement une modification, par l'autorité ayant initialement délivré l'autorisation de captage, des limites fixées dans cette autorisation (II, IV, VII). Elle peut aussi limiter les conditions, voire interdire le renouvellement des autorisations pour certaines zones déterminées (II), et soumettre toute prorogation à certaines conditions (I).

Enfin, la réglementation peut prévoir que doivent figurer dans l'autorisation les mentions relatives aux causes de révocation de l'autorisation et de déchéance des droits ainsi

que les pouvoirs de contrôle des autorités. En effet, outre les pouvoirs conférés aux autorités de modifier, suspendre ou révoquer une autorisation dans le cadre du contrôle du respect de la loi (voir sous-chapitre 8 ci-dessous), ces pouvoirs peuvent s'appliquer, à la discrétion des autorités, dès lors qu'un intérêt public est en jeu moyennant - ce qui les distingue des mesures appliquées pour non-observation des dispositions - paiement d'une indemnité (IV).

#### **I. - TUNISIE - Décret 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines**

**Article 6.** - L'arrêté portant autorisation de recherche d'eau souterraine prévu par l'article premier du présent décret est valable pour une année à compter de la date de son établissement.

Il peut être prorogé pour la durée nécessaire à l'achèvement des travaux entrepris dans la mesure où le pétitionnaire fournira à l'administration les justifications de retards dans l'exécution de l'ouvrage.

#### **II. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 34.** - L'autorisation de captage en zone I doit fixer les limites des volumes d'extraction annuels, journaliers et horaires.

Ces limites peuvent faire l'objet de réduction conformément aux dispositions de l'article 73.

Toutes extensions ou modifications d'installation sont soumises à une nouvelle autorisation.

#### **III. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 55.** - Toute extension ou modification des installations est soumise à une nouvelle autorisation.

#### **IV. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986**

**Article 13.** - ( . . )

L'autorisation peut être aussi modifiée, réduite ou révoquée à toute époque pour cause d'intérêt public. Cette modification, réduction ou révocation ouvre droit à une indemnité au profit du permissionnaire si celui-ci subit un préjudice. (...)

**Article 21.** - Lorsque le concessionnaire estime nécessaire, soit en cours d'exécution, soit en cours d'exploitation, de modifier les conditions techniques prévues par l'acte de concession, il doit adresser une demande de modification de la concession au wali.

Il est statué sur les modifications préconisées après accomplissement de formalités prévues par le présent décret. Les modifications sollicitées peuvent être accordées sans nouvelle enquête. (...)

**Article 24.** - Si les travaux de captage effectués par le titulaire de la concession donnent un débit supérieur aux besoins de celui-ci, l'administration de wilaya chargée de l'hydraulique peut demander au concessionnaire de livrer aux services publics la fraction du débit dont il n'a pas l'utilisation contre une indemnité calculée au prorata de cette fraction et couvrant la quote-part de ses dépenses d'exploitation et d'entretien des ouvrages hydrauliques, à l'exclusion de toute participation aux frais de premier établissement.

#### **V. - COTE D'IVOIRE - Décret 68-528 du 7 novembre 1968**

**Article 12.** - Tous nouveaux travaux de captage ainsi que tous travaux de transformation en vue notamment d'augmenter la quantité d'eau débitée sont subordonnés à la demande d'autorisation prévue par l'article 9.

#### **VI. - DJIBOUTI - Délibération 74/8 du 12 décembre 1974 portant protection des eaux souterraines et des eaux de surface du Territoire français des Afars et des Issas.**

**Article 2.** - (...) L'approfondissement des puits existants est soumis à autorisation. (...)

#### **VII. - MAROC - Décret n° 2-97-657 du 4 février 1998 relatif à la délimitation des zones de protection et des périmètres de sauvegarde et d'interdiction.**

**Article 22.** - Les autorisations de prélèvement d'eau souterraine délivrées en application du présent décret feront l'objet de récolements périodiques par les agents commissionnés à cet effet.

S'il ressort de ces récolements que les débits utilisés par un permissionnaire pendant la durée de l'autorisation de prélèvement d'eau dont il a bénéficié, sont inférieurs à ceux qu'il était autorisé à prélever, l'autorisation correspondante pourra être rajustée en conséquence sans qu'il en résulte pour le titulaire aucun droit à indemnité.

### **3.5 Redevances applicables**

Cet aspect précis du régime d'autorisation pour l'utilisation de l'eau est traité au **Chapitre VIII - Redevances.**

### **3.6 Droits accessoires**

A l'instar des dispositions applicables à l'octroi des autorisations de prélèvement de l'eau examinées au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, l'autorisation portant sur les forages de puits et autres opérations de prospection et de captage d'eau peut entraîner la mise en place de servitudes pour les propriétaires voisins, lesquels peuvent éventuellement prétendre au paiement d'une indemnité (1).



#### **I. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 83.** - Lorsque par des sondages ou des travaux souterrains ayant fait l'objet d'une autorisation, un propriétaire fait surgir des eaux dans son fonds, les propriétaires des fonds inférieurs doivent accorder le passage des eaux suivant le tracé le plus rationnel et le moins dommageable. Ces propriétaires ont droit à une indemnité en cas de dommage résultant de l'écoulement de ces eaux.

### **4. SORT DES PUITS ET OUVRAGES DE CAPTAGE EXISTANTS**

La question du sort des puits et ouvrages de captage existants ressemble, d'un point de vue conceptuel, à la question des droits d'eau acquis traitée au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**, sous-chapitre 7, étant donné que la présence d'un puit ou d'un ouvrage de captage peut être perçue comme étant un droit d'eau acquis sur certaines eaux souterraines.

Lorsque des nouvelles exigences d'autorisation sont introduites dans des zones spéciales faisant l'objet de contrôles réglementaires sur la gestion des eaux souterraines (voir sous chapitre 6 ci-dessous) ou étendues à l'ensemble du territoire national, des mesures transitoires sont prévues pour permettre le fonctionnement continu des puits et ouvrages en activité. Ceux-ci peuvent devoir être enregistrés ou déclarés suivant une procédure et dans un délai précis fixés par la réglementation, sous réserve de l'application éventuelle de certains critères.

#### **I. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 109.** - Dès l'entrée en vigueur des décrets de classement des eaux en zone I ou II, tout exploitant d'installation de captage d'eaux souterraines est tenu, dans le délai des six mois prévu à l'article 205, de faire déclaration de ses installations dans les formes requises pour les demandes d'autorisation relatives à ces zones.

#### **II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 8.** - (...) Les ouvrages de captage des eaux souterraines existants, équipés à l'aide de moyens mécaniques de pompage ou exploitant une nappe aquifère, sont soumis à la déclaration de propriété dans les formes fixées à l'article 10. (...)

**Article 10.** - Dans un délai de six mois à compter de la parution de la présente loi au Journal officiel de la République Populaire du Bénin, tout propriétaire d'ouvrage de captage d'eau souterraine équipé mécaniquement ou d'ouvrage de captage fixé dans une nappe aquifère devra en faire la déclaration auprès du Ministre chargé de l'hydraulique qui précisera la forme de ladite déclaration par arrêté.

#### **III. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986**

**Article 22.** - Les ouvrages existants à la date de publication du présent décret au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire doivent faire l'objet, dans un délai d'un (1) an, à compter de cette date, d'une déclaration établie en deux (2) exemplaires.

La déclaration des ouvrages existants est adressée au wali territorialement compétent.

Elle comporte les indications suivantes :

- l'identité de l'exploitant: les nom, prénoms, qualité et domicile de l'exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, les indications en tenant lieu;
- la date de mise en service de l'ouvrage;
- l'emplacement précis de chaque ouvrage, sa profondeur, le ou les niveaux aquifères exploités.

Le wali accuse réception de la déclaration de l'exploitant et procède à son enregistrement sur un registre spécial.

## 5. LICENCE DE FOREURS

Dans la mesure où la plupart des opérations de forage et de construction de puits s'effectue aujourd'hui sur une base commerciale, l'exercice de la profession de foreur de puits s'est vu progressivement intégré au champs d'application des réglementations. Les textes précisent à cet égard les conditions de fond et de procédure applicables au mécanisme d'enregistrement ou de licence (I). Compte tenu de la complexité et variété des opérations et des opérateurs, une classification de ceux-ci peut être prévue dans la réglementation (II).

### I. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique

**Article 78.** - Nul ne peut exercer l'activité de foreur de puits ou sondeur en vue de la recherche du captage et de l'exploitation des eaux souterraines, sans une autorisation préalable de l'administration ayant dans ses attributions l'exploitation du sous-sol, attestant la compétence professionnelle du titulaire. Le foreur ou sondeur dûment autorisé doit fournir sur requête de cette administration les informations et données relatives à ses activités. Les modalités et les prescriptions techniques pour la délivrance de l'autorisation susvisée sont arrêtées par voie réglementaire. Toute autorisation délivrée au sens du présent article est enregistrée par les soins de l'administration, selon les modalités qui sont arrêtées par voie réglementaire.

### II. - TUNISIE - Décret 97-2082 du 27 octobre 1997 fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau.

**Article 2.** - Les entreprises de forage d'eau sont classées selon les moyens dont elles disposent en sept catégories:

#### Catégorie A : puisatier

Toute personne physique qui réalise des puits d'eau à grand diamètre (1 à 3 mètres). Le puisatier doit être titulaire d'un diplôme attestant de sa compétence professionnelle dans la spécialité ou justifier d'une expérience de 5 ans ou moins dans ce domaine et disposer des moyens matériels et financiers suivants:

- treuil
- groupe motopompe de vidange

- échafaudage et coulage et outils de construction
- capital social de 3000 DJ.

#### Catégorie B: artisan foreur:

Toute personne physique réalise des forages à petit diamètre du type puits de jardin dont la profondeur ne dépasse pas 50 mètres.

L'artisan foreur doit être titulaire d'un diplôme attestant de sa compétence professionnelle dans la spécialité, justifier d'une expérience de 5 ans au moins dans ce domaine et disposer des moyens matériels et financiers suivants:

- petite foreuse tractable
- groupe motopompe
- compresseur
- siège social et dépôt
- capital social de 10.000 DJ.

#### Catégorie C: petite entreprise de forage

Toute personne physique ou morale autorisée à creuser à des profondeurs pouvant atteindre 150 mètres

Ces entreprises doivent disposer des moyens humains, matériels et financiers suivants:

- un chef d'entreprise
- un ingénieur foreur ou ingénieur disposant d'une expérience de 5 ans au moins dans ce domaine
- un ingénieur mécanicien
- un agent ayant un brevet de technicien professionnel ou un certificat d'aptitude professionnelle dans le forage des puits pour chaque sondeuse
- sondeuse (s) rotary avec accessoires de forages d'une puissance suffisante pour la réalisation de forages d'une profondeur de 150 mètres
- pompes 6" et 8"
- compresseur adapté
- groupe électrogène
- camion 3 T de charge utile au moins
- siège social et un dépôt
- capital social de 100 000 DJ

#### Catégorie D: moyenne entreprise de forage premier niveau.

Toute personne physique ou morale autorisée à creuser à une profondeur pouvant atteindre 300 mètres

Ces entreprises doivent disposer des moyens humains, matériels et financiers suivants:

- un chef d'entreprise
- un ingénieur foreur ou ingénieur disposant d'une expérience de 5 ans au moins dans ce domaine
- un ingénieur mécanicien
- un agent ayant un brevet de technicien professionnel ou un certificat d'aptitude professionnelle dans le forage des puits pour chaque sondeuse

- sondeuse (s) rotary avec accessoires de forages d'une puissance suffisante pour la réalisation de forages d'une profondeur de 300 mètres
- pompes 6" et 8" et 10" ou 12"
- compresseur adapté
- groupe électrogène
- camion 7 T de charge utile au moins
- siège social et un dépôt
- capital social de 150.000 DT

Catégorie E: moyenne entreprise 2ème niveau:

Toute personne physique ou morale autorisée à creuser à des profondeurs pouvant atteindre 500 mètres.

Ces entreprises doivent disposer des moyens humains, matériels et financiers suivants:

- un chef d'entreprise
- un ingénieur foreur ou ingénieur disposant d'une expérience de 5 ans au moins dans ce domaine
- un ingénieur mécanicien
- un agent ayant un brevet de technicien professionnel ou un certificat d'aptitude professionnelle dans le forage des puits pour chaque sondeuse
- sondeuse (s) moyen rotary avec accessoires pouvant réaliser des forages de 500 mètres de profondeur
- pompe à boue indépendante
- compresseur adapté
- groupe électrogène
- pompes 6" et 8" et 10" ou 12"
- camion 7 T de charge utile au moins
- siège social et un dépôt
- capital social de 200.000 DT.

Catégorie F: grande entreprise premier niveau:

Toute personne physique ou morale autorisée à creuser à des profondeurs pouvant atteindre 700 mètres

Ces entreprises doivent disposer des moyens humains, matériels et financiers suivants:

- un chef d'entreprise
- un ingénieur foreur ou ingénieur disposant d'une expérience de 5 ans au moins dans ce domaine
- un ingénieur mécanicien
- 2 agents ayant un brevet de technicien professionnel ou un certificat d'aptitude professionnelle dans le forage des puits pour chaque sondeuse
- un cadre administratif et financier
- sondeuse (s) gros rotary avec accessoires pouvant réaliser des forages de 700 mètres de profondeur pompe à boue indépendante,
- pompes 6" et 8" et 10" ou 12"
- compresseur adapté
- groupe électrogène
- camion 7 T de charge utile au moins
- siège social et un dépôt
- capital social de 250.000 DT

Catégorie G: grande entreprise deuxième niveau:

Toute personne physique ou morale autorisée à creuser à des profondeurs supérieures à 700 mètres.

Ces entreprises doivent disposer des moyens humains, matériels et financiers suivants

- un chef d'entreprise
- 2 ingénieurs foreurs ou 2 ingénieurs disposant d'une expérience de 5 ans au moins dans ce domaine
- un cadre administratif et financier
- un ingénieur mécanicien
- 2 agents ayant un brevet de technicien professionnel ou un certificat d'aptitude professionnelle dans le forage des puits pour chaque sondeuse
- sondeuse (s) gros rotary avec accessoires pouvant réaliser des forages d'une profondeur de 2000 mètres au moins
- 2 pompes à boue indépendantes
- pompes 6" et 8" et 10" ou 12"
- 2 compresseurs adaptés
- un groupe électrogène
- camion 7 T de charge utile au moins
- porte-chars
- siège social et un dépôt
- capital social de 300.000 DFL

**Article 3.** - Il est exigé pour les entreprises disposant de plus de 2 sondeuses, deux ingénieurs foreurs pour chaque groupe de 3 sondeuses. ( ... )

**Article 4.** - L'exercice de l'activité de forage d'eau n'est autorisé qu'après obtention d'une carte professionnelle délivrée par le Ministre de l'agriculture ou le gouverneur selon la catégorie de l'entreprise et ce, après avis de la commission concernée par l'octroi de la carte professionnelle ( ... )

## **5.1 Octroi de licence ou procédure d'enregistrement des foreurs**

Présentées par étape, les aspects suivants relatifs aux licences ou à l'enregistrement des foreurs de puits sont généralement compris dans les réglementations propres à la gestion des eaux souterraines.

### **5.1.1 Demande d'enregistrement ou de licence**

A défaut de formulaires-type pour les demandes de licence ou d'enregistrement en annexe des réglementations, celles-ci énumèrent les informations et documents justificatifs devant être communiqués à l'appui de la demande ainsi que les conditions préalables devant au minimum être remplies par les candidats (1).

**L - TUNISIE - Décret 97-2082 du 27 octobre 1997 fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau**

**Article 7.** - Les dossiers d'obtention de la carte professionnelle pour les puisatiers et les entreprises de forage d'eau comportent les pièces suivantes :

a) Les personnes physiques :

- une demande sur papier libre,
- une fiche de renseignements fournie par l'administration dûment remplie, datée et signée par le demandeur de la carte,
- le bulletin n° 3 du demandeur de la carte datant de moins de 3 mois à la date de son dépôt,
- un document bancaire certifiant les moyens financiers du demandeur de la carte,
- les copies certifiées conformes à l'original des cartes grises du matériel roulant ou des copies des contrats de leasing, ainsi que des copies certifiées conformes des factures d'acquisition du matériel exigé pour l'obtention de la carte professionnelle,
- la liste du personnel de l'entreprise signée par le demandeur de la carte, accompagnée des copies certifiées conformes à l'original des contrats de recrutement de chaque agent et des copies des diplômes et des attestations professionnelles,
- copies certifiées conformes à l'original du titre de propriété ou des contrats de location du siège de l'entreprise et éventuellement du dépôt.

b) Les personnes morales :

Outre les pièces exigées pour les personnes physiques, le dossier de la carte professionnelle pour la personne morale doit comporter :

- copie certifiée conforme à l'original du statut de l'entreprise et du journal officiel où est inséré l'avis de création de la personne morale,
- un document bancaire attestant la libération du capital.

**Article 8.** - Les entreprises de forage d'eau ayant une carte professionnelle dans une catégorie déterminée et qui demandent à être classées dans une catégorie supérieure doivent fournir les documents complémentaires suivants :

- la justification des moyens humains, matériels et financiers complémentaires fixés pour la catégorie demandée,
- un bilan certifié conforme à l'original du dernier exercice,
- les comptes d'exploitation certifiés conformes à l'original des deux derniers exercices.

### 5.1.2 Examen des demandes

L'examen des demandes peut-être confié à des institutions spécialement créées à cette fin (1).

**1. - TUNISIE - Décret 97-2082 du 27 octobre 1997 fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau.**

**Article 5.** - Il est créé une commission d'octroi de la carte professionnelle des entreprises de forage d'eau chargée notamment:

- d'étudier les demandes de création d'entreprise de forage d'eau des catégories B, C, D, F, E et G ainsi que les dossiers relatifs aux cartes professionnelles.
- du suivi du respect par les entreprises de forage d'eau, des conditions fixées au présent décret (...)

### 5.1.3 Format des licences et conditions d'exercice

En l'absence de formulaires-type de licence de foreur en annexe des réglementations, celles-ci peuvent préciser les conditions d'exercice de l'activité y compris, en particulier, la durée pour laquelle une licence peut être octroyée.

**1. - TUNISIE - Décret 97-2082 du 27 octobre 1997 fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau.**

**Article 4.** - (...) La durée de validité de la carte professionnelle est fixée à 5 ans renouvelable selon la même modalité et les mêmes conditions. (...)

### 5.1.4 Enregistrement des licences

L'obligation pour les autorités d'enregistrer les licences de foreurs (ainsi que toute action prise à la suite de l'octroi de ces licences) peut-être prescrite par la réglementation (1)

**1. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 78.** - Nul ne peut exercer l'activité de foreur de puits ou sondeur en vue de la recherche du captage et de l'exploitation des eaux souterraines, sans une autorisation préalable de l'administration ayant dans ses attributions l'exploitation du sous-sol, attestant la compétence professionnelle du titulaire. Le foreur ou sondeur dûment autorisé doit fournir sur requête de cette administration les informations et données relatives à ses activités. Les modalités et les prescriptions techniques pour la délivrance de l'autorisation susvisée sont arrêtées par voie réglementaire. Toute autorisation délivrée au sens du présent article est enregistrée par les soins de l'administration, selon les modalités qui sont arrêtées par voie réglementaire.

## 5.2 Obligations générales des titulaires de licence et des personnes enregistrées

Outre les termes et conditions stipulés dans la licence, les titulaires de licence ou les foreurs enregistrés sont soumis au respect d'obligations de portée générale telles qu'elles peuvent être édictées par les réglementations. Celles-ci peuvent prévoir, par exemple, l'obligation du titulaire de licence ou du foreur inscrit de communiquer aux autorités certaines informations relatives à leurs activités (1).

**1. - TUNISIE - Décret 97-2082 du 27 octobre 1997 fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau.**

**Article 9.** - Tout entrepreneur de forage d'eau doit informer par écrit l'administration de la date du commencement et de la fin des travaux.

## 5.3 Statut des foreurs en exercice

Des dispositions particulières, visant les foreurs en exercice lors de l'adoption de nouvelles exigences réglementaires, peuvent figurer dans la réglementation, leur accordant un délai déterminé afin de pouvoir se conformer à celle-ci.

**1. - TUNISIE - Décret 97-2082 du 27 octobre 1997, fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau.**

**Article 12.** - Les entrepreneurs de forage d'eau et les artisans puisatiers, en exercice à la date de publication du présent décret, doivent régulariser leur situation conformément à ses dispositions et dans un délai d'un an à partir de sa publication.

## 6. ZONAGE DES NAPPES D'EAU SOUTERRAINE

Les réglementations, qu'elles visent les ressources en eau en général ou les eaux souterraines en particulier, peuvent prévoir un mécanisme de zonage pour la protection et la gestion des eaux souterraines contre tout abus d'exploitation ou tout épuisement et contre toute forme de pollution. Le zonage concernant ce dernier aspect est traité dans le cadre des dispositions applicables aux ressources en eau en général, que celles-ci soient de surface ou souterraines, au **Chapitre II - Prévention et contrôle de la pollution de l'eau**, sous-chapitre 4. De même, le zonage ayant trait à la protection des sources d'approvisionnement en eau du public - y compris les sources d'eau souterraine - fait l'objet du **Chapitre V - Approvisionnement en eau du public**, sous-chapitre 8.

Le présent chapitre vise donc les mécanismes de zonage pour la protection "quantitative" des eaux souterraines pour les préserver de tout abus d'exploitation ou de leur épuisement et limiter le nombre ou la portée des prélèvements pouvant y être effectués. Ces mécanismes sont importants en ce qu'ils permettent d'anticiper la nécessité d'appliquer un régime d'autorisation.



Le zonage qui en résulte a pour effet d'entraîner l'application, dans des périmètres déterminés, de restrictions spécifiques aux forages de puits et aux captages d'eau souterraine, voire d'interdictions ou d'exigences d'autorisation préalable visant certains travaux (I-VI).

## **I. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 23.** - (...) des mesures particulières régissent l'exploitation et la protection des sources et eaux souterraines. De telles mesures prévoient notamment: (...)

la délimitation des zones de sauvegarde des ressources en eaux souterraines dans lesquelles les modalités de protection et les conditions d'exploitation de la ou des nappes d'eau souterraines peuvent comporter les prescriptions relatives à l'utilisation des sols, du sous-sol et des eaux superficielles (...).

**Article 24.** - Les modalités d'établissement des périmètres de protection, de délimitation des zones de sauvegarde des ressources en eau et de délivrance des autorisations de forage sont déterminées par arrêté du Ministre chargé de l'hydraulique.

## **II. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 13.** - Dans chaque périmètre d'interdiction:

a) Sont interdits:

- toute exécution de puits ou forages, ou tout travail de transformation de puits ou forages destiné à en augmenter le débit;

b) Sont soumis à autorisation préalable du ministre de l'agriculture

- les travaux de remplacement ou de réaménagement de puits ou forages non destinés à augmenter le débit exploité par ces puits ou forages;

c) Est soumis à autorisation et prescriptions du ministre de l'agriculture:

- l'exploitation des eaux souterraines: ces prescriptions peuvent porter sur une limitation du débit maximum à exploiter par puits ou forages, sur la mise hors service d'un certain nombre de puits ou forages ou sur toute autre disposition propre à éviter les interactions nuisibles et à assurer la conservation des ressources existantes. (...)

**Article 15.** - Des périmètres de sauvegarde peuvent être délimités par décret pris après avis de la Commission du domaine public hydraulique, dans les nappes pour lesquelles le taux et la cadence d'exploitation des ressources existantes risquent de mettre en danger la conservation quantitative et qualitative des eaux.

A l'intérieur de ces périmètres, les travaux de recherche ou d'exploitation des nappes souterraines, à l'exclusion des travaux de réfection ou d'exploitation des ouvrages existants, sont soumis à une autorisation du ministre de l'agriculture.

**Article 16.** - Des périmètres d'aménagement et d'utilisation des eaux peuvent être définis par décret après avis du Comité national de l'eau dans les zones où les ressources en eau

sont ou risquent d'être insuffisantes par rapport aux besoins actuels ou prioritaires programmés.

A l'intérieur de ces périmètres, les plans de répartition des ressources hydrauliques du périmètre considéré, sont définis par arrêté du ministre de l'agriculture, après enquête administrative auprès des personnes physiques ou morales susceptibles d'être concernées, et avis du Comité national de l'eau, selon la nature et la localisation des besoins à satisfaire.

Le décret prévu à l'alinéa 1er du présent article peut, le cas échéant mentionner les programmes de dérivation des eaux et les programmes des travaux destinés à permettre ou à assurer la mise en application du plan de répartition des eaux et déclarer d'utilité publique tout ou partie des programmes de dérivation ou des travaux ainsi définis.

**Article 17.** - A l'intérieur des périmètres d'interdiction et des périmètres de sauvegarde, l'administration se réserve le droit d'effectuer sur les cours d'eau, puits et sondages existants toutes les observations et mesures destinées à suivre l'évolution des ressources en eau.

Le propriétaire ou l'exploitant de ces puits, sondages ou cours d'eau, doit en permettre l'accès aux agents qualifiés de l'administration à l'effet d'obtenir tous renseignements sur les débits prélevés et les conditions de ce prélèvement.

**Article 18.** - A l'intérieur d'un périmètre d'aménagement des eaux, tout propriétaire ou exploitant d'installations de dérivation, captage, puisage est tenu de déclarer ses installations.

Toutefois, certaines catégories d'ouvrages, dont l'influence sur le régime des eaux est négligeable, peuvent être dispensées de la déclaration visée ci-dessus par le décret créant le périmètre d'aménagement des eaux prévu à l'article 16 du présent code.

### **III. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 49.** - Des périmètres dits de sauvegarde peuvent être délimités dans les zones où le degré d'exploitation des eaux souterraines risque de mettre en danger les ressources en eau existantes. A l'intérieur de ces périmètres, sont soumis à autorisation préalable:

- toute exécution de puits ou forages,
- tous travaux de remplacement ou de réaménagement de puits ou forages,
- et toute exploitation d'eaux souterraines, quel que soit le débit à prélever.

Les conditions de délimitation de ces périmètres et d'octroi d'autorisation sont fixées par voie réglementaire.

### **IV. - MAROC - Décret n° 2-97-657 du 4 février 1998 relatif à la délimitation des zones de protection et des périmètres de sauvegarde et d'interdiction.**

**Article 16.-** Les périmètres de sauvegarde prévus par l'article 49 de la loi précitée n° 10-95, sont délimités par décret sur proposition de l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement après avis des autorités gouvernementales chargées de l'agriculture et de l'intérieur.

Le décret précité est soumis à l'avis du ministre chargé de l'environnement, et du ministre chargé des pêches maritimes lorsque les zones d'estuaires sont concernées.

**Article 17.-** Le décret de délimitation des périmètres de sauvegarde est établi sur la base d'un dossier technique, élaboré par l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement, qui comporte tous les éléments nécessaires à la détermination de l'étendue de ces périmètres ainsi que les restrictions y applicables.

Les documents constituant ce dossier technique comprennent obligatoirement :

- une étude hydrologique et hydrogéologique ;
- une étude relative à la qualité des eaux lorsqu'il s'agit d'un périmètre d'interdiction ;
- une étude relative aux prélèvements d'eau existants et projets ;
- une carte à l'échelle appropriée figurant les limites du périmètre de sauvegarde ou d'interdiction proposée ;
- une étude relative aux déversements d'eaux usées existants ou projetées et à l'utilisation de produits chimiques ;
- la liste exhaustive des usages faits des eaux prélevées ;
- les consignes de gestion de la nappe, lorsqu'il s'agit d'un périmètre d'interdiction.

**Article 18.-** A compter de la date de publication du décret de délimitation du périmètre de sauvegarde au *Bulletin officiel*, les opérations et travaux visés à l'article 49 de la loi n° 10-95 précitée sont soumis à l'autorisation préalable de l'agence du bassin hydraulique concernée ou de l'Office régional de mise en valeur agricole lorsque l'eau à prélever est destinée à un usage agricole à l'intérieur de sa zone d'action.

Ces autorisations sont délivrées et, le cas échéant, modifiées ou retirées conformément aux dispositions de la loi n° 10-95 sur l'eau et du décret n° 2-97-457 du 6 chaoual 1418 (4 février 1998) fixant les procédures d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique.

**Article 19.-** A l'intérieur des périmètres de sauvegarde, une autorisation de prélèvement d'eau souterraine, de creusement ou de réalisation de forage ne peut, en aucun cas, se rapporter à plusieurs puits, forages ou autres points de prélèvement, même si ceux-ci sont situés sur un même fonds.

Les autorisations de creusement, de remplacement ou de réaménagement de puits, de forage ou de tout autre ouvrage de captage sont délivrées pour une année renouvelable.

## **V. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 50.-** Les eaux souterraines sont classées en zone I, II et III.

Sont classés en zone I :

1. les bassins où l'utilisation des nappes souterraines approche des limites de leurs ressources ;
2. les bassins qui alimentent les localités desservies par un service public de distribution ;
3. les bassins où existe un danger potentiel d'intrusion saline ou d'une quelconque substance organique pouvant altérer la potabilité de l'eau ou sa salubrité.

Sont classées en zone II, les nappes situées dans les roches métamorphiques des mauritanides, les schistes précambriens et les granito-gneiss de l'Afrou-Guindimaka, les grès quartzites ordoviciens de l'Assaba-Tagant, les grès infracombréens de l'Affolé, les schistes et pelites des Hodhs.

Sont classés en zone III tous les autres bassins du territoire national.

**Article 51.** - Le classement ou le déclassement des bassins se fait par décret pris sur rapport du Ministre chargé de l'hydraulique. (..)

**Article 56.** - La limite d'exploitation d'une nappe située en zone I est déclarée par décret pris sur rapport du Ministre chargé de l'hydraulique. Le décret précise les limites géographiques et la profondeur de la nappe considérée.

Aucune nouvelle demande d'autorisation de captage des eaux d'une nappe déclarée en limite d'exploitation n'est admise.

## **VI - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 119.** - Il est institué, dans les zones où les ressources en eaux souterraines sont surexploitées ou menacées de l'être, des périmètres de protection quantitative à l'intérieur desquels

- sont interdites toutes réalisations de travaux de forage de puits ou forages ou toute modification des installations existantes destinées à augmenter les débits prélevés,
- sont soumis à autorisation, les travaux de remplacement et de réaménagement des installations hydrauliques existantes, sans augmentation des volumes d'eau prélevés.

**Article 120.** - Dans les zones où les ressources en eaux souterraines sont surexploitées et, en vue d'assurer leur conservation, l'administration peut procéder à une limitation des débits d'exploitation ou à la mise hors service d'un certain nombre de points de prélèvement.

**Article 121.** - A l'intérieur des périmètres de protection quantitative, le comptage de l'eau est obligatoire.

**Article 122.** - Les périmètres de protection sont fixés, dans chaque cas, par l'administration compétente conformément à la législation en vigueur.

**Article 123.** - A l'intérieur des périmètres de protection, l'administration se réserve le droit d'effectuer, à tout moment et en tout lieu, toute observation, mesure et contrôle destinés à suivre l'évolution qualitative et quantitative des ressources en eau.

**Article 124.** - Les indemnités dues aux propriétaires de terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

## 7. RECHARGE ARTIFICIELLE DES NAPPES D'EAU SOUTERRAINE

La recharge artificielle des nappes d'eau souterraine peut être soumise à un mécanisme d'autorisation similaire en forme et en substance au mécanisme d'autorisation applicable aux opérations de prospection, forage et captage d'eau souterraine décrit au sous-chapitre 3 ci-dessus (I).

**I. - FRANCE - Décret 93-743 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature prévue par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

### ANNEXE

**Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992**

(...)

1.3.0. Recharge artificielle des eaux souterraines .....A

## 8. CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI

Les titulaires d'une autorisation de forage et/ou de captage d'eau souterraine, et les détenteurs d'une licence de foreur ou les personnes enregistrées à cette fin sont soumis à des obligations émanant de l'autorisation, de la licence ou de leur enregistrement, et aux obligations d'ordre général figurant dans la réglementation. Le public est lui aussi soumis au respect du principe général de ne pas entreprendre d'activités ayant trait aux eaux souterraines en dehors du cadre réglementaire d'autorisation ou de déclaration.

La pratique courante en matière du contrôle de l'application la loi consiste à sanctionner toute violation par des amendes et des peines d'emprisonnement dont les montants et la durée ne sont toutefois pas reproduits ici.

Les titulaires d'autorisation peuvent aussi être sanctionnés par le biais de mesures diverses entraînant la suspension des activités, la modification ou le retrait de l'autorisation (II, III, V).

Certains pouvoirs peuvent être conférés aux autorités compétentes, leur permettant, notamment en cas d'urgence, d'ordonner que soit prise, dans un délai déterminé, toute mesure nécessaire à la conservation des eaux souterraines, voire d'exécuter ces mesures d'office aux frais de l'intéressé lorsque celui-ci ne se sera pas plié aux ordres des autorités (V). La fermeture d'un puit, la destruction d'ouvrages ou l'obligation de remise en l'état en sont une illustration (I, II, IV).

Les autorités bénéficient en principe du droit d'accès à la propriété privée et de l'inspecter, de contrôler l'exécution des travaux, de prélever des échantillons et d'examiner les registres dont le maintien est prescrit par la réglementation, cela dans le cadre des modalités classiques de constatation des infractions et d'engagement des poursuites (III, V).

La réglementation peut enfin désigner les autorités habilitées à intervenir à cette fin (I,IV).

#### **I. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 16.** - Toutes infractions aux présentes dispositions et notamment la non-observation d'interdiction de puisage, le puisage supérieur à celui autorisé, la non-exécution des ouvrages annexes exigés pour la salubrité ou la protection des nappes contre la pollution, seront constatées par les agents de la direction de l'hydraulique ou de la direction du génie sanitaire et de l'assainissement ou par tout autre agent dûment assermenté désigné par le Ministre chargé de l'hydraulique ou celui de la santé publique.

Ces infractions entraîneront l'interdiction de puisage ou de rejet sans paiement d'indemnité et ce, sans préjudice des sanctions prévues ci-après. (...)

Les travaux entrepris pourront en outre être interdits par arrêté du Ministre chargé de l'hydraulique sans préjudice de mesures qu'il pourra ordonner si la conservation des eaux est menacée.

#### **II. - TUNISIE - Loi n° 75-16 du 31 mars 1975 portant promulgation du Code des eaux**

**Article 14.** - L'exécution des travaux visés aux paragraphes a et b de l'article 13 du présent code, peuvent être suspendus par décision du ministre de l'agriculture sans préjudice des mesures conservatoires susceptibles d'être ordonnées par l'administration: ces mesures conservatoires peuvent porter sur la démolition partielle ou totale des ouvrages ainsi que la remise des lieux en l'état.

Les travaux de réaménagement, exécutés non en conformité avec les prescriptions de l'arrêté d'autorisation, sont punis d'une amende pouvant atteindre le dixième du montant estimé des ouvrages exécutés.

**Article 17.** - (...) Le propriétaire ou l'exploitant de ces puits, sondages ou cours d'eau, doit en permettre l'accès aux agents qualifiés de l'administration à l'effet d'obtenir tous renseignements sur les débits prélevés et les conditions de ce prélèvement. (...)

#### **III. - TUNISIE - Décret 97-2082 du 27 octobre 1997 fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau.**

**Article 10.** - Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées par les agents cités à l'article 156 du Code des eaux.

La carte professionnelle des artisans puisatiers et des entreprises de forage d'eau est retirée à titre temporaire pour une période ne dépassant pas 6 mois dans les cas suivants:

- malfaçons graves ou répétées dans l'exécution des travaux qui lui sont confiés,
- défaillance et carence répétées dans l'exécution des travaux après deux avertissements adressés à l'artisan puisatier ou à l'entreprise,
- le non respect du Code des eaux et des dispositions du présent décret.

La carte professionnelle est retirée définitivement à l'artisan ou l'entreprise de forage d'eau:

- ayant fait l'objet de deux retraits provisoires durant la période de validité de la carte,
- en cas de faillite,
- en cas de faute professionnelle grave.

Pour les artisans et les entreprises (personnes physiques), la carte professionnelle est également retirée définitivement en cas de condamnation pour délit à plus de trois mois d'emprisonnement ferme pour corruption, faux et usage de faux, falsification, faux témoignage, abus de confiance ou escroquerie.

**Article 11.** - Les infractions prévues par l'article 10 ci-dessus doivent faire l'objet d'un dossier circonstancié établi par le chef d'arrondissement des ressources en eau au commissariat régional au développement agricole concerné et adressé dans un délai n'excédant pas un mois suivant la date de la constatation des faits au ministère de l'agriculture ou au gouverneur territorialement compétent, selon le cas qui saisira à cet effet la commission d'octroi de la carte professionnelle compétente dans les deux mois suivant la date de réception du dossier.

L'entrepreneur ou l'artisan concernés doivent obligatoirement être mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de présenter leurs observations par écrit 20 jours au moins avant la saisie de la commission d'octroi de la carte professionnelle.

La décision de retrait à titre temporaire ou définitif de la carte professionnelle est prise par le Ministre de l'agriculture ou le gouverneur territorialement compétent selon le cas sur avis motivé de la commission concernée. Elle est notifiée à l'artisan paisanier ou à l'entreprise de forage d'eau dans un délai de 20 jours à partir de la date de décision.

#### **IV. - COTE D'IVOIRE - Décret 68-528 du 7 novembre 1968**

**Article 14.** - Si des travaux sont exécutés sans autorisation ou si le propriétaire d'un puits ou d'un forage néglige de se conformer aux mesures prescrites en application du présent décret, il devra acquitter les taxes en vigueur dues, soit depuis la promulgation du présent décret, soit depuis la mise en service du forage au cas où celui-ci serait postérieur à ladite promulgation. Il sera en outre possible d'une pénalité équivalente à ces taxes, le débit considéré dans ces calculs étant le débit maximum de l'ouvrage pendant 12 heures/jour (...)

Les travaux ainsi entrepris pourront également être interdits par arrêté du ministre de l'intérieur. Le tribunal en cas de condamnation pourra ordonner la destruction des ouvrages et la remise en état des lieux.

**Article 15.** - Les infractions seront constatées concurremment par les officiers de police judiciaire, par les agents des services de l'hydraulique et de la municipalité dûment habilités.

## V. - ALGERIE - Décret 86-227 du 2 septembre 1986

**Article 13.** - L'autorisation peut être modifiée, réduite ou révoquée à toute époque, sans indemnité, pour cause d'insobservation des conditions qu'elle comporte notamment

- si elle n'a pas reçu une utilisation dans un délai de deux (2) ans,
- si les eaux reçoivent une utilisation autre que celle autorisée,
- si l'autorisation est cédée ou transférée sans l'agrément du wali,
- si les redevances ne sont pas acquittées aux termes fixés. (...)

**Article 20.** - A l'expiration du délai fixé par l'acte de concession pour l'exécution des travaux, l'administration de wilaya chargée de l'hydraulique est tenue de vérifier sur les lieux si les travaux ont été exécutés conformément aux dispositions prescrites.

Le chef de service de l'hydraulique est tenu de rédiger un procès-verbal de recensement en présence du demandeur, des présidents des A.P.C. ou de leurs représentants et des tiers intervenants.

Si les travaux exécutés sont conformes aux conditions fixées par l'acte de concession ou si les différences reconnues sont peu importantes et ne donnent lieu à aucune réclamation, l'administration de wilaya chargée de l'hydraulique en prononce la réception.

S'il s'agit, au contraire, de différences qui sont de nature à causer des dommages, le wali met immédiatement le demandeur en demeure de satisfaire, dans un délai déterminé, aux conditions de la concession.

A l'expiration de ce délai, si la mise en demeure est restée sans effet, le wali prend les mesures nécessaires pour faire cesser le dommage et prononcer, s'il y a lieu, la révocation de la concession. (...)

**Article 23.** - Les agents chargés de la police du domaine public hydraulique ont accès, en tout temps, aux chantiers de forage et aux ouvrages en exploitation.

Toutes facilités leur sont données pour recueillir et vérifier les caractéristiques du dispositif de captage des eaux, les mesures de débit et le détail de l'utilisation prévue le débit total. (...)

**Article 25.** - Si les travaux sont exécutés sans autorisation ou si le concessionnaire néglige de se conformer aux mesures qui lui ont été prescrites en application du présent décret, le wali met par arrêté l'intéressé en demeure de prendre, dans un délai déterminé, les mesures nécessaires à la conservation des eaux souterraines, sans préjudice des sanctions judiciaires prévues par la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux.

Passé ce délai, l'exécution d'office des travaux est ordonnée par le wali aux frais de l'intéressé.





## CHAPITRE IV MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU

Voir aussi:

**Droits d'utilisation de l'eau (Chapitre I)**  
**Prévention et contrôle de la pollution de l'eau (Chapitre II)**  
**Mise en valeur et conservation des eaux souterraines (Chapitre III)**  
**Approvisionnement en eau du public (Chapitre V)**  
**Groupeements d'utilisateurs pour la mise en valeur des ressources en eau à des fins d'irrigation (Chapitre VI)**  
**Drainage des sols et édifices (Chapitre VII)**

### 1. INTRODUCTION

Aux fins du présent chapitre, le concept de mise en valeur des ressources en eau comprend (a) les ouvrages nécessaires à l'exploitation des eaux de surface afin d'en maximiser les possibilités d'utilisation, et à la prévention des inondations, et (b) l'assèchement et le drainage des marais et marécages naturels. Les ouvrages relatifs à l'exploitation des eaux souterraines sont traités séparément au **Chapitre III - Mise en valeur et conservation des eaux souterraines**.

Les ouvrages de mise en valeur des ressources en eau se présentent différemment, qu'il s'agisse d'un simple barrage ou d'une écluse sur une rivière afin d'en dévier le cours vers les sols y attenants, ou de barrages ou autre structure permettant la rétention ou le blocage des eaux, qu'ils soient ou non dépendants d'autres ouvrages auxiliaires - à savoir par exemple les canaux d'irrigation et les équipements qui en relèvent.

Compte tenu de l'importance que les barrages et autres ouvrages hydrauliques majeurs peuvent représenter en termes de développement économique et social et de leur impact potentiel sur l'environnement, la santé et la sécurité publiques, le législateur s'est intéressé à leur construction, fonctionnement et entretien en les soumettant à un contrôle réglementaire particulier. D'autre part, dans la mesure où leur fonction est associée à la plus-value qu'ils apportent à l'utilisation de l'eau qu'ils permettent de stocker et/ou prélever, les ouvrages hydrauliques peuvent s'avérer directement liés à la mise en œuvre des autorisations d'utilisation de l'eau et des droits d'eau qui en découlent.

Des exigences se rapportant spécifiquement à ces ouvrages peuvent dès lors se retrouver dans la réglementation générale relative aux droits d'utilisation de l'eau et donc faire partie intégrante du processus d'octroi des autorisations visé au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**. A défaut de telles exigences, le contrôle réglementaire de la construction des barrages et autres ouvrages peut s'effectuer par l'octroi d'une autorisation distincte.

Le présent chapitre portera exclusivement sur les exigences de nature administrative, les normes et spécifications techniques relatives à la construction, au fonctionnement et à l'entretien des barrages faisant l'objet de codes d'ingénierie particuliers n'entrant pas dans le champ du présent manuel. De même sont exclues de cette étude les dispositions relatives aux ouvrages, travaux, installations et activités relevant de la défense nationale <sup>18</sup> pour lesquelles des exigences supplémentaires de contrôle et de procédure peuvent être prévues, ainsi que les modalités d'intervention des collectivités territoriales et autres instances administratives pour l'élaboration d'ouvrages et de travaux dans le cadre de la gestion des ressources en eau. Seules les conditions éventuelles de financement de ces travaux seront évoquées au sous-chapitre 3 ci-dessous.

Un autre aspect tenant à la mise en valeur des ressources en eau se caractérise par la mise en commun des ressources - financières ou autres - des individus concernés sous forme de groupements d'utilisateurs en vue de la construction, du fonctionnement et de l'entretien d'ouvrages d'exploitation des eaux, en particulier dans le domaine de l'irrigation. Cet aspect est examiné au **Chapitre VI - Groupements d'utilisateurs pour la mise en valeur des ressources en eau à des fins d'irrigation**.

## **2. CONTROLE ADMINISTRATIF DES OUVRAGES ET STRUCTURES DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU**

Le contrôle administratif des ouvrages et structures de mise en valeur des ressources en eau s'effectue en ayant recours au mécanisme d'autorisation ou de déclaration préalable, à l'instar des autres contrôles d'utilisation des ressources en eau examinés jusqu'ici.

La réglementation peut classer les ouvrages selon qu'ils doivent faire l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration, selon qu'ils se situent ou non dans un périmètre de protection, ou qu'ils présentent un caractère d'urgence.

L'on retrouvera à cet égard les différentes étapes propres au processus d'autorisation concernant les droits d'utilisation de l'eau visés au Chapitre I de ce manuel, ainsi que les obligations et autres prescriptions édictées en vue de la protection des ouvrages ou du milieu où ils se situent.

### **2.1 Procédure d'autorisation ou de déclaration préalable et examen des projets**

La procédure d'autorisation préalable applicable aux ouvrages hydrauliques et aux activités ayant pour fin la mise en valeur des ressources en eau peut s'inscrire dans le cadre du principe général exigeant une autorisation préalable pour toute forme d'utilisation de l'eau, ou d'un régime particulier d'agrément visant spécifiquement les entreprises spécialisées en travaux hydrauliques (IV). L'exigence d'une autorisation peut être remplacée dans certains cas par une procédure distincte de déclaration préalable, notamment pour les travaux réalisés dans un contexte d'urgence (I). Ces différents mécanismes sont illustrés ci-après à la lumière de leurs exigences procédurales respectives.

<sup>18</sup> Voir par exemple France : Décret 94-1043 du 30 novembre 1994.

Les réglementations peuvent prévoir des critères substantiels pour la formulation des projets, (VI) ou des exigences formelles d'autorisation pour l'évaluation précédant la phase de construction et l'approbation d'un projet proposé. Au stade de la planification et de la conception d'un projet de construction d'un barrage, par exemple, un certain nombre d'informations spécifiques et détaillées peut être requis des soumissionnaires de projets afin d'aider l'autorité compétente pour l'octroi des autorisations, à déterminer si une autorisation doit ou non être octroyée et si un projet peut ou non être poursuivi, notamment dans le cadre des études d'impact (V).

**I. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 29.** - Toute personne souhaitant réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumise à déclaration adresse une déclaration au préfet du département ou des départements où ils doivent être réalisés.

Cette déclaration, remise en trois exemplaires, comprend

1° Le nom et l'adresse du demandeur;

2° L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés;

3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés,

4° Un document indiquant, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'éco-coulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées. Ce document précise la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991 susvisé.

Si ces informations sont données dans une étude d'impact ou une notice d'impact, celle-ci remplace le document exigé à l'alinéa précédent.

5° Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus;

6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°.

**Article 30.** - Le préfet donne récépissé de la déclaration et communique au déclarant une copie des prescriptions générales applicables à l'ouvrage, à l'installation, aux travaux ou à l'activité.

Le maire de la commune de situation de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité (à Paris, le commissaire de police) reçoit une copie de cette déclaration et le texte des prescriptions générales. Une copie du récépissé est affichée pendant une durée maximum d'un mois, à la mairie (à Paris, au commissariat de police), avec mention de la possibilité, pour les pers., de consulter sur place le texte des prescriptions générales. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire (à Paris, par ceux du commissaire de police).

**Article 31.** - Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages ou installations, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions prévues au deuxième alinéa du III de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 ainsi que, le cas échéant, aux dispositions particulières fixées en application de l'article 32. (...) »

**Article 34.** - Les travaux qui sont exécutés en vue de prévenir un danger grave et qui présentent un caractère d'urgence sont dispensés des procédures instituées aux titres Ier et II du présent décret et doivent seulement faire l'objet d'un compte rendu motivé indiquant leur incidence sur les éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. (...) »

**Article 46.** - (...) **Article 33.** - L'autorité compétente pour statuer, après enquête sur une installation, un ouvrage, une activité ou des travaux soumis à autorisation en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, est le préfet du département sur le territoire duquel l'installation, l'ouvrage, l'activité ou les travaux doivent être réalisés.

Lorsque l'installation, l'ouvrage, l'activité ou les travaux doivent être réalisés sur le territoire de deux ou plusieurs départements, il est statué par un arrêté conjoint des préfets des départements intéressés. Toutefois, en cas de désaccord du maire de l'une des communes sur le territoire desquelles l'enquête a été ouverte, et si l'objet de l'enquête fait partie d'un projet d'infrastructure du domaine public fluvial d'un coût supérieur à 12 millions de francs, il est statué par décret en Conseil d'Etat. »

## **II. - BURKINA FASO - Raabo An IV 00013 du 6 juillet 1987 portant régime de la déclaration ou de l'autorisation de prélèvements d'eaux domaniales et d'installations permettant d'effectuer ces prélèvements**

**Article 10.** - (...) »

Pour les ouvrages de retenue, seront mentionnés :

- la hauteur maximale de l'eau stockée,
- la superficie maximale noyée,
- la superficie du bassin versant d'alimentation,
- le nombre de mois par année durant lesquels la retenue est en eau,
- les matériaux constitutifs de la digue ou du barrage,
- la longueur de la digue, y compris le déversoir, quand ce dernier n'est pas latéral,
- la largeur en crête de la digue,
- la pente amont de la digue,
- la pente aval de la digue,
- la hauteur maximale de la digue,
- les matériaux constitutifs du déversoir,
- la longueur du déversoir,
- la côte du déversoir par rapport au sommet de la digue

### **III. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 39.** - Les autorisations concernant la construction d'ouvrages hydrauliques non étatiques tels que barrages ayant plus de 5m de haut ou d'une capacité supérieure à 5 millions de mètre-cubes, ponts d'une portée de 5m ou plus, ponts à plusieurs arches d'une longueur totale supérieure à 100m, barrages hydro-électriques pouvant produire une puissance de plus de 250 cv théoriquement postes d'amarrage sur les fleuves, sont délivrées par l'administration des eaux.

Les autorisations et concessions précisent les spécifications de construction et l'époque autorisée pour la construction.

Les ouvrages hydrauliques autorisés ne peuvent être exploités qu'après réception provisoire de l'autorité compétente. (...)

**Article 42.** - Les gros ouvrages hydrauliques et leurs aménagements complexes sont construits, modifiés ou démolis par l'administration de contrôle des eaux ou sur son autorisation expresse.

Les ouvrages hydrauliques dans les municipalités, cercles et arrondissements ne peuvent être réalisés ou démolis sans autorisation préalable des services techniques compétents

### **IV. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 109.** - Les entreprises visées à l'article 108 sont soumises au régime des agréments d'entreprises de travaux hydrauliques

**Article 110.** - Le Ministre chargé de l'hydraulique reçoit les demandes, les instruit et délivre par arrêté les agréments pour l'exécution des travaux portant sur des ouvrages hydrauliques, ou de fournitures s'y rapportant, pour le compte de l'Etat, d'un organisme qui en dépend ou d'une collectivité publique

**Article 111.** - Le régime des agréments est fixé par décret, pris sur rapport conjoint des ministres chargés de l'hydraulique, de l'équipement, et de l'aménagement rural. Ce décret prévoit pour chaque groupe d'ouvrages de même nature une classification des entreprises, compte tenu de leurs moyens humains, techniques et financiers, et fixe, par catégorie d'entreprises, le montant maximum des marchés de travaux ou de fournitures qui peuvent leur être passés.

**Article 112.** - Le classement, reclassement ou déclassement des entreprises se fait par décret pris sur rapport du Ministre chargé de l'hydraulique.

**Article 113.** - L'instruction d'une demande d'habilitation, que celle-ci soit acceptée ou refusée, donne lieu à la perception de frais de dossier et de redevance.

**V. - FRANCE - Décret 95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique et modifiant le décret 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 2.** - Par dérogation à l'article 2 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le dossier de demande comporte les pièces et informations suivantes:

1° Le nom et l'adresse du demandeur;

2° L'emplacement sur lequel les ouvrages doivent être réalisés;

3° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et les justifications techniques les concernant, notamment:

- (a) Le débit maximal dérivé;
- (b) La hauteur de chute brute maximale;
- (c) La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale;
- (d) Le volume stockable;
- (e) Le débit maintenu dans la rivière;

4° Une étude d'impact lorsque la puissance maximale brute dépasse 500 kW; une notice d'impact lorsque cette puissance est inférieure ou égale à 500 kW; ce document indique, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées; il précise, s'il y a lieu, les mesures compensatoires ou correctives envisagées et la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991 susvisé;

5° Un plan des terrains qui seront submergés à la cote de retenue normale;

6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°;

7° Le profil en long de la section du cours d'eau concerné par l'aménagement ainsi que celui de la dérivation;

8° L'indication des premiers ouvrages placés en amont et en aval et ayant une influence hydraulique;

9° La durée de l'autorisation demandée et la durée probable des travaux;

10° L'évaluation sommaire des dépenses d'établissement;

11° Une note précisant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et justifiant qu'il remplit les conditions de nationalité prescrites par l'article 26 de la loi du 16 octobre 1919 susvisée et par l'article 1er du décret du 12 mai 1970 susvisé;

12° Tout document permettant au pétitionnaire de justifier qu'il aura, avant la mise à l'enquête publique, la libre disposition des terrains ne dépendant pas du domaine public sur lesquels les travaux nécessaires à l'aménagement de la force hydraulique doivent être exécutés;

13° S'il y a lieu à défrichement, au sens du Code forestier, un document faisant apparaître la situation et l'étendue des bois intéressés et des défrichements envisagés, ainsi que l'évaluation de leur incidence sur les crues;

14° Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les accords qui peuvent être intervenus entre le pétitionnaire et les collectivités visées à l'article 10 (6°) de la loi du 16 octobre 1919 susvisée, soit au point de vue financier, soit à celui des fournitures en eau et en force;

15° Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements;

16° Un projet de règlement d'eau, établi conformément au règlement d'eau type approuvé par décret et comportant les compléments et dérogations à ce règlement d'eau type;

17° L'indication des moyens de surveillance prévus et si l'opération présente un danger, des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.

En outre, lorsque le pétitionnaire est une collectivité locale ou un groupement de collectivités locales et qu'il sollicite une déclaration d'utilité publique en application de l'article 16 bis de la loi du 16 octobre 1919 susvisée, le dossier accompagnant la demande comprend en tant que besoin

- (a) Un plan indiquant le périmètre à l'intérieur duquel pourront être appliquées les dispositions prévues par les articles 4 et 5 de cette loi;
- (b) L'avis du service des domaines;
- (c) Un tableau des indemnités pour droits à l'usage de l'eau non exercés que le pétitionnaire propose en faveur des riverains intéressés au titre de l'article 6 de la même loi;
- (d) Les propositions de restitutions en nature des droits à l'usage de l'eau déjà exercés et les plans des terrains soumis à des servitudes pour ces restitutions prévues par l'article 6 de la même loi.

**Article 3.** - Dans les trente jours au plus tard qui suivent l'avis de réception de la demande régulière et complète et avant la décision de mise à l'enquête publique prévue à l'article 4, premier alinéa, du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet provoque, par voie de conférence, l'avis des services concernés sur la demande d'autorisation et d'éventuelles demandes en concurrence; en cas d'absence de réponse dans le délai de deux mois, l'avis des services est réputé favorable à la mise à l'enquête. Le préfet peut rejeter la demande à ce stade par arrêté motivé.



Si des demandes concurrentes ont été présentées, seule peut être mise à l'enquête la demande que le préfet estime devoir assurer, notamment la meilleure utilisation des eaux, tant en ce qui concerne l'aspect énergétique que la prise en compte des intérêts mentionnés aux articles 1er et 2 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau.

D'autres demandes en concurrence peuvent être présentées ultérieurement. Elles doivent être adressées au plus tard dans le mois qui suit la clôture de l'enquête. Elles sont instruites avant l'établissement de rapport sur la demande d'autorisation et sur les résultats de l'enquête prévu à l'article 7 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé. Le préfet rejette les demandes non retenues par des arrêtés motivés. Une deuxième et dernière enquête publique est prescrite par le préfet s'il juge qu'une demande concurrente est meilleure que celle qui a fait l'objet de la première enquête publique.

**Article 4.** - Dès l'ouverture de l'enquête prévue à l'article 4 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet sollicite l'avis du conseil général, qui doit faire connaître cet avis dans un délai de deux mois à dater de la communication du dossier.

Si la puissance de l'entreprise dépasse 500 kW, cet avis précise, s'il y a lieu, les réserves en eau et en force prévues à l'article 10 (6°) de la loi du 16 octobre 1919 susvisée.

Lorsque les ouvrages à autoriser sont situés, en partie ou en totalité, dans un site classé ou inscrit au titre de la loi du 2 mai 1930 susvisée, ou modifient un tel site, le préfet sursoit à statuer jusqu'à ce que l'autorité compétente se soit prononcée.

**Article 5.** - Le délai de trois mois donné au préfet pour statuer par le deuxième alinéa de l'article 3 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé est porté à six mois pour les entreprises utilisant l'énergie hydraulique. L'instruction de demandes en concurrence ne peut prolonger le délai total au-delà de huit mois.

**Article 6.** - Avant le commencement des travaux, le permissionnaire adresse au préfet, pour visa, les plans précisant les caractéristiques générales des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique.

Le préfet ouvre une conférence avec les services intéressés, qui doivent lui faire parvenir dans un délai de deux mois leur avis sur la conformité des plans avec l'autorisation initiale. Passé ce délai, l'absence de réponse d'un service vaut avis favorable. Au vu des conclusions de la conférence, le préfet vise les plans ou notifie les conclusions de la conférence au pétitionnaire et, après l'avoir entendu s'il le demande, lui fixe les conditions à remplir pour obtenir le visa.

Les travaux ne peuvent commencer qu'après obtention du visa des plans.

Avant la mise en exploitation des ouvrages, il est procédé au récolement des travaux par le préfet. Celui-ci fixe la date de cette opération, à laquelle il invite le permissionnaire, le maire et les services intéressés.

S'il résulte de la visite de récolement que les travaux exécutés s'écartent des dispositions prescrites, le préfet avise le permissionnaire à régulariser sa situation.

S'il résulte de la visite de récolement que les travaux exécutés sont conformes à l'autorisation, procès-verbal en est dressé. Un exemplaire en est notifié au permissionnaire. Cette notification vaut autorisation de mise en service définitive de l'installation.

Dans le cas où les ouvrages nécessitent l'établissement d'un plan particulier d'intervention, le procès-verbal de récolement mentionne la constatation du bon fonctionnement des dispositifs de détection, de surveillance et d'alerte prévus dans le décret du 15 septembre 1992 susvisé.

Les agents des services chargés de la police des eaux et de la pêche et ceux du service chargé de l'électricité ont, en permanence, libre accès au chantier et aux ouvrages en exploitation.

Toutes facilités leur sont données pour vérifier les renseignements dont la fourniture est prescrite par l'autorisation ou par le présent décret et pour contrôler la bonne exécution des conditions imposées au permissionnaire.

**Article 7.** - Les frais de constitution du dossier, d'affichage, de publicité et d'enquête sont à la charge du pétitionnaire.

**Article 8.** - Outre les cas de retrait prévus à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, le préfet peut retirer l'autorisation :

- (a) Lorsque les travaux n'ont pas été achevés dans le délai fixé.
- (b) Ou lorsque l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

**Article 9.** - Par dérogation à l'article 17, premier alinéa, du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, cinq ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation, le permissionnaire, par lettre adressée au préfet, fait part de son intention soit de continuer l'exploitation au-delà de cette date, soit d'y renoncer.

1 - Si le permissionnaire désire continuer l'exploitation, il joint à sa lettre les pièces mentionnées à l'article 17, deuxième alinéa, du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

Au plus tard trois ans avant la date d'expiration de l'autorisation, l'administration prend la décision soit de mettre fin définitivement à cette autorisation à son expiration, soit d'accorder une autorisation nouvelle, à compter de l'expiration.

A défaut par l'administration d'avoir, avant cette date, notifié sa décision au permissionnaire, l'autorisation en cours est prorogée aux conditions antérieures, pour une durée égale au retard pris par l'administration pour notifier sa décision.

1 - Si le préfet décide de poursuivre la procédure, il invite le permissionnaire à déposer un dossier de demande d'autorisation. Faute pour le permissionnaire de fournir le dossier dans le délai de deux ans à compter de cette invitation, le préfet peut considérer que le permissionnaire renonce à demander une nouvelle autorisation, il l'en avise par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La demande de renouvellement ainsi que toute demande en concurrence est soumise aux mêmes formalités qu'une demande d'autorisation initiale, y compris l'enquête publique.

Le titulaire de l'autorisation en cours a un droit de préférence, s'il accepte les conditions du projet de nouveau règlement d'eau. L'autorisation nouvelle doit être instituée au plus tard le jour de l'expiration du titre en cours, c'est-à-dire soit à la date normale d'expiration, soit à la nouvelle date d'expiration, déterminée par le retard pris par l'administration pour notifier sa décision. A défaut, pour assurer la continuité de l'exploitation, ce titre est

prorogé aux conditions antérieures jusqu'au moment où est délivrée la nouvelle autorisation.

2. Si le préfet décide de mettre fin définitivement à l'autorisation à son expiration, il le fait par arrêté motivé.

II. - Si le permissionnaire décide de renoncer à l'exploitation à l'expiration de l'autorisation ou si l'autorisation n'est pas renouvelée, le préfet peut demander au permissionnaire de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux dans le cas où le maintien de tout ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

**Article 10.** - Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, la notification au préfet prévue à l'article 35 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doit être accompagnée des pièces justifiant les capacités techniques et financières du bénéficiaire et établissant qu'il remplit les conditions de nationalité prescrites par l'article 26 de la loi du 16 octobre 1919 susvisée et l'article 1er du décret du 12 mai 1970 susvisé. Le préfet en donne acte ou signale son refus motivé dans le délai de deux mois.

**Article 11.** - Les autorisations délivrées en application du décret n° 81-375 du 15 avril 1981, ou des textes auxquels il s'est substitué, et les autorisations délivrées avant le 16 octobre 1919 aux entreprises d'une puissance maximale brute inférieure à 150 kW sont assimilées, pour les ouvrages, travaux, aménagements ou activités existantes, aux autorisations délivrées en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau. Sont également considérées comme autorisées, en application de l'article 10 de cette loi, les usines fondées en titre dans la limite de leur consistance légale. (...)

#### **VI. - BURKINA FASO - Kiti An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 246.** - Les travaux, ouvrages et aménagements effectués dans les lits des cours d'eau seront conçus de manière à maintenir un débit de volume d'eau minimal garantissant la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux au moment de leurs réalisations ainsi que l'approvisionnement des populations riveraines. Le cas échéant, ils devront être pourvus de dispositifs permettant la continuation des cycles de migration (...)

**VII. - NIGER - Arrêté du Ministre de l'Hydraulique et de l'environnement  
N°012/MH/E du 12 février 1999 relatif à la maintenance des ouvrages hydrauliques  
ruraux**

**LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

(...)

**ARRETE**

(...)

**Article 2.-** La réalisation d'ouvrages hydrauliques ruraux entreprise à la suite d'une initiative extérieure ou avec une assistance étrangère, est soumise à l'autorisation préalable du Préfet.

La demande d'autorisation inclut, outre les renseignements visés à l'article 17 de l'Ordonnance N° 93-014 du 2 mars 1993, le protocole d'accord prévu à l'alinéa 2 de l'article 34 du Décret N° 97-368/PRN/MHE du 2 octobre 1997.

Le moyen d'exhaure doit être choisi parmi les marques des pompes retenues par la région où l'ouvrage sera réalisé, ou toute autre marque susceptible de fournir un service permanent après vente et de meilleures performances techniques.

**Article 3.-** Le protocole d'accord visé à l'alinéa 2 de l'article 2 ci-dessus est signé par le Chef du Village ou du Canton et le Préfet, et comporte l'engagement de la communauté bénéficiaire à :

- (a) constituer un Comité de Gestion de l'ouvrage, conformément au Chapitre III, Titre II, du Décret N° 97-368/PRN/MHE du 2 octobre 1997;
- (b) fournir au maître d'œuvre la main-d'œuvre nécessaire pour la réalisation de l'ouvrage;
- (c) désigner un réparateur villageois qui sera chargé de l'entretien courant de l'ouvrage et les réparations mineures de la partie hors sol, qui ne nécessitent pas l'intervention d'un artisan réparateur. Dans le cas de puits cimentés, un artisan plongeur villageois sera désigné.

Dans le cas où un Comité de Gestion existe, le protocole sera signé par son Président.

(...)

**2.2 Exigences administratives et prescriptions techniques concernant la construction et l'entretien des ouvrages**

Des exigences administratives pour la construction d'un ouvrage peuvent être édictées dans le cadre de la procédure d'octroi de l'autorisation, portant, entre autres, sur les délais d'achèvement des travaux, les modalités d'exécution ou de contrôle des travaux effectués (I), (II), sur les informations devant être communiquées aux autorités (III, V) ainsi que, parfois, sur la formation du personnel local (V).

Le fonctionnement et l'entretien des installations hydrauliques et autres structures de rétention d'eau sont en général soumis à des prescriptions techniques et autres qui leur sont

propres, négociées par les parties concernées par l'utilisation de l'eau ou par l'autorisation relative à l'ouvrage (III-V), et sont incorporées dans cette autorisation. Des prescriptions particulières peuvent être prévues pour prévenir les catastrophes liées à l'endiguement des cours d'eau (VI).

Enfin, à l'instar des autres mécanismes de contrôle d'utilisation des ressources en eau, un régime transitoire peut être prévu pour les ouvrages existants (I).

#### **I. - BURKINA FASO - Kti An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 257.** - Au terme du délai d'exécution des travaux et lorsque ceux-ci sont conformes aux normes fixées, le service de l'hydraulique compétent délivre une autorisation de mise en service de l'ouvrage.

Dans le cas contraire, il propose au Ministre chargé de l'hydraulique les modifications nécessaires ou la destruction de l'ouvrage. (...)

**Article 263.** - Les propriétaires d'ouvrages déjà en place et susceptibles d'être déclarés ou autorisés, devront régulariser leur situation à compter de la date d'entrée en vigueur, des présentes dispositions dans un délai fixé par rasbo du Ministre chargé de l'hydraulique.

#### **II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 27.** - Lorsque les travaux sont terminés, et au plus tard à l'expiration du délai fixé pour leur achèvement il est procédé à une vérification contradictoire des travaux effectués, par le directeur de l'hydraulique ou son représentant dans les conditions fixées au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 20 ci-dessus.

Il est dressé de cette vérification un procès-verbal qui indiquera si les travaux sont conformes aux conditions de l'autorisation et signale, s'il y a lieu, les points sur lesquels ils s'en écartent.

#### **III. - GUINEE - Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée**

**Article 62.** - Les administrateurs des ouvrages construits sur les eaux ou en liaison avec les eaux sont tenus d'effectuer dans la zone des ouvrages et de transmettre à l'OMVEG, conformément aux instructions de ses services techniques, les observations, mesures et analyses systématiques sur le régime des eaux qu'ils exploitent et sur le comportement des ouvrages en exploitation. Les installations nécessaires à cet effet doivent être mises en place avant le commencement de l'exploitation de l'ouvrage.

Les instructions techniques sont livrées en même temps que l'autorisation prévue dans l'article 47.

**IV. - FRANCE - Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 13.** - Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages ou installations, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées par l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, par les arrêtés complémentaires.

Ces prescriptions tiennent compte, d'une part, des éléments énumérés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, explicités par les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles 3 et 5 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée et, le cas échéant, des objectifs de qualité définis par le décret du 19 décembre 1991 susvisé et, enfin, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie.

Pour les installations soumises à des règles techniques fixées par un arrêté ministériel pris en application des décrets prévus aux articles 8 et 9 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, l'arrêté d'autorisation peut créer des modalités d'application particulières de ces règles.

L'arrêté d'autorisation fixe la durée de validité de celle-ci.

Il fixe également les moyens d'analyse, de mesure et de contrôle de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité et de surveillance de leurs effets sur l'eau et le milieu aquatique, ainsi que les conditions dans lesquelles leurs résultats sont portés à la connaissance du préfet.

Il fixe en outre, s'il y a lieu, les moyens d'intervention dont doit disposer, à tout moment, le bénéficiaire de l'autorisation en cas d'incident ou d'accident.

**V. - NIGER - Arrêté du Ministre de l'hydraulique et de l'environnement N°012/MHE du 12 février relatif à la maintenance des ouvrages hydrauliques ruraux**

**LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

(...)

**ARRETE**

(...)

**Article 4.-** Pendant l'exécution de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit former le réparateur villageois en l'associant aux travaux.

**Article 5.-** A l'achèvement des travaux, le maître d'œuvre doit informer le service technique d'arrondissement chargé de l'hydraulique, par les soins duquel est effectuée une inspection, afin de vérifier si l'ouvrage a été réalisé conformément à l'arrêté d'autorisation et aux conditions générales y annexées.

Un procès-verbal de l'inspection est rédigé en présence du maître d'œuvre, du Chef du Village ou du Canton, et du Président du Comité de Gestion.

Si l'ouvrage est conforme auxdites conditions, l'inspecteur certifie que l'ouvrage peut être mis en service.

Au cas contraire, l'inspecteur met le maître d'œuvre en demeure de satisfaire, dans un délai déterminé, lesdites conditions.

A l'expiration du dit délai, si la mise en demeure est restée sans effet, le service technique d'arrondissement chargé de l'hydraulique transmet le procès-verbal, ainsi qu'une requête de révocation de l'autorisation, au Préfet, par les soins du service départemental de l'hydraulique.

Dans le cas de révocation, le service départemental de l'hydraulique finalise l'ouvrage aux frais du maître d'œuvre.

**Article 6.-** Lors de la remise officielle de l'ouvrage à la communauté bénéficiaire, le maître d'œuvre est tenu de rappeler à ladite communauté les charges qui incombent au Comité de Gestion et au fournisseur en ce qui concerne l'entretien courant et la maintenance.

Il doit en outre informer le Comité de Gestion du lieu d'emmagasinage et de vente des pièces de rechange.

**Article 7.-** La maintenance s'entend de deux formes :

- (a) la maintenance régulière ou préventive, qui s'effectue sur la base d'un contrat de maintenance entre le Comité de Gestion et le fournisseur ou entre le comité de gestion et un réparateur.
- (b) la réparation du moyen d'exhaure en cas de panne.

En cas de nécessité de réparation, le Comité de Gestion est tenu d'informer l'artisan réparateur avec qui il a signé un contrat de maintenance et le service technique d'arrondissement chargé de l'hydraulique, dans un délai de cinq (5) jours.

**Article 8.-** Tout fournisseur de pompes ou son représentant doit assurer :

- (a) la formation d'artisans réparateurs, et mettre à leur disposition les outils nécessaires à leur intervention.

la formation d'artisans réparateurs, et mettre à leur disposition une quantité suffisante de pièces d'usure;

- (b) la mise à la disposition de la communauté bénéficiaire de l'ouvrage d'une quantité suffisante de pièces courantes prévues par la garantie;
- (c) la mise en place d'un circuit de vente de pièces de rechange correspondant au modèle de pompe concerné,

**Article 9.-** Les services techniques d'arrondissement chargés de l'hydraulique doivent coordonner les activités des artisans réparateurs. Il doivent, en outre, contrôler la disponibilité régulière des pièces de rechange, au niveau des revendeurs agréés par le fournisseur.

Un registre des artisans réparateurs est ouvert dans chaque service départemental de l'hydraulique.

( )

**VI. FRANCE - Arrêté du 1er Décembre 1994 pris en application du décret 92-997 du 15 septembre 1992 relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains aménagements hydrauliques**

**Article 2.** - Pour l'application du présent arrêté, la personne physique expressément chargée de donner l'alerte ainsi que ses suppléants sont dûment désignés dans le plan particulier d'intervention.

**Article 3.** - Les zones susceptibles d'être inondées en aval du barrage sont ainsi définies:

- la zone de sécurité immédiate, délimitée par la distance parcourue en un quart d'heure par l'onde de submersion à partir de l'ouvrage;
- une zone située en aval de cette zone de sécurité immédiate, dont la superficie et les contours dépendent directement des caractéristiques géographiques de la vallée en aval de l'ouvrage, et qui s'étend jusqu'à la limite à partir de laquelle l'onde de submersion se présente comme une inondation sans danger pour les personnes.

**Article 4.** - Conformément à l'article 3 du décret du 15 septembre 1992 susvisé, doivent être établis, antérieurement à l'établissement du plan particulier d'intervention et pour sa préparation, une analyse des risques, un descriptif des dispositifs techniques de détection et de surveillance et des dispositifs d'alerte aux autorités et à la population. Ces documents sont élaborés à ses frais par le maître d'ouvrage. L'analyse des risques et le descriptif des dispositifs techniques de détection et de surveillance sont soumis par le préfet à l'avis conforme du comité technique permanent des barrages.

**Article 5.** - L'analyse des risques comporte:

1° Une étude faisant apparaître:

- le degré d'exposition au risque sismique;
- le risque de survenance d'un effondrement de terrain dans la retenue, indépendamment des effets éventuels d'un séisme.

2° Un mémoire relatif à l'onde de submersion, comprenant:

- un plan de situation;
- un rappel des caractéristiques principales de l'ouvrage;
- l'emprise des zones submergées et les temps d'arrivée de l'onde de submersion reportés sur les cartes à l'échelle 1/25 000 ainsi que les caractéristiques hydrauliques principales, en particulier la hauteur (cote N.G.F.) de l'onde et la vitesse de l'eau.

3° Une note technique comprenant:

- une note sur les données et les hypothèses retenues par l'étude;
- une note justificative relative à la méthode de calcul utilisée ou bien à l'essai sur modèle réalisé.



**Article 6.** - Les dispositifs techniques de détection et de surveillance concernent:

- le local de surveillance établi à l'abri des conséquences de la rupture du barrage avec, dans toute la mesure du possible, une vue directe sur le parement aval du barrage,
- les moyens d'éclairage du parement aval;
- les moyens d'information et de télétransmission mis en place entre ce local et le lieu où le représentant de l'exploitant est présent constamment lorsque l'une des situations de vigilance définies à l'article 9 (paragraphe a et b) est prononcée, s'il n'est pas prévu d'occuper le local de surveillance en permanence pendant ces situations.

Par ailleurs, l'exploitant doit indiquer si l'ouvrage considéré est, ou non, en régime normal, sous la surveillance permanente d'un personnel à demeure.

**Article 7.** - Les dispositifs d'alerte aux autorités et à la population comprennent notamment:

- le réseau de sirènes installé dans la zone de sécurité immédiate (alerte des populations résidant dans cette zone) et les moyens de télécommande de ces sirènes depuis le local de surveillance;
- la liaison spécialisée reliant le local de surveillance au préfet,
- les moyens de transmission entre la personne physique expressément chargée de donner l'alerte et le local de surveillance.

Les modalités d'entretien et d'essai des dispositifs d'alerte sont précisées dans le plan particulier d'intervention.

**Article 8.** - Le préfet peut faire effectuer à tout instant les investigations qu'il juge nécessaires.

**Article 9.** - Deux situations de vigilance et un stade d'alerte sont définis dans le but de prévenir et sauvegarder les populations situées en aval de l'ouvrage avec un préavis maximal d'alerte:

- l'état vigilance renforcée;
- l'état de préoccupations sérieuses,
- l'alerte des populations menacées entraînant le déclenchement des actions propres à assurer leur mise en sécurité et la mise en application du plan particulier d'intervention.

(a) L'état de vigilance renforcée est prononcé:

- par le représentant de l'Etat dans les situations prévues à l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1959,
- à l'initiative de la personne physique expressément chargée de donner l'alerte, ainsi que ses suppléants, qui prévient sans délai le préfet;
- pendant toute la mise en service de l'ouvrage, c'est-à-dire durant les essais, la première

- mise en eau ou la première utilisation;
- en cas de crue risquant d'être dangereuse pour la sûreté de l'ouvrage;
- en cas de constatation de faits anormaux concernant la tenue de l'ouvrage et notamment en cas de résultats anormaux fournis par le dispositif d'auscultation.

Dans les deux derniers cas définis ci-dessus, le préfet procède alors aux actions immédiates suivantes:

- la mise en place d'une liaison permanente entre l'exploitant et le préfet;
- la réunion des directeurs et des chefs de service concernés de son département;
- la diffusion aux maires des communes de son département et aux préfets des départements voisins et en aval de l'ouvrage du prononcé de l'état de vigilance renforcée.

b) L'état de préoccupations sérieuses est prononcé à l'initiative de la personne physique expressément chargée de donner l'alerte, ou de ses suppléants:

- soit lorsque les mesures techniques prises par ses soins n'améliorent pas la tenue de l'ouvrage et que le comportement de celui-ci a tendance à s'aggraver;
- soit lorsque la probabilité de survenance d'un événement extérieur - crue exceptionnelle ou effondrement de terrain, par exemple - se confirme.

Dans l'une ou l'autre de ces situations, les éléments d'information disponibles laissent prévoir que dans un délai indéterminé le barrage pourrait échapper au contrôle de l'exploitant.

Celui-ci informe sans délai le préfet de l'évolution de la situation. Ce dernier prend alors, en sus des mesures ci-dessus indiquées, les dispositions suivantes:

- la mise en sécurité des groupes les plus vulnérables, établissements sanitaires, maisons de retraite, écoles, campings;
- l'information des préfets des départements voisins et, en aval, des mesures prises et de l'évolution de la situation.

c) Dans les deux situations ci-dessus définies, le plan particulier d'intervention indique dans quelles conditions l'exploitant doit assurer une présence permanente.

d) Le stade d'alerte est pris lorsque la personne physique expressément chargée de donner l'alerte estime qu'elle n'a plus le contrôle de l'ouvrage. Elle doit alors:

- déclencher le réseau de sirènes de la zone de sécurité immédiate;
- informer immédiatement le préfet, par la liaison spécialisée, du déclenchement de l'alerte.

Le préfet met en application les dispositions du plan particulier d'intervention et procède aux actions immédiates suivantes:

- la diffusion de l'alerte aux populations des communes de son département atteintes par l'onde de submersion;
- l'émission d'un message d'alerte aux populations, sur France-Inter et sur les radios locales (procédure d'alerte normalisée) leur enjoignant d'effectuer immédiatement leur déplacement de sauvegarde;
- il prévient également les préfets des départements situés en aval.

**Article 10.** - Il est inclus dans le plan particulier d'intervention un inventaire sommaire, établi par les préfets des départements situés en aval de l'ouvrage, des constructions et des installations dont la submersion peut faire naître un risque supplémentaire.

### **2.3 Mesures de protection des ouvrages et des périmètres dans lesquels ils se situent**

La protection des ouvrages hydrauliques peut s'effectuer en interdisant ou réglementant une série d'activités déterminées dans un périmètre donné, dans la mesure où elles seraient susceptibles de porter atteinte au fonctionnement, à la sécurité ou à la fiabilité de ces ouvrages (I-III). Les mécanismes de zonage (voir **Chapitre II - Prévention et contrôle de la pollution**, sous-chapitre 4 et **Chapitre V - Approvisionnement en eau du public**, sous-chapitre 9) instaurant des mesures particulières destinées à préserver la qualité, la quantité et la disponibilité de l'eau peuvent donc avoir des conséquences directes ou indirectes sur la construction, le fonctionnement et l'entretien des ouvrages hydrauliques, lesquels peuvent aussi bénéficier des mesures de protection qui y sont édictées. D'autres mesures visant le contrôle des ouvrages dans le cadre de la lutte contre les inondations sont examinées au **Chapitre VII - Drainage des sols et édifices**, sous-chapitre 2.

Enfin, les réglementations peuvent prévoir l'établissement de servitudes et l'application de certaines restrictions dans un périmètre déterminé afin de permettre la réalisation, le fonctionnement et l'entretien d'infrastructures et ouvrages hydrauliques d'intérêt public, moyennant paiement d'une indemnité (II, III) ou apport du soutien financier de l'Etat (voir sous-chapitre 3 ci-dessous).

L'on se référera au **Chapitre V - Approvisionnement en eau du public**, sous-chapitre 9, concernant les dispositions spéciales de protection applicables aux ouvrages servant à l'approvisionnement en eau du public.

#### **I. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 27.** - Dans le but de protéger les digues et ouvrages de protection des berges contre les actions nuisibles des eaux, y sont interdits:

- 1) L'extraction de terre ou autres matériaux;
- 2) L'entreposage de matériaux et l'exécution de constructions;

3) La plantation d'arbres sur les digues.

4) Le passage de véhicules et d'animaux si les digues et ouvrages ne sont pas aménagés à cet effet. (...)

## **II. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 44.** - La zone d'emprise nécessaire à l'exploitation et à l'entretien des conduites d'adduction ou aqueducs est déterminée par le Ministre de l'Agriculture.

Cette zone dont les limites sont indiquées d'une manière apparente sur le terrain, peut faire l'objet soit d'une expropriation pour cause d'utilité publique, soit d'une occupation temporaire.

Dans ce dernier cas, les propriétaires concernés sont tenus, contre réparation intégrale du dommage de permettre l'installation sur leurs fonds, d'aqueducs, canalisations, canaux ou drains s'il est toutefois impossible d'exécuter ces travaux autrement et sans frais excessifs.

**Article 45.** - Il est interdit, sauf autorisation du ministère de l'Agriculture, de faire toute plantation dans la zone d'emprise des conduites et aqueducs et s'il s'agit d'une propriété non close, d'introduire toute culture dans cette même zone.

**Article 46.** - La démolition des constructions et installations ainsi que la suppression des plantations interdites par les articles 44 et 45 et existants à la date de la publication du présent code peut être ordonnée par l'administration moyennant indemnité calculée conformément à la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (...)

## **III. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 34.** - La zone d'emprise nécessaire à l'installation, à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages d'adduction, des réseaux d'irrigation ou d'assainissement agricole et de tout autre ouvrage hydraulique est fixée, dans chaque cas, par voie réglementaire.

**Article 35.** - La zone d'emprise peut faire l'objet, soit d'une expropriation pour cause d'utilité publique, soit d'une occupation temporaire et, dans ce dernier cas, ouvrir droit au profit des riverains concernés, à réparation intégrale du dommage causé.

A l'intérieur de cette zone, toute nouvelle construction, toute élévation de clôture fixe, toute plantation, toute introduction de culture est soumise à autorisation de l'administration.

Pour tout ou partie de ces éléments existants à la date de l'autorisation prévue à l'alinéa précédent, l'administration peut ordonner la suppression moyennant indemnité.

Les riverains sont également tenus de recevoir les produits de curage des canaux d'adduction, d'irrigation et d'assainissement sur une largeur de cinq (5) mètres de part et d'autre du domaine public hydraulique (...)

**Article 49.** - Il est institué, au profit des collectivités publiques, des établissements publics et des usagers de services publics qui réalisent des infrastructures hydrauliques d'utilité publique, une servitude leur conférant le droit d'occupation de terrains privés non bâtis nécessaires à l'exécution des aménagements hydrauliques, notamment établissement d'ouvrages de retenues ou prise d'eau, submersion des berges ou des terrains par relèvement des plans d'eau ou construction de barrage.

L'établissement de cette servitude ouvre droit à une indemnité couvrant tous les préjudices causés. (...)

**Article 82.** - Les ouvrages hydrauliques dont la défaillance peut porter atteinte à la sécurité de la population ou causer préjudice à l'économie nationale, font l'objet d'un contrôle périodique.

**Article 111.** - Les activités pouvant faire l'objet d'interdiction ou de réglementation à l'intérieur des périmètres de protection concernent notamment :

- l'exécution des puits ou forages,
- l'exploitation des carrières,
- l'installation de canalisations, réservoirs et dépôts d'hydrocarbures,
- l'installation de canalisations des eaux usées de toute nature,
- l'établissement de toutes constructions,
- l'épandage de fumier, engrais et tous produits destinés à la fertilisation des sols et à la protection des cultures,
- les dépôts d'ordures, immondices, débris, produits radioactifs et, d'une manière générale, tout produit et matière susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

**Article 112.** - Doivent faire l'objet d'une protection qualitative :

- les barrages, (...)
- les réservoirs de stockage (...).

### **3. FINANCEMENT DES OUVRAGES DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU**

L'installation d'ouvrages de mise en valeur des ressources en eau, leur exploitation et entretien impliquent des investissements plus ou moins importants, qu'ils soient l'objet d'une initiative publique ou privée, individuelle ou collective. Selon leur finalité, le coût de ces opérations peut ou non être partagé entre les différents utilisateurs, sur la base d'un principe qui peut être énoncé dans la réglementation (I-III).

Certaines réglementations peuvent prévoir la création d'un fonds destiné à appuyer le développement et la mise en valeur des ressources en eau en général comprenant éventuellement le soutien à la mise en place et à l'entretien des installations nécessaires (I, IV, V).

## **I. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 46.** - Le coût d'investissement de la mise en valeur des ressources en eau est supporté par les personnes physiques et morales qui l'entreprennent.

Dans le cas de la mise en valeur conjointe, chaque bénéficiaire participe à ce coût, proportionnellement aux avantages qu'il en tire.

Les bénéficiaires des ouvrages et aménagements hydrauliques réalisés par l'Etat participent au coût de construction proportionnellement aux avantages qu'ils en tirent.

**Article 47.** - Les frais d'exploitation et d'entretien des ouvrages et aménagements hydrauliques réalisés par ou pour le compte de personnes physiques ou morales, sont supportés par leurs bénéficiaires, proportionnellement aux avantages qu'ils en tirent. (...)

**Article 50.** - Il est institué un Fonds de l'hydraulique placé sous la responsabilité conjointe des ministres chargés de l'hydraulique et des finances.

Ce Fonds constitue un compte d'affectation spéciale doté de l'autonomie comptable et budgétaire. Son budget est annexé au budget de l'Etat.

**Article 51.** - Le Fonds de l'hydraulique n'est pas habilité à agir comme maître d'œuvre.

Les emplois permanents nécessaires à son fonctionnement sont pourvus par des agents de l'Etat. Ces agents ne recevront que les rémunérations correspondant aux corps auxquels ils appartiennent.

**Article 52.** - Le Fonds de l'hydraulique est alimenté par les recettes suivantes:

- les produits de taxes et redevances perçues par application des dispositions de la législation des eaux et de ses textes d'application;
- les produits des amendes infligées par application de la législation des eaux;
- les crédits ou dotations alloués par l'Etat ou par des institutions de coopération internationale;
- toutes autres recettes qui seraient légalement attribuées au Fonds.

**Article 53.** - Les ressources du Fonds de l'hydraulique sont destinées à favoriser le développement des ressources en eau et la mise en œuvre de la politique de l'eau.

Les utilisations annuelles auxquelles les recettes du Fonds peuvent être affectées sont définies par décret.

**Article 54.** - Les règles relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement des organes du Fonds de l'hydraulique seront fixées également par décret.

## **II. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 43.** - L'Etat ou les collectivités publiques peuvent exécuter ou faire exécuter des travaux d'aménagement des eaux et exiger des usagers le paiement d'une redevance pour amortir le coût du service public assuré. (...)

### III. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux

**Article 26.** - Dans le cadre du programme visé à l'article 25 du présent code et au cas où la satisfaction des besoins en eau nécessite la mise en place d'installations hydrauliques, les frais qui en résultent sont à la charge de l'Etat. Les frais d'exploitation sont à la charge des bénéficiaires et sont répartis au prorata des volumes d'eau réellement distribués.

Cependant, l'Etat prend à sa charge les frais d'exploitation pour les quantités d'eau correspondantes aux droits d'eau constatés à la date de la promulgation du présent code, et ce, jusqu'à l'extinction totale de l'artésianisme et le tarissement des sources ayant donné naissance aux droits susvisés.

**Article 27.** - Au cas où la mise en place et l'utilisation d'installations hydrauliques prévues à l'article précédent, permettent d'augmenter les quantités d'eau disponibles, les frais d'exploitation correspondants sont, après déduction des frais pris en charge par l'Etat en application de l'article 26 du présent code répartis au prorata du mètre cube d'eau supplémentaire obtenu (...).

### IV. - CAMEROUN - Loi 98/005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau

**Article 25.** - (1) En vue de garantir le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement, la loi des finances fixe annuellement les ressources particulières devant alimenter un compte d'affectation spéciale créé à cet effet par décret présidentiel, conformément aux dispositions des articles 39 et 41 de l'ordonnance n° 62 OF/4 du 7 février 1962 relative au régime financier de l'Etat.

Ce décret détermine notamment les modalités de gestion du compte susvisé.

(2) Le compte d'affectation spéciale prévue à l'alinéa (1) ci-dessus peut également recevoir, le cas échéant:

- des contributions des donateurs internationaux;
- toutes autres contributions volontaires;
- des dons et legs.

(3) Les ressources particulières prévues aux alinéas (1) et (2) ci-dessus ne peuvent être affectées à d'autres fins.

### V. - NIGER - Arrêté du Ministre de l'hydraulique et de l'environnement n°012/MHE/E du 12 février 1999 relatif à la maintenance des ouvrages hydrauliques ruraux

**Article 10** - Le fonds de gestion prévu à l'article 47 du Décret N° 97-368/PRN/NME susvisé, est destiné à l'entretien courant de l'ouvrage, à l'achat des pièces de rechange nécessaires et au paiement des interventions des artisans réparateurs.(...)

#### 4. CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI

A l'instar des dispositions relatives au contrôle des différentes utilisations de l'eau examinées dans ce manuel, les réglementations peuvent prévoir la mise en place d'un mécanisme de contrôle des ouvrages hydrauliques conférant aux agents compétents des pouvoirs similaires tels que l'accès à la propriété privée et l'inspection des ouvrages ou celui de prendre toute mesure nécessaire afin de prévenir ou faire cesser un trouble (I, II). Des sanctions peuvent être prévues pour toute violation des dispositions relative, par exemple, à l'obligation d'autorisation préalable ou toute atteinte portée aux ouvrages ayant pour effet de les rendre inutilisables ou dangereux, entraînant, le cas échéant, la suppression ou la suspension d'un ouvrage (V-VII). Recours peut être fait à cet égard aux dispositions du droit pénal commun (III, IV).

##### I. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux

**Article 40.** - Les fonctionnaires et agents de l'administration des eaux ont un droit d'accès sur les lieux des ouvrages hydrauliques et de leurs aménagements. Les bénéficiaires sont tenus de fournir à l'administration tous les renseignements nécessaires.

En plus des dispositions générales relatives aux responsabilités en cas de non respect des obligations relatives à la protection, à l'entretien, à la conservation des ouvrages hydrauliques:

- interdictions de porter atteinte aux berges des fleuves et des rivières;
- servitudes,

il est interdit aux propriétaires riverains de modifier l'utilisation du terrain environnant, d'empêcher le fonctionnement des ouvrages hydrauliques et de leurs appartenances.

Les fonctionnaires et agents de l'administration des eaux ont le droit de prendre toutes mesures nécessaires aux fins du énoncé.

Quand une concession arrive à expiration et qu'elle ne soit pas utilisée ou est mal utilisée ou quand il y a défaut d'entretien des ouvrages hydrauliques, leurs bénéficiaires peuvent être obligés à rétablir les lieux dans leur état initial.

**Article 44.** - (...) Le fait pour un propriétaire d'ouvrage de refuser de se conformer aux dispositions de la présente loi peut entraîner la destruction ou la confiscation de l'ouvrage sans droit à indemnisation.

##### II. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau

**Article 35.** - L'ingénieur de la Direction de l'hydraulique a accès aux ouvrages en cours d'exploitation pour en effectuer la surveillance.

Si, au cours de ces visites de surveillance, il relève une anomalie tenant soit à l'altération de la qualité de l'eau, de nature à la rendre inapte aux usages qui en sont faits, soit à la modification des conditions du prélèvement ou de l'exploitation, de nature à compromettre la conservation de la ressource, il propose au ministre dont il relève la suspension de l'exploitation ou la suppression de l'installation ou du travail.



Cette suspension, ou cette suppression, fait l'objet d'un arrêté pris, après avis du chef du village, par le Ministre chargé de l'hydraulique. En cas de suspension, cet arrêté en fixe la durée.

Si la suspension de l'exploitation, ou la suppression de l'installation, causent un préjudice à l'exploitant, il peut solliciter une indemnité de l'administration au paiement de laquelle celle-ci peut se soustraire en lui offrant un ouvrage de remplacement d'importance équivalente.(...)

**Article 40.** - Les dispositions de l'article 35 s'appliquent aux ouvrages ayant fait l'objet d'une autorisation, notamment en cas d'observation des conditions de l'autorisation. Dans cette dernière hypothèse, aucune indemnité n'est due.(...)

**Article 92.** - Le fait, pour un propriétaire d'ouvrage, de refuser de se conformer aux dispositions d'un arrêté pris sous l'autorité de l'article 21 peut entraîner la suspension ou la suppression de l'ouvrage sans droit à compensation.

### **III. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 149.** - Quiconque détruit volontairement des installations hydrauliques est puni des peines prévues à l'article 406 du Code pénal. (...)

**Article 154.** - Quiconque entreprend des activités pouvant détériorer la structure des ouvrages ou fait circuler des animaux sur les digues de protection contre les inondations, est puni conformément aux dispositions de l'article 444 de Code pénal.

### **IV. - GUINEE - Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau**

**Article 60.** - Les peines prévues aux articles 178 et suivants du Code pénal seront également prononcées à l'encontre de toute personne physique ou morale qui aura volontairement utilisé une installation en l'absence de permis ou de concession conformément aux articles 10 et 11 du présent Code ou n'aura pas respecté les conditions prescrites par lesdits permis ou concession.

### **V. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 115.** - L'exécution sans autorisation des travaux visés au paragraphe b de l'article 12 et aux articles 31 et 94 est punie d'une amende égale au 10ème du montant des travaux estimé par l'autorité chargée de la gestion et de l'administration du domaine public hydraulique.

Les travaux ainsi entrepris peuvent être suspendus ou définitivement arrêtés par l'agence de bassin, sans préjudice des mesures de protection des eaux qu'elle peut ordonner.

# **VI. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 11.** - L'exécution, sans autorisation, des travaux visés à l'article 10 du présent code est punie d'une amende égale au dixième du montant estimé des travaux exécutés.

Les travaux ainsi entrepris peuvent être suspendus ou définitivement arrêtés par le Ministre de l'Agriculture, sans préjudice des mesures conservatoires pouvant être ordonnées par l'administration si la conservation ou la qualité des eaux sont menacées.

L'exécution de ces travaux reconnus non conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation, est punie d'une amende pouvant atteindre le dixième du montant des travaux exécutés.

# **VII. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 126.** - Le fait pour un propriétaire d'ouvrage de refuser de se conformer aux dispositions du présent code, des décrets, ou arrêtés qui seront pris sous son autorité, peut entraîner la suspension ou la suppression de l'ouvrage sans droit à la compensation.



## CHAPITRE V APPROVISIONNEMENT EN EAU DU PUBLIC

Voir aussi:

**Droits d'utilisation de l'eau (Chapitre I)**

**Prévention et contrôle de la pollution de l'eau (Chapitre II)**

### 1. INTRODUCTION

Bien que cela ne constitue pas encore une pratique généralisée à travers le monde, l'approvisionnement en eau du public dans les communautés urbaines et rurales tend à s'effectuer au moyen de réseaux de canalisations desservant les habitations et les points de distribution collective, c'est à dire les fontaines publiques et autres points d'eau. La fourniture d'un service fiable et continu d'approvisionnement en eau salubre est traditionnellement perçue comme une fonction à part entière de l'Etat ou tout au moins un service qui, dans la mesure où il revêt une fonction sociale essentielle, entre dans le cadre du pouvoir de réglementation de l'Etat.

Si l'approvisionnement en eau vise à répondre en priorité aux besoins élémentaires tels que la consommation humaine ou d'autres fins domestiques, l'eau fournie par les canalisations - ou point d'arrivée d'eau - peut aussi être utilisée à d'autres fins dans le cadre des activités économiques, en particulier en milieu urbain où coexistent habitations et activités industrielles et commerciales, ou au service de la collectivité (nettoyage, incendies, arrosage et jardinage). En zone rurale et périurbaine, des points d'arrivée d'eau peuvent être installés afin de satisfaire les besoins en irrigation des différentes cultures.

Par conséquent, s'il est typiquement associé à la satisfaction de besoins purement domestiques, l'approvisionnement en eau du public est donc appelé à répondre à une grande variété de besoins économiques et sociaux, et cela de façon particulièrement prononcée en milieu urbain. Le cadre juridique relatif à ce service reflète d'ailleurs sa complexité croissante dans le contexte actuel, qu'il s'agisse d'un système privé destiné à desservir des petites communautés, d'un système relevant directement de l'Etat, ou encore d'une entreprise publique ou privée fonctionnant sous le contrôle de l'Etat.<sup>19</sup>

Le champs d'application des réglementations se présente de différentes manières, tantôt définissant le statut et le mode de fonctionnement de l'entreprise responsable de ce service, tantôt fixant en détail les normes et spécifications des travaux et ouvrages dans le domaine de la plomberie ou encore les critères de prestation d'un service d'intérêt public. Le présent manuel s'attachera à l'étude des réglementations relatives aux exigences de fond et de forme de la fourniture même du service, sans tenir compte du statut juridique de l'entité offrant ce service.

<sup>19</sup> Le régime des concessions à cet égard n'est pas examiné ici bien qu'il fasse l'objet de nombreuses dispositions dans les réglementations.

Un autre aspect consiste pour l'entité en charge de l'approvisionnement à obtenir préalablement un droit d'utilisation de l'eau permettant de prélever l'eau à son état brut à sa source et de l'utiliser en vue d'être traitée et distribuée aux consommateurs par un système de canalisations. Cet aspect est traité dans le cadre du **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**.

La réglementation applicable à l'approvisionnement en eau du public est présentée ci-après de manière à souligner les traits caractéristiques des dispositions régissant ce service. Celles-ci traitent en effet de l'emplacement des systèmes de canalisation, des raccordements, du contrôle de conformité des ouvrages - avant et après leur construction - aux exigences administratives et techniques, des modalités de mesurage, des restrictions à l'approvisionnement ou à l'utilisation de l'eau, de la prévention et du contrôle des gaspillages et mauvaises utilisations, des redevances applicables, de la protection des sites et ouvrages, des normes de qualité de l'eau et autres mécanismes de surveillance (échantillonnage, enregistrement des données, information du public), des exigences sanitaires pour l'eau distribuée aux fontaines publiques, et des sanctions et autres mesures pour assurer le contrôle de l'application de la loi.

## **2. FOURNITURE DU SERVICE ET RACCORDEMENT**

La fourniture du service et le raccordement d'une habitation ou d'un édifice à un système public d'approvisionnement en eau sont normalement l'objet d'un contrat d'abonnement dont les modalités sont précisées dans la réglementation (I-II)

### **I. - ALGERIE - Décret 85-267 du 29 octobre 1985**

**Article 4.** - Le prélèvement ou la fourniture d'eau donne lieu à l'établissement d'un contrat d'abonnement entre le service public chargé de la distribution et l'utilisateur.

Le contrat d'abonnement est établi sur la base d'un cahier des charges qui fixe les conditions de prélèvement et de fourniture d'eau ainsi que les droits et obligations du service public et de l'utilisateur.

### **II. - DJIBOUTI - Arrêté 83-0293 du 22 février 1983 portant approbation du cahier des charges et du règlement des eaux - Règlement des eaux**

**Article premier.** - Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Office national des eaux de Djibouti accorde l'usage de l'eau potable à ses abonnés.

**Article 2.** - L'office met l'eau potable à la disposition des usagers au moyen de branchements sauf dans certains cas dont il sera seul juge. La fourniture d'eau s'effectue par l'intermédiaire de compteurs.

**Article 3.** - Qualité de l'eau

L'eau distribuée devra présenter les qualités requises par le service de l'hygiène et de l'épidémiologie.

Sous réserve de l'observation de ces prescriptions, son origine sera librement choisie par l'office.

S'il y a lieu, l'office sera tenu d'assurer la stérilisation de l'eau libérée à la consommation. Le contrôle sera effectué par les laboratoires du service de l'hygiène. Les techniciens de ce service auront en permanence libre accès à toutes les dépendances de l'office pour y effectuer les prélèvements nécessaires.

#### **Article 4. - Quantité d'eau à fournir**

L'office devra fournir l'eau nécessaire aux besoins publics et privés dans les villes et centres équipés d'installations de distribution d'eau.

Toutefois, en cas de difficultés d'approvisionnement il se conserve le droit d'en interdire ou limiter l'emploi pour certains usagers tels que le lavage des rues, le nettoyage des égouts, l'arrosage des jardins.

#### **Article 5. - Conditions de fourniture de l'eau**

L'office ne peut encourir à l'égard de ses abonnés aucune responsabilité à raison de causes résultant de l'exploitation telles que :

- interruption plus ou moins prolongée dans la distribution consécutive à des ruptures de canalisations,
- arrêts momentanés consécutifs à l'échange ou à l'entretien du compteur,
- variation de pression,
- présence d'air dans les conduites,
- variation des qualités physiques ou chimiques de l'eau, notamment de sa teneur en sel, de la présence de rouille
- ou toute autre cause considérée comme cas de force majeure

Ces faits ne pourront ouvrir aux abonnés aucun droit à indemnité, ni aucun recours contre l'office son par eux-mêmes, soit à raison des dommages qui en seraient la conséquence directe ou indirecte aucune garantie n'étant donnée aux abonnés contre les incidents d'exploitation susceptibles de se produire

En cas d'incendie, ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent s'abstenir d'utiliser leur branchement. Les conduites du réseau de distribution pourront être fermées sans que les abonnés puissent se prévaloir d'un droit de dédommagement. Seuls les agents de l'office et ceux du service de lutte contre l'incendie peuvent manœuvrer les robinets, vannes et bouches d'incendie.

**Article 6. - Extension du réseau de canalisations**

L'office se réserve d'assurer la distribution au mieux de l'intérêt général. Il s'efforcera d'installer des conduites nouvelles sous les voies publiques non encore desservies dans la mesure où elles n'apportent aucune perturbation sur le réseau déjà existant.

Les dépenses correspondantes seront à la charge de l'office sauf si la nouvelle conduite est destinée à desservir un lotissement, une cité nouvelle ou un immeuble collectif comportant un nombre d'appartements égal ou supérieur à cinq.

En règle générale, il ne sera posé de conduites d'eau publique que dans les voies figurant au plan d'urbanisme et situées à l'intérieur du périmètre urbain.

Le programme d'extension ou de renforcement sera défini au début de chaque exercice budgétaire. Il pourra subir des modifications dans la limite des crédits budgétaires.

**Article 7. - Tarifs de vente de l'eau**

Les tarifs de vente de l'eau sont fixés par l'office dans les conditions prévues par son cahier des charges.

**Article 8. - Formes et conditions générales**

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau potable doit souscrire auprès de l'office une "police d'abonnement" dont le modèle est arrêté par l'office et sera de ce fait soumis aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées. Le coût de la police d'abonnement est égal à la valeur de 15 m<sup>3</sup> d'eau au prix du tarif de vente de base en vigueur à l'époque de la souscription de la police d'abonnement.

L'office s'engage, dans la mesure de ses possibilités, à satisfaire toute demande d'abonnement qui lui sera présentée.

**Article 9. - Entrée en jouissance et durée des abonnements**

L'abonnement ne peut être souscrit pour une période inférieure à 1 an à compter du premier jour du bimestre (1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> septembre, 1<sup>er</sup> novembre) suivant la date de mise en service du branchement.

Il se continuera ensuite par tacite reconduction pour une même durée tant que l'abonné n'aura pas signifié à l'office son désir de le faire annuler en le prévenant un mois au moins avant expiration. Si, sur la demande de l'abonné, le service de l'eau est assuré avant la date d'entrée en jouissance portée sur la police d'abonnement, les redevances bimestrielles que comportera l'abonnement seront payables proportionnellement à la fraction de bimestre comprise entre la date de mise en service et la date d'abonnement. De même le minimum de consommation sera calculé proportionnellement en fonction de la date de mise en service du branchement.

**Article 10. - Titulaire des abonnements**

Les abonnements ne sont consentis qu'aux propriétaires riverains des voies pourvues de canalisations publiques. Toutefois le locataire principal peut souscrire un abonnement en

fournissant à l'office l'autorisation écrite de son propriétaire qui restera responsable du paiement des factures impayées.

L'abonnement peut également être souscrit par un syndicat agissant au nom des copropriétaires d'un immeuble. Dans ce cas, les impayés éventuels sont à la charge des copropriétaires.

#### **Article 11. - Droits de l'abonné**

Un abonnement donne droit:

- à l'usage d'un branchement proprement dit tel que le définit l'article 15.
- à la fourniture de l'eau avec paiement d'un minimum de consommation mensuel fixé à

Diamètre mensuel de consommation en m <sup>3</sup>								
15-20 mm	30 mm	40 mm	50 mm	60 mm	80 mm	100 mm	150 mm	200 mm et plus
25m <sup>3</sup>	30m <sup>3</sup>	50m <sup>3</sup>	70m <sup>3</sup>	90m <sup>3</sup>	120m <sup>3</sup>	150m <sup>3</sup>	200m <sup>3</sup>	300m <sup>3</sup>

Ce minimum de consommation étant facturé en fonction des tranches du tarif applicable à l'usage du compteur et à son entretien.

L'abonné ne pourra conduire dans une autre propriété, l'eau fournie par le branchement desservant la propriété faisant l'objet de l'abonnement.

#### **Article 12. - Résiliation - décès de l'abonné - faillite**

En cas de résiliation de l'abonnement, l'office fera détacher le branchement en son point de jonction avec la conduite publique, procédera à la dépose du compteur et reprendra possession du matériel lui appartenant.

Les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'abonné.

Si le titulaire d'un abonnement vient à décéder ses héritiers sont responsables vis-à-vis de l'office des sommes dues en vertu de l'abonnement. En outre dans un délai d'un mois, l'office devra être avisé du nouveau bénéficiaire faute de quoi il aura la faculté de procéder à la fermeture du branchement.

En cas de faillite de l'abonné, la résiliation de l'abonnement a lieu de plein droit, à la date du jugement de déclaration.

#### **Article 13. - Domiciliation et changement de local**

L'adresse communiquée à l'office lors de l'établissement de la police sera seule considérée comme valable.

Tous avis de paiement, communications ou avertissements seront considérés comme remis à l'abonné lorsqu'ils auront été déposés à cette adresse.

Tout abonné désireux de changer de local doit en aviser l'office par écrit. S'il est en situation régulière vis-à-vis de l'office, il lui sera établi une nouvelle police d'abonnement qui donnera lieu à la perception des frais prévus par l'article 8 et au paiement de l'avance



sur consommation prévue à l'article 31 ci-après, en fonction du diamètre du compteur pose à la nouvelle adresse.

L'entretien des branchements sera, dans tous les cas, assuré par l'office. Celui-ci aura à sa charge les frais de réparation du branchement, ainsi que la réparation des dommages auxquels l'existence et le fonctionnement du branchement pourrait donner lieu pour la partie située sous la voie publique.

Toutefois, l'abonné devra prévenir immédiatement l'office de toute fuite ou toute anomalie de fonctionnement qu'il aurait constatées sur le branchement entre la prise et l'appareil de mesure.

L'entretien ne comprend ni les frais de déplacement ou de modification des branchements, ni les frais de réparation et les dommages motivés par toute cause qui résulterait de la négligence, de l'imprudence, de la maladresse ou de la malveillance de l'abonné. Ces frais resteraient à la charge de l'abonné.

L'office pourra se retourner contre les auteurs des dommages à ses installations et obtenir le remboursement de toutes ses dépenses.

#### **Article 14. - Résiliation temporaire**

Tout abonné dans l'obligation de quitter son immeuble ou sa propriété pour une durée de deux mois peut demander à l'office la fermeture provisoire de son branchement et la pose du compteur.

Il devra payer lors de la réouverture, les frais de pose du compteur fixés à la valeur de 3 redevances bimestrielles de locatum et d'entretien pour le compteur fixé en vigueur à l'époque de la réouverture du branchement auxquels s'ajoutera les prix des pièces et matériaux éventuellement fournis pour ce travail.

#### **Article 15. - Définitions**

On appelle branchement la conduite particulière d'alimentation desservant un immeuble ou un terrain, depuis et y compris la prise d'eau sur la conduite publique jusqu'au compteur.

Le branchement comprend les différents accessoires nécessaires à son fonctionnement.

Les conduites générales d'alimentation des voies privées sont assimilées à des branchements: elles peuvent desservir une ou plusieurs propriétés faisant l'objet d'abonnements distincts.

#### **Article 16. - Propriété du branchement**

Les branchements exécutés aux frais des abonnés leur appartiennent pour la partie située dans leur propriété et appartiennent à l'office pour l'autre partie. Le compteur est la propriété de l'office.

Au cas où une voie serait incorporée au domaine public, la conduite d'alimentation générale deviendrait de ce fait propriété de l'office.

**Article 17. - Nombre de branchements par concession**

Chaque abonné ne peut prétendre qu'à un seul branchement par concession. Toutefois, des exceptions pourront être admises par l'office dans des cas spéciaux laissés à son appréciation.

Pour les immeubles collectifs, l'installation intérieure sera réalisée de façon à pouvoir comptabiliser la distribution d'eau par appartement. Dans le cas contraire, l'office se réserve le droit de refuser la distribution d'eau à l'immeuble avant la nomination d'un syndic.

**Article 18. - Conditions d'établissement d'un branchement**

Les branchements devront toujours être suffisamment dimensionnés pour permettre une alimentation convenable. L'office est seul qualifié pour décider de la dimension à adopter. En aucun cas le branchement ne pourra être inférieur à 20 mm.

Chaque branchement comportera obligatoirement un robinet de prise sous la voie publique posée immédiatement après le collier de prise en charge, et un robinet d'arrêt général placé avant le compteur.

L'office pourra refuser l'établissement ou la modification d'un branchement existant si la construction de l'immeuble ne répond pas aux spécifications de l'office.

**Article 19. - Travaux de premier établissement des branchements**

Les travaux de premier établissement d'un branchement comprennent :

- le raccordement à la conduite publique,
- le robinet sous bouche à élé,
- la canalisation de branchement et ses accessoires,
- le robinet d'arrêt avant compteur,
- l'installation de celui-ci,

et d'une manière générale tout ce qui est nécessaire à la mise en service d'un branchement depuis la prise jusqu'au compteur inclus.

Ces travaux seront exécutés aux frais de l'abonné et par les soins de l'office, ou par une entreprise agréée par elle. Le coût des travaux sera facturé sur mémoire, ou à forfait.

Les frais de réfection de la voie publique seront à la charge de l'abonné et lui seront facturés conformément à la réglementation applicable en la matière (1. .)

**Article 20. - Entretien, remplacement ou modification de branchements**

Tous les travaux d'entretien et de remplacement de branchement seront exécutés par l'office ou une entreprise agréée par lui.

Les frais consécutifs à ces travaux sont pris en charge par l'office des eaux moyennant le versement par l'abonné d'une redevance forfaitaire d'entretien. Le montant de cette redevance est facturé en même temps que la consommation. Les modifications de branchements ainsi que les réparations consécutives à des travaux qui sortent de la compétence des services de l'office, restent à la charge du demandeur.

Il est interdit aux abonnés et en règle générale, à toute personne étrangère à l'office, d'entreprendre un travail quelconque sur les branchements. (...)

#### **Article 21. - Fermeture et ouverture des branchements**

La fermeture et l'ouverture des branchements ne peuvent être effectuées que par l'office qui seul possède les clés des robinets.

Toute ouverture du robinet de prise ou toute entreprise ayant pour résultat d'obtenir de l'eau sans le concours d'un agent de l'office accrédité à cet effet, donnera lieu à des poursuites contre l'abonné et au paiement d'une amende forfaitaire égale à 5 fois la valeur de la consommation moyenne des mois antérieurs, cette dernière ne pouvant être retenue pour un volume inférieur au minimum de consommation. (...)

#### **Article 22. - Installations intérieures**

Après compteur, l'abonné reste libre de faire établir, ainsi qu'il lui convient et par qui bon lui semble, la distribution de sa propriété. Il reste cependant interdit d'installer

- un dispositif quelconque permettant de mettre deux ou plusieurs branchements en communication,
- un dispositif qui par refoulement, gravité ou siphonage permettrait l'introduction à l'intérieur de conduites d'eau non potable,
- un dispositif susceptible de gêner le bon fonctionnement du compteur,
- un dispositif pouvant créer le vide dans les conduites,
- un dispositif perturbant le régime de pression établi dans les canalisations. Les surpresseurs sont toutefois tolérés sous réserve d'une autorisation de l'office.

L'office se réserve le droit de procéder à des vérifications des installations intérieures chez l'abonné, et d'en imposer celui-ci la modification si elles ne correspondent pas aux conditions exigées.

L'office est en droit de refuser la mise en service d'un branchement neuf ou de suspendre le service pour un branchement ancien, si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal du réseau général.

En cas de dommages causés sur la distribution publique par des installations intérieures, l'abonné est seul responsable envers l'office et devra en supporter les conséquences financières.

Pour des raisons de sécurité, est interdite l'utilisation des installations intérieures et du branchement comme dispositif de mise à la terre des appareillages électriques de l'abonné.

#### **Article 34. - Paiement d'avance sur consommation**

La mise en service d'un branchement n'aura lieu qu'après règlement de l'avance sur consommation.

### 3. MESURAGE

Le mesurage des quantités d'eau fournies aux raccordements individuels est une pratique courante permettant non seulement d'enregistrer ces quantités mais aussi de déterminer le montant de la redevance applicable. Les réglementations en la matière fixent en général l'emplacement, la lecture et le contrôle de la précision des compteurs, leur entretien et les critères de calcul de la consommation en eau en cas de défaillance ou de non lecture du compteur (1).

#### I. - DJIBOUTI - Arrêté R3-0293 du 22 février 1983 portant approbation du cahier des charges et du règlement des eaux - Règlement des eaux

##### Article 23. - Règles générales

La constatation de la consommation est faite au moyen de compteurs plombés fournis, posés et entretenus par l'office.

Le calibre du compteur est déterminé par l'office en fonction de l'importance de la consommation prévue par l'abonné conformément au tableau ci-dessous:

Diamètre du compteur en mm	Débit journalier moyen maximal en m <sup>3</sup>
15	3 m <sup>3</sup>
20	5 m <sup>3</sup>
30	14 m <sup>3</sup>
40	35 m <sup>3</sup>
50	50 m <sup>3</sup>
60	100 m <sup>3</sup>
80	200 m <sup>3</sup>
100	450 m <sup>3</sup>
150	1.000 m <sup>3</sup>
200	2.000 m <sup>3</sup>

Lorsqu'il sera constaté que la consommation moyenne, pendant une année entière au moins aura dépassé le débit moyen maximal autorisé pour le diamètre du compteur, l'office aura le droit de remplacer cet appareil par un autre d'un diamètre en rapport avec la consommation constatée. Il en sera de même si la consommation est inférieure au quart du débit moyen maximal autorisé. Il sera établi alors un nouvel abonnement.

Les frais de dépose du compteur à remplacer et les frais de pose du nouveau compteur seront à la charge de l'abonné. Ils sont fixés à la valeur de 3 redevances trimestrielles de location du nouveau compteur posé.

Il ne sera pose qu'un seul compteur par branchement, sauf dans les immeubles collectifs ou après dérogation expresse de l'office.

##### Article 24. - Emplacement du compteur

L'emplacement du compteur est fixé par l'office en accord avec le propriétaire. Il devra être choisi au plus près de l'origine du branchement et placé, dans la mesure du possible, en limite de propriété de l'abonné et à l'intérieur de celle-ci de façon à être accessible facilement et à tout moment par les agents de l'office.

Le déplacement d'un compteur justifié par les convenances personnelles de l'abonné sera subordonné à l'accord de l'office. Les travaux seront effectués par celui-ci et les frais seront à la charge de l'abonné.

#### **Article 25. - Protection du compteur**

L'abonné devra protéger le compteur contre tout endommagement; il sera tenu pour responsable de toute détérioration survenant à l'appareil par suite de négligence. Dans ce cas, les frais de remise en état du compteur resteront à sa charge et seront fixés forfaitairement à 6 redevances bimestrielles de location et entretien de compteur.

En cas d'arrêt de fonctionnement du compteur, l'abonné devra en informer l'office.

#### **Article 26. - Manœuvres interdites**

Il est formellement interdit à quiconque, à l'exception des agents de l'office, de débrancher un compteur, d'en modifier l'emplacement et d'apporter des transformations à son mécanisme et d'en briser les plombs.

Toute infraction sera considérée comme une fraude et donnera lieu à une amende forfaitaire perçue par l'office, pouvant aller jusqu'à 5 fois la valeur de la consommation moyenne des mois antérieurs, cette dernière ne pouvant être retenue pour un volume inférieur au minimum de consommation.

#### **Article 27. - Relevé des consommations**

Les relevés de consommation sont effectués au moins une fois tous les quatre mois. L'absence de relevé donne lieu à une estimation de la consommation.

Ces relevés sont indépendants de ceux que l'office juge devoir effectuer dans l'intervalle et à la suite desquels il peut facturer les quantités d'eau constatées.

Si l'abonné ne met pas l'office à même de relever son compteur pendant une durée d'un an, l'office aura le droit de fermer le branchement ou de déposer le compteur après en avoir averti l'abonné mais sans que cela arrête le cours de l'abonnement ni ne dispense l'abonné de payer les quittances établies en vertu dudit abonnement. Toute consommation enregistrée par le compteur est due, même si elle provient d'une fuite en aval de l'appareil.

En cas de fonctionnement irrégulier ou d'arrêt du compteur, la consommation sera évaluée sur une moyenne portant sur les 12 mois précédant la défectuosité ou sur la période courant depuis la signature de l'abonnement si celle-ci est inférieure à un an.

#### **Article 28. - Vérification du compteur**

Si l'abonné conteste l'exactitude des indication de son compteur, il pourra en demander la vérification à l'office. Celle-ci sera effectuée dans les ateliers de l'office. Le réclamant pourra y assister s'il en exprime le désir.

La tolérance d'indication admissible est de 5 % en plus ou en moins du débit réel, elle n'est valable que pour les débits compris entre 5 et 100 % du débit caractéristique de l'appareil.

Dans le cas où les indications du compteur seraient exactes ou situées dans les limites de la tolérance admissibles, le réclamant acquittera une redevance équivalente aux travaux de dépôt, essais et repose fixée à 10 fois le montant mensuel de la location.

Dans le cas d'une inexactitude constatée, il ne sera pas demandé de frais à l'abonné. Toutefois, un réajustement des consommations sera opéré sur les consommations enregistrées depuis le dernier relevé considéré comme exact.

Lorsque la vérification du compteur sera effectuée sur l'initiative de l'office, celle-ci ne pourra recouvrer le moins perçu éventuel auprès de l'abonné que s'il a été invité à assister à la vérification.

#### **Article 29. - Droit de location et d'entretien du compteur**

L'abonné contribue aux dépenses d'achat et d'entretien du compteur par le règlement d'une redevance de location dont la valeur mensuelle est fixée comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Diamètre du compteur	Redevance bimestrielle de location de compteur égale à la valeur au prix du tarif de base en vigueur du nombre de m <sup>3</sup> indiqué ci-dessous
15	20 m <sup>3</sup>
20	20 m <sup>3</sup>
30	50 m <sup>3</sup>
40	75 m <sup>3</sup>
50	120 m <sup>3</sup>
60	160 m <sup>3</sup>
80	175 m <sup>3</sup>
100	205 m <sup>3</sup>
150	435 m <sup>3</sup>
200 et plus	800 m <sup>3</sup>

#### **Article 30. - Frais de pose et de pose du compteur**

Les frais de première pose et ultérieurement de dépose du compteur sont à la charge de l'abonné. Ils sont fixés forfaitairement à une somme égale à 3 fois la redevance bimestrielle de location et d'entretien des compteurs.

### **4. RESTRICTIONS A L'APPROVISIONNEMENT OU A L'UTILISATION DE L'EAU**

L'entité responsable de l'approvisionnement du public en eau ainsi que les autorités publiques se voient en général attribuer le pouvoir d'interrompre temporairement ce service et de restreindre certaines utilisations de l'eau à leur point d'arrivée, à savoir le jardinage, le nettoyage des rues et le remplissage de contenants par les usagers, dans le cadre de circonstances précises d'origine naturelle telles que les situations de sécheresse (I-III) ou en cas de réparation et autres travaux effectués sur le réseau d'approvisionnement (IV).

**I. - BURKINA FASO - Kto An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 223.** - En cas de sécheresse ou de tout autre cas de force majeure, le Ministre chargé de l'hydraulique peut interdire, limiter ou réglementer les utilisations d'eau non directement destinées à la consommation humaine, telles que l'irrigation, l'arrosage des jardins, le remplissage des piscines, le lavage de véhicules.

**II. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 55.** - En période de sécheresse, l'administration interdira les activités grandes consommatrices d'eau et non directement destinées à la consommation humaine; ainsi, l'arrosage des jardins, le remplissage des piscines, le lavage des véhicules seront interdits.

**III. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 9.** - En période de grande sécheresse, l'autorité locale peut interdire les activités grande consommatrices d'eau et non directement destinées à la consommation humaine, notamment l'arrosage de jardins d'agrément, le remplissage et la vidange de piscines, le lavage des véhicules (...).

**IV. - DJIBOUTI - Arrêté 83-0293 du 22 février 1983 portant approbation du cahier des charges et du règlement des eaux - Cahier des charges**

**Article 17.** - (...)

L'eau sera mise à la disposition des abonnés en permanence, sauf interruption en cas de force majeure ou pour les motifs précisés ci-après:

**Arrêts spéciaux:** Pour les renforcements, extensions et installations des branchements dans les conditions à déterminer dans chaque cas particulier. Ces interruptions seront portées à la connaissance des abonnés au moins deux jours à l'avance.

**Arrêts d'urgence:** Pour les réparations sur le réseau ou en cas d'accident exigeant une intervention immédiate, l'office est autorisé à prendre les mesures nécessaires.

## **5. TAXES ET REDEVANCES**

L'approvisionnement en eau par des raccordements individuels à un réseau de distribution est en général soumis au paiement d'une redevance correspondant, par exemple, au volume de la consommation, à la valeur de la propriété desservie ou à un montant établi sur une base forfaitaire (V). D'autres services tels que la construction par le fournisseur de raccordements privés, la fin du raccordement ou la mise en place d'un nouveau raccordement sont aussi en principe soumis au paiement d'une redevance. A cet égard, les réglementations établissent des critères et des taux correspondants (I-IV) permettant le calcul de ces redevances, les services visés (entretien des branchements par exemple), les modalités de facturation et de paiement, les pénalités en cas de non paiement et le recouvrement des arriérés L'interruption

du service d'approvisionnement et une majoration des montants dus constituant des sanctions supplémentaires en cas de non respect du paiement obligatoire des redevances et autres taxes applicables (III).

#### **I. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 13.** - (...) II. - Dans le délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi, toute facture d'eau comprendra un montant calculé en fonction du volume réellement consommé par l'abonné à un service de distribution d'eau et pourra, en outre, comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume, compte tenu des charges fixes du service et des caractéristiques du branchement.

Toutefois, à titre exceptionnel, le préfet pourra, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, à la demande du maire, si la ressource en eau est naturellement abondante et si le nombre d'usagers raccordés au réseau est suffisamment faible, ou si la commune connaît habituellement de fortes variations de sa population, autoriser la mise en œuvre d'une tarification ne comportant pas de terme directement proportionnel au volume total consommé (...)

#### **II. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 141.** - Dans le domaine de l'alimentation en eau potable, la tarification prend en compte les frais occasionnés par les services d'assainissement conformément à la législation en vigueur.

#### **III. - DJIBOUTI - Arrêté 83-0293 du 22 février 1983 portant approbation du cahier des charges et du règlement des eaux - Cahier des charges**

**Article 13.** - Frais d'installation et d'entretien des branchements particuliers.

L'installation de tout branchement particulier sera payée à l'office sur mémoire.

Le prix appliqué comprend notamment la fourniture et la pose du collier de prise en charge, du robinet de prise et de sa bouchette à clé et du robinet d'arrêt avant compteur, mais non celles du compteur. Il ne comprend pas le coût de la réfection du revêtement du sol, s'il en existe un, non plus que la fourniture et pose du regard de comptage. Ces dépenses complémentaires seront fixées séparément et en sus. Le prix d'installation des branchements sera fixé sur bordereaux et sera modifiable, après accord des autorités de tutelle, chaque année ou toutes les fois que la conditions économiques ou que l'utilisation de procédés ou matériaux nouveaux le rendrait nécessaire. (...)

**Article 18.** - Règlement des sommes dues par les abonnés.

A défaut de paiement d'une facture ou mémoire quelconque, dans les 15 jours suivant sa présentation, le service de l'eau pourra être suspendu et l'abonnement résilié immédiatement (...)



## Article 20. - Tarifs de vente de l'eau

Le prix auquel l'ONED vend l'eau aux abonnés est fixé d'après les tableaux suivants:

- Tarif général pour tous abonnements, industriels, domestiques, commerciaux et administratifs (arts exceptés).

Les prix du m<sup>3</sup> vendu aux abonnés sont fixés pour une consommation mensuelle à:

Pour la tranche de	0 et 60 m <sup>3</sup>	60 FD/m <sup>3</sup>
Consommation comprise entre	61 et 120 m <sup>3</sup>	85 FD/m <sup>3</sup>
au-delà-de	121 m <sup>3</sup>	120 FD/m <sup>3</sup>

B - Tarif pour tous abonnements à Arta: Prix unique - 120 FD/m<sup>3</sup>

C - Tarif pour tous chantiers et travaux publics, tarif portuaire: Prix unique - 120 FD/m<sup>3</sup>

D - Tarif de base: Il s'agit du prix de la 1<sup>re</sup> tranche de consommation applicable à l'abonné.

Le tarif de l'entretien des branchements est calculé d'après la valeur du m<sup>3</sup> d'eau au prix du tarif de vente de base en vigueur à l'époque de l'entretien et en fonction des quantités indiquées par le suivant:

Diamètre du compteur	Tarif trimestriel de l'entretien
15 et 20	Valeur de 200 m <sup>3</sup>
30	Valeur de 30 m <sup>3</sup>
40	Valeur de 45 m <sup>3</sup>
50	Valeur de 60 m <sup>3</sup>
60	Valeur de 80 m <sup>3</sup>
80	Valeur de 105 m <sup>3</sup>
100	Valeur de 160 m <sup>3</sup>
150	Valeur de 335 m <sup>3</sup>
200 et plus	Valeur de 450 m <sup>3</sup>

Les abonnés, préalablement prévenus par écrit, sauf cas d'urgence, ne pourront s'opposer à la réalisation de travaux reconnus nécessaires par l'office. En cas de non paiement dans un délai de 2 mois, l'office pourra fermer le branchement et exercer un recours contre l'abonné (...)

## Article 21. - Révision du tarif de l'eau

Le tarif de l'eau potable sera fixé le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année avec les indices au 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente au moyen de la formule suivante (...)

L'importance relative des divers paramètres devra être vérifiée après deux années d'application pour tenir compte de l'évolution des conditions techniques et économiques et pour contrôler qu'elle est bien représentative de la répartition des charges effectives.

Si l'un ou plusieurs des indices choisis ne sont plus publiés, l'ONEID choisira des indices équivalents de remplacement indiquant la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice. Les nouveaux indices auront leur effet dans le délai d'un mois à partir de la date de demande de substitution.

#### **Article 31. - Avance sur consommation**

L'abonné sera tenu de verser à l'office une avance sur consommation. Le paiement de cette avance est exigible lors de la signature de la police d'abonnement. Son montant, variable suivant le diamètre du compteur mis en place, est fixé dans l'article 11 ci-dessus, à 4 mois de consommation minimum pour tous les abonnés, autres que ceux de chantiers et travaux publics et pour ces derniers à 6 mois de consommation minimum tel que définit à l'article 11, au tarif en vigueur à la date de souscription de l'abonnement.

Un reçu extrait d'un carnet à souche à viser par l'ordonnateur du budget sera remis à l'abonné.

A l'expiration de l'abonnement, le remboursement de cette avance sur consommation ne sera effectué que sur présentation du reçu original. Seront déduites des remboursements les sommes que l'office peut être amené à retenir pour non paiement de facture ou devis présentés à l'abonné.

L'avance sur consommation ne sera productrice d'intérêt.

Les services administratifs et militaires nationaux sont dispensés du paiement de l'avance sur consommation.

#### **Article 32. - Minimum de consommation**

Conformément à l'article 11 ci-dessus, il sera appliqué à chaque abonné un minimum de consommation mensuelle, fonction du diamètre du compteur mis en place.

#### **Article 33. - Paiement des branchements**

La mise en service d'un branchement n'aura lieu qu'après règlement des sommes dues. La réalisation du branchement étant subordonnée au paiement d'une somme égale au montant du devis.

#### **Article 34. - Paiement d'avance sur consommation**

La mise en service d'un branchement n'aura lieu qu'après règlement de l'avance sur consommation.

#### **Article 35. - Paiement des fournitures d'eau et des redevances annexes**

Il sera établi et adressé à chaque abonné une facture relative à la consommation d'eau enregistrée par son compteur ou éventuellement estimée et aux redevances annexes. Cette facture sera payable sous quinzaine après présentation. Passé ce délai une mise en demeure sera notifiée à l'abonné lui laissant une période de 10 jours supplémentaires pour s'acquitter de sa dette. Au delà de cette limite, l'office pourra suspendre la distribution de l'eau chez l'abonné en procédant soit à la fermeture du branchement, soit à la dépose du compteur, sans préjudice de poursuites qui pourraient être exercées contre lui, lors de la

réouverture du branchement il sera perçu une pénalité égale à 100 m<sup>3</sup> du tarif de base à la date de réouverture de branchement.

#### **IV. - CAMEROUN - Arrêté 060 du 13 novembre 1964 fixant les tarifs de distribution d'eau pratiqués par la Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC)**

**Article 1er.** - Pour compter de la date de publication de présent arrêté, les tarifs de distribution d'eau pratiqués par la Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC) sont fixés ainsi qu'il suit pour toutes les localités de la République du Cameroun.

Catégorie d'usage	Prix du m <sup>3</sup> en F CFA
1. - Particuliers 1ère tranche: les 10 premiers m <sup>3</sup> /mois 2ème tranche: au-delà de 10 m <sup>3</sup> /mois	
2. - Administrations	
3. - Bornes Fontaines	
4. - Industriels et entreprises de service De 1 à 10.000 m <sup>3</sup> /an De 10.001 à 50.000 m <sup>3</sup> /an De 50.001 à 100.000 m <sup>3</sup> /an De 100.001 à 250.000 m <sup>3</sup> /an Au-delà de 250.000 m <sup>3</sup> /an	
Agents et Services SNEC	

**Article 2.** - Pour la tranche sociale de consommation inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup> par mois, compteur de 15 mm de diamètre, la SNEC doit prendre à sa charge les frais de branchement correspondants.

#### **V. - FRANCE - Décret 93-1347 du 28 décembre 1993 relatif au régime exceptionnel de tarification de l'eau prévu au II de l'article 13 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 1er.** - Lorsqu'il est saisi par le maire, conformément aux dispositions du second alinéa du II de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, d'une demande tendant à autoriser la mise en œuvre dans une commune d'une tarification de l'eau ne comportant pas de terme directement proportionnel au volume total consommé, le préfet consulte le comité départemental de la consommation et, si un établissement public de coopération intercommunale a reçu délégation de compétence de la commune concernée pour la distribution de l'eau, l'organe délibérant de cet établissement.

Dans les communes dont la ressource en eau est naturellement abondante, l'autorisation ne peut être accordée par le préfet que si le nombre d'habitants de la commune est inférieur à mille; dans les autres cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le volume d'eau produit pour les usages à caractère domestique pendant trente jours consécutifs est

au moins égal au triple du volume produit en moyenne mensuelle pendant l'ensemble de l'année de référence.

**Article 2.** - Lorsque l'autorisation a été accordée, la tarification mise en œuvre dans la commune peut, notamment, être forfaitaire et identique pour tous les usagers ou comporter des forfaits variables selon les besoins de l'abonné; elle peut aussi comporter une partie forfaitaire et une partie qui tient compte du volume d'eau consommé.

Le forfait minimal ne doit pas être supérieur au forfait correspondant à la consommation moyenne annuelle domestique des abonnés de la commune.

**Article 3.** - L'autorisation est, chaque année, reconduite tacitement. Toutefois, lorsque le préfet a constaté que, pendant trois années consécutives, les conditions de délivrance de l'autorisation ne sont plus remplies par la commune, il met fin à l'autorisation par arrêté motivé, après avis du comité départemental de la consommation.

Dans le délai d'un an à compter de cet arrêté, la tarification de l'eau dans la commune doit être mise en conformité avec le principe posé au premier alinéa du II de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

## **6. PROTECTION DES SITES ET OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU**

La protection des sites, installations et ouvrages des systèmes d'approvisionnement en eau, y compris les réservoirs, contre toute atteinte, que celle-ci soit ou non délibérée, peut s'effectuer suivant des approches différentes. Les raccordements aux points d'arrivée ou les constructions d'édifices à leur proximité peuvent être limités, des restrictions et obligations peuvent être imposées permettant de contrôler l'accès ainsi que certaines activités dans toute la zone encerclant les installations, ouvrages et autres équipements des systèmes d'approvisionnement. Un véritable mécanisme de "zonage" peut ainsi être mis en place. Les réglementations précisent le type d'activités visées et la nature des restrictions et déterminent, en outre, les cas où des autorisations peuvent être requises dans le cadre de ce mécanisme. Elles peuvent enfin stipuler les conditions et procédures de désignation des zones et périmètres faisant l'objet de telles restrictions (I - X). Ces dispositions ne sont pas sans rappeler celles visées au **Chapitre II - Prévention et contrôle de la pollution de l'eau**, sous-chapitre 4, dans le cadre des mécanismes de zonage pour la prévention de la pollution de l'eau en général. L'on s'attachera ici à l'examen des mécanismes de zonage entourant spécifiquement les sites, ouvrages et installations d'approvisionnement en eau du public.

### **I. • TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 117.** - Il est interdit de dégrader par négligence ou incurie tout ouvrage destiné à recevoir ou conduire les eaux d'alimentation et de laisser introduire des matières excrémentielles ou toutes autres matières susceptibles de nuire à la salubrité des sources, fontaines, puits, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation en eau (...)

**Article 120.** - Les sources d'approvisionnement public en eau potable doivent être protégées contre toute cause accidentelle ou délibérée de nature à porter atteinte à la qualité des eaux prescrites par le décret visé à l'article 98 du présent code.

**Article 121.** - Autour de tout forage, source, puits ou tout ouvrage servant à l'alimentation en eau potable des villes et agglomérations, il est institué un périmètre de protection.

Un arrêté du ministre de l'agriculture fixe dans chaque cas les limites de la zone de protection qui comprend:

- 1) un périmètre de protection immédiat dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété et dotés par l'organisme chargé du prélèvement d'eau et de sa distribution pour l'alimentation en eau potable;
- 2) un périmètre de protection rapprochée, à l'intérieur duquel sont interdits les dépôts ou activités susceptibles de conduire directement ou indirectement à la pollution de la source et dont la nomenclature est définie par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre de la santé publique;
- 3) le cas échéant, un périmètre de protection éloignée, à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les dépôts ou activités visés ci-dessus

Les périmètres de protection immédiate des aires de prélèvement d'eau potable peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Dans le cas où ces interdictions figurant dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> paragraphes du présent article entraîneraient en fait l'inutilisation de parcelles effectivement mises en valeur, le propriétaire a le droit d'exiger l'expropriation.

**Article 122.** - Autour de tout ouvrage de traitement de pompage ou de bassin de stockage de l'eau destinée à la consommation, il est institué un périmètre de protection dont les limites sont fixées par arrêté du ministre de l'agriculture; cette aire de protection qui est clôturée par l'organisme intéressé peut faire l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

**Article 123.** - En ce qui concerne les barrages retenues destinés à l'alimentation en eau potable, il est prévu:

- 1) un périmètre de protection immédiate composé des terrains riverains de la retenue aux plus hautes eaux sur une largeur de dix mètres à acquérir en toute propriété par l'organisme assurant l'exploitation du barrage;
- 2) une zone de servitude de 50 mètres de largeur au-delà de la bande riveraine dans lesquels sont interdits tous faits et activités de nature à conduire directement ou indirectement à la pollution de la retenue.

## **II. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 26.** - Autour de chaque forage, puits, fontaine, source ou autre installation destinée à l'alimentation en eau potable des villes ou autres agglomérations et villages, il est institué un périmètre de protection.

Il est interdit à l'intérieur du périmètre de protection de:

- construire des habitations ou autres édifices;
- installer des établissements industriels et commerciaux, abattoirs ou terrains de culture;
- installer des sépultures ou faire des excavations;

- déposer des ordures, immondices, fumiers et détritus;
- pratiquer l'abreuvement, le pacage et l'élevage d'animaux;
- déposer des hydrocarbures ou toute autre substance présentant des risques de toxicité;
- forer des puits, installer des canalisations ou des réservoirs d'eaux usées de toute nature;
- exploiter des carrières à ciel ouvert

**Article 27.** - Il peut être créé, à l'intérieur d'un périmètre de protection, une zone de protection immédiate. Les terrains nécessaires à la création de ladite zone doivent être acquis en pleine propriété et être contrôlés par l'organisme responsable de la captation ou la distribution de l'eau potable. Dans le cas où les prohibitions prescrites rendent la terre non utilisable, le titulaire du fonds peut exiger son expropriation selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

### **III. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 22.** - Les périmètres de protection ont pour objet d'assurer la protection qualitative des eaux destinées à l'alimentation humaine, qu'elles proviennent des nappes souterraines ou superficielles, ou des rivières ou cours d'eau.

**Article 23.** - En plus du périmètre de protection il existe à proximité immédiate du point d'eau un périmètre détenu en toute propriété par l'Etat ou l'organisme mandaté aux fins de maintenir ce point d'eau.

**Article 24.** - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'hydraulique et de la santé, après enquête, fixe l'étendue des terrains à acquérir en pleine propriété ou à réserver s'ils sont déjà domaniaux, et la superficie du périmètre de protection.

Cet arrêté détermine, en plus, les activités, autres que celles prévues à l'article 26, qui sont interdites ainsi que les ouvrages à construire et les précautions à prendre pour protéger les points d'eau.

**Article 25.** - Les terrains, détenus en pleine propriété, doivent, à moins de raison grave, être clôturés. A l'intérieur de la zone clôturée est interdite toute activité, autre que celle qui consiste à prélever de l'eau par les moyens prévus à cette fin.

**Article 26.** - A l'intérieur du périmètre de protection, les activités suivantes sont interdites.

- les dépôts d'ordure, d'immondices et de détritus;
- l'épandage de fumier, l'abreuvement le pacage ou l'élevage d'animaux;
- les dépôts d'hydrocarbures et de toute substance présentant des risques de toxicité (engrais, pesticides, etc...);
- le forage de puits, l'exploitation de carrière à ciel ouvert;
- certaines constructions lorsqu'elles sont nommément interdites par un arrêté pris sous l'autorité de l'article 24 ou de l'article 27 du présent Code.

**Article 27.** - En l'absence d'un arrêté particulier pris sous l'autorité de l'article 24, les ministres chargés de l'hydraulique et de la santé peuvent, après enquête, prendre des arrêtés conjoints, de portée générale fixant les superficies des terrains à détenir en pleine propriété ou à inclure dans les périmètres de protection.

Ces arrêtés de portée générale peuvent s'appliquer à des catégories de points d'eau ou dans des zones géographiques déterminées.

Ces arrêtés de portée générale peuvent imposer des restrictions additionnelles à celles prévues à l'article 26, et déterminent les ouvrages à construire et les précautions à prendre pour protéger les points d'eau.

**Article 28.** - Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou aux occupants des terrains à acquérir en pleine propriété ou compris dans un périmètre de protection sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. (...)

**Article 70.** - En plus des zones de protection visées par les articles 22 à 28, des mesures destinées à prévenir la pollution des eaux potables peuvent être prescrites par arrêté conjoint des ministres chargés de l'hydraulique, de la santé et de l'environnement. (...)

**Article 78.** - Il est interdit:

- de dégrader des ouvrages publics, ou commerciaux destinés à recevoir ou à conduire des eaux potables,
- d'introduire ou laisser introduire des matières excrémentielles ou toute autre matière susceptible de nuire à la salubrité de l'eau des sources, fontaines, puits, citernes, conduites ou réservoirs servant à l'alimentation humaine;
- d'abandonner des cadavres d'animaux, débris de boucherie, fumier, matières fécales et en général tous résidus d'animaux dans les fosses ou excavations susceptibles de contaminer les eaux livrées à la consommation humaine.

#### **IV. - BURKINA FASO - Raabo An IV 00014 du 6 juillet 1987 portant définition des périmètres de protection**

**Article 1<sup>er</sup>.** - Tout point d'eau destiné à alimentation humaine, qu'il s'agisse d'un forage, d'un puits moderne ou traditionnel, d'un captage de source, ou d'une prise en rivière ou dans une étendue d'eau naturelle ou artificielle, doit faire l'objet de mesures de protection appropriées ( ...)

**Article 7.** - Les points d'eau destinés à la distribution publique des centres urbains et semi-urbains, dont la gestion est confiée à la l'ONEA, pourront faire l'objet de mesures de protection complémentaires consistant notamment en l'instauration d'un périmètre de protection éloigné, en la mise en place de moyens de surveillance et d'alerte, et en la définition des dispositions prendre en cas de pollution accidentelle ou d'épuisement de la ressource

#### **V. - BURKINA FASO - Kiri An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 240.** - La protection qualitative et quantitative des eaux destinées à l'alimentation humaine, qu'elles proviennent des nappes souterraines ou superficielles, cours et étendues d'eau peut être assurée au moyen de périmètres de protection déterminés par raabon conjoint des ministres chargés respectivement de l'hydraulique, de la santé, de l'environnement et des forêts.

Ce raabô détermine en outre les ouvrages à construire et les précautions à prendre pour protéger les points d'eau ainsi que toutes activités autres que celles interdites à l'article 243 ci-après.

**Article 241.** - En plus du périmètre de protection, un deuxième périmètre est réservé à l'Etat ou à l'organisme chargé de l'entretien du point d'eau concerné. (...)

**Article 262.** - Lorsqu'il ressort d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation que les eaux prélevées sont destinées à l'alimentation humaine, des zones de protection sont définies suivant la procédure fixée aux articles 240 et suivants.

#### **VI. - BURKINA FASO - Loi 23/94/ADP du 19 mai 1994 portant Code de la santé publique**

**Article 11.** - (...) Les communes peuvent également demander l'établissement d'un périmètre de protection pour les ouvrages existants de captage et pour les installations d'amenée et de distribution des eaux servant à l'alimentation.

#### **VII. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 94.** - Il est interdit:

- de dégrader des ouvrages publics ou commerciaux destinés à produire, à conduire ou à recevoir des eaux potables;
- d'introduire ou laisser introduire des matières excrémentielles ou toute autre matière susceptible de nuire à la salubrité de l'eau des sources, fontaines, puits, citernes, conduites ou réservoirs ou autres accessoires servant à l'alimentation humaine;
- d'abandonner des cadavres d'animaux, débris de boucherie, matières fécales et, en général, tous résidus d'animaux dans les fosses ou excavations susceptibles de contaminer les eaux livrées à la consommation.

#### **VIII. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

**Article 18.** - (...) 1. En vue d'assurer la qualité des eaux destinées à l'alimentation humaine, des terrains situés autour des points de prélèvement peuvent être déclarés zones de protection subdivisées en zones de protection immédiate, zones de protection rapprochée et zones de protection éloignée.

Cette mesure d'exécution doit répondre au plan national de gestion des eaux prévu à l'article 6 de la présente loi.

2. Les terrains situés dans la zone de protection immédiate sont à acquérir en pleine propriété.

Ils peuvent être expropriés selon les modalités et formes prévues par la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.



3. Dans la zone de protection rapprochée peuvent être interdits, réglementés ou soumis à autorisation spéciale toutes activités, toutes installations et tous dépôts de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux.

4. Dans la zone de protection éloignée, peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts visés au paragraphe 3.

#### **IX. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 39.** - Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie en vue de l'alimentation humaine doivent être protégées des pollutions externes. Elles doivent être nettoyées et désinfectées au moins une fois par an. ( . . )

**Article 41.** - Sous réserve des droits des tiers, il peut être institué, en vue de préserver la qualité de l'eau, des périmètres de protection autour de tout point de captage d'eau tant superficielle que souterraine visant à assurer l'alimentation humaine, la préservation et l'utilisation des eaux.

Les périmètres de protection seront établis autour des ouvrages de captage destinés à l'alimentation en eau humaine par les services compétents.

**Article 42.** - Sur les périmètres de protection sont interdites toutes activités autres que celles autorisées dans l'acte de déclaration d'utilité publique.

Ainsi sont interdits:

- l'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert;
- l'installation de cimetières;
- le dépôt d'ordures ménagères, immondiées, déchets et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux;
- l'installation de canalisation, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature;
- la construction d'immeubles ou d'ouvrages autres que ceux destinés à l'exhaure ou au traitement des eaux;
- l'épandage de fumiers, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis de cultures aux abords des ouvrages d'alimentation;
- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

**X. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 55.** - Lorsque les sources de prélèvement de l'eau de consommation comportent des risques de contamination ou de pollution, l'administration compétente exige des organismes chargés d'assurer la distribution d'eau, de mettre en place des moyens appropriés de contrôle, en continu, de la qualité de l'eau. (...)

**Article 115.** - Il peut être institué des périmètres de protection immédiate ou rapprochée sur certaines parties des cours d'eau destinés à l'alimentation en eau potable.

**Article 116.** - Autour des ouvrages de mobilisation et retenues créés pour l'alimentation en eau potable, il est institué un périmètre de protection immédiat et un périmètre de protection rapproché où sont interdites, outre toutes les activités citées à l'article III ci-dessus :

- la circulation des véhicules automoteurs,
- l'installation des stations de service de distribution de carburant,
- toute activité sur les plans d'eau, telle que pêche, chasse, navigation, lavage et nettoyage,
- toute autre activité susceptible d'altérer la qualité des eaux.

**Article 117.** - Il est institué autour des réservoirs enterrés ou semi-enterrés, des stations de traitement ou de pompage d'eau destinée à la consommation humaine, un périmètre de protection immédiat

## **7. NORMES DE QUALITE DE L'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE FOURNIE PAR UN SYSTEME PUBLIC DE DISTRIBUTION ET MODALITES DE CONTROLE ET AUTRES EXIGENCES**

Le souci visant à assurer la pureté et la qualité de l'eau mise à disposition du public au moyen d'un réseau public d'approvisionnement, en particulier pour ce qui concerne l'eau destinée à la consommation humaine, se reflète dans les réglementations établissant des normes de qualité et de pureté. Aux côtés d'interdictions générales telles que l'interdiction d'utiliser l'eau non potable pour la consommation humaine, d'autres exigences peuvent se rapporter au contrôle de qualité des eaux, comprenant, notamment, les prélèvements d'échantillons et les analyses (III, V, VI, VII), l'information du public (I, VIII), les méthodes de traitement des eaux (VI) et autres modalités de préservation de leur qualité dans le respect des normes établies (II, IV, VI).

Des dispositions spécifiques peuvent aussi régir l'utilisation des eaux dites "non-conventionnelles" afin que celles-ci soient conformes aux normes lorsqu'elles sont destinées à l'approvisionnement en eau du public (VI).

Certaines dérogations peuvent être prévues permettant l'utilisation d'une eau dont les caractéristiques s'écarteraient des normes réglementaires ou dans le cadre de circonstances précises, sous réserve toutefois de l'obtention d'une autorisation préalable (II, VII).

Notons qu'il existe aussi un grand nombre de réglementations édictant les normes de potabilité et les propriétés requises des eaux destinées à la consommation humaine. Etant donné leur nombre et leur degré de précision et de technicité, celles-ci ne sont pas, pour des raisons pratiques, reproduites dans le présent manuel.

#### **I. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 13. - (...)** **III. -** Les données sur la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine et, notamment, les résultats des analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire et les analyses réalisées chez les particuliers sont publiques et communicables aux tiers.

Les préfets sont tenus de communiquer régulièrement aux maires les données relatives à la qualité de l'eau distribuée, en des termes simples et compréhensibles par tous les usagers.

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée font l'objet d'un affichage en mairie et de toutes autres mesures de publicité appropriée dans des conditions fixées par décret. (...)

#### **II. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 98. -** Une eau, pour être considérée comme potable et pouvoir être distribuée à une collectivité, doit, outre les caractéristiques indiquées à l'article 97 du présent code, satisfaire à des conditions et normes qui sont fixées par décret.

**Article 99. -** Les collectivités ou établissements publics ou privés qui peuvent avoir leur propre système d'alimentation en eau, sont tenus de faire vérifier régulièrement la qualité de l'eau distribuée et de procéder régulièrement à l'analyse bactériologique de l'eau desservie conformément aux normes qui sont fixées par décret.

Les méthodes éventuelles de correction des eaux ou de recours à un mode de traitement de ces eaux à l'aide d'additifs chimiques, simples ou composés, doivent être au préalable autorisées par le ministère de la santé publique, après consultation du Conseil supérieur de l'hygiène publique.

Les additifs éventuels ne doivent en aucun cas altérer les propriétés organoleptiques de l'eau.

**Article 100. -** Si l'eau à distribuer diffère des normes prescrites, son utilisation peut être autorisée, sous certaines réserves par le ministère de la santé publique qui prend les mesures de protection appropriées.

Le contrôle de la qualité des eaux est assuré au moyen d'analyses périodiques pratiquées dans les laboratoires agréés par le ministère de la santé publique.

### III. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau

**Article 74.** - Les eaux d'alimentation doivent satisfaire aux normes de potabilité en vigueur, notamment en ce qui concerne leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques. (...)

**Article 81.** - En cas de distribution publique d'eau potable, le service distributeur ou le concessionnaire doit vérifier en tout temps que les dispositions ci-dessus sont respectées. Pour le contrôle de la qualité de l'eau, il est nécessairement fait appel à un laboratoire agréé par le Ministre chargé de la santé publique.

**Article 82.** - Le service distributeur ou le concessionnaire est tenu de faire analyser l'eau distribuée tous les trois (3) mois et autant de fois que le service chargé du contrôle de la qualité de l'eau le jugera utile, dans les cas d'épidémie ou de forte présomption. Les agents ou fonctionnaires du service chargé du contrôle doivent veiller à ce que les analyses ci-dessus soient bien effectuées et que les normes soient bien respectées. (...)

**Article 90.** - Dans les centres pourvus de distribution publique d'eau, il est interdit aux personnes physiques ou morales et notamment aux hôteliers et tenanciers d'immeubles de livrer, à titre onéreux ou gratuit, pour l'alimentation et pour tous usages ayant un rapport même indirect avec l'alimentation, une eau même potable autre que celle de distribution publique, exceptées les eaux minérales, naturelles et de table autorisées.

### IV. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau

**Article 37.** - Dans les zones dépourvues de réseau d'adduction, quiconque distribue de l'eau destinée à l'alimentation humaine doit s'assurer que celle-ci répond aux normes nationales de qualité sous peine de poursuites judiciaires.(...)

**Article 47.** - Les eaux distribuées par des réseaux d'adduction soit directement par régie ou par concessionnaire, soit par revendeur, doivent répondre aux normes nationales fixées pour identifier la potabilité de l'eau.

**Article 48.** - Les concessionnaires et régies de distribution d'eau devront faire vérifier par un laboratoire agréé, ou les services de santé, la qualité de l'eau distribuée selon la périodicité et les modalités décrites au cahier des charges.

### V. - BURKINA FASO - Kti AN VIII-0328 TER/FP/PLAN-COOP du 4 juin 1991 portant application de la réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso

**Article 224.** - L'eau destinée à la consommation humaine doit être conforme aux normes de potabilité fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'hydraulique et du Ministre chargé de la santé. Ce arrêté détermine la fréquence et les conditions des analyses physico-chimiques et bactériologiques ainsi que l'accès du public à l'information. (...)

**Article 227.** - Dans les centres pourvus d'une distribution publique d'eau, il est interdit aux personnes physiques ou morales et notamment aux restaurateurs et hôteliers ou tout tenancier d'immeubles de livrer pour l'alimentation et pour tous les usages ayant un rapport même indirect avec l'alimentation, une eau même potable autre que celle de distribution publique, à l'exception des eaux minérales naturelles et de table autorisées (...)

**Article 229.** - Toute personne désignée par le Ministre chargé de la santé, a libre accès à toute installation ou propriété en vue d'effectuer les contrôles de normes de potabilité visées par l'article 224 ci-dessus.

**VI. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 51.** - Toute personne physique ou morale chargée de fournir l'eau de consommation est tenue de s'assurer que cette eau est potable.

**Article 52.** - L'eau est potable lorsqu'elle n'est pas susceptible de porter atteinte à la santé de ceux qui la consomment. Elle ne doit contenir, en quantités nuisibles, ni substances chimiques, ni germes nocifs à la santé.

Les conditions et normes de potabilité sont fixées par voie réglementaire. (...)

**Article 54.** - Le contrôle bactériologique, physique et chimique de l'eau potable distribuée sera assuré au moyen d'analyses périodiques effectuées par des laboratoires agréés par l'administration. (...)

**Article 56.** - Les méthodes et produits chimiques employés pour le traitement et la correction des eaux de consommation doivent être autorisés par l'administration.

**Article 57.** - L'administration peut autoriser, à titre exceptionnel, l'utilisation d'une eau dont la qualité diffère des normes en vigueur

L'autorisation fixe les conditions d'utilisation et les mesures de protection à prendre. (...)

**Article 131.** - Au sens de la présente loi, on entend par ressources en eau non conventionnelles

- les eaux saumâtres et les eaux de mer ayant fait l'objet d'une déminéralisation partielle ou totale en vue de leur utilisation.
- les eaux usées ayant fait l'objet d'un traitement d'épuration permettant leur réutilisation.

**Article 132.** - La déminéralisation de l'eau saumâtre ou de l'eau de mer s'entend comme une technique permettant l'élimination partielle ou totale des sels dissous dans l'eau

**Article 133.** - Le recours à la déminéralisation des eaux saumâtres ou des eaux de mer comme sources d'approvisionnement en eau se fait dans le cas de rareté des ressources en eaux naturelles ou de leurs disponibilité à un niveau de qualité non adapté à l'utilisation qui en est prévue.

**Article 134.** - En matière d'alimentation en eau des populations, la déminéralisation peut être utilisée pour rendre la qualité de l'eau de consommation compatible avec les normes de potabilité

**Article 136.** - La disponibilité d'une ressource en eau en qualité et quantité adaptée à l'utilisation qui en est prévue, exclut tout recours à la déminéralisation de l'eau saumâtre ou de l'eau de mer

**VII. - FRANCE - Décret 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles**

**Article 3.** - Sur demande de la personne publique ou privée qui assure la distribution d'eau, il peut être dérogé aux exigences de l'annexe I.1 :

1°) Pour tenir compte de la nature et de la structure des terrains de l'aire dont est tributaire la ressource considérée;

2°) En cas de circonstances météorologiques exceptionnelles;

3°) En cas de circonstances accidentelles graves et lorsque l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine ne peut être assuré d'aucune autre façon;

4°) Lorsqu'il ne peut être fait appel qu'à une ressource en eau superficielle dont la qualité ne respecte pas les limites de qualité des eaux brutes fixées à l'annexe III du présent décret et qu'il ne peut être envisagé un traitement approprié pour obtenir une eau de la qualité définie à l'annexe I.1.

(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) - "Dans les situations définies aux 1° et 2° ci-dessus, les dérogations ne peuvent en aucun cas porter sur les paramètres concernant les substances toxiques, sur les paramètres microbiologiques ou sur les pesticides et produits apparentés et entraîner un risque pour la santé publique. Les dérogations prévues au 2° sont accordées pour une durée limitée."

Dans les situations définies aux 3° et 4°, les dérogations sont accordées pour une période de temps limitée et ne doivent présenter aucun risque inacceptable pour la santé publique.

(Décret n° 90-330 du 10 avril 1990) - "Les dérogations sont accordées par arrêté du préfet. L'avis préalable du Conseil départemental d'hygiène est requis dans les situations prévues aux 1° et 4°."

L'arrêté fixe les valeurs maximales des paramètres sur lesquels porte la dérogation (...)

**Article 8.** - La vérification de la qualité de l'eau est assurée conformément au programme d'analyse d'échantillons défini à l'annexe II du présent décret.

Les lieux de prélèvement des échantillons sont déterminés par un arrêté du préfet.

**Article 9.** - Le préfet peut, par arrêté, et selon les modalités prévues au IV de l'annexe II, modifier le programme d'analyse des échantillons d'eau prélevés dans les installations de production et de distribution s'il estime que les conditions de protection du captage de l'eau et de fonctionnement des installations, les vérifications effectuées et la qualité de l'eau le nécessitent ou le permettent. Cette modification ne peut conduire à une augmentation du coût du programme d'analyse supérieure à 20%.

**Article 10.** - Le préfet peut imposer à l'exploitant des analyses complémentaires dans les cas suivants:

1°) (Décret n° 90-330 du 10 avril 1990) - "La qualité des eaux destinées à la consommation humaine ne respecte pas les exigences fixées à l'annexe I.1 ou s'écarte des valeurs de référence indiquées à l'annexe I.2."

2°) Les limites de qualité des eaux brutes définies à l'annexe III ne sont pas satisfaisantes;

3°) L'eau présente des signes de dégradation;

4°) Une dérogation est accordée en application de l'article 3 du présent décret;

5°) Certaines personnes présentent des troubles ou les symptômes d'une maladie pouvant provenir des eaux distribuées.

(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) - "Lorsque les matériaux mis en oeuvre dans les installations de distribution existantes et la qualité des eaux placées à leur contact sont par nature incompatibles, de telle sorte que les exigences de qualité définies au paragraphe D de l'annexe I-1 du présent décret risquent de ne pas être satisfaites, le préfet peut ordonner la réalisation d'analyses complémentaires, à la charge du ou des propriétaires desdites installations."

**Article 11.** - Les prélèvements d'échantillons d'eau pour la réalisation du programme d'analyse prévu aux articles 8 et 9 et pour les analyses complémentaires prévues à l'article 10 sont effectués par les agents de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, les agents d'un laboratoire agréé désigné par le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou par les agents des services communaux ou intercommunaux d'hygiène et de santé qui, à la date du 1er janvier 1984, exerçaient effectivement la vérification des eaux destinées à la consommation humaine.

Les frais de prélèvement sont supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixés par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

**Article 12.** - (Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) - "L'analyse des échantillons d'eau prélevés dans les conditions mentionnées à l'article 11 est réalisée par des laboratoires agréés. Un arrêté du Ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit les conditions d'agrément du laboratoire, qui concernent notamment la qualification des personnels, la nature des équipements dont il dispose et les méthodes d'analyse qu'il utilise.

"Ces analyses peuvent être également réalisées dans des laboratoires ayant leur siège dans un autre Etat membre de la Communauté européenne et justifiant qu'ils possèdent des moyens et utilisent des méthodes équivalents à ceux définis par l'arrêté mentionné à l'alinéa qui précède."

Ces méthodes d'analyse des échantillons d'eau doivent être soit les méthodes de référence fixées par un arrêté du Ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, soit des méthodes conduisant à des résultats équivalents.

Les frais d'analyse sont supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixés par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

**Article 13.** - (Décret n° 90-330 du 10 avril 1990) - Les laboratoires agréés adressent les résultats des analyses auxquelles ils ont procédé au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et à l'exploitant.

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales met à la disposition des présidents des syndicats intercommunaux et des maires concernés les résultats des analyses prévues à l'article 12.

**Article 14.** - Sans préjudice des vérifications prévues aux articles 8 à 12, l'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

L'exploitant tient à la disposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales les résultats des vérificatifs qu'il a opérés pour surveiller la qualité des eaux ainsi que les autres informations en relation avec cette qualité.

Lorsque les résultats des vérifications font apparaître le dépassement d'une des valeurs limites fixées soit à l'annexe 1.1 du présent décret, soit en application du deuxième alinéa de l'article 2, soit par arrêté de dérogation pris en application de l'article 3, ou un écart par rapport aux valeurs de référence indiquées à l'annexe 1.2, l'exploitant porte immédiatement ces résultats à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Il en va de même de tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique." (...)

#### **VIII. - FRANCE - Décret 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles**

**Article 3-1.** - (Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) - Lorsqu'il est constaté que les eaux mises à disposition de l'utilisateur ne respectent pas les exigences de qualité définies à l'annexe 1-1 du présent décret ou présentent des signes de dégradation susceptibles de conduire à une situation dangereuse pour la santé publique, alors que ne sont pas réunies les conditions requises pour obtenir une dérogation au titre de l'article 3 ci-dessus, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue, sur injonction du préfet de département et, sauf urgence, après avis du Conseil départemental d'hygiène:

"1°) De prendre ou de faire prendre dans un délai fixé par le préfet toute mesure appropriée pour protéger l'utilisateur contre les risques encourus et, notamment, de procéder à une information circonstanciée sur la nature de ces risques et sur le danger qui pourrait résulter d'une utilisation de l'eau pour l'alimentation humaine.  
(...)

### **8. FONTAINES PUBLIQUES ET AUTRES POINTS COLLECTIFS DE DISTRIBUTION DE L'EAU**

L'eau mise à la disposition du public par une commune ou autre collectivité locale au moyen de fontaines ou bouches de lavage, d'arrosage ou d'incendie, fait en général l'objet de dispositions réglementaires précises visant l'installation, l'entretien, le contrôle et le financement de ces équipements (1, 11).

#### **I. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 48.** - Les bornes-fontaines et leurs branchements seront installés et entretenus, et éventuellement déplacés ou supprimés, aux frais de la commune par le concessionnaire.



Leur consommation sera estimée forfaitairement ou mesurée à l'aide d'un compteur dont les frais d'installation et d'entretien seront à la charge de la commune ou du particulier.

La commune ou particulier est tenue de s'acquitter de ses dettes envers le concessionnaire dans un délai fixé de commun accord.

Les réparations éventuelles devront être effectuées dans un délai maximum de trois jours ouvrables à partir de la date où le défaut constaté a été signalé.

L'eau livrée aux bornes-fontaines ne peut en aucun cas être utilisée à usage industriel.

**Article 49.** - Les bouches de lavage et d'arrosage et leurs branchements seront installés et entretenus et éventuellement déplacés ou supprimés aux frais de la commune, par le concessionnaire.

Les réparations éventuelles devront être effectuées dans un délai maximum de trois jours ouvrables à partir de la date où le défaut a été signalé.

La commune est tenue de s'acquitter de ses dettes envers le concessionnaire dans un délai fixé de commun accord.

Le débit horaire de chaque bouche sera évalué soit par estimation, soit contradictoirement entre la commune et le concessionnaire aux frais de la commune.

Les manoeuvres d'ouverture des bouches en vue de leur vérification, ou du lavage des caniveaux seront effectuées suivant un horaire déterminé en accord entre la commune et le concessionnaire.

**Article 50.** - Les prises d'incendie seront installées et entretenues, et éventuellement déplacées ou supprimées, au frais de la commune par le concessionnaire.

La commune est tenue de s'acquitter de ses dettes envers le concessionnaire dans un délai fixé de commun accord.

Le concessionnaire livrera à un taux forfaitaire à convenir l'eau débitée par les prises qu'elle soit utilisée pour l'extinction des incendies ou pour les manoeuvres du service des calamités.

En cas d'incendie, tout le personnel qualifié et disponible sera à la disposition des autorités, à titre gratuit, en ce qui concerne les manoeuvres à faire sur le réseau.

Une consigne spéciale d'incendie, rédigée en accord entre la commune et le concessionnaire sera affichée dans tous les locaux d'exploitation du service d'eau.

Les prises d'incendie ne pourront être manoeuvrées que par le personnel du concessionnaire.

## **II. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 11.** - Tout individu qui utilise un point d'eau public doit participer à sa gestion, à son entretien et à son bon fonctionnement ( )

**Article 50.** - L'état ou la collectivité publique est seul habilité à installer des bornes-fontaines publiques et à les exploiter.

Le cahier des charges attribuera l'installation et l'entretien de ces installations à la régie de distribution. Il précisera en outre, le tarif auquel la distribution d'eau est assurée, les différentes charges des parties, le mode de paiement des factures et tout autre renseignement jugé utile.

**Article 51.** - Des bouches de lavages et d'arrosage des caniveaux, chaussées et trottoirs peuvent être installées pour le compte de l'Etat ou de la collectivité publique.

Le cahier des charges attribuera l'installation et l'entretien de ces installations à la régie de distribution d'eau, dans les mêmes conditions que celles précisées à l'article 50.

Les manoeuvres d'ouverture des bouches en vue du lavage des caniveaux, chaussées et trottoirs seront effectuées par les agents dûment commis par l'Etat ou la collectivité publique.

**Article 52.** - Des bouches d'incendie seront installées pour le compte de l'Etat ou de la collectivité publique par la régie de distribution des eaux, en consultation avec les services d'incendie.

Le cahier des charges précisera les obligations de chaque partie. La régie assurera la distribution gratuite de l'eau débitée par ces prises quelle soit utilisée pour l'extinction des incendies ou des manoeuvres à faire sur le réseau.

Une consigne spéciale d'incendie, rédigée en accord avec la collectivité et sur consultation des services locaux d'incendie sera affichée dans tous les locaux d'exploitation du distributeur. En aucun cas, les particuliers ne pourront utiliser les bouches d'incendie.

## 9. CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI

Les dispositions figurant dans les réglementations relatives aux services d'approvisionnement en eau du public sont accompagnées de sanctions prévoyant généralement l'adoption de mesures spécifiques telles que l'interruption du raccordement au service en cas de violation par l'utilisateur de l'une de ces dispositions (VII), aux côtés des sanctions pénales traditionnelles visant, par exemple, les gaspillages, mauvaises utilisations de l'eau ou non-paiements des redevances.

Un instrument important en vue d'assurer l'application de la loi est illustré par le pouvoir conféré au responsable du service d'approvisionnement ou à un agent public désigné à cette fin d'avoir accès à la propriété d'un usager, d'inspecter celle-ci afin de déterminer si une violation des lois a été commise ou si un tel risque de violation existe, et de prendre toute mesure nécessaire pour faire cesser le trouble (II, VI). Aux côtés des sanctions pénales traditionnelles, notons aussi la possibilité d'avoir recours au régime de droit commun sur la responsabilité en cas de dommages causés par une mauvaise qualité de l'eau fournie (I, III-V).

### **I. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 92.** - Nonobstant les vérifications qui peuvent être faites par les services de contrôle ou organismes habilités, le service de distribution ou le concessionnaire est toujours tenu pour responsable des dommages causés par la mauvaise qualité des eaux en raison d'un défaut d'entretien ou de gardiennage des ouvrages en exploitation, à charge pour le service public ou le concessionnaire de se retourner s'il y a lieu contre l'auteur ou les auteurs de la pollution. (...)

**Article 135.** - Quiconque est confondu d'utilisation abusive d'eau potable, que celle-ci soit volontaire ou due à la négligence, et à quelque fin que ce soit, peut être passible, après mise en demeure, d'une amende de 2.500 à 10.000 ouguiya. A la suite de trois procès-verbaux dûment notifiés par un agent ou fonctionnaire qualifié visé à l'article 116, le Ministre chargé de l'hydraulique peut prononcer, par arrêté, la suspension ou la suppression de l'ouvrage sans que cela ne donne lieu à compensation.

### **II. - BURKINA FASO - Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau**

**Article 76.** - Toute personne, désignée par le Ministre chargé de la santé, a libre accès à toute installation ou propriété en vue de faire des prélèvements ou constatations en rapport avec l'application de la présente section.

### **III. - BURKINA FASO - Kiri AN VIII-0328 TER/PLAN/COOP du 4 juin 1991 portant application de la réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 230.** - Nonobstant les vérifications qui peuvent être faites par le ministère chargé de la santé, ou par tout organisme ou laboratoire désigné à cet effet, le service de distribution d'eau, est toujours tenu pour responsable des dommages causés par la mauvaise qualité des eaux.

### **IV. - SENEGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 67.** - Nonobstant les vérifications qui peuvent être faites par les services de contrôle ou organismes qualifiés, le service de distribution ou le concessionnaire est toujours tenu pour responsable des dommages causés par la mauvaise qualité des eaux, en raison d'un défaut d'entretien ou de gardiennage des ouvrages en exploitation, à charge pour le service ou le concessionnaire de se retourner, s'il y a lieu, contre l'auteur ou les auteurs de la pollution.

### **V. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau**

**Article 49.** - Nonobstant, les vérifications par les laboratoires ou autres organisations agréées, le distributeur restera responsable des dommages causés par la qualité de l'eau qu'il distribue.

**VI. - FRANCE - Décret 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles**

**Article 3-1.** - (Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) - Lorsqu'il est constaté que les eaux mises à disposition de l'utilisateur ne respectent pas les exigences de qualité définies à l'annexe 1-1 du présent décret ou présentent des signes de dégradation susceptibles de conduire à une situation dangereuse pour la santé publique, alors que ne sont pas réunies les conditions requises pour obtenir une dérogation au titre de l'article 3 ci-dessus, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue, sur injonction du préfet de département et, sauf urgence, après avis du Conseil départemental d'hygiène: (...)

" 2° D'arrêter ou de faire arrêter un programme d'amélioration de la qualité des eaux distribuées et un calendrier de mise en oeuvre afin que soient satisfaites, dans les plus brefs délais les exigences définies à l'article 2 du présent décret."

**VII. - DJIBOUTI - Arrêté 83-0293 du 22 février 1983 portant approbation du cahier des charges et du règlement des eaux - Règlement des eaux**

**Article 37. - Pénalités**

Nonobstant le droit que l'office se réserve par les précédents articles de suspendre la distribution de l'eau chez l'abonné et l'amende forfaitaire prévue aux articles 21 et 26 (dernier alinéa), les infractions au présent règlement pourront donner lieu à des poursuites devant les tribunaux répressifs.



## CHAPITRE VI

### GROUPEMENTS D'UTILISATEURS POUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU, NOTAMMENT A DES FINS D'IRRIGATION

Les groupements d'utilisateurs, appelés aussi "associations d'usagers", jouent un rôle déterminant dans la mise en valeur des ressources en eau dans de nombreuses parties du monde, tout particulièrement pour ce qui est de la distribution et de l'utilisation de l'eau à des fins d'irrigation et de drainage. Des associations peuvent aussi se constituer pour gérer des points d'eau destinés à l'alimentation humaine ainsi que pour protéger les fonds contre les crues (IV). Un nombre croissant de groupes du secteur privé et associatif reprennent ainsi des responsabilités qui, traditionnellement, relevaient entièrement du secteur public. Les groupements d'utilisateurs revêtent des fonctions diverses, que ce soit en matière de conseil, de planification, de gestion, de coordination ou encore de règlement quasi-judiciaire des différends, leur efficacité d'un point de vue économique laissant présager dans le futur un transfert croissant en leur faveur de responsabilités propres aux pouvoirs publics.

La formation et le fonctionnement de ces groupements sont en principe régis par le droit commun des associations ou autres groupements tels que les coopératives.

Toutefois, en raison de leur importance croissante permettant d'appuyer les politiques visant à mobiliser les initiatives des utilisateurs et à leur déléguer un certain nombre de responsabilités incombant normalement à l'Etat dans le cadre, notamment, de la gestion des eaux d'irrigation, la formation et le fonctionnement des groupements d'utilisateurs en eau en général et des utilisateurs en eau à des fins d'irrigation en particulier, tendent de plus en plus à être réglementés par des dispositions qui leurs sont spécifiques (I - V), lesquelles peuvent prévoir un statut-type pour ces formes d'association (III).

#### **I. - TUNISIE - Loi n° 87-35 du 6 juillet 1987 modifiant certains articles du Code des eaux**

##### **Article unique. - (...)**

Article 154 (nouveau). - Les associations de propriétaires et d'usagers *intéressés par l'exploitation des eaux dans le gouvernorat* prennent la dénomination d'associations d'intérêt collectif et ont pour objet l'une ou ensemble des activités ci-après:

- 1) l'exploitation des eaux du domaine public hydraulique dans leur périmètres d'action;
- 2) l'exécution, l'entretien ou l'utilisation des travaux intéressant les eaux du domaine public hydraulique dont elles ont le droit de disposer;
- 3) l'irrigation ou l'assainissement des terres par le drainage ou par tout autre mode d'assèchement.
- 4) l'exploitation d'un système d'eau potable.

Les associations d'intérêt collectif sont dotées de la personnalité civile.

Elles peuvent être créées soit à la demande des usagers, soit à l'initiative de l'administration lorsqu'il s'agit de l'exploitation d'un périmètre irrigué, d'un système

d'eau potable ou de zones d'assainissement ou de drainage ou d'assèchement créés ou à créer par l'Etat ou tout autre organisme public ou parapublic.

Les modes de constitution, d'organisation et de fonctionnement des associations d'intérêt collectif sont fixés par décret.

**Article 155 (nouveau).** - Les statuts des associations d'intérêt collectif doivent être conformes aux statuts-type qui seront approuvés par décret.

Les syndicats d'arrosage, les associations syndicales de propriétaires et les associations spéciales d'intérêt hydraulique disposent d'un délai d'un an à compter de la publication des statuts-type des associations d'intérêt collectif pour qu'ils se conforment à ces statuts-type.

Passé ce délai et en cas d'nonobservation de cette obligation, ces associations seront considérées dissoutes de plein droit.

## **II. - MAROC - Dahir 1-87-12 du 21 décembre 1990 portant promulgation de la loi n°02-84 relative aux associations d'usagers des eaux agricoles**

**Article premier.** - Dans les périmètres où l'Etat procède ou a procédé à la création ou à l'aménagement d'équipements en vue de l'utilisation des eaux à usage agricole, des associations d'usagers des eaux agricoles peuvent se constituer afin de permettre la participation des intéressés à la réalisation des programmes de travaux, à la gestion et à la conservation des ouvrages d'utilisation des eaux.

**Article 2.** - Les associations d'usagers des eaux agricoles sont régies par le dahir n° 1-58-376 du 3 joumada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association dans ses dispositions non contraires à celles de la présente loi.

**Article 3.** - Les associations d'usagers des eaux agricoles sont dotées de la personnalité morale et de la capacité juridique conférées aux associations reconnues d'utilité publique en vertu du dahir précité n° 1-58-376 du 3 joumada I 1378 (15 novembre 1958).

**Article 4.** - Les associations d'usagers des eaux agricoles se constituent soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande des deux tiers des exploitants, propriétaires ou non, des fonds concernés par les travaux définis à l'article premier ci-dessus.

**Article 5.** - Lorsque la création de l'association a lieu à l'initiative de l'administration, celle-ci demande au président de la chambre d'agriculture ou au président ou aux présidents des conseils communaux concernés, de convoquer l'assemblée générale constitutive de l'association qui se composera de tous les exploitants de fonds compris dans les périmètres d'intervention de l'Etat.

**Article 6.** - L'administration propose à l'assemblée générale constitutive le programme de travaux à effectuer dans le périmètre, définit son apport financier et technique ainsi que les délais éventuels d'exécution du programme. L'administration précise, également, les charges de l'association, notamment les redevances financières dues pour l'usage de l'eau, les investissements à effectuer, l'entretien et l'exploitation des ouvrages d'utilisation des eaux.

**Article 7.** - L'association est valablement constituée après accord de l'assemblée générale sur le programme proposé par l'administration.

Ladite assemblée ne peut délibérer qu'en présence des 2/3 au moins des exploitants concernés. Si ce quorum n'est pas atteint sur première convocation de l'assemblée générale, il est procédé à une seconde convocation de l'assemblée générale dans les mêmes conditions. Si le quorum exigé n'est pas atteint la deuxième fois il est procédé à une troisième convocation de l'assemblée générale qui peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents, à condition que ses décisions soient prises à la majorité de la moitié au moins des membres présents devant représenter la moitié de la superficie du périmètre concerné.

**Article 8.** - Lorsque l'association se constitue à l'initiative des 2/3 des exploitants de fonds compris dans un périmètre agricole, l'assemblée générale constitutive propose à l'administration, par l'intermédiaire du président de la chambre d'agriculture concernée ou du président ou des présidents des conseils communaux concernés, le programme de travaux qu'elle envisage d'effectuer et les apports qu'elle souhaite obtenir de l'administration.

**Article 9.** - L'association n'est définitivement constituée qu'après accord de l'administration sur la délimitation du périmètre proposé et sur le programme à réaliser.

**Article 10.** - L'association ne peut avoir pour objet que la réalisation, dans des conditions non lucratives, du programme de travaux ainsi que l'accomplissement des services approuvés par l'assemblée générale et l'administration.

**Article 11.** - L'association est administrée par un conseil élu par l'ensemble des membres qui la composent, selon les règles fixées par un statut-type édicté par l'administration.

**Article 12.** - Le conseil élit en son sein un président investi de tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des missions de l'association selon les décisions de l'assemblée générale et éventuellement du conseil. Un représentant de l'administration est membre de droit du conseil auquel il participe avec voix délibérative. Il veille au respect par les organes exécutifs de l'association des lois et règlements qui lui sont applicables, notamment de la présente loi et des textes pris pour son application.

Il informe l'administration de toute irrégularité dans le fonctionnement de l'association et notamment dans l'utilisation des aides financières de l'Etat.

**Article 13.** - Seules les associations dont la constitution, les règles d'organisation et de fonctionnement sont conformes à la présente loi et aux textes pris pour son application peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi et notamment de celles du présent chapitre.

**Article 14.** - Les associations d'usagers des eaux agricoles sont exemptées de tous impôts ou taxes quelle qu'en soit la nature, présents ou à venir dus à raison de leur constitution, de leur fonctionnement ou de la réalisation de leur objet.

**Article 15.** - Les associations d'usagers des eaux agricoles peuvent recevoir délégation de l'administration aux fins d'exproprier, pour cause d'utilité publique, les droits nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.



**Article 16.** - La qualité de membre de l'association et les droits et obligations qui y sont attachés, ne prennent fin que par la vente du fonds, le décès du propriétaire ou de l'exploitant du fonds.

En cas de vente du fonds, l'acquéreur est membre de droit de l'association. Il est tenu aux obligations contractées par le vendeur, éventuellement à celles qu'il n'a pas acquittées. En cas de décès, celui ou ceux des héritiers du de cujus qui acquièrent la propriété sont membres de droit de l'association.

**Article 17.** - Le paiement des cotisations est obligatoire. Le sociétaire doit verser, outre sa participation aux dépenses de l'association, le montant des taxes et redevances que l'association est mandatée pour recouvrer, au nom de l'Etat, auprès de ses membres.

**Article 18.** - Les associations syndicales agricoles créées en vertu du dahir du 12 kaada 1342 (15 juin 1924) sur les associations syndicales agricoles, dont l'objet concerne l'utilisation des eaux à des fins agricoles, sont transformées en associations d'usagers des eaux agricoles et désormais régies par les dispositions de la présente loi.

A cet effet, et à l'initiative de l'administration, les membres de l'association syndicale agricole sont réunis en assemblée générale constitutive aux fins d'approuver les statuts de l'association, le transfert à son patrimoine des droits et obligations de l'association syndicale antérieure et l'élection du conseil de ladite association.

**III. - MAROC** - Décret 2-84-106 du 13 mai 1992 fixant les modalités d'accord entre l'administration et les associations des usagers des eaux agricoles et approuvant les status-types desdites association

## **STATUT-TYPE DES ASSOCIATIONS DES USAGERS DES EAUX AGRICOLES**

### **Titre premier**

#### **Dénomination, siège, objet**

**Article premier.** - Conformément aux dispositions de la loi n° 2-84 relative aux associations d'usagers des eaux agricoles, promulguée par le dahir n° 1-87-12 du 3 joumada II 1411 (21 décembre 1990), il est formé le ..... à....., pour une durée de ..... entre les agriculteurs dont les noms figurent sur la liste ci-jointe, une association d'usagers des eaux agricoles régie par le dahir n° 1-56-376 du 3 joumada I 1378 (15 novembre 1988) réglementant le droit d'association, tel que modifié par le dahir portant loi n° 1-73-283 du 6 rebia I 1393 (10 avril 1973), dans ses dispositions non contraires à celles de la loi susvisée.

Ladite association prend la dénomination de .....

**Article 2.** - L'association exerce ses activités à l'intérieur du périmètre d'irrigation dénommé ....., tel que délimité et approuvé, sur la carte ci-jointe, par le Ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire.

**Article 3.** - Le siège de l'association est établi à ..... Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

**Article 4.** - A l'intérieur de son périmètre, l'association a pour objet de:

- Exécuter tous travaux d'aménagement liés à l'utilisation des eaux à usage agricole;
- Assurer la bonne conservation et une bonne gestion des ouvrages d'utilisation des eaux;
- Organiser la distribution des eaux destinées à l'irrigation.
- Recouvrer auprès de ses membres toutes taxes et redevances dont le recouvrement lui est confié par l'Etat.

## **Titre II**

### **Droits des sociétaires**

#### **Cotisations**

**Article 5.** - Il est établi, à la création de l'association, un état récapitulatif des droits respectifs de chaque sociétaire à l'intérieur du périmètre.

Les droits et obligations qui découlent de la constitution de l'association sont attachés aux immeubles compris dans le périmètre et les suivent en quelque main qu'ils passent jusqu'à la dissolution de l'association.

**Article 6.** - Chaque sociétaire est tenu de verser à la caisse de l'association:

- une cotisation exceptionnelle de fondation d'un montant de ..... DH;
- une cotisation annuelle et permanente jusqu'à la dissolution de l'association, comprenant la participation financière du sociétaire aux frais liés à la réalisation des travaux d'aménagement pour l'utilisation des eaux d'irrigation, à la gestion et à la conservation des ouvrages d'irrigation et d'évacuation des eaux.
- éventuellement les taxes et redevances que l'association est mandatée pour recouvrer, au nom de l'Etat, auprès des sociétaires

**Article 7.** - Les cotisations sont fixées pour chaque sociétaire proportionnellement à ses droits dans le périmètre de l'association.

Leurs bases de calcul sont fixées annuellement par l'assemblée générale.

**Article 8.** - Le paiement des cotisations est obligatoire.

La cotisation annuelle et permanente est payable au plus tard le .....

## **Titre III**

### **Les sociétaires**

**Article 9.** - Pour être membre de l'association, l'usager doit être propriétaire ou exploitant d'un terrain agricole situé à l'intérieur du périmètre de l'association.

**Article 10.** - L'adhésion à l'association emporte engagement de se conformer non seulement aux présents statuts mais aussi à tous règlements intérieurs qui pourraient être établis et aux délibérations de l'assemblée générale.

**Article 11.** - Sous réserve des dispositions du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 16 de la loi précitée n° 2-84 relative aux associations des usagers des eaux agricoles, l'admission de tout nouveau sociétaire n'a lieu qu'en vertu d'une décision du conseil de l'association approuvée par l'assemblée générale.

#### **Titre IV**

#### **Administration de l'association**

##### **I. Assemblée générale**

**Article 12.** - L'assemblée générale est composée de tous les membres de l'association. Chaque sociétaire a une voix et ne peut avoir, en sus de sa voix, qu'une voix en tant que mandataire d'un autre sociétaire.

Nul ne peut représenter un sociétaire s'il n'est sociétaire lui-même.

Les décisions de l'assemblée générale sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

**Article 13.** - Peuvent assister, à titre consultatif seulement, aux réunions de l'assemblée générale:

- Un représentant du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire;
- Un représentant du ministre des finances;
- Un représentant de l'autorité locale;
- Un représentant de la chambre d'agriculture concernée;
- Un ou des représentants du ou des conseils communaux concernés.

**Article 14.** - L'assemblée générale doit se réunir annuellement en assemblée ordinaire dans la première quinzaine du mois de .....

Elle peut être convoquée extraordinairement lorsque le conseil de l'association le juge nécessaire ou sur la demande de la moitié au moins des membres de l'association.

**Article 15.** - Les convocations aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont faites par lettre adressée à tous les sociétaires, quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion.

Les lettres de convocation doivent mentionner le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

**Article 16.** - Pour délibérer valablement, l'assemblée générale doit être composée d'un nombre de sociétaires présents ou représentés égal à la moitié plus un du nombre des sociétaires à la date de la convocation.

Si l'assemblée générale réunie sur première convocation n'atteint pas le quorum requis, une nouvelle assemblée est alors convoquée; la nouvelle assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre des sociétaires présents ou représentés.

**Article 17.** - Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Toutefois lorsqu'il s'agit de procéder à une élection, la majorité relative est suffisante au deuxième tour de scrutin.

En cas de partage égal des voix, sauf si le scrutin est secret, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux consignés sur des registres spéciaux et signés par le président

**Article 18.** - L'assemblée générale se prononce valablement sur toutes les questions intéressant les activités de l'association.

Elle est obligatoirement appelée à :

- entendre le rapport du conseil de l'association qui lui soumet sa gestion et lui rend compte des opérations accomplies pendant l'année ainsi que de la situation financière;
- approuver, redresser ou rejeter les comptes annuels;
- fixer annuellement le montant des cotisations;
- fixer annuellement l'assiette des cotisations;
- statuer sur l'émission d'emprunts dépassant le maximum de ceux qui peuvent être votés par le conseil de l'association;
- arrêter le règlement intérieur élaboré par le conseil de l'association.
- délibérer sur les propositions de dissolution de l'association ou de modification des dispositions des statuts qui ne sont pas fixées par les présents statuts-type et, d'une manière générale, délibérer sur toutes les questions réservées à sa compétence par les présents statuts.

## **II. - Conseil de l'association**

**Article 19.** - L'association est administrée par un conseil composé de 7 membres:

- 6 membres élus au scrutin secret par l'assemblée générale parmi les sociétaires;
- 1 représentant du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

**Article 20.** - Pour être éligible au conseil de l'association, le sociétaire doit remplir les conditions suivantes:

- être membre de l'association;
- être de nationalité marocaine;
- être résident au Maroc,
- ne pas être membre du conseil d'une autre association d'usagers des eaux agricoles.

**Article 21.** - La durée de la fonction des membres élus du conseil de l'association est fixée à deux ans. Ils sont rééligibles et leurs fonctions sont gratuites

Le conseil est renouvelable par tiers tous les ans

Les membres sortants sont désignés par le sort pour les deux premières années, puis par ordre d'ancienneté.

Le conseil nomme, chaque année, un président, un vice-président, un trésorier et trois assesseurs choisis parmi ses membres, ainsi que leurs suppléants. Il est dressé un tableau où les suppléants sont classés dans l'ordre selon lequel ils seront appelés au remplacement des membres titulaires en tant que de besoin.

**Article 22.** - Les membres du conseil de l'association décédés, démissionnaires ou ayant cessé de satisfaire aux conditions d'éligibilité qu'ils remplissaient lors de leur nomination sont provisoirement remplacés par des membres suppléants dans l'ordre du tableau visé au dernier alinéa de l'article 21 ci-dessus.

Ils sont définitivement remplacés à la prochaine assemblée générale.

Les fonctions de membre de conseil de l'association ainsi désigné ne durent que le temps pendant lequel le membre remplacé serait lui-même resté en fonction.

**Article 23.** - Le conseil de l'association se réunit sur la convocation de son président agissant de sa propre initiative lorsque la nécessité s'en fait sentir et au moins 2 fois par an, ou à la demande du tiers des membres du conseil.

**Article 24.** - Le conseil délibère valablement lorsque la moitié de ses membres sont présents. Il prend ses décisions à la majorité de ses membres présents, la voix du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

**Article 25.** - Le conseil de l'association dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la bonne marche de l'association. Il est chargé, notamment, de :

- étudier et présenter à l'assemblée générale toutes les questions qui doivent lui être soumises;
- élaborer le règlement intérieur;
- établir les budgets et les soumettre pour approbation à l'assemblée générale;
- nommer les agents de l'association et fixer leur traitement;
- et, d'une manière générale, exécuter toute décision de l'assemblée générale et exercer les attributions qui lui sont dévolues par cette dernière.

**Article 26.** - Les délibérations du conseil de l'association sont constatées par des procès-verbaux consignés sur des registres spéciaux et signés par le président.

**Article 27.** - Le président du conseil de l'association convoque et préside les assemblées générales de l'association, fait exécuter les décisions du conseil de l'association et exerce une surveillance générale sur la marche de l'association. Il représente l'association vis-à-vis de l'Etat, de tout organisme public ou privé et de tout tiers et exerce les actions judiciaires en son nom.

Il a qualité pour prendre les mesures d'urgence en vue de faire cesser à l'intérieur du périmètre tout abus troublant le fonctionnement de l'association.

Il prépare le budget, présente les comptes au conseil de l'association, liquide et ordonne le paiement des dépenses, poursuit le recouvrement des recettes, notamment les cotisations des membres de l'association.

Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, dans la plénitude de ses attributions par le vice-président du conseil de l'association.

## **Titre V**

### **Comptabilité**

**Article 28.** - Lorsque l'association bénéficie d'une subvention ou d'une aide de l'Etat, d'un établissement public ou d'une collectivité publique, sa comptabilité doit être tenue selon les règles édictées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1959 fixant les conditions d'organisation financière et comptable des associations subventionnées périodiquement par une collectivité publique.

## **Titre VI**

### **Dispositions diverses**

**Article 29.** - L'association prend fin de plein droit à l'expiration de la période pour laquelle elle a été créée, soit le .....

Toutefois, elle peut être à titre exceptionnel prorogée sur la demande de l'ensemble des adhérents.

L'association prend fin avant son terme normal dans le cas où les ressources en eau de son périmètre viendraient à tarir complètement d'une façon définitive.

**Article 30.** - Tout différend entre les membres de l'association concernant celle-ci sera soumis au conseil de l'association qui pourra le résoudre à l'amiable. Dans le cas où aucune solution ne serait trouvée, les sociétaires admettent la compétence du tribunal de .....

## **IV. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 65.** - La gestion des infrastructures hydrauliques destinées à l'irrigation ou au drainage peut être assurée par les exploitants agricoles groupés en coopérative d'irrigation et de drainage, avec l'assistance des services techniques de l'administration concernée

## **V. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 55.** - La gestion des infrastructures hydrauliques, destinées à l'irrigation ou au drainage, peut être assurée par les exploitants agricoles groupés en coopératives spécialisées d'irrigation et de drainage avec l'assistance des services techniques de l'administration ayant l'irrigation et le drainage parmi ses attributions. (...)

**Article 85.** - Les propriétaires ou occupants de terrains ainsi que les personnes jouissant du droit d'utiliser l'eau dont dépend la mise en valeur de ces terrains peuvent, dans le but d'assécher, irriguer et protéger les fonds contre les effets nuisibles des eaux, constituer une association. Il en va de même pour les usagers d'un point d'eau aménagé et destiné à la consommation humaine en milieu rural, dans le but d'assurer la gestion et l'entretien de l'ouvrage et ses dépendances. De telles associations doivent avoir entre autre mission la protection de l'eau.

**Article 86.** - Les associations visées à l'article précédent sont dotées de la personnalité civile à la condition que leurs statuts portent :

- (1) mention que l'association se trouve constituée sur la base de la présente loi;
- (2) désignation précise des associés;
- (3) description des fonds sur lesquels les associés exercent un droit de propriété ou d'occupation, avec mention, s'il y a lieu, des certificats d'enregistrement;
- (4) indication des concessions ou autorisations obtenues par les associés, pour la disposition de l'eau dont dépend la mise en valeur des terrains;
- (5) indication des servitudes légales exercées;
- (6) siège de l'association et la durée pour laquelle elle est constituée;
- (7) désignation précise des mandataires de l'association ainsi que l'étendue de leurs pouvoirs;
- (8) modalités de dissolution de l'association. Les associations constituées comme ci-dessus sont dotées de la personnalité civile à dater de la publication au Bulletin officiel du Burundi d'un extrait des statuts contenant au moins les énonciations spécifiées au premier alinéa. Toute modification de l'un des points 2 à 8 du premier alinéa est publiée au Bulletin officiel du Burundi. Elle n'est opposable aux tiers qu'à dater de sa publication.

**Article 87.** - Les associations constituées en application des dispositions susvisées peuvent être déclarées d'utilité publique par l'administration, même dans le cas où la concession d'usage de l'eau qui leur a été accordée n'a pas été elle-même déclarée d'utilité publique. Elles fixent librement leurs statuts, tout en se conformant aux prescriptions du présent Décret-loi.

**Article 88.** - Ces associations exercent seules tous les droits et toutes les obligations de leurs membres se rapportant à l'usage de l'eau.

**Article 89.** - Ces associations peuvent prendre relativement à leur objet, des règlements obligatoires pour leurs membres et leurs ayants-droit.

**Article 90.** - L'administration peut charger ces associations d'un service public et fixer les redevances qu'elles sont autorisées à percevoir pour la surveillance, l'entretien et l'utilisation des ouvrages dont elles prennent l'initiative ou dont elles assurent la gestion.

**Article 91.** - L'administration peut charger les associations visées au deuxième alinéa de l'article 85 ci-dessus de la gestion du service public d'approvisionnement en eau potable du milieu rural. Les modalités d'application de la disposition susvisée sont arrêtées par voie réglementaire.

## CHAPITRE VII DRAINAGE DES SOLS ET EDIFICES

### 1. INTRODUCTION

Le drainage des sols en général, c'est à dire l'élimination de l'eau qui s'y trouve en excédent, et le drainage des eaux usées provenant d'édifices utilisés à des fins d'habitation ou abritant des activités économiques, font l'objet de dispositions distinctes visant à favoriser l'évacuation de ces eaux, la prévention des dommages pouvant en résulter ou à minimiser leur impact sur l'environnement.

### 2. DRAINAGE DES SOLS ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS ET AUTRES EFFETS NUISIBLES LIES A L'ACTION DES EAUX

Deux types de mesures s'imposent en pratique pour prévenir et limiter les dommages liés à un drainage insuffisant des sols et notamment aux inondations qui en résultent. Ces mesures sont dites "structurelles" dès lors qu'elles comprennent les ouvrages, et notamment l'édification de digues, visant à limiter les effets dommageables des inondations, crues et autres phénomènes naturels liés à l'eau ou qu'elles ont pour fonction d'améliorer le drainage des sols en général (I-III).

La réglementation peut octroyer certains pouvoirs aux autorités concernant la construction et l'entretien d'ouvrages par, ou avec le concours financier des propriétaires fonciers concernés ou administrations locales (II-III) et prévoir certaines restrictions afin de ne pas entraver le fonctionnement des installations de protection contre les inondations (I, II, III, VII).

La réglementation peut aussi prescrire le dessèchement obligatoire des étangs et marais dans certaines circonstances d'intérêt général (IV, VI, VIII) et prévoir à cette fin une procédure spécifique pour l'exécution des travaux.

L'approche dite "non-structurelle" au drainage des sols comprend le zonage des plaines inondables afin d'y limiter, sous réserve d'autorisation, les implantations et passages (I, II, V), et d'empêcher d'autres effets nuisibles liés au ruissellement des eaux pluviales (V). Le zonage peut avoir aussi un but de conservation des eaux et du sol (X).

La réalisation de réseaux de drainage peut enfin, selon le cas, être soumise à autorisation ou déclaration (IX).

#### **I. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 76.** - L'état réalise et entretient, sur le réseau hydrographique, les ouvrages de régularisation, de rectification, de calibrage, d'endiguement et d'écrêtement des crues, en vue d'assurer la protection de l'économie nationale ainsi que celle des personnes et de leurs biens contre les risques de dégâts causés par les eaux.



**Article 77.** - Pour lutter contre les inondations et en atténuer les effets néfastes, l'administration se réserve, moyennant indemnisation, s'il y a lieu, le droit de procéder, à la modification ou à la démolition de tout ouvrage susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux; à la construction de digues ou de tout autre ouvrage de protection.

**Article 78.** - Les surfaces submersibles, le long d'une limitation du lit majeur, est fixée par voie réglementaire.

**Article 79.** - Sur les surfaces submersibles, aucune plantation, aucune construction, aucun dépôt et en général, aucun ouvrage susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre, d'une manière nuisible le champ des inondations, ne peut être réalisé sans autorisation de l'administration.

**Article 80.** - Sur les digues de protection contre les inondations, il est interdit de:

- labourer ou planter des arbres,
- déployer toute activité pouvant détériorer la structure es ouvrages,
- faire circuler les animaux

## **II. - TUNISIE - Loi n° 75-16 du 31 mars 1975 portant promulgation du Code des eaux**

**Article 140.** - L'initiative de l'étude et de la réalisation d'ouvrages généraux de défense contre les eaux incombe à l'Etat qui réalise à cet effet les programmes généraux de lutte contre les inondations destinés à contenir les pointes des crues dans une limite propre à réduire au minimum les effets de ces crues. (...)

**Article 142.** - En ce qui concerne la construction de digues intéressant la protection de propriétés privées contre les cours d'eau, la nécessité n'est constatée par l'administration, et la dépense n'est supportée par les propriétés protégées que dans la proportion de leur intérêt aux travaux.

L'Etat peut accorder une subvention à la réalisation de ces travaux en fonction de leur intérêt et notamment de la rentabilité économique de l'aménagement et de l'inscription de l'aménagement envisagé dans un cadre plus général ou régional, et dont le montant est fixé par arrêté du ministre de l'agriculture

**Article 143.** - En cas de nécessité, l'administration se réserve le droit de construire ou de modifier les digues contre les inondations, d'occuper les berges appartenant à des particuliers, à procéder à leur enlèvement et à acquérir les terres nécessaires au renforcement des digues contre les inondations. (...)

**Article 146.** - Toute plantation ancienne, dépôt ou construction sur les digues ou levées et sur les terrains compris entre les cours d'eau ou construits en bordures immédiates du cours d'eau et les digues qui feraient obstacle à l'écoulement des eaux ou pourraient restreindre d'une façon nuisible le champ d'inondation peuvent être supprimés dans un délai d'un an sur décision de l'administration.

### III. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau

**Article 96.** - Si l'intérêt public l'exige, l'agence de bassin peut exiger des propriétaires riverains des cours d'eau de procéder à la construction de digues destinées à la protection de leurs biens contre les débordements des cours d'eau.

**Article 97.** - Il est interdit d'effectuer des plantations, constructions ou dépôts sur les terrains compris entre le cours d'eau et les digues de protection construites en bordure immédiate de ce cours d'eau.

### IV. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant l'Code de l'eau

**Article 59.** - Le dessèchement des étangs et marais peut être prescrit dans un but d'hygiène et de salubrité publiques lorsqu'ils occasionnent, par la stagnation de leurs eaux, des maladies épidémiques ou épzootiques, ou que par leur position, ils provoquent des inondations, ou dans un but d'amélioration agricole et d'extension des cultures.

**Article 60.** - Les travaux sont déclarés d'utilité publique, après enquête, par un arrêté du Ministre chargé de la santé publique

L'arrêté fixe le périmètre à améliorer et prescrit, s'il y a lieu, l'immatriculation obligatoire des terrains compris dans ce périmètre après leur déclassement éventuel du domaine public.

Si les travaux sont prescrits dans un but d'hygiène publique, le dossier d'enquête doit contenir l'avis des services d'assainissement locaux.

**Article 61.** - Lorsqu'il y a lieu de procéder au dessèchement d'étangs un arrêté du ministre, après enquête et avis des services techniques peut mettre ces travaux partiellement ou en totalité à la charge des intéressés.

**Article 62.** - Les travaux de dessèchement sont à la charge des particuliers ou des collectivités, en ce qui concerne les marais sur lesquels ils ont un droit d'usage.

**Article 63.** - En vue de l'exécution de ces travaux, les intéressés peuvent être groupés en association dans les conditions déterminées par les règlements fixant le régime de ces associations.

**Article 64.** - Après l'exécution de ces travaux de dessèchement, les terrains compris dans le périmètre amélioré peuvent être affranchis de tous droits d'usage, soit par le cantonnement, soit par l'attribution de terrains aux usagers dans l'étendue dudit périmètre. Si les propriétaires et les usagers ne peuvent s'entendre, il est statué par les tribunaux ordinaires qui doivent en se prononçant, concilier les intérêts de l'agriculture et le respect des droits et usages antérieurement établis.

**Article 65.** - L'action en affranchissement de droits d'usage peut dans tous les cas être intentée devant les tribunaux par les propriétaires de terrains compris dans le périmètre amélioré.

Dans le cas où l'exécution des travaux de dessèchement aurait porté atteinte à l'exercice des droits d'usage, l'action peut également être intentée par les usagers lésés.

#### **V. - FRANCE - Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

**Article 16.** - Dans les parties submersibles des vallées non couvertes par un plan d'exploitation aux risques naturels prévisibles, l'autorité administrative peut élaborer des plans de surfaces submersibles qui définissent les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux, la conservation de champs d'inondation et le fonctionnement des écosystèmes qu'ils constituent.

Dans les zones couvertes par un plan de surfaces submersibles, les dispositions du deuxième alinéa et des alinéas suivants de l'article 5-1 de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles sont applicables.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont établis les plans de surface submersibles ainsi que la nature des prescriptions techniques qui y sont applicables.

**Article 35.** - (...) Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique: (...)

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement: (...)

#### **VI. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 35.** - Le dessèchement des étangs et marais peut être présent:

- dans un but d'hygiène et de salubrité publiques;
- quand par leur position ils provoquent des inondations;
- dans un but d'amélioration agricole et d'extension des cultures;
- dans un but d'amélioration de l'habitat et de l'urbanisme.

Les déclassements éventuels des terrains asséchés se font suivant les dispositions du Code domanial et foncier.

#### **VII. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 69.** - L'Etat prend en charge avec la participation, le cas échéant, des provinces et des communes concernées, la réalisation de tous travaux et ouvrages de protection contre les inondations lorsque ces travaux et ouvrages présentent un caractère d'intérêt général.

**Article 73.** - Sur les digues de protection contre les inondations il est interdit de construire ou de laisser subsister des ouvrages ou obstacles quelconques, exercer quelconques activités susceptibles de dégrader ces digues et de nuire à l'écoulement des eaux.

#### **VIII. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1990 portant régime de l'eau**

**Article 44.** - Le drainage des étangs, mares et marais doit être prescrit par l'autorité locale dans un but d'hygiène et de salubrité publique lorsqu'ils occasionnent par stagnation, par

inondation ou du fait de leur emplacement, des problèmes graves de santé ou dans un but d'amélioration agricole et d'extension des cultures.

**IX. - FRANCE - Décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature prévue par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

#### ANNEXE

**Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992**

**4.2.D. Réalisation de réseau de drainage permettant le drainage d'une superficie:**

1° Supérieure ou égale à 100 ha .....A

2° Supérieure à 20 ha. mais inférieure à 100 ha .....D

**X. - TUNISIE - Loi 95-70 du 17 juillet 1995 relative à la conservation des eaux et du sol**

**Article 4. -** Les travaux de conservation des eaux et du sol comprennent les actions de lutte anti-érosive telles que les actions d'épandage, de drainage et de stockage des eaux, de fixation du sol par le couvert végétal, la constitution de banquettes et l'adaptation des modes d'exploitation de la terre afin de la sauvegarder et assurer la durabilité de sa productivité.

**Article 5. -** Les travaux visés à l'article 4 susvisé sont mis en œuvre dans le cadre de périmètres d'intervention pour la conservation des eaux et du sol à fixer selon le taux et le degré de détérioration de son sol, ses causes et les risques qu'ils constituent pour l'environnement agricole et pour l'équilibre écologique en général conformément au concept du développement global et durable.

**Article 6. -** Chaque périmètre d'intervention pour la conservation des eaux et du sol peut comporter un ou plusieurs plans d'aménagement pour la conservation des eaux et du sol, mentionnant les travaux à exécuter. Chaque périmètre comprend un bassin versant principal ou secondaire des oueds

Les périmètres d'intervention sont fixés et leurs plans d'aménagement approuvés par arrêté du Ministre chargé de l'agriculture après avis du Ministre chargé de l'environnement et de l'aménagement du territoire et du groupement régional de conservation des eaux et du sol prévu à l'article 18 de la présente loi.

Les projets de fixation des périmètres d'intervention et leurs plans d'aménagement font l'objet d'avis des propriétaires et exploitants agricoles concernés dans un délai d'un mois à partir de la date de leur affichage au siège du gouvernorat, de la délégation et du commissariat régional au développement agricole. Pendant ce délai, ceux-ci peuvent consigner leurs observations ou oppositions sur un registre ouvert à cet effet aux endroits susvisés ou les adresser par lettre recommandée au gouverneur concerné.

A l'expiration de ce délai, le gouverneur soumet les observations ou oppositions éventuelles au groupement régional de conservation des eaux et du sol pour avis.

### **3. DRAINAGE ET ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES PROVENANT DES EDIFICES**

Le drainage, l'évacuation et l'assainissement des eaux usées des bâtiments à usage d'habitation, commercial ou industriel en zone urbaine s'effectue de plus en plus au moyen de systèmes publics d'égouts dont la propriété et le fonctionnement relèvent de l'Etat, ou par des entreprises publiques ou privées offrant un tel service au public.

En zone rurale, et dans les zones urbaines et périurbaines non desservies par un système public d'égouts, il peut être fait appel à des systèmes d'égouts et de drainage d'eaux essentiellement domestiques, dont la propriété et le fonctionnement relèvent du secteur privé.

Le présent sous-chapitre comprend l'étude des différents aspects du drainage et de l'évacuation des eaux usées provenant d'édifices en zone urbaine ou rurale, à savoir la mise en place du raccordement d'un édifice à un système public d'égouts, la tarification du service et le contrôle de l'application de la loi.

#### **3.1 Raccordement des édifices au système public d'égouts**

Lorsqu'un système public d'égouts est en place, le raccordement d'un édifice à ce système est généralement soumis à la discrétion de l'entité en charge du fonctionnement de ce système. Certaines réglementations peuvent, toutefois, imposer le raccordement de certains usagers, en particulier en zone urbaine, entraînant éventuellement la substitution générale du système public de collecte des eaux usées à tout système individuel (I, II, V); elles peuvent aussi les interdire (II, III, VI, VIII) ou les soumettre à autorisation préalable des autorités selon la nature des eaux appelées à être évacuées, ce qui est le cas, notamment, des eaux résiduelles non domestiques (I, II, III, V, VII).

La réglementation peut occasionnellement subordonner l'octroi d'un permis de construire au raccordement préalable au système en vue de l'évacuation des eaux usées (IV).

**I. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 85.** - En zone agglomérée, est obligatoire le branchement à l'égout de toute habitation ou établissement rejetant des eaux usées ( . . )

**Article 87.** - Tout système individuel d'assainissement doit être mis hors d'état de servir ou de créer des nuisances, dès la mise en place d'un réseau collectif d'évacuation des eaux usées.

**Article 88.** - Le raccordement au réseau public d'assainissement des eaux résiduelles autres que domestiques est soumis à l'autorisation préalable de l'administration.

**II. - TUNISIE - Décret 79-768 du 8 septembre 1979 réglementant les conditions de branchement et de déversement des effluents dans le réseau public d'assainissement.**

**Article 3. - Obligation de branchement** - Obligation est faite de raccorder aux égouts publics existants pour l'évacuation des eaux usées et le cas échéant pluviales, tout immeuble à usage d'habitation, ou à usage industriel, commercial ou professionnel situé dans une voie pourvue d'égouts publics ou dans une voie privée débouchant sur une autre voie.

**Article 4. - Demande de branchement.**

1) Tout propriétaire d'un immeuble visé à l'article 3 et qui n'est pas branché aux égouts est tenu d'adresser au service public d'assainissement une demande établie sur des imprimés fournis gratuitement par cet organisme pour demander le branchement aux égouts.

2) Dans le cas d'un immeuble existant ou en construction à la date d'entrée en vigueur du présent décret, la demande doit être faite dans les six mois après cette date.

3) Dans le cas d'un immeuble dont la construction n'a pas commencé à la date d'entrée en vigueur du présent décret, la demande doit être faite au plus tard à la même date que la demande d'autorisation de construire.

4) Dans le cas du premier établissement d'égouts, la demande doit être faite dans les trois mois après la notification par le service public d'assainissement aux propriétaires des immeubles riverains.

**Article 5. - Impossibilité de branchement:** quand il est jugé que le raccordement n'est pas techniquement réalisable, le propriétaire intéressé en est informé par lettre recommandée; il lui sera alors indiqué la méthode d'assainissement individuelle prescrite par la réglementation en vigueur.

**Article 6. - Travaux de branchement.** - Les travaux de branchement sont effectués par le service d'assainissement, aux frais de l'utilisateur. Pour chaque demande de branchement, un devis estimatif des travaux à réaliser est dressé par ce service.

Les travaux ne seront exécutés que lorsque l'utilisateur aura réglé le montant indiqué dans le devis précité et après obtention par le service public d'assainissement de l'autorisation des services de voiries pour la traversée de la chaussée. L'utilisateur dispose d'un délai de trois mois pour effectuer le règlement du devis.

**Article 12. - (...)** il est interdit d'introduire dans l'égout, le branchement particulier ou les installations intérieures, tout objet, matériel, produit ou liquide, qui peuvent obstruer les conduites, affecter l'atmosphère, émettre des vapeurs ou gaz toxiques inflammables ou explosifs, ou de quelque manière que ce soit, entraver le bon fonctionnement des égouts ou des autres ouvrages d'assainissement ou permettre l'hygiène et la salubrité publique.

Dans le cas où il existe un réseau spécial destiné à l'évacuation des eaux pluviales, celles-ci doivent être séparées des eaux usées et le déversement doit être effectué de façon à assurer que les eaux usées et les eaux pluviales n'empruntent que le réseau qui leur est destiné.

En aucun cas les eaux pluviales ne peuvent être déversées dans un réseau destiné exclusivement à l'évacuation des eaux usées.

**Article 13. - Autorisation de déversement:**

1) Tout déversement dans le réseau d'égouts publics d'eaux résiduaires autres que domestiques doit être préalablement autorisé par le Ministre de l'équipement. L'autorisation est accordée par arrêté du ministre de l'équipement après avis du S.P.A.

Dans le cas où le S.P.A. propose de ne pas autoriser un industriel à déverser ses effluents dans le réseau public d'égouts, le Ministre de l'équipement doit avant de prendre l'arrêté, demander l'avis du ministre de l'industrie des mines et de l'énergie.

2) Le ministre de l'équipement, par arrêté pris après l'avis du S.P.A. peut définir des prescriptions générales applicables aux déversements provenant des industries, commerces ou professions précisées dans ces prescriptions. Ces prescriptions peuvent prévoir que pour les déversements provenant des industries, commerces ou professions précisées par l'arrêté, l'autorisation est accordée par le S.P.A. conformément aux dispositions du présent décret.

**Article 14. - Demande d'autorisation:** La demande d'autorisation de déversement doit satisfaire aux conditions qui seront fixées par arrêté du ministre de l'équipement.

**Article 15. - Octroi de l'autorisation:** Le ministre de l'équipement prend sa décision sur la demande dans un délai maximum de deux mois.

Il peut par arrêté, reporter une fois sa décision à deux mois au maximum.

**Article 16. - De la non délivrance de l'autorisation:** L'autorisation peut être subordonnée à des obligations visant:

- la garantie du bon fonctionnement des égouts et des autres ouvrages d'assainissement et notamment des stations d'épuration;
- le respect par le S.P.A. des prescriptions auxquelles le rejet des eaux usées dans un milieu naturel, ou le cas échéant l'utilisation de ces eaux aux fins d'irrigation, sont subordonnées.

Au cas où des mesures complémentaires s'avèrent nécessaires pour la protection des installations et la garantie d'un bon fonctionnement des égouts et des autres ouvrages d'assainissement ou au cas où les prescriptions visées ci-dessus viennent à être modifiées, le Ministre de l'équipement peut prendre sur avis du S.P.A., un arrêté modifiant en conséquence les obligations mentionnées dans l'autorisation.

**Article 17. - Autorisation temporaire:** L'autorisation peut être limitée dans le temps:

(a) dans le cas d'un déversement temporaire.

dans le cas où sur la base des données disponibles, le Ministre de l'Équipement ne peut avoir la certitude que le déversement produise ou non des effets nocifs pour les ouvrages d'assainissement.

**Article 18. - Effet de l'autorisation:**

1) L'autorisation n'est valable que pour les eaux ou matières et pour les quantités par unité de temps précisées par l'arrêté portant autorisation.

2) L'autorisation est valable pour son titulaire ainsi que pour ses ayants-droit. Sur demande du titulaire ou des ayants-droit, ces derniers ou l'un d'eux peuvent être inscrits par le Ministre de l'Équipement comme nouveaux titulaires.

**Article 19. - Révocation de l'autorisation:** L'autorisation peut être révoquée entièrement ou en partie

- (a) S'il s'avère que l'autorisation a été fondée sur des données fausses ou incomplètes.
- (b) Quand l'activité industrielle, commerciale ou professionnelle n'a pas démarré dans le délai d'un an après la date d'autorisation.
- (c) Quand l'activité industrielle, commerciale ou professionnelle n'est pas effectuée pendant une année consécutive.
- (d) Quand l'activité industrielle, commerciale ou professionnelle n'est pas effectuée conformément aux données indiquées dans la demande d'autorisation.
- (e) Quand les prescriptions auxquelles l'autorisation a été subordonnée ne sont pas observées.
- (f) Quand il survient, après l'octroi de l'autorisation, un changement de circonstances ou de connaissances, sur la base desquelles il devient prévisible que la continuation du déversement autorisé portera atteinte au fonctionnement des égouts ou des autres ouvrages, d'assainissement, atteinte qui ne peut être évitée par d'autres prescriptions.

### **III. - TUNISIE - Loi 93-41 du 19 avril 1993 relative à l'Office national de l'assainissement**

**Article 11. -** Il est interdit d'introduire dans les ouvrages d'assainissement, des matières, produits et liquides et tous autres objets qui peuvent obstruer les conduites, provoquer des nuisances, affecter l'atmosphère, émettre des vapeurs ou gaz toxiques, inflammables ou explosifs, entraver de quelque manière que ce soit le bon fonctionnement des égouts et des autres ouvrages d'assainissement, ou compromettre l'hygiène et la salubrité publique, et, de façon générale, polluer l'environnement.

**Article 12. -** Tout déversement ou rejet des eaux résiduaires autres que domestiques dans les réseaux d'assainissement doit être préalablement autorisé par le président directeur général de l'Office national de l'assainissement. Les conditions de déversement et de rejet sont fixées par décret. Les modalités sont déterminées par arrêté du ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire.



#### **IV. - LUXEMBOURG - Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau**

##### **Article 17. Permis de construire.**

Un permis de construire ne peut être délivré pour la construction ou la transformation de bâtiments et d'installations de quelque nature que ce soit que si le déversement des eaux usées dans les canalisations est assuré

L'autorité compétente peut délivrer exceptionnellement un permis de construire pour des bâtiments ou installations

- qui ne peuvent être raccordées au réseau dans les cas visés à l'article 16, point 2;
- ou pour lesquelles les conditions dont dépend le raccordement au réseau peuvent être créées à brève échéance, à condition toutefois que dans l'intervalle, l'élimination des eaux usées puisse être assurée d'une autre manière satisfaisante.

#### **V. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 63.** - (...) le raccordement à l'égout de toute habitation ou établissement rejetant des eaux usées est obligatoire dans les agglomérations dotées d'un réseau d'assainissement collectif. Les modalités de raccordement sont fixées par voie réglementaire.

**Article 64.** - Dans les zones à habitat dispersé ou dans les centres ne disposant pas d'un réseau d'assainissement collectif, l'évacuation des eaux usées doit se faire au moyen d'installations d'évacuation individuelles agréées par l'administration de la santé publique.

**Article 65.** - Tout système individuel d'assainissement doit être mis hors d'état de servir ou de créer des nuisances, dès la mise en place d'un réseau collectif d'assainissement.

**Article 66.** - Le raccordement au réseau public d'assainissement des eaux résiduaires, autres que domestiques, est soumis à l'autorisation préalable du gestionnaire du service public d'assainissement.

#### **VI. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

##### **Article 7. - Il est interdit**

1° d'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par l'exécutif, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics et les collecteurs;

2° de jeter ou de déposer des objets, d'introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics et les collecteurs.

**VII. - FRANCE - Arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes**

**Article 23.** - La commune instruit les autorisations de déversement pour tout raccordement d'effluents non domestiques en fonction de la composition des effluents.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables;
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites;
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

**VIII. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 68.** - Il est interdit d'introduire dans les installations d'assainissement toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'affecter la santé du personnel d'exploitation ou d'entraîner une dégradation ou une gêne de fonctionnement des ouvrages d'évacuation et de traitement.

**3.2 Tarification des services publics d'égouts et d'assainissement**

Le service qui consiste à recevoir les drainages des édifices et autres immeubles au moyen de systèmes publics d'égouts s'effectue en général contre rémunération (I,II). Les réglementations peuvent fixer les critères de calcul et de prélèvement des frais d'établissement des branchements (II).

**I. - TUNISIE - Loi n° 75-16 du 31 mars 1975 portant promulgation du Code des eaux**

**Article 137.** - Tout service public d'assainissement quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement qui sont fixées par décret.

Constitue un service public d'assainissement, un service chargé, de la collecte, du transport ou le cas échéant de l'épuration des eaux usées

**Article 138.** - Le produit des redevances d'assainissement est affecté au financement des charges du service d'assainissement.

**II. - TUNISIE - Décret 79-768 du 8 septembre 1979 réglementant les conditions de branchement et de déversement des effluents dans le réseau public d'assainissement.**

**Article 7.** - Frais de premier établissement des branchements particuliers

Les frais de premier établissement des branchements sont réglés par les usagers dans les conditions suivantes

Le devis comprend:

- Les frais de branchement calculés d'après les dépenses réelles majorées de 10% pour frais généraux.
- Les frais de réfection de la chaussée établis sur la base des prix pratiqués par le service affectataire.

Dans le cas où les travaux sont exécutés par l'ONAS, les frais seront calculés selon les dépenses réelles + de 10% pour frais généraux.

Une contribution de l'usager aux frais de construction des égouts calculées selon la réglementation en vigueur.

**Article 8.- Paiement - (1.1.)** Les frais de premier établissement des branchements particuliers sont payés soit au comptant soit avec facilités de 20 versements trimestriels égaux.

Le paiement au comptant, ou le cas échéant le premier versement doit être effectué avant le commencement des travaux. Le paiement du solde se fait par trimestre et à terme échu.

Dans le cas où le paiement serait assorti de facilités, les frais seront majorés d'un taux d'intérêt conformément aux pratiques bancaires à la date du contrat de raccordement au réseau d'égouts.

Le paiement à tempérament n'est admis qu'aux usagers dont l'immeuble est destiné strictement à leur habitation personnelle ou à celle de leur famille et qui donnent leur accord pour l'application des mesures correctives prévues ci-dessous.

Tous les autres usagers doivent effectuer le paiement au comptant.

Au cas où l'immeuble est utilisé autrement que prévu dans l'alinéa 5 ci-dessus, les sommes restantes à sa charge sont exigibles immédiatement et intégralement.

L'ONAS est autorisé à faire facturer et percevoir les montants mentionnés ci-dessus par la SONEDE.

A défaut de paiement des montants ainsi facturés, la SONEDE procède à la suspension ou à la résiliation de l'abonnement à l'eau potable de l'usager défaillant.

Les obligations à la charge de la SONEDE et de l'ONAS qui découlent du présent article seront précisées par une convention entre ces deux organismes.

2) Dans les autres zones, les paiements seront effectués auprès de la commune conformément à la réglementation en vigueur.

### **3.3 Contrôle de l'application de la loi**

Les textes régissant le drainage des sols et édifices prévoient, à l'appui des prescriptions qu'ils contiennent, un ensemble de sanctions telles que le paiement d'une amende ou l'emprisonnement ainsi que les modalités de contrôle et de constatation des infractions (1, II). Ces sanctions ont en général pour fin de punir toute violation des dispositions réglementaires.

La réglementation peut aussi conférer aux autorités compétentes un pouvoir de contrôle de l'application de la loi comprenant, par exemple, l'accès à une propriété privée afin d'y effectuer des inspections (III), l'adoption de mesure préventive ou conservatoire à l'encontre d'un usager récalcitrant ou nécessaire pour faire cesser le trouble (II), ou encore la possibilité de transiger selon le cas (II).

Enfin, le contrôle de l'application de la loi dans ce domaine peut être appuyé de mécanismes de surveillance devant être mis en place au titre des réglementations, sous forme de contrôles techniques entrepris par les autorités de façon continue (IV).

**I. - TUNISIE - Décret 79-768 du 8 septembre 1979 réglementant les conditions de branchement et de déversement des effluents dans le réseau public d'assainissement.**

**Article 22. - Surveillance**

1) Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées par les agents de police et de la garde nationale ayant qualité d'officiers ou d'agents de police judiciaire ainsi que les agents assermentés habilités à cet effet par le Ministre de l'équipement.

2) Les agents susmentionnés sont habilités à dresser un procès-verbal des infractions constatées

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

3) Chacun est tenu de procurer aux dits agents tous les renseignements et la coopération nécessaires pour effectuer leur tâche de surveillance conformément aux dispositions du présent article.

**II. - TUNISIE - Loi 93-41 du 19 avril 1993 relative à l'Office national de l'assainissement**

**Article 17. -** Les infractions aux dispositions de la présente loi sont constatées par des procès-verbaux dressés par deux agents assermentés relevant de l'Office national de l'assainissement, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale. Ces agents sont désignés par le président directeur général de l'Office national de l'assainissement.

Les procès-verbaux sont transmis au procureur de la République territorialement compétent, aux fins de poursuites, par le Ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

**Article 18. -** Outre les sanctions prévues par l'article 20 de la présente loi et sans préjudice des dommages et intérêts qui peuvent être prononcés par le tribunal, le Ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire peut, après mise en demeure du contrevenant, et après lui avoir adressé une lettre recommandée restée sans effets pendant un délai de 15 jours, ordonner l'exécution d'office et aux frais du contrevenant, des travaux ou actions nécessaires pour faire cesser l'infraction ou les dommages qui en résultent. Toutefois, en cas d'urgence et lorsque l'infraction ou ses conséquences exposent les ouvrages d'assainissement à un risque grave et imminent, le Ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire prend, sans délai et sans mise en

demeure, toutes les mesures nécessaires, aux frais du contrevenant, pour faire cesser l'infraction ou ses conséquences. (...)

**Article 22.** - Le ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire est habilité à transiger sur les infractions aux dispositions de la présente loi.

### **III. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 20.** - (...) § 5. L'Exécutif peut charger des fonctionnaires de veiller au respect, par les organismes d'épuration, des règles du présent chapitre et les autoriser à cette fin à pénétrer dans les installations de ces organismes et à se faire produire les documents techniques et comptables qui doivent y être tenus.

### **IV. - FRANCE - Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif**

**Article 2.** - Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend,

1. la vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement,

2. la vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants:

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité;
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux);

3. Dans le cas où la commune n'a pas décidé la prise en charge de leur entretien:

- la vérification de la réalisation périodique des vidanges;
- dans le cas où la filière en comporte, la vérification périodique de l'entretien des dispositifs de dégraisage.

**Article 3.** - L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L.35-10 du Code de la santé publique doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable.

**Article 4.** - Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle doivent être consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

## CHAPITRE VIII REDEVANCES

**Voir aussi:**

**Droits d'utilisation de l'eau (Chapitre I)**

**Approvisionnement en eau du public (Chapitre V)**

### 1. INTRODUCTION

La tarification de l'eau a une fonction double qui consiste, d'une part, à faire payer l'utilisation d'une matière première - soit la possibilité de prélever, stocker, capter ou mettre en valeur la ressource naturelle en vue de son utilisation - et, d'autre part, à faire payer l'eau mise à disposition du public au moyen d'un réseau de distribution afin de satisfaire des besoins domestiques ou liés aux activités industrielles et commerciales. La tarification de l'eau distribuée par un réseau public et vue sous l'angle d'un paiement pour service rendu est traitée au **Chapitre V - Approvisionnement en eau du public**, sous-chapitre 5. Le présent chapitre a donc pour but d'illustrer les mécanismes et procédures de tarification des prélèvements de l'eau en tant que ressource naturelle prélevée, stockée ou captée dans le cadre des droits d'utilisation de l'eau décrits au **Chapitre I - Droits d'utilisation de l'eau**. Il vise en outre la tarification de l'utilisation de l'eau dans le cadre d'un système public d'irrigation.

La loi contient normalement des dispositions habilitant l'autorité compétente à établir et administrer un système de tarification pour toute eau prélevée, captée, stockée ou mise en valeur (I-VIII), les réglementations précisant les détails relatifs aux questions de procédure et d'application de cette loi. Ces détails se rapportent en général (a) aux taux de tarification et aux modes de calcul des redevances, (b) aux procédures de paiement et de recouvrement, y compris de recouvrement des arriérés, et (c) au régime d'exonération, auxquels viennent correspondre les titres du présent chapitre.

Notons enfin qu'une taxe peut être instituée en cas de transfert d'eau d'une région à une autre (IX), taxe pour laquelle les modalités de fixation de taux, de paiement et de recouvrement peuvent être précisées.

#### **I - SÉNÉGAL - Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau**

**Article 16.** - Le prélèvement de l'eau est soumis à la perception d'une redevance (1...)

**Article 44.** - Sont considérées comme utilisations non consommatrices d'eau:

- la génération d'énergie hydro-électrique;
- la réfrigération;
- la navigation à fort tirant d'eau;
- la pisciculture;
- les activités récréatives, (...)

**Article 46.** - Les utilisations non consommatrices d'eau peuvent être soumises au paiement d'une redevance.

**II. - BURKINA FASO - Kiri An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso**

**Article 261.** - Les prélèvements d'eau soumis à déclaration ou à autorisation donnent lieu au paiement de droits et taxes dont les tarifs et les modalités sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés respectivement de l'hydraulique et des finances.

**III. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 139.** - Les redevances dues en raison de l'usage à titre onéreux, du domaine public hydraulique, sont fixées par la loi.

**Article 140.** - La tarification des eaux est, selon les secteurs d'activités fixée par voie réglementaire

Elle est sélective en fonction des usages et progressive en fonction des quantités d'eau prélevées.

**IV. - MALI - Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux**

**Article 12.** - Les autorisations et concessions pour l'utilisation des eaux sont [...] soumises au paiement d'une redevance pour l'utilisation des eaux du domaine public et sont enregistrées dans le cadastre des usagers tenu par l'administration des eaux.

**V. - MAURITANIE - Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau**

**Article 32.** - Toute utilisation d'eau du domaine public peut donner lieu à la perception de redevances.

**Article 69.** - Les utilisations non consommatrices d'eau peuvent être soumises au paiement de redevance

**VI. - BURUNDI - Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique**

**Article 30.** - (...) }

Toute autorisation ou concession accordée en vertu du présent Décret-loi donne lieu à perception de frais de dossier, ainsi que de redevances en raison de l'usage des biens du domaine public hydraulique. Les critères d'application de la disposition susvisée sont édictés par voie réglementaire

**VII. - GUINEE - Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée**

**Article 63.** - Les régions administratives peuvent être autorisées par décret à percevoir des taxes ou redevances pour l'utilisation de l'eau et l'évaluation des eaux usées dans les eaux de surface et souterraines de leur territoires.

Les usagers auxquels ces taxes ou redevances sont applicables ainsi que le mode d'utilisation des sommes perçues s'établissent par décret du Président de la République.

**VIII. - NIGER - Ordonnance 93-014 du 2 mars 1990 portant régime de l'eau**

**Article 20.** - (...)

Tout prélèvement dans la nappe d'eau souterraine dépassant la quantité fixée à l'article 16 est assorti de redevance dont le tarif sera fixé par arrêté du Ministre chargé de l'hydraulique.

**IX. - BELGIQUE - Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution**

**Article 32.** - § 1er. Une taxe d'un montant de trois francs au mètre cube dont le montant est adapté le 1er janvier de chaque année, en fonction de l'indice des prix à la consommation à partir de l'indice applicable au moment de l'entrée en vigueur du présent article, est perçue lorsque l'eau de surface ou souterraine, potable ou potabilisable, prélevée ou captée en région wallonne, est transférée à l'extérieur de la région, par quelque moyen artificiel que ce soit, à l'exception du transfert d'eau mise en bouteille et en boîte.

Le présent article ne s'applique qu'aux transferts d'eau effectués à l'intérieur du territoire du Royaume, à l'exclusion des transferts vers d'autres Etats.

§ 2. Cette taxe est perçue à charge de celui qui transfère l'eau. Si une même personne transfère à la fois de l'eau de la région wallonne vers l'extérieur de celle-ci, et de l'eau provenant de l'extérieur vers la région wallonne, la taxe est perçue sur l'excédent transféré vers l'extérieur.

§ 3. L'exécutif règle les modalités de perception de la taxe et de son contrôle.

§ 4. Les provinces et les communes ne peuvent pas percevoir de taxes de captage, de prélèvement ou autres sur les quantités d'eau visées au § 1er (...)

## **2. TAUX DES REDEVANCES**

Le calcul du montant des redevances se base normalement sur des taux établis par rapport aux quantités d'eau pouvant être prélevées en vertu d'une autorisation, à l'énergie pouvant être générée, aux quantités effectivement prélevées, ou encore sur la base d'une combinaison de paramètres ayant trait, entre autres, à la catégorie des usagers et au volume d'eau (I-IV). Des dispositions peuvent prévoir les modalités de révision de ces taux (III, IV).



Des taux forfaitaires basés sur des quantités déterminées d'eau pouvant être prélevées en vertu d'une autorisation peuvent aussi être utilisés dans la mesure où ils facilitent la gestion du système de tarification, le recours au montant forfaitaire pouvant ainsi se substituer au système de redevance "normal" (IV).

#### **I. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 63.** - Les autorisations et les concessions non déclarées d'utilité publique donnent lieu, au profit de l'Etat, à une redevance calculée sur la base du nombre de mètre cube d'eau pouvant être prélevé et qui fait l'objet d'un barème révisable publié par un arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre des finances.

Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même le fonds, le recouvrement des redevances est poursuivi auprès de l'exploitant et en cas de défaillance de ce dernier, auprès du propriétaire.(...)

#### **II. - ALGERIE - Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des Eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996**

**Article 140.** - La tarification des eaux est, selon les secteurs d'activités fixée par voie réglementaire.

Elle est sélective en fonction des usages et progressive en fonction des quantités d'eau prélevées.

#### **III. - ALGERIE - Décret 85-267 du 29 octobre 1985**

**Article 1er.** - En application des dispositions des article 140 et 141 de la loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux, tout prélèvement ou fourniture d'eau à usage domestique, industriel, agricole et pour l'assainissement donne lieu à la perception d'une redevance pour consommation d'eau, établie dans les conditions fixées par le présent décret

**Article 2.** - Le produit de la redevance pour la consommation d'eau doit couvrir les frais et les charges d'entretien et d'exploitation des ouvrages et infrastructures hydrauliques de collecte, desserte et d'assainissement des eaux et concourir graduellement à leur amortissement.

**Article 3.** - La redevance pour consommation d'eau est calculée en fonction de la catégorie d'usagers, du volume d'eau prélevé ou fourni, de la nature et de la qualité de l'eau.

Elle peut faire l'objet de révision sur ces mêmes bases. (...)

**Article 5.** - La redevance pour consommation d'eau à usage domestique, industriel et pour l'assainissement est calculée sur la base de barèmes qui tiennent compte de la classification des catégories d'usagers et des tranches de consommation d'eau qui sont déterminées par les volumes d'eau prélevés par ces mêmes catégories d'usagers

**Article 6.** - Les catégories d'usagers comprennent:

- les ménages (catégorie I);
- les institutions, administrations, collectivités locales et établissements publics (catégorie II);
- les artisans et les services du secteur tertiaire (catégorie III);
- les unités industrielles ou touristiques (catégorie IV).

**Article 7.** - Les volumes d'eau prélevés par chacune des catégories d'usagers définies à l'article 6 du présent décret sont répartis en tranches de consommation annuelle, déterminées en mètres cubes.

Les usagers de la catégorie I sont classés en trois tranches de consommation annuelle.

Une tranche unique de consommation annuelle est appliquée aux autres catégories d'usagers.

**Article 8.** - Le barème pour l'assiette de la redevance d'eau à usage domestique, industriel et pour l'assainissement ci-dessus, est déterminé par rapport à un prix de référence qui constitue le tarif de base.

Le tarif de base est égal à la consommation d'un mètre cube d'eau par les usagers de la catégorie I dans la première tranche de consommation annuelle, tel que précisé à l'article 9 ci-dessous.

Le tarif de base, désigné «l'unité», est fixé par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'hydraulique et du ministre chargé du commerce.

**Article 9.** - Les barèmes applicables aux différentes catégories d'usagers suivant leur répartition dans les tranches de consommation annuelle sont calculés en multipliant l'unité par les coefficients figurant au tableau ci-dessous.

catégories d'usagers	Tranches de consommation	Coefficients de multiplication	Tarifs applicables
I	Première tranche de 0 à 220 m <sup>3</sup> /an	1	unité «1»
	Deuxième tranche de 221 m <sup>3</sup> /an à 330 m <sup>3</sup> /an	1,75	1,75
	Troisième tranche plus de 330 m <sup>3</sup> /an	2,50	2,50
II	Tranche unique	2	2 unités
III	Tranche unique	2,50	2,50 unités
IV	Tranche unique	3,00	3 unités

**Article 10.** - Les barèmes applicables à certaines unités industrielles dont la consommation d'eau est importante font l'objet de dispositions particulières fixées par arrêté conjoint du ministre chargé du commerce, du Ministre chargé de l'hydraulique et du ministre de tutelle concerné.

Le même arrêté précisera les caractéristiques, les modalités et les conditions d'utilisation de l'eau par ces unités industrielles

#### **IV. MAROC - Décret n° 2-97-414 du 4 février 1998 relatif aux modalités de fixation et de recouvrement de la redevance pour utilisation de l'eau du domaine public hydraulique**

**Article 1.-** La redevance pour utilisation de l'eau prélevée du domaine public hydraulique prévue par l'article 37 de la loi susvisée n° 10-95 est calculée en fonction du volume d'eau prélevé, exprimé en mètres cubes, ou en fonction de l'énergie hydroélectrique effective produite, exprimée en kilowattheures, conformément aux dispositions du présent décret.

**Article 2.-** Le taux de la redevance visée à l'article premier ci-dessus est fixé par arrêté des autorités gouvernementales chargées des finances et de l'équipement et du ministre dont relève le secteur usager

Ce taux est affecté d'un coefficient de régulation fixé par l'arrêté visé à l'alinéa ci-dessus en tenant compte de l'usage et de l'origine de l'eau superficielle ou souterraine.

On entend par eau superficielle toute eau prélevée notamment d'une rivière, d'un barrage, d'un canal, d'un lac ou d'un étang et par eau souterraine toute eau prélevée par puits, forage ou galerie; le captage d'une source est un cas particulier de prélèvement d'eau souterraine.

**Article 3.-** Lorsque l'eau utilisée est une eau souterraine ou une eau superficielle nécessitant un refoulement, la redevance est calculée par une formule fixée par l'arrêté visé à l'article 2 ci-dessus

**Article 4.-** La redevance est forfaitaire :

- lorsque le volume d'eau est directement prélevé dans le milieu naturel, dessert un usage domestique et est inférieur à 10 mètres cubes par jour ;
- lorsque le volume d'eau est directement prélevé dans le milieu naturel, dessert des populations rurales groupées pour leur approvisionnement en eau potable et est inférieur à 200 mètres cubes par jour ;
- lorsque la puissance installée des ouvrages hydroélectriques est inférieure à 300 kW ;
- lorsqu'il s'agit d'une eau d'exhaure dans les mines.

La redevance concernant les usages précités ne peut excéder 250 dirhams par an et par point de prélèvement; le taux de cette redevance ne peut excéder un dixième (1/10) du taux ordinaire

**Article 5.-** Dans un délai de deux (2) ans à partir de leur date de création, les agences de bassins hydrauliques peuvent proposer à l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement de réviser à la hausse, pour leur zone d'action, le coefficient de régulation visé à l'article 2 ci-dessus, compte tenu notamment de leurs programmes d'action, de la nature et de l'usage de l'eau utilisée.

Le nouveau coefficient est fixé dans les mêmes formes et conditions prévues à l'article 2 ci-dessus.

**Article 6.-** Le taux de la redevance est réévalué en fonction d'une formule de révision qui sera précisée par arrêté conjoint des autorités gouvernementales chargées des finances et de l'équipement et du ministre dont relève le secteur usager.

Toutefois, cette révision ne pourra intervenir que lorsque l'application de la formule d'indexation entraîne par rapport à la redevance précédemment appliquée, une augmentation supérieure à 5%.

Le nouveau taux de la redevance est fixé dans les mêmes formes et conditions prévues à l'alinéa premier du présent article. Il n'est applicable que trois mois à partir de la date de publication de l'arrêté y relatif (...)

**Article 9.-** En cas de fonctionnement défectueux du compteur, le volume d'eau servant de base pour le calcul de la redevance est déterminé comme suit:

- (a) Si le fonctionnement défectueux du compteur est signalé par l'intéressé, la situation est apurée à la date de la déclaration sur la base de l'indication du compteur. Au cours de la période de trente (30) jours qui suit, la redevance est calculée sur la base du volume autorisé. Passé ce délai, la redevance est calculée sur la base d'un volume égal à 1.5 fois le volume autorisé, sauf en ce qui concerne les prélèvements à usage agricole effectués pendant la période des faibles irrigations (du 1er décembre au 1er mars inclus) pour lesquels un volume égal au volume autorisé est pris en compte ;
- (b) Si le fonctionnement défectueux du compteur est constaté par les agents de contrôle et si ce fonctionnement défectueux est difficile à déceler, les mêmes dispositions qu'en (a) sont appliquées, la situation étant d'abord apurée à la date où le fonctionnement défectueux est constaté ;
- (c) Si le fonctionnement défectueux est manifeste, la redevance est calculée sur la base d'un volume égal à 1.5 fois le volume autorisé, depuis la date du dernier relevé jusqu'à celle où le compteur en état de marche est réinstallé. Cependant, pour les prélèvements à usage agricole, un volume égal au volume autorisé est pris en compte dans la période des faibles irrigations (du 1er décembre au 1er mars inclus).

### **3. MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE RECouvreMENT**

Des dispositions peuvent préciser les modalités et la fréquence de paiement des redevances (I, II).

#### **1. - MAROC - Loi 10-95 sur l'eau**

**Article 36. -** (...) Le recouvrement des redevances peut être poursuivi tant auprès du propriétaire que de l'exploitant des installations de prélèvement d'eau, qui sont conjointement et solidairement responsables du paiement de celles-ci.

**II. - MAROC - Décret n° 2-97-414 du 4 février 1998 relatif aux modalités de fixation et de recouvrement de la redevance pour utilisation de l'eau du domaine public hydraulique**

**Article 10.** - Les redevances de prélèvements d'eau sont recouvrées par l'agence du bassin hydraulique au moyen d'ordres de recettes établis par le directeur de l'agence.

Les modalités de paiement de la redevance, visées au 2ème alinéa de l'article 39 de la loi n° 10-95 précitée sont approuvées par les autorités gouvernementales chargées des finances et de l'équipement

#### **4. REGIME D'EXONERATION**

Des exemptions à l'obligation de paiement de redevances pour l'utilisation de l'eau peuvent être prévues dans le cadre de circonstances particulières précisées dans les réglementations. Ces circonstances visent généralement les services d'intérêt public (I, II).

**I. - CAMEROUN - Loi 98/005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau**

**Article 10.** - (1) Les prélèvements des eaux de surface ou souterraines à des fins industrielles et commerciales sont soumis à autorisation préalable et au paiement d'une redevance dont le taux, l'assiette et le mode de recouvrement sont fixés par la loi de finances.

(2) Toutefois, les sociétés concessionnaires d'un service public d'exploitation et de distribution d'eau potable en sont exemptées. (...)

**II. - TUNISIE - Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux**

**Article 65.** - L'exonération totale des redevances visées aux articles 63 et 64 du présent code peut être accordée dans le cas où l'autorisation ou la concession d'eau sert à assurer un service public.

#### **5. TARIFICATION DE L'EAU D'IRRIGATION**

La tarification de l'eau dont l'irrigation a été rendue possible grâce au concours financier du trésor public, et permettant de couvrir les coûts entraînés par la construction et/ou le fonctionnement et l'entretien des infrastructures, est une question dont la dimension politique ne manque pas d'influencer la manière dont est conçue la réglementation et dont elle est par la suite mise en oeuvre.

Les réglementations tendent, en effet, à faire payer l'eau par les utilisateurs en les rendant responsables du paiement des frais engendrés par le schéma d'irrigation mis en place par l'Etat et dont ils sont les bénéficiaires. Cela se traduit en pratique par le pouvoir conféré à l'Etat en général ou à un agent en particulier de vendre l'eau d'irrigation aux particuliers et aux collectivités moyennant un certain tarif (1), lequel sera fixé dans le cadre de

règlementations spécifiques précisant les modalités de paiement et les facteurs pris en compte pour le calcul du montant des redevances (II-IV).

# **I. - BENIN - Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau**

**Article 44.** - L'état peut exécuter par ses propres moyens les travaux d'irrigation et se rémunérer de ses frais en vendant les eaux aux particuliers et aux collectivités moyennant un certain tarif. ( ... )

**Article 45.** - Les travaux d'irrigation prévus à l'article précédent sont déclarés d'utilité publique, après enquête, par arrêté du ministre chargé du développement rural.

Cet arrêté détermine, s'il y a lieu, les conditions générales de vente des eaux et le tarif maximum.

# **II. - MAROC - Décret n° 2-69-37 du 25 juillet 1969 relatif aux conditions de distribution et d'utilisation de l'eau dans les périmètres d'irrigation (tel que modifié par le Décret n° 2-96-297 du 30 juin 1996 )**

**Article 3 .-** Le prix du mètre cube d'eau livrée en tête de propriété est fixé par arrêté enjoint du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, du ministre des finances et du ministre des travaux publics et des communications. Ce prix constitue un prix limité dit "taux d'équilibre".

**Article 4 .-** La progression à suivre pour atteindre le taux d'équilibre est fixé ainsi qu'il suit :

Campagnes agricoles successives à partir de celle au cours de laquelle s'effectue la mise en eau.....	1ère	2ème	3ème	4ème	5ème
Pourcentage du taux d'équilibre.....	20	40	60	88	100

Cependant, pour les plantations d'arbres fruitiers cette progression s'étendra sur une période de 10 années à partir de la première année de plantation ainsi que prévu ci-dessous :

Age de la plantation	1 an	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Pourcentage du taux d'équilibre	10	20	30	40	50	60	70	80	90	100

La campagne agricole au sens du présent décret commence le 1er octobre et se termine le 30 septembre.

**Article 5.-** Pour les propriétés déjà mises en eau à la date de la publication au Bulletin officiel du présent décret et sauf pour les plantations d'arbres fruitiers, le tarif applicable au titre de la première campagne sera celui des tarifs correspondant aux barèmes du premier tableau de l'article 4, qui se trouve égal ou immédiatement supérieur au tarif précédemment appliqué.

**Article 6.-** Sont considérés, en ce qui concerne la date de la mise en eau, comme conservant leur ancienneté, les fonds faisant l'objet de morcellement ou de mutations, quels que soient la nature et le nombre de ces opérations.

**Article 7.-** Les prix du mètre cube d'eau d'irrigation seront multipliés par les coefficients suivants :

1°) Si la propriété est alimentée par une prise réalisée par l'usager lui-même, directement dans l'oued, à l'aval du barrage : trois dixièmes (0,3) ;

2°) Dans les secteurs où le réseau en terre des canaux secondaires et tertiaires a été réalisé par les soins et aux frais de l'Etat, et tant que le dit réseau n'aura pas été remplacé, aux frais de l'Etat, par un réseau de canaux bétonnés : huit dixièmes (0,8) ;

3°) Dans les secteurs où l'entretien courant du réseau de canaux secondaires et tertiaires n'est pas effectué par l'Etat : huit dixièmes (0,8) ;

4°) Dans les secteurs où il est constaté par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire que le taux de salure des eaux employées pour l'irrigation est de nature à gêner des cultures prescrites par le plan d'assolement : huit dixièmes (0,8) ;

Ces coefficients sont cumulatifs.

5°) Pour garantir un usage efficient et productif de l'eau d'irrigation par les usagers, des coefficients de majoration sont appliqués au prix du mètre cube d'eau par tranches de consommation

Ces tranches et les coefficients de majoration correspondants seront fixés par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole, du ministre d'Etat à l'intérieur, du Ministre des finances et des investissements extérieurs et du ministre des travaux publics.

**Article 8.-** Sont assujettis au paiement d'une redevance supplémentaire destinée à couvrir les frais de pompage les usagers desservis à l'aide d'une station de pompage et d'un réseau de distribution

1°) Les usagers desservis par pompage à partir du canal principal à l'aide de stations de refoulement et d'un réseau de distribution haut service construits et équipés par l'Etat ;

2°) Les usagers desservis par aspersion à partir du canal principal à l'aide de stations de pompage et d'un réseau de distribution construits et équipés par l'Etat.

La redevance supplémentaire sera fixée par un arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, du ministre des finances et du ministre des travaux publics et des communications

**Article 9.-** Le prix de l'eau sera révisé en fonction, notamment, de l'évolution du niveau des prix et des salaires suivant une formule d'indexation qui sera précisée par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des travaux publics et des communications.

Le prix du mètre cube d'eau ne sera toutefois modifié que lorsque l'application de la formule d'indexation entraînera par rapport au tarif précédemment appliqué une augmentation supérieure à cinq pour cent (5 %).

**Article 10.-** La redevance pour usage de l'eau d'irrigation ne saurait être inférieure à celle correspondant à un minimum de consommation fixé à trois mille (3.000) mètres cubes par hectare irrigable et par campagne agricole. Ce minimum de consommation représenté par le nombre 100 est atteint suivant la progression ci-après :

Campagnes agricoles successives à partir de la première campagne agricole qui la date de la mise en eau.....	1ère	2ème	3ème	4ème	5ème
	20	40	60	88	100
Pourcentage du minimum de consommation finale.....					

Les propriétés déjà mises en eau à la date de la publication au Bulletin officiel du présent décret seront, au regard de la progressivité du minimum de consommation imposable, réputées avoir une ancienneté égale au nombre de campagnes agricoles durant lesquelles l'eau a été tenue à la disposition de leurs propriétaires, que ceux-ci en aient ou non fait usage.

**Article 11.-** Les redevances pour usage de l'eau d'irrigation sont perçues par le percepteur dans le ressort duquel se trouve le périmètre, en vertu de rôles dressés par le Chef d'exploitation dudit périmètre, vérifiés et approuvés par le Directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole intéressé ou le Chef des services provinciaux compétents du ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire et rendus exécutoires par le ministre des finances.

Il sera établi un rôle annuel pour la redevance correspondant à la campagne agricole écoulée. Toutefois, le Ministre de l'Agriculture et de la mise en valeur agricole pourra prescrire, par arrêté, les modalités d'établissement des rôles semestriels ou trimestriels.

**Article 14.-** La redevance pour usage de l'eau d'irrigation visée à l'article 2 s'appliquera à compter du début de la campagne agricole qui suivra la date de la publication du Bulletin officiel du présent décret. ( ... )

### III. - ALGERIE - Décret 85-267 du 29 octobre 1985

**Article 13.-** Les redevances dues par l'usager au titre de la fourniture ou du prélèvement d'eau sont calculées suivant une formule binôme sur la base du débit maximal souscrit et du volume effectivement consommé.

En outre, il est opéré sur tout hectare irrigable, trois années après la mise en eau du périmètre irrigué, un minimum de perception calculé sur la base du coût de l'irrigation à l'hectare.

**Article 14.-** Le prix du mètre cube d'eau à usage agricole est fixé en tenant compte des conditions spécifiques de chaque périmètre irrigué et des cultures qui y sont pratiquées.

Le Ministre chargé de l'hydraulique et le Ministre chargé de l'Agriculture préciseront, par arrêté conjoint, les modalités d'application des dispositions du présent article.



**Article 15.** - L'évaluation prévisionnelle des redevances dues par l'utilisateur est effectuée lors de la souscription annuelle du débit, avant l'ouverture de la campagne agricole.

Les paiements sont acquittés par acomptes suivant les bases ci-après:

- 25% lors de la souscription,
- 25% au cours du mois de juillet de l'année considérée,
- le solde, soit 50%, est appré à la fin de la campagne d'irrigation sur la base du volume d'eau effectivement consommé.

#### **IV. - ALGERIE - Arrêté interministériel du 29 octobre 1985**

**Article 1er.** - Les tarifs applicables pour la fourniture d'eau à usage agricole dans les périmètres irrigués, tels que définis par les dispositions du décret 85-267 du 29 octobre 1985 susvisé, sont fixés conformément au tableau ci-après.

Périmètre irrigués	Prix du mètre cube effectivement consommé	Redevance au titre du débit maximal souscrit
Bou Namoussa	0,17 DA au m <sup>3</sup>	200 DA
Haut Chief	0,15 DA au m <sup>3</sup>	200 DA
Hamm	0,12 DA au m <sup>3</sup>	150 DA
Moyen Chief	0,12 DA au m <sup>3</sup>	150 DA
Bas Chief	0,12 DA au m <sup>3</sup>	150 DA
Mina	0,12 DA au m <sup>3</sup>	150 DA
Habra	0,12 DA au m <sup>3</sup>	150 DA
Sig	0,12 DA au m <sup>3</sup>	150 DA

## INVENTAIRE DES TEXTES REPERTORIES

**ALGERIE**

Loi 83-17 du 16 juillet 1983 portant Code des eaux modifiée par l'ordonnance 96-13 du 15 juin 1996

Décret 85-267 du 29 octobre 1985

Décret 86-227 du 2 septembre 1986

**BELGIQUE**

Loi du 24 mai 1983 relatif aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usages déterminés

Décret de la Région Wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution

Arrêté de la Région Wallonne du 6 novembre 1987 portant désignation des agents compétents pour prélever ou faire prélever des échantillons d'eau ainsi que pour rechercher et constater les infractions au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution

Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juin 1992 établissant le classement des eaux de surface

Décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques

Arrêté du 20 février 1997 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions de mesure du volume de l'eau captée

**BENIN**

Loi 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'eau en République du Bénin

**BURKINA FASO**

Loi 23/94/ADP du 19 mai 1994 portant Code de la santé publique

Décret 83-0022 du 1 avril 1983 portant Code de l'eau

Khi An VIII-0328 du 4 juin 1991 portant réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso

Raabo An IV 00013 du 6 juillet 1987 portant régime de la déclaration ou de l'autorisation de prélèvements d'eaux domaniales et d'installations permettant d'effectuer ces prélèvements

Raabo An IV 00014 du 6 juillet 1987 portant définition des périmètres de protection

Raabo B 000004 AnIV du 6 mai 1989 portant définition du régime de l'eau

## **BURUNDI**

Décret-loi 1/41 du 26 novembre 1992 portant institution et organisation du domaine public hydraulique

## **CAMEROUN**

Arrêté 060 du 13 novembre 1964 fixant les tarifs de distribution d'eau pratiqués par la Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC)

Loi 98/005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau

## **COTE D'IVOIRE**

Décret 68-528 du 7 novembre 1968

## **DJIBOUTI**

Délibération 74/8 du 12 décembre 1974 portant protection des eaux souterraines et des eaux de surface du Territoire français des Afars et des Issas.

Arrêté 83-0293 du 22 février 1983 portant approbation du cahier des charges et du règlement des eaux - Règlement des eaux

Arrêté 83-0293 du 22 février 1983 portant approbation du cahier des charges et du règlement des eaux - Cahier des charges

## **FRANCE**

Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Décret 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles Décret 93-742 du 29 mars 1993

Décret 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article 9 (1°) de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau

Décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature prévue par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Décret 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Décret 93-1347 du 28 décembre 1993 relatif au régime exceptionnel de tarification de l'eau prévu au II de l'article 13 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Décret 95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique et modifiant le décret 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret 89-3 du 3 janvier 1989 voir pagina 85

Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées

Arrêté du 1 mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Arrêté du 1er Décembre 1994 pris en application du décret 92-997 du 15 septembre 1992 relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains aménagements hydrauliques

Arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes

Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif

**GUINEE**

Loi 036/APN/81 du 9 novembre 1981 portant réglementation de l'exploitation des ressources en eau de la République Populaire de Guinée

Loi L/94/005/CTRN du 14 février 1994 portant Code de l'eau

**LUXEMBOURG**

Loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau

**MALI**

Loi 90-17 du 3 février 1990 fixant le régime des eaux

**MAROC**

Loi n° 10-95 sur l'eau

Décret n° 2-69-37 du 25 juillet 1969 relatif aux conditions de distribution et d'utilisation de l'eau dans les périmètres d'irrigation (tel que modifié par le Décret n° 2-96-297 du 30 juin 1996 )

Dahir 1-87-12 du 21 décembre 1990 portant promulgation de la loi n° 02-84 relative aux associations d'usagers des eaux agricoles

Décret 2-84-106 du 13 mai 1992 fixant les modalités d'accord entre l'administration et les associations des usagers des eaux agricoles et approuvant les status-types desdites association

Décret n° 2-97-414 du 4 février 1998 relatif aux modalités de fixation et de recouvrement de la redevance pour utilisation de l'eau du domaine public hydraulique

Décret n° 2-97-487 du 4 février 1998 fixant la procédure d'octroi des autorisations et des concessions relatives au domaine public hydraulique

Décret n° 2-97-575 du 4 février 1998 relatif à l'utilisation des eaux usées

Décret n° 2-97-657 du 4 février 1998 relatif à la délimitation des zones de protection et des périmètres de sauvegarde et d'interdiction.

Décret n° 2-97-787 du 4 février 1998 relatif aux normes de qualité des eaux et à l'inventaire du degré de pollution des eaux.

**MAURITANIE**

Ordonnance 85-144 du 4 juillet 1986 portant Code de l'eau

**NIGER**

Ordonnance 93-014 du 2 mars 1993 portant régime de l'eau

Arrêté du Ministre de l'hydraulique et de l'environnement N°012/ME/E  
du 12 février 1999 relatif à la maintenance des ouvrages hydrauliques ruraux

Avant-projet d'arrêté approuvé par lettre n° 001128/ME/E/SG/SL du 19 novembre 1998 du  
ministère de l'hydraulique et de l'environnement

**SENEGAL**

Loi 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'eau

**TUNISIE**

Loi 75-16 du 31 mars 1975 portant Code des eaux

Loi n° 87-35 du 6 juillet 1987 modifiant certains articles du Code des eaux

Loi 93-41 du 19 avril 1993 relative à l'Office National de l'Assainissement

Loi 95-70 du 17 juillet 1995 relative à la conservation des eaux et du sol

Décret 78-814 du 1 septembre 1978 fixant les conditions de recherche et d'exploitation des  
eaux souterraines

Décret 79-768 du 8 septembre 1979 réglementant les conditions de branchement et de  
dévirement des effluents dans le réseau public d'assainissement

Décret 85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur

Décret 97-2082 du 27 octobre 1997, fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages  
d'eau.

Arrêté du 20 juillet 1989 portant homologation de la norme tunisienne relative aux rejets  
d'effluents dans le milieu hydrique



1	Wildlife and national park legislation in Asia, 1971 (A/)		concernant les ressources en eau internationales -
2	Wildlife and national park legislation in Latin America, 1971 (A/E/)	35	Tome I, 1984 (A/L/F)
3	Wildlife conservation legislation, 1971 (A/E/)		Regional compendium of fisheries legislation (Western Pacific Region) - Vols I et II, 1984 (A)
4	Legal systems for environment protection - Japan, Sweden, United States, 1972 (A/)	36	Législation relative au commerce international de la viande bovine, 1985 (A/E/F)
5	Ordn agraire et justice agraire, 1977 (A/E/F)	37	La législation forestière au Cap-Vert, en Éthiopie, en Gambie, au Mali et en Mauritanie, au Niger, au Rwanda et au Sénégal, 1986 (F)
6	Agricultural credit legislation in selected developing countries, 1974 (A/)		Impacts sur l'environnement des incitations économiques à la production agricole: étude de droit comparé, 1985 (A/E/F)
7	Elements du droit de l'alimentation, 1975 (A/E/F)	38	Propiedad, tenencia y redistribución de tierras en la legislación de América Central y México, 1986 (E)
8	Législation de aguas en América Central, Caribe y México - Vol I, 1975 (E)	39	Le statut des eaux souveraines en droit international, 1987 (A/E/F)
9	A legal and institutional framework for natural resources management, 1975 (A/E/)	40	Statuts fonciers et politique forestière, 1986 (A/F)
10	Le droit des eaux dans certains pays européens (Angleterre et pays de Galles, Belgique, Espagne, France, Israël, Italie, Turquie) - Tome I, 1977 (A/L/F)	41	Regional compendium of fisheries legislation (Indian Ocean Region) - Vols I et II, 1987 (A)
11	Fundamentos básicos para una legislación tributaria en el sector agropecuario, 1975 (E)	42	Législation sur l'équipotage des pesticides, 1987 (A/E/F)
12	Normas alimentarias internacionales en droits nationaux, 1978 (A/F/)	43	La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone, 1987 (F)
13	Desarrollo agrícola y desarrollo agrícola: estado actual y perspectivas en América Latina, 1976 (E)	44	Legal aspects of international joint ventures in agriculture, 1990 (A)
14	Réponses juridiques et institutionnelles à l'accroissement de la demande d'eau, 1979, (A/E/F)	45	The freshwater-maritime interface: legal and institutional aspects, 1990 (A)
15	Répertoire systématique par bassin de traités déclaratoires, textes législatifs et jurisprudence concernant les ressources en eau internationales - Tome I, 1978 (A/E/F)	46	La réglementation de la pêche au filet maillet devant en haute mer: questions juridiques, 1991 (A/F)
16	Législation des semences, 1978 (A/E/F)	47	Les périmètres irrigués en droit comparé africain (Madagascar, Maroc, Niger, Sénégal, Tunisie), 1992 (F)
17	Le droit des eaux dans certains pays africains, 1981 (A/E/F)	48	Analyse préliminaire de certains textes législatifs régissant l'aquaculture, 1993 (F/E)
18	Reforma agrícola y desarrollo rural integrado, 1979 (E)	49	Traites concernant l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation - Europe, 1993 (A/F/E)
19	La législation des eaux dans les pays d'Amérique du Sud, 1980 (A/E/F)	50	Législation sur l'homologation des pesticides, 1994 (E/F)
20	La législation sur la faune, la chasse et les aires protégées dans certains pays européens, 1980 (A/E/F)	51	Preparing national regulations for water resources management, 1994 (A)
21	Conditions imposées par les États côtiers aux navires de pêche étrangers (Rev. I) - Vol I, 1984 (A/E/F)	52	Evaluation des impacts sur l'environnement pour un développement rural durable: étude juridique, 1994 (F)
22	Agricultural insurance legislation, 1981 (A/E/)	53	Régime juridique du contrôle et de la certification de la qualité des données alimentaires pour l'usage public et producteurs, 1994 (A/F)
23	Le régime juridique des ressources en eau internationales, 1981 (A/E/F)	54	Treaties concerning the non-navigational uses of international watercourses - Asia, 1995 (A/F)
24	Las organizaciones de regantes en el derecho y la administración de algunos países de América Latina, 1981 (A/E/)	55	Tendances d'évolution des législations agroforestières en Afrique francophone, 1996 (F)
25	La législation sur la faune et les aires protégées en Afrique, 1981 (A/F)	56	Coastal State requirements for foreign fishing, 1996 (A)
26	La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la réglementation de la pêche du thon, 1985 (A/F)	57	Anthologie du droit coutumier de l'eau en Afrique, 1996 (A/F)
27	Compendium régional de la législation sur la pêche - Afrique occidentale (Région du COPACE), 1983 (A/F/)	58	Cadre juridique de la sécurité alimentaire, 1996 (F)
28	Législation phytosanitaire, 1984 (A/E/F)	59	Le foncier-environnement - Fondements juridiques institutionnels pour une gestion viable des ressources naturelles renouvelables au Sahel, 1997 (F)
29	Législation on foods for infants and small children, 1983 (A/)	60	Treaties concerning the non-navigational uses of international watercourses - Africa, 1997 (A/F)
30	Water law in selected European countries (Cyprus, Finland, the Netherlands, Union of Socialist Republics Yugoslav) - Vol II, 1983 (A)	61	Nouveaux principes de législation phytosanitaire, 1997 (E/F)
31	The role of legislation in land use planning for developing countries, 1985 (A)	62	The burden of proof in natural resources legislation - Some critical issues for fisheries law, 1998 (A)
32	Agricultural census legislation, 1984 (A)	63	
33	Le régime juridique de la productivité des sols: éléments de droit comparé, 1985 (A/E/F)		
34	Répertoire systématique par bassin de traités déclaratoires, textes législatifs et jurisprudence		



64	Política y legislación de aguas en el Istmo centroamericano - El Salvador, Guatemala, Honduras 1998 (E)
65	Sources of international water law, 1998 (A)
66	Trends in forestry law in America and Asia 1998 (A F E)
67	Issues in water law reform, 1999 (A)
68	Extraits des instruments et déclarations internationaux et régionaux et d'autres textes d'autorité concernant au droit à l'alimentation, 1999 (A/E/F)
69	Elaboration des réglementations nationales de gestion des ressources en eau - Principes et pratiques, 1999 (F)

Disponibilité : novembre 1999

A	- Anglais	Multil	Multilingue
Ar	- Arabe	-	Epuisé
C	- Chinois	--	En préparation
E	- Espagnol		
F	- Français		
P	- Portugais		

On peut se procurer les Cahiers techniques de la FAO auprès des points de vente des publications de la FAO, ou en s'adressant directement au Groupe des ventes et de la commercialisation, FAO, Viale della Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie